

JP 11/15

PORTRA

# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15822 - 7 F

SAMEDI 9 DÉCEMBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Bonn soutient la politique de rigueur de Paris

● Tandis que les grèves continuent, la CGT et la FSU appellent à une nouvelle journée de manifestations mardi 12 décembre ● Le gouvernement engage le dialogue à la SNCF et renonce à la création d'une caisse autonome pour les retraites des fonctionnaires ● A Baden-Baden, M. Kohl a approuvé l'effort français « de réduction des déficits publics »

AU SOMMET franco-allemand de Baden-Baden, Jacques Chirac a reçu, jeudi 7 décembre, le soutien de Helmut Kohl pour « ses efforts de consolidation budgétaire et de réduction des déficits publics ». Manifestant son soutien à M. Juppé, la Banque de France a légèrement réduit, jeudi, l'un de ses taux directeurs.

Pendant que la CGT, FO, la FEN et la FSU faisaient, jeudi 7 décembre, la démonstration de la force du mouvement de protestation contre le plan d'Alain Juppé pour la protection sociale (environ un million de personnes ont défilé dans les rues des principales villes de France), le gouvernement s'efforçait de couler le dialogue.

Le premier ministre a nommé un médiateur, Jean Martéti, pour tenter de mettre fin au conflit à la SNCF, et le président de la RATP a essayé de rassurer ses agents sur le maintien des particularités de leur régime de retraite. Les syndicats de la SNCF n'ont pas refusé cette médiation, mais ceux de la RATP n'ont pas voulu débattre

avec la commission Le Vert, chargée de rédiger un livre blanc sur l'ensemble des régimes particuliers. De son côté, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, a fait comprendre aux organisations syndicales qu'il a refusé, que le gouvernement renonce à créer la caisse autonome de retraites des fonctionnaires annoncée par le premier ministre le 15 novembre.

La CGT et la FSU ont décidé d'organiser une nouvelle grande journée de manifestations le mardi 12 décembre, à laquelle pourrait se joindre FO. Jacques Barrot devrait profiter du week-end pour prendre contact avec les dirigeants des confédérations syndicales et, en recevant les présidents des caisses nationales de Sécurité sociale, établir un lien avec un responsable important de FO.

Alain Juppé ne veut pas participer lui-même à ces premières rencontres, mais il devrait, une fois les fils établis, recevoir les uns après les autres les dirigeants syndicaux.



● Le sommet franco-allemand de Baden-Baden p. 2  
● Le geste de la Banque de France p. 6  
● Les transports publics restent paralysés p. 7  
● Près d'un million de manifestants jeudi p. 8  
● Les enseignants se souviennent de mai 68 p. 9  
● Le débat parlementaire p. 10

● Enquête : des usagers solidaires p. 11  
● Portraits : Marc Blondel, Nicole Notat, Louis Vianney p. 14  
● Points de vue, éditorial, revue de presse p. 15 et 16  
● Les entreprises sur Internet ; informations pratiques p. 22 et 24

## La Russie idéale du général nationaliste



ALEXANDRE LEBED

IL TONNE contre le « carnibalisme » capitaliste, dénonce la soumission du Kremlin à « l'Occident », appelle à « prendre le meilleur dans le passé russe » pour, dit-il, restaurer « une grande puissance humiliée ». Au fil de réunions électoralistes menées d'un bout à l'autre du pays, le général Alexandre Lebed peaufine son image d'« homme fort », providentiel, droit, courageux, non corrompu : il a abandonné la référence à Pouchkine pour se comparer à de Gaulle. A quelques jours du scrutin législatif du 17 décembre, son parti, le Congrès des communistes russes, est crédité de quelque 10 % des intentions de vote - un peu moins que les communistes. Mais sa popularité personnelle est en hausse.

A quarante-six ans, Alexandre Lebed, fils et petit-fils de militaire, ancien « para », ex-patroon, jusqu'en juin 1995, de l'armée russe en Transnistrie, occupe, mieux que personne, le créneau du nationalisme russe. Dépourvu de tout programme autre que quelques formules simplistes, il cultive la nostalgie d'un pouvoir fort, d'un pays fier et sans mafia. Le message séduit et « Sacha » Lebed pourrait bien être le principal rival de Boris Eltsine.

Lire le point de vue du général Lebed page 15

Allemagne, 2 DM ; Autriche, 2 S ; Belgique, 20 FB ; Canada, 2 \$ ; Danemark, 16 K ; Espagne, 200 P ; France, 1 F ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 100 P ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 10 K ; Pays-Bas, 100 F ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 200 F ; Turquie, 100 L ; USA, 1 \$ ; USA (N.Y.), 2 \$ ; USA (Calif.), 2 \$ ;

M 0147 - 1209 - 7.00 F

MARDI

## Bruits de secte sud-africaine en Alsace

LES PETITES COMMUNES orphelines de leur garnison militaire, ne savent plus à quel saint se vouer. Depuis la dissolution du 9<sup>e</sup> régiment du génie, Volgersheim, près de Neuf-Brisach (Haut-Rhin), a perdu le tiers de sa population et l'équivalent de huit mois de recettes fiscales. Mais elle a gardé seize hectares de « friche », dont une imposante caserne construite par Guillaume II, en 1908. Les acquéreurs ne se bousculent pas et la Mission Kwazizabantu (M. K.) a toute chance d'emporter la prochaine vente aux enchères organisée par le ministère de la défense. Créée en 1960 en Afrique du Sud, M. K. est prête à déboursier 24 millions de francs pour transformer la caserne en un grand centre international.

Alsace, terre de mission ? La réputation de « secte » a vite précédé la Mission Kwazizabantu et dépassé les limites du canton. Associations et pétitions ont ébranlé André Mann, maire de Volgersheim, qui avait flairé la bonne affaire. Mais les enquêtes de la préfecture du Haut-Rhin et du ministère de la défense n'ont rien donné. Le « casier » de M. K., qui attire des milliers de personnes dans ses séminaires

à Rouffach et à Walbourg, serait vierge. Rien ne viendrait égarer les accusations de secte. Il aura fallu l'insistance de pasteurs protestants locaux pour établir des liens entre la Mission Kwazizabantu et un mouvement d'extrême droite sud-africain, chrétiens pour la vérité (Christians for Truth), autrefois soutenu par le pouvoir blanc pour contrebalancer l'influence des Eglises et autres mouvements anti-apartheid, précisément dans ce pays zoulou (Kwazulu-Natal) où est né M. K. et qui est l'adversaire traditionnel de l'ANC et de Nelson Mandela.

A défaut d'être une « vraie » secte, chrétiens pour la vérité et son pré-nom, la Mission Kwazizabantu, recyclés en Allemagne, en Suisse, près d'Annecy et en Alsace, ont gardé de leur origine sud-africaine pro-apartheid une solide détestation des « communistes », des « laïques » et toute une rhétorique ultramoralisatrice qui, autour des thèmes de l'avortement, du sida et de la pornographie, évoque des groupes apocalyptiques connus dans une certaine mouvance évangélique. Le fondateur allemand de M. K., le pasteur Elio

Stegen et son frère Friedl, remplissent déjà des salles dans le Bade-Wurtemberg ou en Bavière pour des « séances d'évangélisation », où ils font du sida un « châtiment divin » qui aurait fait « 80 000 victimes »... parmi les chats !

Plus sérieusement, la distance maintenue par M. K. avec les Eglises locales, le secret gardé sur ses liens avec le mouvement raciste chrétiens pour la vérité et sur l'origine de ses fonds ont accru la méfiance en Alsace. Le Sivom (syndicat intercommunal) du canton de Neuf-Brisach propose de transformer la caserne en un lycée franco-allemand, mais son utilité est contestée. Le maire de Volgersheim rêve plutôt d'un établissement professionnel destiné aux jeunes Alsaciens et Badois voisins, qui ferait d'une caserne ayant servi pour la guerre « un instrument de paix ». Mais avec quels fonds ? Le Sivom n'a que 5 millions à avancer pour acquérir le site aux enchères. Soit cinq fois moins que la si peu mystérieuse M. K.

Henri Tincq

## Schizophrénie à la française

VOILÀ deux semaines que les Français vivent l'un des conflits sociaux les moins violents de leur histoire, voire l'un des plus consensuels, où ils assurent tout à tour le rôle du gréviste imaginaire et celui de l'usager râleur. Au quinzième jour de grève, la France continue en effet de cultiver une schizophrénie douce.

Ce n'est pas deux France qui s'opposent, celle des agents du secteur public contre celle du privé. Non, c'est une seule et même France, tout à la fois endolorie et frondeuse, blessée et combative, qui participe à un mouvement social dont elle est l'acteur volontaire et impuissant.

Écartons un instant de notre réflexion les flèches assassines de Charles Pasqua, la rhétorique politique de Laurent Fabius, les coups de mouton d'Alain Juppé, écartons même les démagogues sociaux carrossiers de Marc Blondel (FO), victime d'un mensonge présidentiel par omission, et les vérités encore inaudibles de Nicole Notat (CFDT).

Derrière cette agitation, une France unanimiste apparaît, qui porte le deuil d'une époque révolue : celle des « acquis sociaux » pour l'éternité, celle des

« trente glorieuses » de l'après-guerre, cette ère de croissance forte, cocotieuse, éradiquant le chômage, la France de jadis. En ce sens, les grévistes d'aujourd'hui ne sont pas, comme on l'a beaucoup dit ces derniers jours, les ambassadeurs des salariés du privé tentés de travailler pour conserver leur emploi. Une ambassade suppose un avenir clair, un futur à construire, des propositions précises. Or les cheminots et les ooo-grévistes cultivent ensemble, au même rythme, à égalité, la nostalgie d'un confort menacé. C'est, fût-il modeste, d'une organisation sociale rodée, pourvoyeuse d'un plus de santé, d'un plus de loisirs et de bien-être.

Là réside le cœur de la crise, car ce monde se défait, cet ordre se dissout. Et la société française, faute de dirigeants capables d'expliquer et de faire accepter cette perte, proteste ou défile ou se laisse aller à accepter ce silence les embouteillages géants et les marches nocturnes forcées.

Laurent Greilsamer

Lire la suite page 16

Cartier

LES CHÂTEAUX D'OR

La montre Cartier est en vente exclusivement dans les boutiques Cartier et les boutiques Cartier et les boutiques Cartier.

23, RUE DU FAUBOURG ST-HONORÉ - 44 94 87 70  
12, AVENUE MONTAIGNE - 53 67 71 20

## La protection de la couche d'ozone

La conférence de l'ONU organisée à Vienne (Autriche) a établi un nouveau calendrier d'élimination des substances dangereuses. Pour protéger la couche d'ozone, le bromure de méthyle sera interdit en 2010. p. 4

## Consensus en Italie sur les objectifs européens

Le président du conseil italien, obtenu jeudi 7 décembre un consensus de la Chambre des députés sur les objectifs de l'Union européenne dont Rome doit assurer la présidence le 1<sup>er</sup> janvier. p. 3

## Réquisitions d'appartements

Les logements réquisitionnés accueillent leurs premières familles de sans-logis. Les délais ont été tenus. L'opération, lancée au mois d'août par le gouvernement, a eu lieu dans cinq cents appartements. p. 12

## Une trilogie de la Martha Graham Dance Company



Le Théâtre des arts de Créteil (Val-de-Marne) présente un spectacle de danse contemporaine, créé en 1936. p. 25

## Les époux Balkany en correctionnelle

Ancien maire (RPR) de Levallois-Perret, Patrick Balkany et son épouse comparaitront début 1996 en correctionnelle pour avoir employé des agents municipaux pour leurs besoins privés. p. 13

## Le pessimisme des entreprises

La réduction des coûts et le désendettement resteront une priorité en 1996 pour les sociétés françaises. Investissement et emploi apparaissent à nouveau sacrifiés. p. 17

## Galileo dans l'enfer de Jupiter

La sonde américaine a enfin atteint les nuages de la planète géante. Pour la première fois, on pourra en étudier in situ les plus hautes couches. p. 22

## Le prix de RMC

Bientôt privatisé pour un prix minimum de 500 millions de francs, le groupe Radio Monte-Carlo ne paraît pas sous-évalué, compte tenu de l'état du marché publicitaire. p. 28

International	2	Loto	21
France	6	Jeux	23
Société	12	Agenda	24
Carnet	13	Abonnements	24
Horizons	14	Météorologie	24
Entreprises	17	Culture	25
Finances/Marchés	19	Communication	28
Aujourd'hui	21	Radio-Télévision	29



**SOMMET** Le président Jacques Chirac s'est rendu jeudi 7 décembre à Baden-Baden (Allemagne), avec huit membres du gouvernement, pour prendre part à un sommet franco-alle-

mand avant le Conseil européen de Madrid. Il y a reçu le soutien du chancelier Kohl dans « ses efforts de consolidation budgétaire et de réduction des déficits publics ». Lui-même a

réaffirmé que la politique du gouvernement n'était pas dictée par le traité de Maastricht, mais par des impératifs nationaux. ● **RENFORCANT** leur coopération en matière de défense, Bonn

et Paris réfléchissent à la possibilité d'échanger des appels pendant la durée de leur service militaire. Deux accords ont été conclus dans le domaine des satellites militaires et sur la

mise en place d'une agence d'armements. ● **QUATRE COMMISSARIATS** de police mixtes vont être mis en place dans la zone frontalière entre les deux pays.

## Paris et Bonn refusent de céder à la vague d'euro-scepticisme

Le chancelier Helmut Kohl a apporté son soutien à Jacques Chirac et au gouvernement français pour leurs efforts de consolidation budgétaire et de réduction des déficits publics lors de la rencontre franco-allemande

### BADEN-BADEN

Il n'était pas du tout indifférent, dans le contexte actuel, que le partenaire privilégié de la France annonçât publiquement son soutien à la politique de rigueur poursuivie par Paris. S'exprimant aux côtés du président de la République, Jacques Chirac, à Baden-Baden le 7 décembre, le chancelier Kohl a salué les « efforts nécessaires et difficiles de consolidation budgétaire et de réduction des dépenses publiques » menés par la France. Les critères et le calendrier de l'union économique et monétaire européenne seront « respectés coûte que coûte », selon le chancelier allemand.

En dépit de la « situation dramatique » que traverse la France – et qui a obligé le premier ministre, Alain Juppé, à renoncer in extremis à venir à Baden-Baden –, le chancelier Kohl a souligné qu'il n'avait absolument aucune crainte « concernant le respect des engagements européens de Paris. Invoquant sa propre expérience politique, le doyen des dirigeants européens a encouragé ses partenaires français à faire preuve de « courage » et de « détermination » face à ceux qui



s'opposent à des réformes dont M. Kohl résume ainsi l'enjeu : « orienter la France vers l'avenir ».

Plus prudents dans leur diagnostic, des membres de la délégation allemande à Baden-Baden se disaient « préoccupés » par le déroulement

des événements sociaux en France. Le ministre allemand des finances, Theo Waigel, notamment, a posé des questions à son homologue, Jean Arthuis, sur ce sujet. En privé, les plus hauts dirigeants allemands estimaient, ces jours derniers, que le

report de la date du passage à la troisième phase de la monnaie unique « ne serait pas un drame ». La position de l'Allemagne est connue. Elle a été répétée jeudi par le chancelier Kohl : « il ne pourra pas y avoir d'union monétaire sans la France et l'Allemagne. »

### PROFESSION DE FOI NATIONALE

Jacques Chirac, lui, a nié que des « contraintes imposées de l'extérieur » soient à l'origine des décisions budgétaires du gouvernement, lesquelles, a-t-il insisté, « ne seront pas remises en cause ». La politique menée par le gouvernement français a pour « seule motivation d'adapter les structures à un véritable combat contre le chômage et de permettre le retour à la cohésion sociale, sans laquelle la France ne pourra pas prétendre être une grande nation et assumer son progrès pour l'ensemble de ses efforts », selon Jacques Chirac.

En évitant manifestement de nommer le traité de Maastricht, le président français a souligné : « Quand je vois le gouvernement prendre des mesures tendant à gérer sérieusement nos affaires et à nous adapter à notre temps, j'imagine que ce à quoi il pense ce n'est pas à tel ou tel traité ; il

pense aux gens qui sont malheureux ou qui risquent de l'être et il pense aux jeunes, pour lesquels il est indispensable d'ouvrir un horizon, de permettre la création d'emplois, et d'assurer une protection sociale au moins à l'égal de celle qu'ont connue leurs ancêtres. »

Une profession de foi avant tout nationale. Ce qui n'a pas empêché les dirigeants français et allemand de tenter d'approfondir la réflexion sur le scénario du passage à la troisième phase de l'union monétaire. Aucun accord n'a été annoncé sur le nom de la future monnaie unique, qui devrait être décidé à Madrid. Mais, à Bonn, le Bundestag a annoncé, jeudi 7 décembre, que la fu-

ture monnaie unique devrait s'appeler l'euro. La France sera-t-elle prête à temps pour la monnaie unique ? En Allemagne, l'opinion publique, relayée par les médias, s'adonne volontiers au doute. Pour la première fois, en marge du sommet de Baden-Baden, des arguments d'ordre budgétaire et financier se sont mêlés aux slogans antinucéaires des manifestants, venus par centaines protester contre la reprise des essais nucléaires. On pouvait ainsi lire sur une banderole ce slogan extraordinaire : « Chirac détruit l'environnement et plonge son pays dans la dette. »

Lucas Delattre

## La lettre commune de Baden-Baden

DANS LEUR LETTRE commune adressée aux dirigeants des États membres de l'Union européenne, Jacques Chirac et Helmut Kohl estiment « que la conférence intergouvernementale [au sein de laquelle les pays membres négocieront en 1996 la réforme de l'Union] doit remplir pleinement son mandat mais qu'elle doit être suffisamment courte pour permettre d'aborder les échéances suivantes sans retard. »

Quatre objectifs prioritaires sont définis :

1. « Permettre à l'Union d'avoir une politique étrangère et de sécurité commune plus visible et plus déterminée, dans une démarche qui assure mieux l'efficacité, la cohésion, la cohérence et la solidarité de son action. Ceci implique que soient renforcées significativement les politiques étrangères et de défense de chacun de nos pays autour d'objectifs et de priorités clairs. Il conviendra à cet égard de préciser la relation entre l'Union européenne et l'UEO dans la perspective de l'élaboration de 1998 du traité de Bruxelles [sur l'Union de l'Europe occidentale], et de réfléchir aux ajustements qui permettraient de doter la politique étrangère et de sécurité commune des moyens et des instruments correspondant à nos ambitions, lui donnant une visibilité accrue et permettant de conjuguer les instruments communautaires et les capacités propres des États membres. »

2. « Parachever en Europe la constitution d'un espace homogène, où la liberté de mouvement serait garantie par une démarche commune, en particulier dans le domaine de l'asile et de l'immigration,

et par une coopération renforcée permettant d'assurer de manière réellement efficace la sécurité des citoyens contre les fléaux du terrorisme, du crime international organisé et de la drogue. »

3. « Doter l'Union d'institutions plus efficaces (...). Ces aménagements devraient inclure, pour le Conseil, une extension du champ d'application des décisions à la majorité qualifiée, accompagnée d'une révision de la pondération des voix. Il faudra également réfléchir à la désignation, à la composition et aux attributions de la Commission pour permettre à celle-ci de jouer pleinement son rôle dans une Europe élargie. Il faudra enfin examiner les moyens de rendre plus transparentes et plus simples les procédures entre le Conseil, la Commission et le Parlement. »

4. « Renforcer l'ancrage démocratique d'une Union plus proche de ses citoyens. Ceci suppose une meilleure association du Parlement européen aux responsabilités de la construction européenne ainsi qu'une implication renforcée des Parlements nationaux (...). »

(...) Les difficultés momentanées de l'un des partenaires à suivre la marche en avant, souligne la lettre, ne devraient pas faire obstacle à la capacité d'action et de progrès de l'Union. Pour cette raison, nous jugeons souhaitable et possible (...) d'introduire dans le traité une clause de caractère général permettant aux États qui en ont la volonté et la capacité de développer entre eux des coopérations renforcées dans le cadre institutionnel existant de l'Union. »

Henri de Bresson

## Un avertissement aux pays qui freinent l'Europe

CRÉATION de commissariats de police mixte (lire ci-dessous), possibilité offerte aux jeunes appelés d'aller effectuer leur service national sous les drapeaux du pays partenaire : le sommet de Baden-Baden, qui voulait réaffirmer la vitalité de la coopération franco-allemande, n'a pas oublié que celle-ci ne gagnerait l'assentiment que si les citoyens eux-mêmes se sentaient concernés, et non pas seulement les diplomates, les militaires ou les hommes d'affaires. A une semaine du Conseil européen de Madrid, le président de la République, Jacques Chirac, et le chancelier Kohl voulaient que leur rencontre témoigne, dans une période difficile, de leur volonté commune de faire progresser la construction européenne.

Que ce soit dans les domaines de la défense, des institutions, de l'Europe monétaire, Paris et Bonn ont manifesté clairement leur volonté d'impulser un mouvement sans se laisser arrêter ni par les craintes de leurs opinions publiques ni par des partenaires moins pressés qui pourraient être tentés de freiner le processus. Dans la lettre qu'ils ont adressée aux autres pays membres de l'Union, Jacques Chirac et Helmut Kohl ont officiellement proposé d'introduire dans le traité de Maastricht une clause permettant des coopérations renforcées entre ceux qui veulent progresser plus vite dans la voie de l'intégration des politiques. Ils dressent ainsi les contours d'une Europe à géométrie variable, d'une sorte d'Europe confédérale, voie médiane entre le projet fé-

déral cher à l'Allemagne et celui d'une Europe limitée à des coopérations intergouvernementales. S'il est un domaine où le sommet de Baden-Baden fera date, c'est bien celui de la défense, où Jacques Chirac et Helmut Kohl paraissent décidés à franchir une nouvelle étape pour concrétiser cette « identité européenne » qui a tant manqué dans la crise yougoslave. Le lieu était propice. Baden-Baden abrite le commandement de la 1<sup>re</sup> D B, la principale unité française du corps d'armée européen qui vient d'être déclaré officiellement opérationnel le 30 novembre dernier. Après la brigade mixte franco-allemande, après le corps d'armée, dont l'ossature reste encore essentiellement franco-allemande, les dirigeants des deux pays ont imaginé jeudi d'échanger des appels. C'est une mesure symbolique, qui demande encore quelques vérifications d'ordre juridique avant de pouvoir être mise en application. Il n'a pas été précisé si elle s'appliquerait aussi au service civil.

### COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉFENSE

Un grand pas en avant a été fait avec la conclusion tant attendue de l'accord sur les satellites d'observation militaire (lire ci-dessous). Cette décision, comme celle de mettre sur pied une agence commune d'armement pour coordonner les programmes d'acquisition des deux armées, vient souligner le rapprochement des deux gouvernements sur la manière de doter l'Europe

d'une capacité autonome afin de pouvoir parler à voix égale avec les Américains au sein d'une Alliance « réorganisée et rééquilibrée ». L'accord de l'Allemagne a été long à se dessiner. Bonn aurait été convaincu de franchir le pas en constatant, lors de la conférence de Dayton sur l'ex-Yougoslavie, l'énorme avantage des États-Unis de pouvoir disposer des cartes les plus précises du terrain.

Mais cet accord n'aurait peut-être pas vu le jour si Paris n'avait pas pris la décision de reprendre sa place dans le comité militaire de l'OTAN. Cette décision a été saluée avec beaucoup d'insistance par le chancelier Kohl au cours de la conférence de presse. Elle permet d'envisager à l'avenir une nouvelle qualité de la coopération franco-allemande dans ce domaine de la défense, tout aussi essentiel que celui de la monnaie. Dans une déclaration à la presse, les deux pays ont scellé leur rapprochement en affirmant solennellement qu'ils se sont mis d'accord « pour poursuivre avec leurs alliés le processus d'adaptation des structures de commandement politique et militaire » de l'Alliance. « Il faut, soulignent-ils, que ce processus prenne en compte le changement des conditions stratégiques, qu'il prenne également en compte l'affirmation d'une identité européenne en matière de sécurité et de défense. »

Henri de Bresson

## Des commissariats mixtes à la frontière

DÈS LES PREMIERS MOIS de 1996, quatre commissariats de police mixtes surveilleront la frontière franco-allemande de la Lorraine à l'Alsace. Composés d'une vingtaine de fonctionnaires, ils devront surtout, dans une bande de 20 kilomètres de part et d'autre de la frontière, faire la chasse aux passeurs de drogue et aux filières d'immigration clandestine.

Cette décision a fait l'objet d'un accord signé jeudi 7 décembre à Baden-Baden, en marge du sommet franco-allemand, par les ministres de l'Intérieur des deux pays. Elle vient compléter le dispositif prévu, en matière de coordination des polices, pour compenser la suppression des contrôles aux frontières communes entre les pays de l'espace Schengen, mis en place en mars dernier entre sept pays de l'Union européenne (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Espagne, Portugal). Après l'accession de Jacques Chirac à la présidence de la République, la France avait émis la crainte de voir se créer le long des frontières une zone grise utilisable par les trafiquants et les criminels pour échapper aux recherches. La police française s'inquiétait aussi de ne plus savoir, depuis le démantèlement des postes frontières par les autres pays, à qui remettre les étrangers

entrés illégalement en France et supposés être remis aux autorités du pays d'où ils viennent.

Un modèle de coopération similaire a commencé à être expérimenté également avec l'Espagne, où un commissariat mixte fonctionne déjà à la frontière du Pirenaïque. Cinq autres sont prévus. Des discussions sont en cours avec les Belges pour mettre en place le même système. La création de ces commissariats devrait faciliter à terme la levée par la France de ses réserves à la suppression des contrôles de frontières.

Les commissariats mixtes franco-allemands seront installés à Sarrebruck, Lauterbourg, et dans la région de Strasbourg. Ils occuperont des installations utilisées jusqu'à présent par les polices des frontières. Les frais de fonctionnement seront partagés à parts égales. Du côté français, les fonctionnaires relèveront de la police nationale. Du côté allemand, des Länder de Bade-Wurtemberg et de Sarre. Ils seront notamment chargés d'effectuer des patrouilles mixtes dans la zone dont ils auront la charge. Ce sont les nationaux qui, lors d'arrestations, seront opérationnels sur le plan judiciaire sur le territoire du pays dont ils relèvent.

H. de B.

## Une coopération dans le développement de deux systèmes d'observation spatiale

EN DÉCIDIANT de coopérer au développement de deux systèmes d'observation spatiale, la France et l'Allemagne sont convenues, en même temps, d'ouvrir leur alliance à d'autres pays européens, comme l'Italie et l'Espagne, et d'étudier un « partenariat » avec les États-Unis. Les deux systèmes en question visent à procurer, à leurs armées, des « yeux » pour le renseignement stratégique dans l'espace et, à leurs industries, la base à partir de laquelle ils créeront un consortium européen.

Baptisé Helios 2 et placé sous la maîtrise de la France, le premier système se compose de deux satellites d'observation optique dans le visible (avec l'adjonction d'une capacité infrarouge) et de deux composantes-sol (l'une pour le contrôle, l'autre pour le traitement des images), qui pourraient être opérationnels à compter de 2001. Le coût global dépasse les 11 milliards de francs. Helios 2 bénéficiera de l'expérience acquise sur Helios 1, mis sur orbite par la France en juillet, et il empruntera sa technologie au satellite civil Spot 5.

Dénommé Horus, mais sous la direction de l'Allemagne, le second système comprend deux satellites d'observation radar (tout temps, de jour comme de nuit) et

deux composantes-sol, prêts pour 2005. Le coût est estimé à plus de 12 milliards de francs. Horus bénéficiera de la technologie de détection électromagnétique déjà acquise par les Français et par les Allemands sur les programmes de satellites civils ERS 1 et ERS 2. L'intérêt militaire de l'observation spatiale est qu'elle s'affranchit des contraintes juridiques, liées au survol d'un territoire étranger, pour réunir des informations sur l'état des forces, contrôler l'application de traités de désarmement, surveiller l'évolution d'une crise, concevoir des « plans de frappe », élaborer des « dossiers d'objectifs » et des relevés cartographiques en vue d'une action conjointe sur un éventuel théâtre. C'est donc une coopération – en matière de renseignement stratégique – qui peut aller très loin en termes de sécurité et de stabilité en Europe.

### PARTENARIAT AMÉRICAIN

Une fois qu'ils auront mis sur pied un plan équilibré de financement, de réalisation et d'exploitation opérationnelle des deux systèmes (20 % sur Helios 2 et 60 % sur Horus pour l'Allemagne), les deux pays devront favoriser un « rapprochement transatlantique » de leurs industries.

Comme pour Helios 1, c'est le groupe franco-britannique Matra Marconi Space (6 milliards de francs de chiffre d'affaires et 4 300 salariés) qui sera maître d'œuvre du programme Helios 2. Horus, en revanche, a été confié à Deutsche Aerospace (DASA), qui prépare une alliance avec la branche « espace » du groupe français Aérospatiale (2,3 milliards de francs de chiffre d'affaires et 11 000 salariés).

Dans cette perspective, qui concerne deux entreprises travaillant déjà ensemble sur l'Airbus, le lanceur Ariane, les missiles tactiques et les hélicoptères, il s'agit rien de moins que d'intégrer les activités spatiales de ces deux groupes, de part et d'autre du Rhin, dans une société à gestion paritaire (de droit allemand) avec un siège à Munich. Ce qui pose, en France, un triple problème : la capitalisation du groupe Aérospatiale, l'avenir du site industriel de Cannes et le contrôle des transferts de technologie.

A Baden-Baden, les deux pays ont réaffirmé qu'ils étaient prêts à accueillir d'autres membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), comme l'Italie et l'Espagne qui ont contribué à Helios 1, actuellement en orbite, à hauteur respectivement de 14 % et de 7 % des coûts globaux.

Mais la France a fait une concession à son nouvel associé allemand. Elle est convenue d'examiner s'il est possible d'élargir une telle coopération à « un partenariat » avec les États-Unis, qui, dans l'esprit des Français, doit rester « équitable » et respecter « les engagements européens d'autonomie et de calendrier ». Ce qui signifie que les deux pays européens s'engagent à rechercher les moyens de rendre leurs systèmes complémentaires et interopérables avec ceux des Américains.

Dans ce domaine, les États-Unis sont singulièrement en avance, et ils ont peu l'habitude d'échanger tous leurs secrets avec leurs alliés. Mais l'Allemagne avait été la cible commerciale d'une proposition rivale du groupe américain Lockheed-Martin.

En refusant cette offre et en se lançant dans un programme de souveraineté européenne en matière de sécurité à long terme, les Allemands ont obtenu que la France, qui vient de se rapprocher du Comité militaire de l'OTAN, n'exclue plus de coopérer avec les États-Unis : « sur la base », s'empresse-t-on d'ajouter à Paris, de la réciprocité et de l'équilibre » de la relation euro-atlantique.

Jacques Isenhardt



## « L'UE ne doit pas avoir peur de sa diversité », déclare le secrétaire britannique au Foreign Office

Selon Malcolm Rifkind, l'Union, dans le futur, sera « inévitablement à géométrie variable »

Malcolm Rifkind précise les positions de Londres au cœur du débat sur l'évolution de l'Union européenne. Concernant la monnaie unique, il es-

time que, si « elle est adoptée en 1999, plus de la moitié des membres de l'Union européenne resteront en dehors ». Tout en réaffirmant son ac-

cord à l'élargissement à l'Est, M. Rifkind souligne qu'il ne doit pas entraîner une extension du vote à la majorité qualifiée au sein de l'UE.

### LONDRES

de notre correspondant  
A quelques jours du sommet des Quinze à Madrid, Malcolm Rifkind, le secrétaire au Foreign Office, a tenu à rassurer ses partenaires sur l'attitude de la Grande-Bretagne dont, selon lui, les revendications ne sont pas plus raisonnables que celles de n'importe quel autre membre d'une Union dont il a souhaité qu'elle conserve sa « diversité ».

M. Rifkind a tenu, jeudi 7 décembre, à mettre les choses au point devant les représentants de plusieurs quotidiens européens, dont *Le Monde*, justifiant l'attitude de son pays au nom du « traditionnel pragmatisme britannique ».

La question de la monnaie unique demeure l'un des points sur lesquels Londres manifeste sa différence. Mais M. Rifkind s'est posé en porte-parole des pays qui ne feront pas partie du premier train de l'union monétaire.

« Il faut se poser la question fondamentale des relations satisfaisantes entre les pays qui auront adopté la monnaie unique et les autres », qu'ils n'aient pas voulu ou pas pu s'y joindre. Car « si la monnaie unique est adoptée en 1999, plus de la moitié des membres de l'UE res-

teront en dehors ». Il faudra donc déterminer les relations entre les deux groupes, « identifier les problèmes et les solutions ». Le chef de la diplomatie britannique juge « sain qu'une question historique irréversible fasse l'objet d'un vrai débat démocratique », notant au passage que ce débat a n'a pas seulement lieu en Grande-Bretagne, mais également en Allemagne et en France.

### ISOLEMENT

Abordant la politique européenne de défense et de sécurité, M. Rifkind a justifié son opposition à une fusion de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de l'Union, dans la mesure où quatre pays parmi les Quinze sont neutres et ne font pas partie de l'OTAN. « Il serait erroné dans le principe et inacceptable en pratique de subordonner l'UEO à une autre organisation (l'UE) dont plusieurs membres pourraient avoir droit de regard sur des questions militaires alors qu'ils ne font pas partie de l'UEO ».

Très favorable à l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale, M. Rifkind n'est pas prêt à en payer le prix institutionnel, en particulier - autre bête noire de Londres - l'extension du

vote à la majorité qualifiée aux dépens de l'unanimité. Elle existe déjà là où elle est nécessaire, assure-t-il, « et là où elle n'existe pas, c'est parce qu'il s'agit de problèmes au cœur des intérêts des États membres ». D'ailleurs, « même si nous devons avoir plus de membres dans dix ans, je ne puis comprendre pourquoi nous devrions changer maintenant notre système de vote ». Se défendant d'être dogmatique, il se pose en défenseur de pays qui pourraient se trouver isolés. Ce fut souvent le cas du sien, mais il choisit prendre l'exemple de Paris ou de Bonn.

Tout comme il se défend de creuser des tranchées en prévision de la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la refonte des institutions européennes, qui doit avoir lieu en 1996 : « Nous ne sommes pas les seuls à avoir des points de vue fermes. La France s'est souvent battue avec acharnement pour ce à quoi elle croit, l'Allemagne aussi ». De toute manière, la Grande-Bretagne n'attend pas de résultats cruciaux de la CIG, qui ne devrait pas être un second Maastricht.

M. Rifkind s'est efforcé de présenter comme « normale » la position de son gouvernement - souvent qualifiée de négative par

les autres pays - en comparant les divergences de Londres à celles de ses partenaires et en minimisant les différences. Ce qui ne l'avait pas empêché, peu avant, de rappeler aux députés que la Grande-Bretagne ne devait pas avoir peur d'être isolée si ses intérêts étaient en jeu.

Il a conclu en estimant que l'Europe des Quinze, et plus encore celle de demain, qui s'étendra jusqu'à la frontière russe, « sera inévitablement à géométrie variable ». « Elle doit se faire à l'idée de la diversité de ses aspirations comme de ses conditions économiques et sociales ». « Il y aura des domaines où des groupes de pays prendront des initiatives, et d'autres non, cela ne m'échappe pas. Avec l'élargissement de l'UE à d'anciens pays communistes, cela deviendra un phénomène nécessaire. Le réalisme de l'UE est dans sa diversité, mais avec un degré de coopération et de soutien mutuel, jamais vu dans l'histoire de l'Europe ». « Nous avons peur de nos différences, de notre diversité, ce ne serait que l'expression de notre manque de confiance dans la culture européenne (...) L'Europe n'a jamais été une et son unification serait bien triste ! »

Patrice de Beer

## M. Dini obtient un consensus au Parlement sur les objectifs européens de l'Italie

Rome présidera l'UE à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996

### ROME

de notre correspondant  
A trois semaines du début de la présidence italienne de l'Union européenne, le 1<sup>er</sup> janvier 1996, la Chambre des députés a exprimé, jeudi 7 décembre, une position unitaire sur les futures orientations de la présidence. L'Italie parlera donc d'une seule voix sur l'Europe. Un motif de satisfaction pour le président du conseil, Lamberto Dini, qui s'est engagé à démissionner fin décembre : ce consensus, a-t-il dit, « donnera la sécurité nécessaire à celui qui aura la responsabilité de diriger la présidence européenne », et offrira « garanties et certitudes » aux parlementaires de l'Italie. Sur le fond, M. Dini s'était déjà exprimé, mardi, dans un long discours de présentation du « semestre italien ».

La présidence italienne devra surtout affronter, au printemps 1996, le lancement de la conférence intergouvernementale de révision du traité de Maastricht. A ce propos, elle s'efforcera de réfléchir sur la révision des politiques communes, en particulier la politique agricole, et sur une meilleure utilisation des fonds structurels destinés aux régions les moins avancées. De même, l'Italie insistera sur les grands projets en fa-

veur de l'emploi (liaisons intereuropéennes, télécommunications, formation professionnelle, etc.).

Le discours de M. Dini a surtout porté sur la monnaie unique, l'Italie craignant de ne pouvoir faire partie du peloton de tête. Tout en repoussant l'idée d'anticiper sur la date prévue - normalement 1998 - pour décider qui sera admis ou non dans l'Union économique et monétaire, M. Dini s'est dit prêt à faire un effort supplémentaire pour que l'Italie participe à la troisième phase en avançant d'un an son programme de réduction du déficit public. « C'est un effort considérable, mais pas impossible », a-t-il expliqué, en rappelant que le document de programmation économique et financière prévoyait de ramener le déficit public italien à 4,4 % du PIB à la fin de 1997 et aux 3 % requis par les critères de Maastricht en 1998. Ce qui pourrait être fait dès 1997 au prix d'un plan d'austérité exceptionnel, qui apporterait à l'Etat 50 à 70 milliards de lires (entre 160 et 224 milliards de francs) supplémentaires.

Par ailleurs, le président du conseil s'est dit favorable à un mécanisme simplifié de stabilisation des changes à la place du SME, pour les pays qui ne pourront pas prendre part à la troisième phase de l'UEM, reposant sur une coordination entre la Banque centrale européenne et les autres banques centrales. Enfin, il s'est montré très réservé sur la proposition du ministre des finances allemand de créer un « pacte de stabilité » entre pays qui feront partie de la corbe de tête.

Pour M. Dini, arracher un consensus sur l'Europe à la Chambre aura été une double victoire, car, dans l'incertitude politique actuelle, le débat européen se doublait d'un débat de politique intérieure : donner un consensus à un chef de gouvernement « transitoire » qui doit remettre son mandat à la fin du mois était sans nul doute le renforcer. Voir lui donner un « à-valoir » pour la suite, car de nombreuses voix s'élèvent pour que les élections législatives, cent fois repoussées, n'interviennent pas avant la fin du mandat européen de l'Italie.

Laurent Zecchini

Marie-Claude Decamps

## M. Clinton présente ses propositions pour équilibrer le budget américain en sept ans

### WASHINGTON

de notre correspondant  
Dans la guerre d'usure qui oppose le Congrès à la Maison Blanche, Bill Clinton a franchi une nouvelle étape, jeudi 7 décembre, en présentant ses propres propositions pour équilibrer les finances de l'Etat en sept ans. Celles-ci ne sont pas de nature à sortir de l'impasse politique actuelle mais, comme le souhaitait M. Clinton, elles manifestent la bonne volonté de l'administration démocrate. Mercredi, le chef de l'exécutif avait, comme prévu, mis son veto aux propositions budgétaires du Parti républicain, jugeant celles-ci « extrémistes », notamment parce qu'elles prévoyaient une forte contraction des programmes sociaux.

Le 19 novembre, le chef de la Maison Blanche avait accepté le principe d'un équilibre des comptes fédéraux au plus tard en 2002, un objectif qui constitue le fer de lance de la « révolution » républicaine. En faisant cette concession, M. Clinton mettait fin provisoirement à la crise budgétaire, laquelle s'était traduite par une paralysie partielle de l'administration fédérale. Les républicains et M. Clinton s'affrontent à

la fois sur la loi de finances pour l'exercice fiscal 1996 (entamé en octobre 1995) et sur les économies nécessaires pour équilibrer à terme le budget.

### ÉGALITÉ

Le compromis du 19 novembre avait permis l'adoption d'une loi de finances provisoire pour 1996, autorisant le financement des dépenses fédérales jusqu'au 15 décembre. Comme il y a peu de chances de parvenir rapidement à un accord, M. Clinton propose une prolongation de ce délai jusqu'au 26 janvier 1996, afin d'éviter

une nouvelle « fermeture » de l'administration. Sur le long terme, les deux camps sont en quelque sorte à égalité, puisque chacun dispose désormais d'un projet prévoyant l'équilibre budgétaire en sept ans.

C'est la troisième fois depuis le début de l'année que M. Clinton présente des propositions budgétaires. Par rapport au texte de juin, le nouveau plan présidentiel comporte 141 milliards de dollars (700 milliards de francs) d'économies supplémentaires, celles-ci se concentrant sur l'aide sociale, le logement et les trans-

ports. L'effort est donc important, mais il est encore inférieur de 475 milliards de dollars au montant des économies avancé par les républicains. Les responsables du Grand Old Party ont d'ailleurs immédiatement fait part de leur « déception ». Le secrétaire général de la Maison Blanche, Leon Panetta, a reconnu que des « différences fondamentales » séparent encore les deux projets.

Celui de l'administration respecte les priorités sociales de M. Clinton : le budget des programmes Medicare (personnes âgées) et Medicaid (aide aux plus démunies) n'est pas davantage réduit, et le montant des allègements fiscaux est toujours limité à 98 milliards de dollars sur sept ans (contre 245 milliards de dollars pour les républicains). Les économies supplémentaires proviennent à la fois d'une réduction des dépenses générales de l'Etat (salaires des fonctionnaires, travaux publics, etc.), et d'un nouveau calcul de l'indice des prix : en révisant celui-ci à la baisse de 0,2 %, l'Etat « économise » quelque 32 milliards de dollars.

Pour parvenir à équilibrer le budget en sept ans avec des sacrifices nettement moins lourds que ceux prévus par les républicains,

### Ouverture d'une enquête sur Newt Gingrich

Les démocrates ont salué avec une certaine satisfaction l'annonce de la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer si leur « ennemi public numéro un », Newt Gingrich, *speaker* de la Chambre des représentants, a violé les règles du Congrès. Cette décision contre le maître d'œuvre de la « révolution » conservatrice que les républicains tentent d'imposer à M. Clinton a été acquiescée, mercredi 6 décembre, à l'unanimité des dix membres (cinq républicains et cinq démocrates) de la commission d'éthique de la Chambre. Au bout de quinze mois de travaux, la commission a rejeté de nombreuses accusations contre M. Gingrich, pour n'en retenir qu'une : le *speaker* a-t-il violé le code fiscal en utilisant des donations exonérées d'impôt pour financer les cours de politique qu'il dispense à l'université de George, Etat dont il est l'élu ? Un magistrat indépendant va être nommé. Son enquête va se prolonger, sans doute jusqu'au renouvellement de la Chambre des représentants, dans un an.

## Belgrade juge « inacceptable » l'ultimatum de la France au sujet des pilotes

La polémique sur la réunification de Sarajevo s'apaise

LES AUTORITÉS de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) ont jugé « inacceptable », jeudi 7 décembre, l'ultimatum que leur a lancé la France au sujet de ses deux pilotes disparus depuis plus de trois mois en Bosnie. Un communiqué du ministère yougoslave des affaires étrangères qualifie aussi de « déplacées les déclarations de hauts représentants de la France ». « Le fait que les efforts déployés jusqu'à présent [pour retrouver les aviateurs] n'ont pas donné les résultats escomptés ne doit pas faire douter de l'intérêt sincère et de la volonté de la RFY de dénouer cette affaire », précise le communiqué.

La France a cependant réitéré ses menaces jeudi. « Les pilotes français devront être libérés immédiatement. S'ils ne le sont pas, les conséquences seront multiples », déclare Jacques Rummelhardt, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Ces conséquences frapperont « ceux qui sont responsables de la détention des Français, et ceux qui n'ont pas respecté leur engagement - donc leur

honneur - de tout faire pour obtenir la libération des pilotes », a précisé M. Rummelhardt.

A propos de l'application du plan de paix à Sarajevo, Jacques Chirac a adressé, le 7 décembre, une lettre au président bosniaque Alija Izetbegovic, dans laquelle il l'assure que la France « est attachée au respect scrupuleux des accords de Dayton, y compris et d'abord à Sarajevo ». « L'avenir de la Bosnie-Herzégovine tel que nous le concevons ensemble se jouera d'abord à Sarajevo », poursuit le chef de l'Etat français, qui, dans un message à son homologue américain Bill Clinton, avait demandé la semaine dernière « des garanties » pour la population serbe de Sarajevo.

### ATTITUDE PARTIALE

Dans sa missive à M. Izetbegovic, Jacques Chirac ajoute que la France « a été la première à demander la réunification de la ville et considère que ce résultat constitue l'un des principaux acquis de Dayton. C'est ce résultat qu'il convient aujourd'hui de consolider en favori-

sant par exemple la mise en place à Sarajevo, sous la souveraineté naturelle du gouvernement bosniaque, des mécanismes de dialogue et de consultation permettant d'encourager le processus nécessaire de réconciliation ». Selon le chef de l'Etat français, « il ne s'agit en aucun cas de renégocier ou de remettre en cause les accords qui seront signés à Paris (le 14 décembre), mais au contraire de créer les conditions pratiques permettant leur mise en œuvre intégrale dans les meilleures conditions ».

« C'est dans cet esprit que les forces françaises présentes à Sarajevo continueront d'agir, en étroite coopération bien sûr avec les responsables bosniaques, au cours des prochains mois », poursuit-il. « Des instructions très claires ont été confirmées en ce sens à nos forces, dont on ne soulignera jamais assez le travail remarquable au service de la paix ».

Une polémique avait éclaté ces derniers jours à Sarajevo, où des responsables bosniaques avaient reproché aux militaires français de la Force de protection des Nations

unies (Forpronu) d'avoir adopté sur le terrain une attitude partielle en faveur des populations serbes de la capitale. Le négociateur américain, Richard Holbrooke, devrait pour sa part demander au gouvernement bosniaque de prendre des mesures en faveur de la population serbe de Sarajevo qui devra vivre sous son autorité. « Nous aimerions voir davantage de déclarations assurant les Serbes que leurs droits seront, dans les faits, respectés », a expliqué, jeudi, le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns.

Une « conférence sur la mise en œuvre de l'accord de paix en Bosnie » s'est d'autre part ouverte, vendredi, à Londres. Une cinquantaine de pays et d'organisations internationales devaient étudier la mise en place de l'organisation civile, qui tirera un trait sur plus de trois années de guerre, et procéder à la nomination d'un haut représentant - vraisemblablement le Snédors Carl Bildt - chargé de coordonner tous les aspects civils de la reconstruction de la Bosnie. (AFP Reuters)



**CARTIER**

MONTRE TANK AMÉRICAINE  
Or massif 18 K.  
Mouvement automatique.

**ROYAL QUARTZ**  
10, RUE ROYALE - PARIS - 42 60 58 58



## Pour protéger la couche d'ozone, l'usage d'un gaz pesticide, le bromure de méthyle, sera interdit en 2010

La conférence de l'ONU a établi un nouveau calendrier d'élimination des substances dangereuses

Réunis à Vienne du 5 au 7 décembre, dix ans après la première conférence des Nations unies sur la protection de la couche d'ozone,

les ministres de l'environnement ont renforcé les mesures prises pour faire disparaître les substances qui la menacent. Contre l'avis des

pays en développement, ils ont condamné l'usage du bromure de méthyle, utilisé en agriculture tropicale.

### VIENNE

de notre envoyé spécial

En s'attaquant au bromure de méthyle, un gaz pesticide dénoncé pour la première fois en 1992 à la conférence de Copenhague, la lutte pour la protection de la couche d'ozone aborde une nouvelle étape. Il ne s'agit plus cette fois d'un produit de synthèse fabriqué par des industriels pour d'autres industriels, tels les fameux CFC (chlorofluorocarbures), mais bel et bien d'un gaz naturel (lié à la présence du sel), utilisé pour la conservation des archives, des pièces de musée et surtout des denrées agricoles.

Dans les pays méditerranéens et tropicaux, où les infestations sont favorisées par la chaleur, le bromure de méthyle est aussi utilisé pour préparer les sols, détruire les parasites sous serre et stériliser les

expéditions de fleurs, fruits et légumes.

Il s'agit donc à la fois d'un produit éminemment utile pour l'agriculture du « Sud », et d'un marché relativement restreint pour l'industrie chimique du « Nord ». Au total, il se fabrique seulement 70 000 tonnes de bromure de méthyle dans le monde, essentiellement à partir de trois gisements : les saumures de l'Arkansas (Etats-Unis), exploitées par deux sociétés américaines (Great Lakes Chemical et Albermarle); la mer Morte, exploitée par une société israélienne (Dead Sea Bromide) et la Méditerranée, exploitée à Port-de-Bouc par Elf-Atochem.

On comprend, dans ces conditions, que les pays en développement, menés par la Chine, l'Inde et le Kenya, aient tout fait pour empêcher une interdiction qui ne lèse pratiquement que leurs intérêts.

Les pays en développement ont été discrètement soutenus par l'Europe du Sud (Espagne, France, Italie et Grèce), ce qui a créé un malaise au sein de la représentation de l'Union européenne, contrainte à parler d'une seule voix. En fait, les discordances ont éclaté en séance plénière, lorsque la France a plaidé pour qu'on ne réglemente pas le bromure « à une vitesse excessive ».

« Les pays nordiques se moquent du bromure, qui ne concernent que les cultures à plus de 7 degrés Celsius », commentait en aparté un observateur d'Elf-Atochem. Ce qui n'est pas tout à fait vrai étant donné que l'agriculture nordique se pratique aussi beaucoup en serre et que les Canadiens ont longtemps utilisé – et utilisent encore

parfois – le bromure dans leurs silos à grain.

Les Canadiens, les Australiens et même les Colombiens – grands exportateurs de fleurs coupées – ont fait les couloirs pour expliquer comment ils se passent aujourd'hui du bromure. Ils utilisent d'autres produits de fumigation comme la phosphine, associée à des traitements du sol particulier

vironnement grâce à la dénoctation des pesticides par un livre qui avait fureur dans les années 60 (*The Silent Spring*, de Rachel Carson). Et ils sont aujourd'hui prisonniers de leurs propres règles puisque le CFC Act de 1990 spécifie que sont désormais interdits tous les produits dont la capacité de nuisance sur la couche d'ozone dépasse le coefficient de

### La Russie en suspens

Lorsque le protocole de Montréal a été signé en 1987, l'URSS était classée pays industrialisé. Aussi, lorsque le Fonds multilatéral a été créé en 1990 pour aider les pays en développement à s'adapter à l'interdiction des CFC, l'URSS s'est engagée à verser sa contribution. La Russie d'aujourd'hui ne l'a pas encore versée. « Nous sommes plus pauvres que ceux que nous sommes censés aider », a expliqué le ministre russe de l'environnement, Viktor Danilov-Daniyan. Il a donc demandé que son pays soit libéré de ses engagements et même autorisé à exporter des CFC. Comme les autres pays en transition, cependant, la Russie peut se faire aider, non pas par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) géré par la Banque mondiale. Elle a reçu à ce titre 8,5 millions de dollars.

(pallage sous plastique, compost, chauffage à la vapeur, etc.).

Pour la conservation des denrées, on peut recourir à la réfrigération, au chauffage ou à l'irradiation, qui dispensent du recours à un quelconque produit chimique. Contrairement donc à ce que répréhendent sans cesse les producteurs et consommateurs de bromure, il existe bel et bien des techniques de substitution, à défaut d'un produit miracle de remplacement.

On peut s'étonner que les Etats-Unis aient mené la lutte contre un produit qui ne représente pas un enjeu économique chez eux. Mais les Américains ont découvert l'en-

0,2. Or le bromure de méthyle a un coefficient de 0,6 (pour une durée de vie de un à deux ans, cependant, alors que le chlore des CFC peut subsister cinquante ans dans la stratosphère).

Le chlore des CFC et HCFC, encore très utilisés dans le monde entier, fait plus de dégâts que le bromure dans la stratosphère. Mais la cause est aujourd'hui entendue : la communauté internationale, à la quasi-unanimité des gouvernements et des industriels, admet qu'il faut les abandonner... selon un calendrier constamment différé.

Roger Cans

## Des autonomistes timorais ont envahi deux ambassades à Djakarta

Ces incidents ont marqué le vingtième anniversaire de l'occupation du territoire par l'Indonésie

### BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

Vingt ans après l'occupation du territoire par l'armée indonésienne, la question de Timor-Orientale demeure un boulet dont la diplomatie de Djakarta ne réussit pas à alléger le poids. Le conflit a aussi dérapé sur le plan intérieur, jeudi 7 décembre, lorsque, pour la première fois, des Indonésiens se sont introduits dans les chancelleries russe et hollandaise sur les talons de cent cinq Timorais qui avaient eux-mêmes envahi ces enceintes diplomatiques. Des bagarres ont éclaté, qui ont fait au moins deux blessés à l'ambassade des Pays-Bas. Ces incidents ont eu lieu alors que le haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, José Ayala Lasso, était en visite officielle dans le pays.

M. Ayala avait, à la veille de l'anniversaire du 7 décembre 1975, réclaté à l'Indonésie qu'elle accepte une enquête indépendante sur le massacre de novembre 1991, à Dili. Une réponse positive de Djakarta aurait marqué un assouplissement de la ligne officielle, selon laquelle Timor-Orientale, qui a été annexé, en 1976, pour devenir la 27<sup>e</sup> province de l'Indonésie, est un problème « interne ».

### PRÉSENCE MILITAIRE

Mais Djakarta a opposé une fin de non-recevoir à la demande du haut-commissaire, lequel, pourtant, a pu se rendre dans le territoire, dont l'ONU n'a jamais reconnu l'annexion. Tout en continuant à dialoguer avec l'ONU et les autres parties concernées, Djakarta fait valoir qu'attribuer un statut spécial à Timor risquerait de déclencher une vague de revendications dans un archipel à la grande diversité ethnique, religieuse et culturelle.

La reprise de manifestations à Timor, depuis septembre, a souligné les limites de cette politique. A l'appui de revendications autonomistes, les Timorais hostiles à l'intégration, qui semblent majoritaires, estiment que les immigrants indonésiens ont été les principaux bénéficiaires de l'effort de développe-

ment entrepris par Djakarta : près de 450 millions de dollars investis dans le plan quinquennal 1989-1994. Ils affirment aussi que, contrairement à ce que dit Djakarta, la présence des forces de sécurité indonésiennes à Timor n'a pas été allégée, ces derniers mois.

La moitié au moins des manifestants qui ont envahi les chancelleries russe et hollandaise à Djakarta sont des Indonésiens qui appuient le droit à l'autodétermination des Timorais. Ils affirment être membres d'une Union démocratique populaire, organisation inconnue, qui entend lutter pour les libertés dans l'archipel. Si la cause des Timorais demeure bien peu populaire en Indonésie, un premier fil,

ténu il est vrai, s'est néanmoins établi entre les indépendantistes du territoire et des avocats nationaux des droits de l'homme.

Le problème continue, en outre, d'empoisonner les relations entre Djakarta et Canberra : des effigies du président Suharto ont été brûlées, jeudi, lors de manifestations dans les grandes villes australiennes. Le partenariat entre les deux voisins, qui tend à se renforcer d'un commun accord, doit ainsi s'accommoder d'un courant d'opinion, en Australie, qui n'entend pas abandonner le dossier timorais dans les eaux dormantes de la diplomatie.

A Bangkok, enfin, le petit groupe des Amis thaïlandais de Timor-

Oriental a réclamé que la question soit abordée par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), dont le prochain sommet se réunit, les 14 et 15 décembre, dans la capitale thaïlandaise, et dont l'Indonésie est l'un des piliers. Ce groupe a peu de chances d'être entendu, mais sa démarche souligne que des activistes, surtout en Thaïlande et aux Philippines, souhaitent que l'Asean s'intéresse à l'avenir de l'ex-territoire portugais. Sur ce plan-là aussi, Djakarta, qui entend éviter toute régionalisation du problème, prend peut-être le risque d'aboutir, à la longue, à l'effet inverse.

Jean-Claude Pomonti

## Le Chili s'éloigne du Mercosur, la Bolivie s'en rapproche

### BUENOS AIRES

de notre correspondant

A l'issue de leur neuvième sommet, clos jeudi 7 décembre à Punta del Este en Uruguay, les chefs d'Etat des quatre pays membres du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) ne sont pas parvenus à faire avancer l'éventuelle intégration du Chili à leur zone de libre-échange. Cependant, un accord préférentiel a été signé avec la Bolivie et un nouveau système d'échange dans le secteur automobile sera mis en place entre l'Argentine et le Brésil.

La décision du président chilien Eduardo Frei de ne pas participer au sommet de Punta del Este illustre les difficultés de parvenir à une intégration des pays situés de part et d'autre de la cordillère des Andes. Les négociations ont échoué sur le commerce d'une série de produits agricoles (viande, huile, riz, farine et sucre) : Santiago souhaite que ces produits soient frappés de taxes douanières à leur entrée au Chili, alors que ces mêmes produits sont commercialisés librement à l'intérieur du Mercosur.

Les intérêts chiliens semblent incompatibles avec ceux de ses voisins, et notamment l'Argentine dont la grande majorité des expor-

tations est d'origine agricole. « Nous ne pouvons pas accorder d'exemption au Chili des régimes d'exception. Le Mercosur offre des protections spéciales mais toutes devront disparaître d'ici à l'an 2000 », a déclaré jeudi le responsable de la délégation d'Argentine.

### ISOLEMENT

Le Chili risque de se retrouver isolé. Santiago a longtemps affiché sa volonté politique de boudier le Mercosur en espérant rejoindre le marché de libre-échange nord-américain (Aléna) entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Mais les négociations avec l'Aléna ont été suspendues. De son côté, l'Union européenne a annoncé, mercredi 6 décembre à Bruxelles, que ses négociations commerciales avec le Chili étaient repoussées à une date ultérieure.

Si une protection des produits agricoles était accordée au Chili, soulignait-on à Punta del Este, les pays membres du Mercosur se trouveraient à leur tour dans une position de faiblesse pour obtenir que l'Union européenne abandonne sa politique de subventions agricoles. Cette question sera au centre des dernières négociations qui auront lieu la semaine pro-

chaine à Madrid entre les pays du Mercosur et ceux de l'Union européenne, qui doivent signer, le 15 décembre, un accord-cadre d'association économique et commerciale.

Les quatre pays membres du Mercosur ont laissé une dernière chance au Chili, lui donnant quatre-vingt-dix jours pour arriver à un accord. La Bolivie a en revanche obtenu un régime préférentiel, comprenant une réduction des tarifs douaniers sur toutes ses exportations vers le Mercosur.

Un autre pas décisif a été franchi entre l'Argentine et le Brésil, qui se sont entendus sur le principe d'un nouveau régime commun en ce qui concerne l'automobile, qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Dans la foulée de la crise financière mexicaine, Rio avait décidé en juin dernier de réduire les importations d'automobiles, ce qui avait entraîné un grave conflit avec Buenos Aires. Pour le secteur automobile argentin frappé, par la récession et une stagnation de la demande intérieure, le Brésil représente un marché vital puisqu'il absorbe près de 90 % des exportations argentines de véhicules.

Christine Legrand

## 25 000 personnes vivent en semi-esclavage au Brésil

RIO DE JANEIRO. Des inspecteurs du travail ont découvert que près de 4 000 personnes, dont de nombreux enfants de moins de quatorze ans, étaient soumises au travail forcé dans cinq grandes propriétés terriennes de l'Etat de Sao Paulo. Payés au rendement pour l'extraction de la résine de pin, ces travailleurs gagnent moins que le salaire minimum, sont tous endettés auprès du seul magasin de la région et ne peuvent jamais s'arrêter de travailler. Des plaintes concernant plus de 25 000 personnes vivant en semi-esclavage ont été enregistrées en 1994 par la Commission pastorale de la terre, liée à l'Eglise catholique. - (AFR)

## Le Parlement japonais impose plus de transparence aux sectes

TOKYO. Le Parlement a adopté une loi imposant plus de transparence aux sectes, vendredi 8 décembre. Ce vote, qui survient après l'attentat au gaz dans le métro de Tokyo, met fin à une partie de bras de fer engagée avec de grandes sectes. Le projet a été adopté par la Chambre haute avec le soutien des grandes formations, mais pas celui du parti d'opposition Shinshinto, lequel a l'appui de la Soka Gakkai, secte bouddhiste influente, très hostile à l'initiative. Le texte, déjà adopté en novembre par la Chambre basse, impose aux sectes de rendre publique leur comptabilité et facilite d'éventuelles enquêtes - (AFR)

### AFRIQUE

■ MAURITANIE : huit des 52 militants pro-baasistes, accusés d'avoir créé une organisation secrète illégale, ont été condamnés, jeudi 7 décembre, par le tribunal correctionnel de Nouakchott, à un an de prison ferme. Deux autres accusés ont été condamnés à six mois de prison ferme. Les quarante-deux autres ont été condamnés à des peines de prison avec sursis, ou ont été acquittés. - (AFR)

### AMÉRIQUES

■ MEXIQUE : le procureur général de la Confédération helvétique a déclaré, mercredi 6 décembre à Mexico, que les comptes en banque que possède en Suisse Raul Salinas, frère de l'ex-président mexicain, crédités d'au moins 85 millions de dollars, « ont des liens avec des affaires de blanchiment d'argent de la drogue ». L'épouse de Raul Salinas a été arrêtée à Genève le 15 novembre, alors qu'elle tentait de retirer ces fonds sous une fausse identité. - (Reuter)

### ASIE

■ JAPON : les victimes de Minamata vont recevoir 440 millions de yens (22 millions de francs) aux termes d'un accord conclu jeudi 7 décembre avec la société chimique Showa Denko qui, dans les années 60, avait déversé du mercure dans la mer du Japon, provoquant de graves lésions chez les consommateurs de poissons et fruits de mer. - (AFP)

### EUROPE

■ DANEMARK : la commission des finances du Parlement a annoncé, jeudi 7 décembre, son intention de réduire de moitié la contribution danoise à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 1995. Elle sera ramenée de 60,5 millions de couronnes (54 millions de francs) à 31,5 millions de couronnes. Selon le ministre des affaires étrangères, la décision du Danemark - qui abrite le siège européen de l'OMS - est le résultat « du manque de volonté des dirigeants de l'OMS de réaliser les réformes déjà adoptées [...] et des priorités insuffisantes dans les soins de santé primaire des pays en développement ». - (AFR)

■ GRANDE-BRETAGNE : l'armée républicaine irlandaise (IRA) a clairement fait savoir son opposition à un désarmement préalable à des négociations sur l'Ulster, dans un communiqué publié, vendredi 8 décembre, à Dublin. Cette prise de position est considérée comme le refus de l'IRA de coopérer avec la Commission internationale consultative sur le désarmement des groupes paramilitaires en Ulster. - (AFR)

■ LETTONIE : le Parlement de Riga a refusé la confiance, jeudi 7 décembre, à un gouvernement de coalition présenté par le dirigeant de centre gauche, Ziedonis Ceveris, approfondissant la crise institutionnelle, deux mois après les législatives. Les députés avaient déjà refusé la confiance, fin novembre, à une coalition de droite nationaliste. - (AFR)

■ RUSSIE : un candidat du parti gouvernemental Notre Maison-Russie, Mikhail Lejnev, a été assassiné, vendredi 8 décembre, à Tcheliabinsk (Oural). M. Lejnev, 48 ans, a été abattu d'une balle dans la tête sur le seuil de sa maison, selon l'agence Itar-Tass. - (AFP)

■ GREENPEACE : « La France viole délibérément le droit », a déclaré le 7 décembre à Berlin le directeur exécutif de Greenpeace international, Thilo Bode, après le jugement rendu à Papeete (Polynésie française), qui autorise le gouvernement français à ne pas rendre les bateaux saisis le 5 septembre au large de Mururoa.

### PROCHE-ORIENT

■ IRAK : le président Saddam Hussein a démis, jeudi 7 décembre, de ses fonctions, le ministre des finances, Ahmad Hussein El Khodair, qui a été remplacé par Hikmat Mezban Ibrahim, ancien gouverneur de la banque centrale et ancien ministre du commerce. M. El Khodair est devenu chef du cabinet présidentiel, à la place de Hatem Azzaoui, nommé conseiller auprès du chef de l'Etat. - (AFR)

■ Tretze personnes ont été tuées, jeudi 7 décembre, dans deux gardes de l'ONU, par l'explosion d'un camion à Chaklawa, dans le Kurdistan irakien, a annoncé l'opposition. Des dizaines de personnes ont été blessées et six véhicules ont été détruits par la déflagration dont on ignore la cause. - (AFP)

■ JORDANIE : des équipements militaires destinés à l'Irak, en violation de l'embargo international contre ce pays, ont été saisis par les autorités jordaniennes, ont indiqué, jeudi 7 décembre, des sources officielles. Il s'agit de « systèmes de guidage de fabrication russe destinés à des missiles de longue portée ». - (AFR)

### ÉCONOMIE

■ CONGO : le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI) ont signé, jeudi 7 décembre à Brazzaville, un accord portant sur un programme d'ajustement structurel de trois ans (1996-1998). Il prévoit une nouvelle réduction de la masse salariale, « plus de cohérence dans la politique financière, [plus] de transparence dans la gestion des finances publiques, la restructuration des entreprises publiques et l'amélioration du cadre institutionnel », a affirmé le représentant du FMI. - (AFR)

■ JAPON : après des années de marasme, le pays devrait enfin sortir du tunnel en 1996 avec une croissance de près de 2 %, mais une nouvelle déception ne peut être exclue si le yen devait recommencer à s'apprécier par rapport au dollar, estime l'OCDE, dans une étude publiée jeudi 7 décembre. La croissance pourrait atteindre 1,8 % en 1996, estime l'OCDE. - (AFP)

■ UNION EUROPÉENNE : le président de la Commission, Jacques Santer, a indiqué jeudi 7 décembre qu'entre « sept et neuf Etats membres » de l'Union européenne (UE) seraient « capables de rentrer dans le premier peloton » de la monnaie unique en 1999, et que cela était « suffisant pour établir cette union monétaire ». « Les données sont rassurantes pour permettre la transition vers la 3<sup>e</sup> phase » de l'UEM, a ajouté M. Santer à l'issue de son audition par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. - (AFR)



150

## Les affrontements au Burundi entre armée et rebelles aggravent le clivage ethnique

Les militaires tutsis sont de nouveau soupçonnés de pousser les Hutus à l'exode

La guerre civile larvée entre la majorité hutue et la minorité tutsie, qui ensangante le Burundi depuis l'assassinat, en 1993, du premier pré-

sident (hutu) élu, Melchior Ndadaye, vient d'être marquée par un nouveau regain de violences dans la capitale. La gendarmerie a annon-

cé, jeudi 7 décembre, que les affrontements de la veille entre l'armée et des milliers de hutus, à Bujumbura, ont fait vingt-six morts.

NAIROBI  
de notre correspondant  
en Afrique de l'Est

« Ce n'est pas clair ! » Plusieurs diplomates en poste à Bujumbura, interrogés par téléphone depuis Nairobi, remettent en cause la version donnée par l'armée burundaise sur l'origine des événements de mercredi à Bujumbura : une attaque des rebelles hutus sur les quartiers périphériques de Mutanga, de Kiriri et de Kanyosha, que les forces régulières auraient fini par repousser.

« Toute la journée, témoigne l'un de ces diplomates, on a entendu presque sans interruption de violents tirs de toutes sortes, kalachnikovs, mitrailleuses, blindés, grenades... Mais les gens qui sont retournés chez eux, jeudi, à Mutanga notamment, ont retrouvé leur quartier quasiment intact, qui n'avait rien d'un champ de bataille. » Trois maisons et quelques véhicules ont été incendiés.

Les explications des témoins burundais diffèrent, selon que ceux-ci sont proches du Frodebu, le parti au pouvoir, ou de l'opposition. On parle d'une centaine d'hommes armés, en civil, qui ont fait irruption dans le quartier de Mutanga-ord et se sont livrés au pillage avant que l'armée n'intervienne et

ne les chasse. Mais, pour les uns, il s'agissait de maquisards hutus des Forces de défense de la démocratie (FDD) de Léonard Nyanzima, alors que les autres n'ont vu que des « sans échec », nom donné aux bandes de jeunes extrémistes tutsis, responsables du nettoyage ethnique de plusieurs quartiers de la ville depuis dix-huit mois.

Méfiants vis-à-vis des communiqués de l'armée, certains diplomates tentent plusieurs analyses. Il pourrait bien s'agir d'une initiative des guérilleros ou bien des « sans échec » qui s'en prennent au dernier quartier rebelle de la capitale où se côtoient les élites hutues et tutsies, dans le but de « rendre toute cohabitation impossible ».

Pour les extrémistes tutsis, il s'agit, en outre, de sécuriser la capitale en expulsant tous les Hutus, soupçonnés de soutenir les FDD. Jeudi, alors qu'un calme relatif régnait en ville, plusieurs familles hutues – « plus inquiètes que leurs voisins tutsis », selon un observateur – ont abandonné leur domicile de Mutanga-Nord.

D'autres diplomates estiment que l'agression des rebelles aurait été simulée pour servir de prétexte, comme cela avait été le cas

pour les opérations « villes mortes » de ces derniers mois, quand la capitale était paralysée par des « sans échec », avec la complicité passive de l'armée, tandis que l'opposition tutsie cherchait à faire fléchir le Frodebu sur des questions politiques telles que la nomination du président du Parlement ou bien le remplacement du maire de Bujumbura.

Aujourd'hui, l'opposition radicale demande ouvertement la démission du président Sylvestre Nibantunganya, un Hutu. Mais elle a besoin de le démettre dans les règles pour éviter d'être accusée de faire un coup d'État. Il lui faut donc l'accord du Frodebu, le parti du président, qui refuse. L'opération militaire de mercredi, « qui semblait davantage destinée à faire du bruit que des victimes », serait une tentative d'intimidation pour le faire fléchir.

Mercredi, un bus venant de Kibumba, un quartier hutu, a été attaqué par des « sans échec », qui ont tué huit personnes et en ont blessé vingt autres. Le même jour, selon des témoins hutus, un hélicoptère de l'armée a jeté des engins explosifs sur un bâtiment public où s'étaient réfugiés les paysans, en tuant plusieurs. Jeudi, l'armée a

continué de tirer dans les collines au cours d'une opération visant à « chasser les rebelles », selon la version de l'état-major, mais peut-être aussi des civils hutus, selon d'autres sources. A la mi-novembre, les soldats avaient massacré plus de quatre cents personnes à Gasarara, dans ces mêmes collines.

Jean Hélène

■ RWANDA : le désaccord persistait entre le gouvernement de Kigali et les principaux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, jeudi soir 7 décembre, sur les conditions de la prolongation du mandat de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Miuar). Kigali exige que le nombre des « casques bleus » soit limité à 800, au lieu de 2 100 actuellement (Le Monde du 8 décembre). L'ONU estime qu'en dessous de 1 400 hommes la force ne serait pas en mesure de remplir sa mission, qui consiste surtout à essayer de rassurer les réfugiés hutus pour les inciter à retourner au pays. Les négociations devaient se poursuivre jusqu'à l'échéance du mandat de la Miuar, vendredi à minuit. (AFP)

## ALAIN-GÉRARD SLAMA



Photo J. C. Marmara

Alain-Gérard SLAMA  
LA RÉGRESSION DÉMOCRATIQUE

288 p.  
120 F

Les « docteurs Tant Mieux » sont plus agréables à entendre. Mais Slama n'est pas un docteur Tant Pis. Il cherche seulement à réveiller le malade – vous et moi. Il veut redonner aux Français confiance dans les règles de la démocratie, pour inverser la régression en une progression démocratique. Et il le fait avec un grand courage intellectuel et un don brillant de convaincre.

Alain Peyrefitte, Le Figaro  
de l'Académie française

Si l'on ne le suit pas dans toutes ses indignations, ce n'est pas qu'elles manquent d'arguments, de références, ou de verve. Pour le coup, elles secouent la supposée « pensée unique » et prouvent qu'il y en a au moins une autre, apte à s'imposer avec force dans le débat, dans la veine d'un gaullisme républicain et libéral. Tant mieux, voilà un livre qui annonce la couleur et participe de la salubrité intellectuelle !

André Laurens, Le Monde

Alain-Gérard Slama est un intellectuel en colère, c'est aussi un auteur auquel le courroux va bien... Avec La régression démocratique, il s'en prend cette fois-ci au « politiquement correct » à la française, ce nouveau totalitarisme virtuel, et il le fait avec une verve superbe et une logique assassine.

Alain Duhamel, Le Point

Un livre salubre, en ces temps de disgrâce où règne « un mélange d'économisme froid et de moralisme sentimental ».

Alain Pons, L'Express

FAYARD

Catherine Simon

## Les islamistes égyptiens n'auront qu'un élu au Parlement

La justice a déjà ordonné l'annulation des résultats dans près de la moitié des circonscriptions

LE CAIRE  
de notre correspondant

Les élections législatives de 1995 auront été celles de tous les records. Record tout d'abord pour le parti du président Hosni Moubarak. En remportant 317 des 444 mandats en jeu, auxquels s'ajoutent la plupart des 113 élus « indépendants » qui lui sont favorables, le Parti national démocratique (PND) au pouvoir dispose de près de 97 % des sièges. L'opposition est réduite à 14 élus : six libéraux du parti Wafd, cinq post-communistes du Rassemblement progressiste, un Nassérien, un libéral socialiste et un ouvrier islamiste. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour que les députés de l'opposition démissionnent en bloc.

Record aussi en matière de violence – 42 morts et des centaines de blessés – qui a abouti à des milliers d'interpellations, surtout parmi les partisans de la confrérie des Frères musulmans, tête noire du président Moubarak.

Record de fraudes et d'irrégularités dénoncées par l'opposition, les organisations non gouvernementales et la justice, et qui pousse l'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OEDH) à demander l'annulation pure et simple des élections. A l'issue du premier tour, le tribunal administratif a d'ores et

déjà ordonné l'annulation des résultats dans près de la moitié des circonscriptions – 109 sur 222 – qui comptent chacune deux sièges. Le nouveau Parlement, qui sera officiellement installé le 16 décembre, comptera donc 218 sièges, contestés par la justice.

DEMANDE D'ENQUÊTE

Pour l'opposition, le gouvernement a, en réalité, perdu le pari des élections. En cherchant par tous les moyens à priver les islamistes d'une tribune, le gouvernement a été débordé par le zèle d'exécutants qui ont écarté l'opposition tout entière. Saad Abdel Nour, secrétaire général du parti Wafd, a qualifié le scrutin de « supercherie électorale du régime militaire au pouvoir ». Son adjoint Ibrahim El Dessouki Abaza a estimé que le régime, « en massacrant l'opposition, veut l'acculer à recourir à la violence ». Hosam Issa, membre du bureau politique du parti nassérien, a affirmé que « les vrais gagnants sont les extrémistes musulmans qui prônent la violence comme seule méthode de changement ».

La déception est aussi forte parmi les six millions de copistes, qui représentent environ 10 % de la population. Malgré une participation sans précédent depuis 1952, pas un seul de leurs

candidats n'a été élu. Aucun copte ne figurait parmi les 439 candidats du PND. Situation qui, selon le pape Chénouda III, patriarche de l'Eglise d'Alexandrie, a provoqué « étonnement et déception ». « Plus grave encore, a-t-il ajouté, cette situation donne lieu à une polémique chez les musulmans pour savoir si un copte pouvait au non être candidat ».

« On espérait des élections à l'algérienne et l'on a eu un plébiscite à l'irakienne », a jugé un vieil électeur qui n'a jamais raté un scrutin en trente ans. Cette réflexion illustre le sentiment de déception d'une bonne partie des Égyptiens, qui se demandent s'il était nécessaire d'organiser des élections pour obtenir de tels résultats. Le gouvernement n'a pas prêté l'oreille aux « traditionnelles lamentations des perdants ». Pour lui, les élections ont relégué « fidèlement et objectivement la volonté du peuple ».

Le département d'Etat américain a pourtant réitéré, jeudi, son souhait, exprimé dès le premier tour, que le gouvernement ouvre une enquête sur la fraude. Lundi, il avait estimé que, si ces accusations étaient avérées, elles seraient en « contradiction directe » avec les garanties de transparence produites par le pouvoir.

Alexandre Bucciantti

## Après l'élection présidentielle, les partis modernistes algériens cherchent à comprendre leur échec

PRINCIPAUX PERDANTS de l'élection présidentielle du 16 novembre, les partis modernistes, notamment le Front des forces socialistes (FFS), qui avait appelé au boycottage du scrutin, sauront-ils « rebondir à temps », comme le souhaitent nombre de militants, ou sont-ils condamnés à une « longue traversée du désert », comme d'autres le redoutent ? La forte participation des électeurs a consacré l'échec des « boycotteurs », FFS en tête. Et attisé le feu des discussions internes.

« A la longue, la politique de la chaise vide se retourne toujours contre celui qui la prône », estime un contestataire. « En ne se présentant pas à l'élection présidentielle, assure un autre, Hocine Ait Ahmed (secrétaire général du FFS) a raté une occasion unique. » A l'en croire, en appelant ses anciens « partenaires » de l'accord signé, le 13 janvier, à Rome – notamment le FLN et le Pex-Front islamique du salut (FIS) –, à soutenir cette candidature, le FFS se serait « donné le moyen de vérifier la sincérité des islamistes vis-à-vis de l'option démocratique et de mettre un terme aux ambiguïtés du FLN ». Il les aurait ainsi « placés au pied du mur ».

La déception est vive devant ce que certains membres du FFS qualifient de « terrible gâchis ». La « dérive » s'est amorcée au lendemain

de l'accord de Rome, expliquent-ils. En le signant, « nous avons apporté une caution démocratique au FFS et au FLN. Mais on n'a pas su aller plus loin, regrette l'un d'eux. On a perdu beaucoup de plumes, sans rien récolter en échange ! ». A ses yeux, ce n'est pas la rencontre de Rome qui est en cause, mais son suivi. « A partir du moment où le pouvoir rejetait l'offre de paix, il fallait en tirer les leçons, insiste-t-il. Au lieu de s'arc-bouter, il fallait s'ouvrir : sonder la parole « éclairée » du pouvoir et, surtout, travailler en direction du camp moderniste. »

S'aligner, par exemple, avec le Rassemblement de la culture et de la démocratie (RCD) de Saïd Sadi, le « frère ennemi » kabyle d'Hocine Ait Ahmed ? « Les querelles de zaims [chefs] n'empêcheront pas les gens de la base de militer ensemble. Et puis, il n'y a pas que le RCD, il n'y a pas que les Kabyles ! Les syndicalistes de l'UGTA, les associations de femmes, de jeunes, font eux aussi partie de cette aile moderniste. »

PREFÉRENCE « ETHNIQUE »

Mécontents de la ligne suivie par leur parti, plusieurs responsables du FFS ont pris leurs distances, dès le printemps, certains en claquant la porte, d'autres en arrêtant de militer. « Au train où vont les choses, le FFS ne sera bientôt plus qu'une co-

quille vide, avec le nom d'Aït Ahmed écrit en gros sur la façade », soupire l'un d'eux. Les débats houleux, au début de novembre, à Alger, du conseil national du FFS ont témoigné de ce malaise.

Désireux de « crever l'obole », les apprentis dissidents avancent toutefois avec prudence. Ceux qui parlent ne le font que sous couvert d'anonimat. Même les plus virulents se défendent de toute tentation « putschiste ». Car, si beaucoup se plaignent des manières peu démocratiques de leurs dirigeants, accusés d'imposer leurs choix « à la hussarde », tous espèrent pouvoir laver leur linge sale en famille. C'est-à-dire en congrès. Le dernier remonte à mars 1991. Quant au prochain, prévu pour mars 1996, « il reste à prier pour qu'il ne soit pas reporté une nouvelle fois ! ».

Ce vent de fronde est-il l'amorce d'un déclin ou le signe d'une plus grande maturité ? La longue histoire du FFS, créé il y a plus de trente ans, ferait plutôt pencher pour la seconde hypothèse. L'esprit de discipline qui prévaut, y compris chez les opposants, va aussi dans ce sens. Mais, si débat il y a, où doute qu'il sera douloureux et lent à porter ses fruits. Les récentes déclarations du secrétaire national à l'émigration, Farid Aïssani, assurant que le résultat de l'élection du 16 novembre

« conforte le FFS dans sa démarche » n'augurent pas d'une grande réceptivité aux critiques.

Embryonnaire et divisée, la mouvance moderniste a bien du mal à s'affirmer sur la scène nationale. Le faible score enregistré par M. Sadi – moins de 10 % des suffrages – témoigne de ces difficultés. Au moins lui aura-t-il permis de prendre ses marques pour l'avenir, et au RCD de rester « visible ». Reste à s'interroger sur la motivation des électeurs. A lire les résultats, wilaya par wilaya, l'évidence du vote régionaliste s'impose. La préférence « ethnique » l'a emporté sur la préférence « démocrate ». La clientèle électorale du RCD reste majoritairement une clientèle kabyle, y compris à Alger.

Bastion du FFS, berceau du RCD, la Kabylie a d'abord obéi à un réflexe communautaire. Les « Arabes » ont fait de même, en choisissant Lamine Zeroual, originaire de Batna (est), ou Mahfoud Nalmah, natif de Blida (Algérois). Mais tous, en allant voter, ont saisi l'occasion – inédictée – de jouer de leur droit civique. « En Algérie, on commence à peine l'apprentissage de la politique, lâche un vieux militant. La démocratie, on s'y mettra peut-être, dans un prochain chapitre ? »

Catherine Simon



## MOUVEMENTS SOCIAUX

Alors que le congrès de la CGT se terminait, à Montreuil, vendredi 8 décembre, le gouvernement a obtenu de ses interlocuteurs syndicaux

leur accord tacite pour une médiation à la SNCF sur le contrat de plan entre l'Etat et l'entreprise et sur la question des retraites. La CGT et la FSU (enseignants) ap-

pellent néanmoins à de nouvelles manifestations mardi 12 décembre. La FSU envisage de surcroît une journée d'action le dimanche 17 décembre.

● **MANIFESTATIONS** : les défilés ont rassemblé 700 000 personnes en province et dans la région parisienne, selon la police, 1 300 000 selon les organisateurs (page 8).

● **CONVIVIALITÉ** : les grèves et les difficultés de circulation dans la région parisienne font naître de nouveaux comportements de solidarité (page 11).

## La CGT maintient la mobilisation et laisse s'amorcer le dialogue

Au terme de son congrès, la centrale dirigée par Louis Vianet appelle à de nouvelles manifestations le 12 décembre, mais accepte officiellement la médiation mise en place à la SNCF. Des rencontres sont programmées par les ministres du travail et de l'industrie

JACQUES BARROT était bloqué vendredi 8 décembre au banc du gouvernement à l'Assemblée nationale, mais cela ne l'a pas empêché de jouer son rôle. Le ministre du travail a invité, pour samedi, les dirigeants des confédérations et, pour le début de la semaine prochaine, les présidents des caisses de Sécurité sociale, c'est-à-dire notamment le dirigeant FO de l'assurance-maladie, à discuter avec lui. Ce fil sera-t-il suffisant ?

Marc Blondel continue à exiger une négociation globale avec le premier ministre, dont il espère pouvoir ressortir sans être battu en rase campagne, mais Alain Juppé n'envisage pour l'heure que de rencontrer, les uns après les autres, les responsables des confédérations syndicales, une fois que ses ministres auront débatté les chemins.

Le congrès de la CGT se termine : depuis quinze jours, les trains ne circulent plus ; depuis onze jours, le métro parisien est à l'arrêt ; l'éducation nationale, à son tour, est perturbée, mais la grande grève rêvée par Marc Blondel ne fait que de rares incursions dans les entreprises privées : les circonstances deviennent propices à l'amorce d'un dialogue. Les fils ne se nouent, encore, que discrètement, mais, pour la première fois depuis que, le 15 novembre, Alain Juppé a annoncé son plan sur la

Sécurité sociale, les dirigeants de chacun des deux camps admettent qu'il leur faut faire des concessions.

Après les interventions de 5 décembre, à l'Assemblée nationale et à la télévision, les syndicats ont réuni leur réplique. Certes, en raison notamment de la grève des transports, il n'y a pas eu un de ces gigantesques défilés parisiens qui marquent les mémoires ; mais il y a longtemps qu'autant de gens n'étaient pas descendus ensemble dans les rues des principales villes de France pour manifester leur refus d'un projet gouvernemental : la malaise est plus profonde.

Avant de négocier, il faut aussi prouver que son armée est toujours en état de se battre. C'est bien le cas. Certes, elle grossit moins que ne l'espèrent la CGT et FO. Leurs appels à l'extension de la grève dans le secteur privé sont toujours aussi peu entendus. Mais les arrêts de travail dans le secteur public ont été plus nombreux jeudi que les jours précédents, même s'ils n'ont pas atteint les chiffres-reports de la grande journée du 10 octobre contre le blocage des salaires : les enseignants se sont joints au mouvement et les derniers mineurs de Lorraine ont fait entendre leurs voix.

Pour confirmer la mobilisation des troupes, la CGT et la FSU -

deux centrales proches du Parti communiste - sont décidées à organiser de nouvelles manifestations mardi 12 décembre et s'efforcent de convaincre FO, leur allié dans ce conflit, de se joindre une fois encore à eux. L'UNSA a renoncé aux grands défilés dont elle rêvait pour le 10 décembre, mais la FSU continue à envisager une série de manifestations le 17 décembre.

## OPINION PUBLIQUE FAVORABLE

L'opinion publique reste favorable au mouvement. Réalisée mercredi 6 décembre, une enquête menée par IPSOS pour Le Point et France 2 le confirme. D'une part, la majorité des 841 personnes interrogées est favorable au mouvement de grève actuel : 56 % ont de la « sympathie » pour ce mouvement, contre 41 % d'avis contraire, 58 % jugent que la poursuite du mouvement est tout à fait ou plutôt justifiée (contre 38 %) et 65 % pensent qu'il va continuer à se développer. D'autre part, le premier ministre n'a pas réellement convaincu les Français. Si 44 % approuvent sa décision de maintenir son plan de réforme de la Sécurité sociale, 53 % la désapprouvent.

Le pouvoir a bien dû tenir compte de tous ces éléments. D'ailleurs, les collaborateurs du président de la République ont aidé le chef du gouvernement à renouer les fils du dialogue, et

M. Juppé a donné consigne, jeudi, à ses ministres de rencontrer tous les interlocuteurs possibles. Lui-même a fait un geste en chargeant Jean-Marc Ayrault d'une mission de médiation sur le contrat de plan Etat-SNCF. Après quelques heures d'hésitation, qui ont fait ébranler l'unité syndicale, les syndicats de la SNCF ont accepté de se rendre à la première invitation du médiateur, vendredi après-midi. Pour autant, certains syndicats se faisaient peu d'illusions sur le rôle de M. Ayrault. Sa lettre de mission lui demande « d'informer et d'expliquer » et de « définir les moyens d'associer efficacement les représentants du personnel à la mise en œuvre de ce contrat ».

Le président de la SNCF, vendredi matin, donnait satisfaction à la CFDT et à FO en estimant prévisible que le conseil d'administration de son entreprise ne pourrait se réunir le 13 décembre pour débattre du contrat de plan. De son côté, la CFCT a déclaré qu'elle appellerait à la reprise du travail si la mission de Jean-Marc Ayrault était « au régime spécial de retraite et de dialogue du social ».

Le gouvernement a tenté aussi de rassurer les salariés de la SNCF et de la RATP sur l'avenir de leur retraite. Jeudi, il a écrit aux présidents de ces deux entreprises en leur demandant « de préciser au personnel qu'aucune décision a

priorité n'est aujourd'hui arrêtée ». Le directeur général adjoint de la SNCF a donc proposé de rencontrer les syndicats vendredi matin. Jean-Paul Bailly, le président de la RATP, a choisi de demander à M. Le Vert, qui préside la Commission chargée notamment de réfléchir à l'avenir des régimes

vement est reconduit et la commission Le Vert toujours boycottée.

Dialoguer avec les fonctionnaires est revenu normalement à Dominique Perben. Le ministre de la fonction publique a reçu, à leur demande, la CFDT, la CFCT, la CGC et l'UNSA, jeudi. Le geste

## Les trois critiques de Michel Rocard

Dans un entretien accordé à *La Tribune-Desfossés* du 8 décembre, l'ancien premier ministre socialiste Michel Rocard reproche à Alain Juppé d'avoir commis « trois erreurs fondamentales ».

La première, dit-il, « est une erreur de calendrier », qui a consisté à vouloir conduire plusieurs réformes de front. « Quelconque connaît un peu le terrain social, explique-t-il, ne commet pas la faute d'agiter tous ces brûlots à la fois. » La deuxième erreur est d'avoir voulu imposer ces projets « sans négociations, mais uniquement par le biais de décisions unilatérales ». « Il n'est plus possible d'avancer dans les réformes sans une étroite concertation et sans un donnant-donnant », ajoute M. Rocard. Enfin, la troisième erreur de M. Juppé est dans le calibrage du volet fiscal du plan. « A partir du moment où l'on augmente la CSG, que l'on crée sa petite sœur, le RPS, sans baisser les cotisations sociales, conclut-il, on arrive à un taux de prélèvement excessif pour les revenus modestes. »

spéciaux, de « créer une sous-commission pour étudier les problèmes spécifiques du régime de retraite RATP », à laquelle seraient associées les organisations syndicales. Les syndicats, recrus par M. Bailly jeudi, sont sortis d'après avoir « pas obtenu les garanties attendues ». Conclusion : le mou-

qu'il a fait est loin d'être symbolique. En indiquant que les pensions resteraient « payées par le budget de l'Etat », il a clairement fait entendre que le projet de création d'une caisse autonome de retraite pour les agents de l'Etat, annoncé par M. Juppé le 15 novembre, était en fait abandonné. Simplement, dans un souci de transparence, le gouvernement inscrivait le montant de ces pensions dans un budget annexe.

M. Perben a aussi annoncé qu'il avancera à la semaine prochaine les négociations sur la précaire, comme l'avaient demandé l'UNSA et la CFCT. Ensuite viendront celles sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, ainsi que sur la formation professionnelle. Dans la soirée, les quatre syndicats modérés ont écrit une lettre commune au premier ministre, pour lui demander de « lever réellement toute ambiguïté sur les intentions du gouvernement ». Dès le lendemain, M. Juppé a répondu pour confirmer l'annonce faite par son ministre. On n'en est qu'aux prémices d'une vraie négociation.

Pierre-Antoine Delhommeaux

Thierry Bréhier

### M. Mattéoli, médiateur accompli pour la SNCF

IL ÉTAIT difficile pour le gouvernement de trouver un profil plus adapté que celui de Jean Mattéoli, réélu en septembre 1994 à la présidence du Conseil économique et social (CES), pour être médiateur dans le conflit de la SNCF. Gaulle de gauche (il a milité à l'Union démocratique du



PORTRAIT

travail d'Yvon Morandati), défenseur de la participation, attaché au service public, M. Mattéoli a accompli un parcours qui le met presque à l'équidistance des syndicats, qu'il connaît bien, et du pouvoir, dont il est proche. Agé de soixante-deux ans, licencié en droit, ancien résistant et ancien déporté, il a fait ses premières armes dans les charbonnages. En 1948, il entre aux Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, où il fera carrière jusqu'en 1972. Il se distingue dans les missions difficiles en acceptant, en 1968, la charge de commissaire à la conversion pour cette région. S'en étant sorti avec succès, il prend, en janvier 1973, la présidence de Charbonnages de France, qu'il occupera jusqu'en novembre 1979, année où Valéry Giscard d'Estaing le nomme ministre du travail et de la participation.

Parallèlement, M. Mattéoli mène une discrète carrière politique, occupant des fonctions de second rang à l'UNR, puis au RPR. En 1983, il devient adjoint au maire de Paris et conseiller régional d'Ile-de-France.

Désireux de promouvoir la participation et de développer le temps partiel, M. Mattéoli a exercé ses fonctions de ministre consciencieusement mais sans éclat. Il laisse aux partenaires sociaux l'image d'un homme de dialogue, d'une courtoisie à toute épreuve. Conseiller industriel en 1981, il devient PDG de la Société de tréfileries d'Alsace en 1985, avant d'être élu, le 28 avril 1987, à la présidence du CES, un lieu éminent d'observation et de concertation.

M. N.

### La Banque de France marque son soutien à M. Juppé

EN ABAISSANT son principal taux directeur, jeudi 7 décembre, la Banque de France a surpris tous les observateurs. Le niveau des appels d'offres a été ramené de 4,80 % à 4,70 %. Les investisseurs étaient pourtant persuadés que le Conseil de la politique monétaire (CPM) s'abstenait de toute initiative en raison de la crise sociale.

Cette décision a donc une signification politique forte. Elle apparaît comme une marque de soutien de la Banque de France et de son gouverneur, Jean-Claude Trichet, au gouvernement d'Alain Juppé. Ce signal de confiance dans la devise traduit la conviction des neuf membres du CPM que le projet de réforme de la Sécurité sociale sera maintenu. « En abaissant son principal taux directeur, la Banque de France ne minimise pas seulement l'ampleur de la crise sociale. Elle anticipe la victoire du gouvernement et la défaite des syndicats », observe un économiste. Il ajoute que la dé-

cision de la Banque de France présente l'inconvénient de « politiser davantage les questions monétaires » et de faire apparaître la politique du franc fort comme la principale responsable des conflits sociaux actuels.

La réduction du principal taux directeur de la Banque de France a été très bien accueillie par les opérateurs des marchés financiers. Le franc a progressé face à la monnaie allemande. Il s'échangent, vendredi matin, à 3,44 francs pour un deutschemark. La Bourse de Paris a gagné 0,66 %. Les taux d'intérêt ont pour leur part baissé, les échéances à trois mois reflétant à 5,7 %.

L'impact a été d'autant plus grand que les investisseurs ne sont pas habitués à voir la Banque de France faire preuve d'une telle « audace ». Les opérateurs, souvent très critiques vis-à-vis de l'institut d'émission, qu'ils jugent trop prudent, louent son comportement au cours de la dernière crise. Son sang-froid - la Banque de France a maintenu

inchangé le taux de l'argent au jour le jour alors que les rendements de marché remontaient fortement - a permis d'apaiser les tensions sur les marchés monétaires. Les analystes estiment également que la baisse des taux décidée jeudi traduit une inflexion de la politique de l'institut d'émission. Celui-ci ne se contenterait plus d'attendre, comme dans le passé, les anticipations des marchés mais chercherait désormais à les précéder et à les guider.

Les experts soulignent toutefois qu'on aurait tort de parler de rupture. La Banque de France reste toujours aussi attentive à l'évolution de la devise française vis-à-vis de la monnaie allemande. La baisse du taux des appels d'offres d'abord été rendue possible par la nette remontée du franc face au deutschemark observée depuis le 4 décembre.

Pierre-Antoine Delhommeaux

Thierry Bréhier

## Le gouvernement et les syndicats jouent à cache-cache

JOURNÉE de duper ou journée d'ouverture ? Jeudi 7 décembre, un million de manifestants battent le pavé des villes de France. La CGT, FO et la FSU, les trois fers de lance des manifestations et des grèves, appellent à une « amplification » du mouvement et à une nouvelle journée d'action, le 12 décembre. Mais les syndicats se cherchent, et le gouvernement cherche les syndicats.



RÉCIT

Comme la veille, le gouvernement a joué sur les mots, tournant autour du terme « négociation » sans jamais mettre le doigt dans cet engrenage qui le contraindrait à revoir certains points de la réforme de la Sécurité sociale ou le contrat de plan Etat-SNCF. Alors, il multiplie les appels au « dialogue », à la « concertation », à des « réunions de travail » ou, pour reprendre l'expression du ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, à une « discussion approfondie » avec le patronat et les syndicats. Mais de véritable négociation, point, puisque les réformes ne sont pas négociables. A Matignon, l'homme de marbre reste rive à son socle. « Ouvrez le jeu sans céder », dit en substance Alain Juppé à ses ministres les plus exposés. Et tous appliquent la consigne.

Les fédérations les plus modé-

rées de la fonction publique se succèdent toute la journée chez leur ministre de tutelle, Dominique Perben, qui leur donne le contenu des prochaines négociations prévues de longue date. De son côté, M. Barrot essaie depuis deux jours « de monter des rendez-vous, mais sur des thèmes précis ». Car il n'est pas question, confie-t-il, de faire « un chèque tour de piste », préférant « cibler les questions pour ne pas tomber dans un dialogue fourre-tout ».

Dans l'après-midi de jeudi, le mouvement s'accroît. La manifestation parisienne se disperse à peine autour des Invalides quand le porte-parole du gouvernement tient son point de presse quotidien à l'Hôtel Matignon. Alain Lamassouire annonce que le ministre du travail invite « toutes les confédérations syndicales ou une série de réunions de travail, qui commenceront dès samedi ». Pour une négociation sur le plan Juppé ? Non, pour des « discussions approfondies » sur « le contenu concret » de textes de la réforme de la « Sécurité », tranche un communiqué du ministère du travail. Nicole Notat fait aussitôt savoir qu'elle répondra à cette invitation. Au même moment, le secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale fait savoir qu'il recevra tour à tour, de lundi à jeudi, les syndicats de médecins libéraux. Objectif d'Hervé Gaymand : les dissuader de descendre dans la rue le 17 décembre.

M. Juppé tente aussi d'allumer

un contre-feu dans les entreprises publiques. Il reçoit dans l'après-midi le président du Conseil économique et social, Jean-Marc Ayrault, et le charge d'une « mission de médiation » entre les pouvoirs publics et les fédérations de cheminots sur le contrat de plan Etat-SNCF. Mais pas sur les retraites ! Le ministre de l'Industrie, Frank Borotra, se chargera aussi de faire baisser la tension à la SNCF, à EDF-GDF, à La Poste et à France Télécom, en organisant une « table-ronde » la semaine prochaine avec les syndicats pour leur rappeler les conceptions du gouvernement sur le « service public à la française ».

## CASSER LA COHÉSION

Jean-Claude Gaudin, lui, jette de l'huile sur le feu. « Ce ne sont pas les sondages, les cortèges et les banderoles qui changeront notre direction et notre détermination », lance-t-il depuis Deauville, où il est venu soutenir Nicole Ameline dans la reconquête de son siège de député de la quatrième circonscription du Calvados. Le ministre de l'aménagement du territoire s'en prend même aux « professionnels du défilé ». A croire que le maire de Marseille n'apprécie sans doute guère que sa ville ait connu, ces derniers jours, les manifestations les plus importantes depuis des décennies.

La stratégie gouvernementale, qui vise à dissocier les problèmes, n'a échappé ni à M. Vianet ni à

M. Blondel. « Il est évident que le gouvernement, sans ou avec la complicité de Nicole Notat ou d'autres, va chercher à séparer les différentes forces en lutte (...) et à casser la cohésion du mouvement », lance le premier. « On ne règlera pas le problème de la grève, qui est maintenant multidimensionnelle, en donnant peu ou prou satisfaction à une partie de ceux qui manifestent », prévient le second dans les colonnes du *Parisien*.

Pourtant, Louis Vianet, qui a été présent jeudi à la tribune du 45<sup>e</sup> congrès de la CGT, semble plus réaliste que les délégués réunis à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, comme en témoignent les débats autour de l'appel à la grève et aux manifestations le 12 décembre. Le secrétaire général de la CGT s'est fait épingleur sur le premier projet d'« appel », qui se contentait de préconiser « un nouvel élan de l'action ». Après de vifs échanges, le congrès a finalement voté - c'est plus qu'une nuance - « un nouvel élan de généralisation de l'action ». Dans une ambiance surchauffée, les délégués ont réclamé que les assemblées générales dans les entreprises, pour « débattre et décider démocratiquement des revendications et de l'action », se tiennent « dès demain », ce qui n'avait pas été précisé dans la première mouture de l'appel.

Le téléphone a beaucoup fonctionné jeudi. Entre M. Vianet et M. Blondel, son homologue de Force ouvrière, pour préparer la

journée du 12 décembre. Entre M. Vianet et Jean-Pierre Denis, le secrétaire général adjoint de l'Elysée, auquel le patron de la CGT a rappelé la grande grève des cheminots et des postiers de l'été 1953, qui avait fait tomber le gouvernement - « à la fin de la nuit », selon la formule de François Mitterrand - de Joseph Laniel.

**SOUTIENS À L'ÉTRANGER**  
Les grévistes ont reçu l'appui de plusieurs syndicats étrangers, notamment de fédérations syndicales de la fonction publique de plusieurs pays de l'Union européenne, et même de la plus puissante confédération américaine. « J'admire l'action des travailleurs français qui, en manifestant, démontrent combien les questions (de protection sociale) sont importantes », a déclaré John Sweeney, le tout nouveau président de l'AFL-CIO, au cours d'une conférence de presse à New York.

« Si les dirigeants syndicaux français pensent que nous pouvons être utiles, nous sommes prêts. » Ce soutien était quelque peu intéressé : l'AFL-CIO, qui redoute des coupes claires dans les dépenses publiques pour réduire l'énorme déficit budgétaire américain, vient de soutenir le président Clinton dans son refus de tailler dans les programmes médicaux, comme le réclamait la majorité républicaine du Congrès.

Récit du service France

2012/12/15



## L'état des grèves dans le secteur public



## Les transports publics restent paralysés

Le dispositif de substitution sera suspendu pendant le week-end

APRÈS les arrêts de travail et les manifestations qui ont marqué la journée du jeudi 7 décembre, le mouvement de grève continuait vendredi dans certains secteurs, notamment celui des transports. A Marseille, Toulouse, Rennes et Bordeaux, comme à Paris, les transports se commencent à être encore fortement perturbés vendredi matin.

● **SNCF** : aux premières heures de vendredi, le trafic était toujours nul sur le réseau SNCF. Aucun train ne circulait sur les grandes lignes, à l'exception de quelques allers-retours prévus sur Paris-Londres et Paris-Bruxelles. Le réseau régional et de banlieue d'Ile-de-France continuait également à être paralysé.

● **RATP** : scénario inchangé à la RATP où aucun métro ni RER ne circulait. Le service d'autobus était quasiment inexistant, le trafic n'étant assuré qu'à 2% de la normale.

● **TRAFIC AÉRIEN** : des perturbations étaient à prévoir, vendredi, en raison d'un mot d'ordre de grève nationale lancé par la CGT. Par ailleurs, des assemblées devaient décider des modalités de la reconduction du mouvement, avec pour objectif un grand temps fort dès lundi 11 décembre. Dans la matinée de jeudi, les grévistes d'Air Inter, Air France et Aéroports de Paris avaient bloqué les

accès d'Orly et de Roissy. Un appareil de la compagnie AOM a été endommagé.

● **FRANCE TÉLÉCOM** : le mouvement semble s'effriter, en dépit du dépôt par SUD d'un préavis de grève illimitée à partir du 11 décembre. Jeudi, la direction a décompté 35% de grévistes alors que, selon les syndicats, il y en avait 30% à 40% dans les départements de l'Ouest (Manche, Orne, Calvados) et jusqu'à 63% dans le Sud-Ouest.

● **FONCTION PUBLIQUE** : la CGT et FO appellent les agents de l'Etat à poursuivre la grève. A l'éducation nationale, la FSU et le SGEN-CFDT ont appelé leurs adhérents à reconduire le mouvement vendredi. Jeudi, la grève avait été suivie, selon les syndicats, à 75% ou 80%. Le ministère indiquait que 63% des enseignants dans les écoles, 48% dans les collèges, 43,55% dans les lycées et 37,54% dans les lycées professionnels étaient grévistes.

● **HOPITAUX** : la mobilisation semble assez faible. Selon la CGT, 185 hôpitaux étaient engagés dans la grève jeudi. L'Assistance publique des hôpitaux de Paris a recensé à peine 6% de grévistes, contre 8% deux jours plus tôt.

● **BANQUES** : l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, SIC, SNA) a appelé le personnel de la Banque de France à deux jours de grève, jeu-

di et vendredi, « par solidarité avec les autres salariés » et pour défendre ses propres revendications, notamment sur la fabrication des billets. Une assemblée générale est prévue le 11 décembre pour décider de la suite du mouvement. Dans les Caisses d'épargne, la CFDT, la CGT et le Syndicat unifié avaient appelé à une grève de vingt-quatre heures jeudi.

● **TRANSPORTS DE SUBSTITUTION** : dans le cadre de l'opération « plan-bus », quelque 163 bus acheminèrent les banlieusards vers Paris, selon le Syndicat des transports parisiens (STP). Vendredi, les lignes en fonctionnement étaient les mêmes que la veille. Après des départs effectués entre 5 h 30 et 6 h 30, les retours de Paris sont prévus entre 16 h et 17 h. Samedi et dimanche, le dispositif « plan-bus » ne fonctionnera pas et il recommencera le 11 décembre à 5 h 30. Les bateaux-bus continuent à circuler de 6 h à 20 h - de 7 h à 19 h sur les deux lignes directes vers l'extérieur (ouest-Suresnes et est-Chinagora). Sur le canal de l'Ouro, ils prennent des passagers de 7 h à 19 h. Des renseignements peuvent être obtenus sur le « plan-bus » au 05-235-235 ou au 05-05-05-17, 3615 SNCFIDF et 3615 APTR ; pour les bateaux, au 40-58-27-99.

## Toulouse, premier forum de la contestation

Le plan de réforme de la Sécurité sociale fédère les revendications

TOULOUSE

Pierre-Paul Riquet est toujours à sa place, dos à son grand œuvre, le canal du Midi, défiant la ville du haut de son piédestal sur les allées Jean-Jaurès et enrobé malgré lui par les manifestants comme porte-parancarte. En ce début d'après-midi du jeudi 7 décembre, Toulouse reprend sa respiration. Les chalandes se lancent à nouveau à la conquête des rues encore blanches des tonnes de papier jetées au vent par la manifestation du matin : ce sont les ouvriers de Job, la marque de papier à cigarettes, qui ont fourni la matière première.

Toulouse enregistre des niveaux de participation exceptionnels aux manifestations organisées par FO, la CGT et la CFDT de la Haute-Garonne, qui a refusé d'embêter le pas à Nicole Notat. A chaque fois, le record précédent tombe. Près de 60 000 manifestants le 30 novembre. Première ville de France au « top ten » de la contestation. Et sans renforts extérieurs : dans toutes les villes de la région Midi-Pyrénées, les syndicats avaient fait le plein. « Même en 1968, on n'avait pas vu ça ! », triomphe un retraité de La Poste.

Et pourtant, entre deux manif, quand calicots et banderoles ont été repliés, Toulouse reprend ses airs de vieille dame endormie. Noël a déjà accroché ses décorations au-dessus des rues. Les vitrines attendent le client. Les commerçants cachent leur grise mine derrière un sourire qui se veut avenant. Les affaires vont mal. Ventes en chute libre ! La faute à qui ? A la crise, comme partout ailleurs ; aux grévistes et aux manifestations, risquent les plus excédés ; mais personne ne veut en rajouter. Il faut chercher longtemps ceux qui dénoncent les syndicats. Un habitué des cortèges ne constate pas d'agressivité particulière chez les commerçants du centre-ville.

Certes, la chambre de commerce s'est émue de la situation. Avec la chambre des métiers, elle a mis en place un service de distribution du courrier réservé aux seules entreprises, mais l'union patronale cherche à se faire oublier, tandis que la coordination des syndicats et associations des commerçants et artisans de la Haute-Garonne, qui revendique de 25 000 à 30 000 petits patrons du secteur, critique à son tour le plan Juppé... sur les PME et appelle au règlement du conflit sur la Sécurité sociale.

Tout se passe comme si personne ne souhaitait jeter de l'huile sur le feu. Les comités d'usagers, censés organiser la grogne des non-grévistes, n'ont pas trouvé beaucoup d'écho. Grégoire Carnero, député (RPR), qui en avait pris l'initiative, a dû bien vite rentrer dans le rang. Chacun, pour l'instant, s'accommode de la situation, des poubelles qui s'amoncellent sur les trottoirs, des crèches fermées, des spectacles supprimés. Les employés municipaux, d'habi-

tude si sages, ont cessé le travail. A l'appel de Force ouvrière, dont le secrétaire fait même la grève... de la faim.

Toulouse n'est pas paralysée. Les bus circulent encore, en dépit des débrayages des employés de la Semvat, et, malgré quelques pannes, le métro automatique VAL remplit vaillamment son office. Aux heures de pointe, les embouteillages sont à peine plus gros que d'habitude. Pas de quoi paniquer les Toulousains, élevés dans le culte de l'automobile ! La place du Capitole a pris des airs de forum. On y improvise des débats, des cours sauvages ou des chahuts nocturnes. Les étudiants toulousains, partis tardivement dans la bataille des universités, y ont inventé la manif de minuit.

A la CGT, on observe que la jonction s'est faite avec les étudiants, et on participe à tous les forums dans les universités. C'est une différence importante avec 1968, mais « les facs » semblent faiblir, surtout chez les scientifiques. Craignant de perdre une année, bon nombre des quelque 110 000 étudiants toulousains font déjà la grève de la grève. Pour autant, la détermination des autres ne semble pas émue. Elle nourrit même celle des salariés du secteur public ou nationalisé.

Sur la place du Capitole, on improvise des débats, des cours sauvages ou des chahuts nocturnes

Ceux-là ont le sentiment de défendre un patrimoine, presque un trésor. La prospérité des Toulousains, voire de la région tout entière, s'est en partie construite autour des grands établissements publics quand la Datar, dans les années 60, aménageait le territoire à coups de délocalisations autoritaires. La grève a pris. Les chemins, qui sont en tête de tous les cortèges à Toulouse, ont enfoncé le cheval de l'aménagement du territoire pour dénoncer le contrat de plan de la SNCF, qui conduirait, selon eux, à la suppression des petites lignes régionales.

La dénonciation du plan Juppé sur la Sécurité sociale recouvre des inquiétudes diverses qui s'étaient manifestées en septembre et octobre et qui ont trouvé là un dénominateur commun. C'est vrai pour le CNES, qui a du mal à prendre sa part dans la construction de la future station spatiale Alpha. C'est vrai pour les hôpitaux, qui se sentent dans le collimateur du gouvernement. C'est vrai encore pour EDR. C'est vrai aussi de la Météorologie, dont les salariés ont combattu le projet d'entreprise. A

## Clermont-Ferrand la rouge

Près de 20 000 personnes mardi 5 décembre ; au moins 25 000 jeudi, où tous les syndicats, y compris la CFDT, appelaient à la manifestation : la mobilisation n'en finit pas de s'étendre à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). La moitié des écoles ont été fermées (on compte 71% de grévistes chez les instituteurs). La direction départementale de l'équipement (DDF) a négocié avec les grévistes (65% des personnels ouvriers et techniques) un service minimum de sécurité, qui s'est révélé insuffisant face à l'arrivée inopinée de la neige.

L'entraînement à gauche de la métropole auvergnate est solide. En outre, la défense du service public fédère les nombreux grévistes : « C'est un temple dont nous sommes les gardiens », dit l'un d'eux. Et René Defroment, secrétaire de l'union régionale CFDT, a envoyé à toutes ses sections une lettre dans laquelle la position de Nicole Notat est explicitement condamnée. Pour cet ancien ouvrier du bâtiment, l'unité syndicale ne peut se rompre à Clermont-Ferrand, « parce que, ici, les gens se connaissent et se côtoient. La lutte qu'ils mènent les rapproche, et c'est à croire que notre direction confédérale ignore tout de cette réalité. Elle n'a rien à y gagner ». (Corresp.)

## Le combiné Bi-Bop à 590 F TTC\* avec un abonnement mensuel à 0 F.

Joyeux Bi-Bop!

590 F TTC, c'est le prix du combiné Bi-Bop pour Noël dans de nombreux points de vente Bi-Bop : BHV, Darty, FNAC, agences France Télécom... si vous vous abonnez simultanément à Bi-Bop\*. Vous pouvez bénéficier de cette offre du 01.12.95 au 31.01.96. Avec Bi-Bop Malin, l'abonnement est gratuit : vous ne payez que vos communications (prix normal du téléphone + 1,83 F TTC/mn). Bi-Bop : pour vous simplifier la vie et la ville dans les agglomérations de Paris, Lille et Strasbourg.

\*Justificatifs à fournir : RIB + facture téléphonique. Mise en service : 229 F TTC. Offre non cumulable.

France Telecom Mobiles



## Près d'un million de personnes ont manifesté le 7 décembre

Marseille, Caen, Rouen, mais aussi Limoges ou Lorient ont vu déferler des vagues de grévistes, souvent comparables à celle de mai 68. En revanche, le rassemblement parisien semblait relativement modeste. Le ralliement du secteur privé est très variable selon les régions

La détermination des opposants au plan d'Alain Juppé de réforme de la Sécurité sociale s'est traduite par des manifestations massives partout en France, jeudi 7 décembre, encore supérieures à celles qui

avaient eu lieu mardi. 700 000 personnes, selon la police, 1 300 000 selon les organisateurs ont formé 320 cortèges dans tout le pays. Les villes de province, grandes et moyennes, étaient en première ligne. Dans

plusieurs agglomérations, les transports publics étaient paralysés. Des autobus occupaient toujours les entrées de Caen vendredi matin. Quelques incidents ont émaillé la journée de jeudi, notamment à

Nantes, où ils deviennent traditionnels. Les plus graves échauffourées ont opposé les mineurs des Houillères de Lorraine aux forces de l'ordre, à Freyming-Merlebach (Moselle). Les affrontements avaient repris

vendredi matin. Paris a fait, comparativement, pâle figure avec 16 000 manifestants, selon la police. Mais des cortèges s'étaient formés dans les préfectures d'Ile-de-France.

**TOURS.** Nice, Toulouse, Rouen... Au fil de l'après-midi, les records sont tombés. « Historique », « jamais vu », « la plus importante manifestation depuis 68 » : jeudi 7 décembre, des dizaines de milliers de personnes ont battu le pavé de villes habituées, jusqu' alors, à des bataillons moins fournis, noyés dans l'ombre de la grande mobilisation parisienne. Depuis le début du mouvement, la province grande plus forte que la capitale. Mais jeudi, avec un Paris privé de l'appoint de la banlieue - à l'inverse de la précédente manifestation, les départements d'Ile-de-France ont défilé chacun chez soi - la disproportion était énorme, presque humiliante.

Y avait-il, dans cette volonté d'occuper le terrain, comme une revanche assourdie à l'égard de capitale ? Après tout, les cheminots, en s'opposant à la direction de la SNCF, n'affirment-ils pas lutter contre la désertification du territoire ? Quoi qu'il en soit, partout, ils ont ouvert la marche, devant de nombreux représentants du secteur public. Les enseignants, massivement en grève, sont venus grossir les rangs des cortèges. Le privé, en revanche - seule déception pour les syndicats - ne suit toujours pas.

Malgré une pluie battante et la grève des transports publics, 50 000 à 100 000 personnes ont défilé à Marseille, sur fond de musique rap et à grands renforts de tambours et de sifflets, tandis que les villes moyennes se mobilisaient dans toute la région. Dans la cité phocéenne, la participation-record avait conduit les organisateurs à former deux cortèges. Le ton était plus dur et plus politisé qu'avant-hier. « Juppé, escroc, ton plan c'est du pipeau ! », proclamait un callot. Un « panier à salade » vide a été renversé à l'angle de la Canebière.

### « CE SOIR, ON TE MET LE FEU »

Auprès de l'épave, un étudiant brandissait un écriteau : « Bayrou, on te prévient. Si on n'est pas étudiant, on devient délinquant ». Des militants de la CFDT avaient enfilé des sacs poubelles ornés d'un slogan hostile à Nicole Notat - « Juppé, Notat, dans le même sac ». D'autres manifestants chantaient l'hymne, remanié, de l'OM : « Ce soir, Juppé, on te met le feu ». Pour le secteur privé, quelques délégations seulement, peu fournies : agroalimentaire, commerce automobile et grande distribution, salariés d'entreprises locales de nettoyage et de quelques

établissements financiers et bancaires.

A Bordeaux, environ 40 000 personnes ont formé un cortège bon enfant. A côté des nombreux enseignants, la santé était aussi bien représentée : beaucoup de délégués CFDT tenaient à s'affirmer « solidaires mais différents ». Des salariés de la grande distribution étaient venus, tout comme les départements ruraux du Sud-Ouest : 5 000 Gersois se pressaient dans les rues d'Auch. Yves Rispat (apparenté RPR), président du conseil général et député, a été vivement pris à partie par un groupe de manifestants, qui a enfoncé la porte de l'hôtel du département.

L'Ouest est resté en pointe : 20 000 personnes au Havre, le double à Rouen, où une importante délégation de Renault-Cleon (plus d'un quart des salariés y étaient en grève) était dans la rue. A Caen (35 000 à 45 000) la journée de mobilisation avait commencé tôt avec le blocage de la circulation par des grévistes. Forts de leur succès, les syndicats CGT, FO, FSU et FEN, ainsi que l'union régionale CFDT, en opposition à Nicole Notat, envisageaient une nouvelle démonstration dès dimanche, afin de « satisfaire à la demande des nombreux salariés du privé d'exprimer leur ras-le-bol de la rigueur », lance un syndicaliste.

Même scénario, au petit matin, dans Lorient rendue inabordable. Plus tard, les salariés de la direction des constructions navales grossissaient un cortège coloré et animé de 12 000 personnes, où des employés d'une fonderie, la SBFM, filiale de Renault, défilait avec la fédération publique. « Juppé, premier de la classe », scandaient les Renault (20 000 personnes). A Vannes, ils étaient 4 500. A Saint-Malo, l'écluse du port a été bloquée par les fonctionnaires de l'équipement, qui ont été assignés

en rétrograde par les entreprises maritimes de manutention.

A Poitiers (entre 5 000 et 15 000 personnes), des ouvriers de la centrale nucléaire de Civaux, ainsi qu'une délégation des étudiants de La Rochelle grossissaient les rangs. A Limoges, la manifestation (30 000 personnes) a été plus importante encore que celle de mardi. Le secteur privé était aussi très présent, avec de nombreux débrayages pour permettre aux salariés de se rendre à la manifestation : Renault, Legrand, les secteurs de la métallurgie et de la porcelaine.

### CHEMINOTS EN LUTTE

Le directeur du centre EDF de Limoges a été séquestré dans son bureau jeudi soir par les grévistes. Robert Savy (PS), président du conseil régional du Limousin, a participé à la manifestation. De même, à Guéret (Creuse), le maire André Lejeune (PS) était du cortège (1 500 participants). 5 000 personnes ont manifesté à Brive, 1 500 à Tulle. La direction du centre de tri de Brive a introduit une procédure en référé pour faire lever l'occupation des locaux.

« Cheminots en lutte pour tous », pouvait-on lire sur les pancartes à Grenoble (entre 30 000 et 50 000 participants). Des salariés de Schneider, Merlin-Gérin, Pechiney, des Houillères du Dauphiné, suivis par les postiers et une très grosse délégation de la DDE de l'Isère, marchaient dans une cacophonie de pétards, sirènes et roulements de tambours. Une vingtaine de policiers municipaux, défilaient en tenue. Lyon a aussi connu sa plus importante manifestation depuis le début du mouvement.

Environ 25 000 personnes, dont des militants CFDT regroupés en fin de cortège, ont arpenté bruyamment les rues. Des salariés de RVI, Alstom, Rhône-Poulenc

et Famer-Givors étaient présents, comme lors des précédentes manifestations. Dans la Loire, 12 000 personnes à Saint-Etienne. A Roanne, 120 élus de toutes tendances, conduits par le maire Jean Auroux (PS) et protestant contre le projet de transfert de plusieurs organismes sociaux.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, la mobilisation était supérieure à celle de mardi, sans atteindre de record : là encore, le mouvement

lons plus à la grève. Nous sommes favorables à la négociation avec la mise en place en Meurthe-et-Moselle d'un observatoire destiné à établir des propositions qui seront débattues au sein de la Commission Le Vert ». La CGT, en revanche, a appelé à une nouvelle manifestation dès samedi. Metz, Thionville et Longwy étaient aussi mobilisées.

Enfin, les manifestants d'Ile-de-France ont défilé à Créteil, Bobi-

### Affrontements en Moselle, à Montpellier et à Nantes

Plusieurs incidents, parfois violents, ont marqué les manifestations. En Moselle, les mineurs de charbon se sont affrontés aux forces de l'ordre à Freyming-Merlebach. Le député et maire Pierre Lang (UDF-PR) a été contraint de descendre au fond d'un puits. Vingt policiers, six mineurs et un journaliste ont été blessés. La tension restait vive vendredi matin 8 décembre aux abords des bâtiments de la direction des Houillères, où s'est produit un début d'incendie.

A Montpellier, une centaine de personnes ont dévasté un kiosque à journaux et des cabines téléphoniques. Quinze interpellations ont été effectuées. Trois personnes ont été placées en garde à vue. Trois policiers et trois manifestants ont été blessés. A Nantes, la journée du 7 décembre n'a pas fait à la règle des violences en fin de manifestation : bris de vitres, voitures retournées, vitrines cassées. Quelque 300 personnes, réclamant « la fin des lois Pasqua » et dénonçant « le racisme », se sont opposées à 400 policiers et CRS. Quinze interpellations ont eu lieu et on a dénombré deux blessés légèrement atteints parmi les forces de l'ordre.

ne parvient pas à s'étendre au privé. A Besançon (10 000 à 12 000 personnes) une délégation a été reçue par le préfet. Le président du comité régional des PME de Franche-Comté a invité les travailleurs, empêchés par des piquets de grève « dont l'attitude relève d'une démarche mafieuse » à le contacter pour envisager des actions de justice.

En Lorraine, chez les enseignants, la FEN n'a pas participé au défilé. Philippe Faveau, leader de la CFDT, a précisé sa position : « Pour le plan Juppé, nous n'appe-

gny, Saint-Denis, Cergy-Pontoise, Argenteuil. La mobilisation a été forte à Versailles (2 000 personnes). Les agents communaux, les électriciens et les gaziers étaient les plus représentés. Ils ont défilé derrière les drapeaux rouges et les banderoles noires déployées par les cheminots. En Seine-et-Marne, la section CGT de la SNECMA, entre autres, a appelé à une manifestation vendredi 8 décembre devant la préfecture de Meaux.

De nos correspondants

### Condamnations après les incidents de mardi

Trois personnes, interpellées à Paris lors de la manifestation du mardi 5 décembre et accusées d'avoir participé aux incidents contre les forces de l'ordre, ont été condamnées, jeudi 7 décembre, par le tribunal correctionnel à des peines allant de dix mois de prison, dont deux ferme, à six mois avec sursis. Le prévenu le plus lourdement condamné, salarié d'une association culturelle, figurait en pleine action à la « une » de France-Solr. Les deux autres, un demandeur d'emploi et un livreur de pizzas, étaient accusés d'avoir jeté un bloc de béton sur une voiture en stationnement et d'avoir participé au retournement d'un véhicule dans le quartier de la gare Saint-Lazare. La veille, le tribunal avait condamné deux personnes à huit mois de prison, dont quatre avec sursis, pour avoir tenté de voler la sacoche d'un passant, en marge de la manifestation.

### Le « Grand Est » reste en retrait du mouvement

#### BELFORT

de notre envoyé spécial

« C'est la dernière pour la masse et la niche dorée pour les dirigeants ». Ce n'est pas un manifestant, mais le maire de Belfort lui-même, Jean-Pierre Chevènement, qui a lâché cette formule dans son réquisitoire contre Maastricht, mercredi 6 décembre, lors de l'émission « Objections », sur France-Inter. Jeudi matin, dans la bise glaciale balayant les rues de Belfort, l'impression d'une révolte de la « masse » des petits et des « exploités » contre les puissants et les « exploités » s'imposait à chaque instant. « Nous qui sommes en bas de l'échelle, on en a marre de trinquer, lance un jeune tourneur de chez GEC-Alsthom. Les patrons doivent 17 milliards à la Sécurité et c'est encore nous qu'on veut faire payer ! »

Cette société devient un cauchemar : d'un côté des spéculateurs et des maigreur qui n'ont jamais été aussi riches, de l'autre toute une jeunesse condamnée ou chômeuse ou à la précarité, s'indigne un agent de France Télécom. Dans leurs camions-bennes, les éboueurs ne disent rien, mais leurs klaxons bloqués s'expriment pour eux. Et tout cela fait d'excellents Belfortais qui, le temps d'une « manif », ont laissé libre cours à leur colère, sous l'œil plutôt bienveillant de leurs concitoyens. Ils étaient près de trois mille : plus que l'avant-veille, mais très loin, bien sûr, des énormes bataillons déployés dans l'ouest et le sud du pays.

#### ATTENTISME APPARENT

Parce que, numériquement, la participation aux manifestations y est relativement faible, le Grand Est - Alsace, Lorraine, frange nord de la Franche-Comté - paraît un peu en retrait, sinon en marge du mouvement.

La plupart des villes moyennes semblent, ici, vivre presque normalement leur vie. A Belfort, les sacs-poubelle s'entassent, le courrier n'arrive plus guère, mais, si la

neige ne s'incruste pas, aucun péril immédiat ne semble menacer. C'est vrai à Mulhouse et à Colmar, et plus encore à Strasbourg, où la mobilisation de rue est restée faible. Même si le cœur n'y est pas vraiment, les illuminations et les traditionnels « marchés de Noël » suscitent dans les centres-villes une animation à peine mise en veilleuse.

Le renfort du privé, particulièrement espéré par les grévistes dans des bassins industriels importants, tarde à se déclarer. Jeudi, les mineurs de potasse du Haut-Rhin ont commencé à se faire entendre, mais les ouvriers de GEC-Alsthom Belfort qui, à l'automne 1994, avaient été capables de mener spontanément cinq semaines de grève se sont contentés jusqu'ici de quelques heures de débrayage et d'une participation aux manifestations. Les syndicalistes avouent avoir du mal à convaincre la base qu'il « ne s'agit pas d'une grève de fonctionnaires ».

Chez Peugeot Sochaux-Montbéliard - ici, la longue grève de 1989 a laissé des traces et les journées chômées se sont multipliées -, un attentisme apparent ne permet guère d'envisager un ralliement prochain au mouvement, qui a pourtant connu une forte montée en puissance, jeudi, avec 4 000 manifestants dans les rues de la ville.

En Lorraine, les défilés n'ont pas atteint des sommets, même si quelque 15 000 manifestants optimaux, répartis entre Nancy, Metz, Thionville et Longwy ont bravé jeudi les bourrasques de neige. Des salariés d'entreprises privées (Kodak, Castorama, Citroën) se sont parfois joints aux cortèges et les mineurs de charbon de Forbach sont spectaculairement entrés en lice, avec des revendications salariales, en entraînant au fond d'un puits, pour une visite forcée, le maire (RPR) de Freyming-Merlebach et député de Moselle, Pierre Lang.

La moindre ampleur du mouvement à l'est d'une ligne Metz-Bel-

fort a sans doute quelques raisons sociologiques : « On n'a pas la bannière facile », résume un syndicaliste belfortain.

Cet enseignement insiste sur le goût pour l'ordre et la discipline qui prévaut dans la région. Mais, quand la décision d'« aller » est prise, observe-t-il, elle est sans doute plus inébranlable qu'ailleurs. Outre la moins grande impulsivité des caractères, le poids des traditions et de l'histoire, les choix politiques récents, les conditions climatiques jouent sûrement un rôle non négligeable. Mais les spécificités sociales et économiques - et elles sont multiples - sont d'abord en cause.

#### LE POIDS DES FRONTALIERS

Une part importante de la population active, près de 60 000 Alsaciens et quelque 50 000 Lorrains du Nord, est constituée de travailleurs frontaliers. Ceux-ci ne se sentent guère concernés par le système français de Sécurité sociale et de retraite. Ils ne peuvent pas, au surplus, se mobiliser utilement pour le défendre. En outre, de nombreux Alsaciens salariés outre-Rhin ont vraisemblablement intégré le principe de la co-gestion à l'allemande.

Conséquence directe du travail frontalier, le taux de chômage est, en Alsace, nettement inférieur à ce qu'il est dans le reste de l'Hexagone, tandis que la Lorraine, saignée à blanc par la fermeture des mines de charbon et la chute de la sidérurgie, est l'un des rares départements à avoir vu sa population diminuer. Sur le plan syndical, la CFDT est en position dominante dans plusieurs de ces départements et ses délégués internes ne peuvent être sans effet. Enfin et surtout, l'Alsace et la Moselle disposent d'un régime local de Sécurité sociale qui fonctionne comme une caisse complémentaire obligatoire et jouit d'un certain équilibre.

Robert Belleret  
avec nos correspondants

### Le ras-le-bol sans précédent des Niçois

#### NICE

de notre correspondant régional

Il y a quarante ans, dont près de trente comme permanent, que Jean-Yves Blanco, secrétaire de l'union départementale CGT des Alpes-Maritimes, ferraille sur le front social. Mais jamais il n'avait connu une telle mobilisation. Le « maître étalon » des manifestations, à Nice, c'est l'avenue Jean-Médecin. A pleine jauge, selon que le cortège est élargi ou non, elle contient entre 15 000 et 20 000 personnes. Ce qui ne s'est pas vu très souvent. Or, jeudi, elle n'a pas suffi, loin s'en faut, à absorber le flot des manifestants. Ils étaient, sans doute, près de 30 000 - deux fois plus qu'en mai 1968. Toute la fonction publique du département était dans la rue. « Acque pizzo contre la vente si bagno lo comito » (« Celui qui pisse contre le vent mouille sa chemise »), proclamait une banderole improvisée à l'adresse du premier ministre. Il y avait de tout dans ce défilé bon enfant, y compris des jeunes en costumes de carnaval, un chien d'avalanche promené par les pompiers en tenue et même un « guggusse » fardé portant un écriteau en forme de sentence : « Un clown fait rire, Juppé fait pleurer ».

Décidément, Jean-Yves Blanco n'avait « jamais vu ça », dans un département où Jacques Chirac a réalisé, au second tour de l'élection présidentielle, son meilleur score en métropole (65,48 % des suffrages exprimés). A cela, plusieurs raisons : la déception

des électeurs, l'unité syndicale réalisée depuis le début du mouvement et la profondeur du malaise social niçois. « Ici, il n'y a pas seulement des retraités osés et des nostalgiques qui mènent la grande vie », fait remarquer Paul Peyre, secrétaire de l'union départementale CFDT. Sur la Côte d'Azur, on galère comme ailleurs. Pour 250 000 salariés et 80 000 agents de la fonction publique, précise-t-il, il y a 100 000 personnes en situation précaire. Les logements sont hors de prix et le coût de la vie est aussi élevé qu'à Paris pour des salaires inférieurs de 15 à 20 %. Les gens ont l'impression qu'ils n'ont plus d'avenir. Le ras-le-bol est général.

A quelques exceptions près (transports publics, mutuelles d'assurance et quelques grandes sociétés), les salariés du secteur privé se sont pourtant peu mobilisés. « Dans une conjoncture aussi déprimée, observe Paul Guérin, un animateur social en retraite, ils ont peur de perdre leur emploi. Mais il y a des signes qui ne trompent pas. Auparavant, les gens, sur le trottoir, ronchonnaient contre les monifis. Aujourd'hui, ils nous encouragent car ils ont conscience que les « privilégiés » du secteur public se battent pour eux. » Paul Guérin en a eu la « larme à l'œil ».

Longtemps, après la fin du défilé, dit-il, on est resté sur la place Masséna à discuter. Il y avait dans l'air une fraternité que je n'ai pas souvent vécue. »

Guy Porte

### A Dijon, le privé rejoint le secteur public

#### DIJON

de notre correspondant

Les 15 000 à 20 000 manifestants qui ont défilé, jeudi 7 décembre, à Dijon, aux cris de « Juppé démission », ne se sont pas attardés devant les lourdes portes de l'hôtel de région. L'hémicycle où se réunissait, au même moment, le conseil économique et social de Bourgogne pour étudier le projet de budget régional retentissait comme une caisse de résonance.

Les représentants de la CGT et de l'Union nationale des syndicats autonomes avaient fait savoir qu'ils préféraient battre le pavé. Et Pierre Bodineau, le président de l'assemblée socioprofessionnelle, universitaire de profession, a gardé les yeux fixés sur le mouvement qui agitait Dijon depuis le début de la semaine. Non sans regretter que les petites entreprises soient les

premiers « à payer le note » de cette grève qui dure, il a estimé que « le courage en politique est parfois de reculer pour permettre de reprendre dès le départ une concertation mal conduite ou, en tout cas, mal comprise ».

#### LA MOBILISATION SE RENFORCE

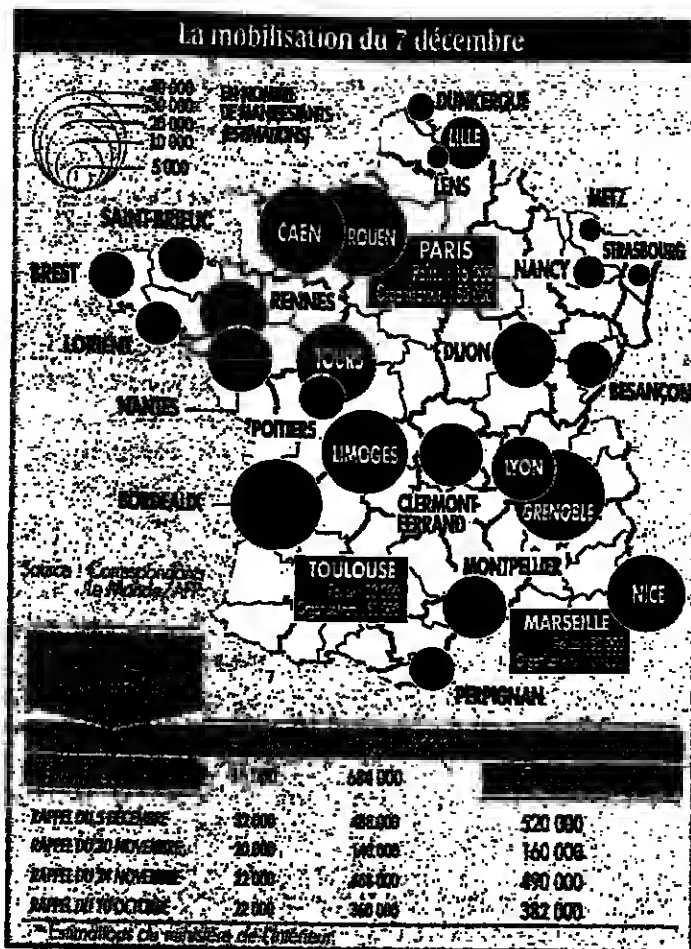
L'affluence record de ce jeudi - du jamais vu depuis 1968, selon les syndicats - avait connu un premier élan mardi 5 décembre, quand 15 000 personnes avaient bloqué la circulation au centre-ville, plus dense qu'à l'habitude à cause de la grève des bus urbains. Jeudi, ce sont les salariés du secteur privé et un millier de lycéens qui ont rejoint les manifestants de la fonction publique. Automobiles Peugeot, LCC, Thomson, Amora, Pechiney, les banderoles étaient portées haut, même si les dé-

brayages dans les usines restaient limités. Dans la fonction publique, la mobilisation se renforce : 94 % des cheminots sont en grève, France Télécom est entrée dans la danse - un tiers de grévistes - et le centre de tri postal de Longwy est toujours paralysé.

Les chefs d'entreprise de Côte-d'Or semblent décidés à répondre à cet écho rencontré par le mouvement de grève pour défendre « le droit au travail ». Vendredi après-midi, l'Union patronale, la CGPME et l'Union professionnelle artisanale veulent organiser une contre-manifestation. Dans un large pavé publicitaire, publié dans la presse locale, ils expriment leur « refus de la dérive actuelle et la nécessité d'une reprise effective et rapide de l'activité ».

Chris Maislat





## A Paris : « On croyait élire des politiques, on a des comptables »

ET SI ALAIN JUPPÉ avait des velléités de prendre les habits d'un Ronald Reagan ou la posture d'une Margaret Thatcher ? La question est malheureusement venue au cours de la manifestation parisienne. Chacun fait référence à la manière dont le président américain et le premier ministre britannique réussissent à mater les grandes grèves des contrôleurs aériens et des mineurs dans les années 80. Mais la comparaison s'arrête là. « Il peut toujours essayer, il verra », avertit un conducteur de métro. « En France, ce serait une première. S'il réussit, chapeau. En tout cas, nous, on est préparé pour l'adversité », prévient un cheminot. « Qu'il y aille, le Juppé, qu'il s'essaye à vouloir briser un mouvement de cette ampleur », tonne un agent EDR.

Les grévistes sont beaucoup moins nombreux à défilé, jeudi 7 décembre, dans la capitale, en raison du caractère « local » donné aux actions de protestation. Les cheminots CFDT brandissent fièrement un drapeau rouge sur lequel on lit : « Taus unis ». Alain Barreau, délégué CFDT à la gare Saint-Lazare, voudrait expliquer ce qui « se passe dans les têtes » au quinzième jour de grève, les AG quotidiennes, les « gars » qui discutent entre eux. « On sent bien que, pour le privé, on est des locomotives. Et maintenant ça émerge dans les AG : on voudrait aussi se battre pour ramener les salariés du privé aux trente-sept annuités. En 1936, on a obtenu les 40 heures hebdomadaires ; en 1995, on en est à 39. On se demande à quoi sert le progrès s'il n'est pas au service de l'humain. Si on appliquait les 35 heures, on créerait 800 000 emplois. Et 800 000 emplois supplémentaires, c'est ce qu'il faut pour combler le déficit de la Sécurité sociale », estime le syndicaliste. Celui-ci l'a mauvaise qu'on puisse les faire passer, lui et ses collègues, pour des « archaïques accrochés à l'Etat-providence ». « Je ne suis pas contre une recherche de productivité, dit-il. A condition qu'elle ne dégrade pas les conditions de travail et qu'elle crée un partage du travail. C'est comme le plan Juppé : il faut un plan pour la Sécurité sociale, je suis d'accord. Mais d'abord, il faut sortir le mot Juppé du plan Juppé ».

TRAHIS DEUX FOIS  
Ce « délégué de base » ne cache pas son « désarroi » devant l'absence d'alternative ou, du moins, de relais politique : « On comprend pourquoi le PS est pâle. La rue est en train de remettre en cause tous les pantins institutionnels. Pendant dix ans, les socialistes au pouvoir ont fait les restructurations industrielles que la droite avait rêvées sans oser les faire. Et maintenant, c'est la droite qui nous propose des réformes que la gauche rêvait de faire si elle avait eu du temps. On croyait élire des hommes politiques, finalement on a des comptables. Y compris dans le style. Ils ont fini par se ressembler. En 1968, on avait les réacs en face ; c'était simple, on savait où on était. Aujourd'hui, on a

en face des gens qui se disent « ouverts », partisans du dialogue. Si on dit qu'on n'est pas d'accord, ils répondent que « vous n'avez pas compris », comme s'il n'y avait pas d'idéologie, comme si les problèmes étaient techniques, et ils recommencent à nous « expliquer ». Le clivage serait entre ceux qui comprennent et ceux qui ne comprennent pas. En fait, il n'y a qu'une idéologie : la leur. » Il se demande pourquoi les députés ne sont pas là, à écouter, à sentir la rue. Il voit ses collègues dépités, vivant avec le sentiment d'avoir été trahis deux fois, « d'abord par les socialistes, maintenant par Chirac - car il y en a qui y ont cru -, quand celui-ci remettait en cause la pensée unique, promettait des augmentations de salaire ».

« ON IRA JUSQU'AU BOUT »  
Personne n'imaginerait capituler. Colette, employée à la SNCF, oon syndiquée, pense que rater cette grève « aurait des conséquences graves : après, les gens n'y croiraient plus ». Alain, contrôleur, syndiqué à FO, avait dit à sa femme, au lendemain de la victoire de Jacques Chirac : « Fout qu'on se prépare, je suis sûr que ça va péter ». Depuis, il a économisé 2 000 francs par mois. Certains cheminots comptent sur le versement, bientôt, d'un « petit » treizième mois - le salaire de base sans les primes - pour avoir une bouffée d'oxygène. Les agents de la RATP, eux, n'en ont pas. « On fait des crédits », confie l'un d'eux. Le maître de Viry-Châtillon offre douze jours de congé gratuits pour les enfants de grévistes. « Je ne partirai pas en vacances cet hiver, je limite les sorties. Ça va, on ira jusqu'au bout », assure Chantal, vingt-huit ans, gagnant 5 700 francs comme facteur, à Paris, avec un BTS économique et social.

Comme c'est devenu une habitude dans ce mouvement, chacun livre ses arguments tirés du débat économique. Frédéric, agent EDF, surveille le PIB du pays. « Il n'arrête pas d'augmenter ! s'exclame-t-il. Bon sang, ça devrait être simple. Les profits d'aujourd'hui devraient créer les emplois de demain. » Marie-Danielle, cinquante-trois ans, professeuse de lettres et militante de FO, est contre la « politique monétariste qui nous tire vers la pauvreté. En plus, elle joue sur la peur et la désespérance ». Pascale, Claude et Sylvie, contrôleurs des impôts, trouvent que, décidément, on fait la part belle aux entreprises : « Il est question de faire passer le taux de l'impôt sur les sociétés à 19 % pour les entreprises qui auront un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de francs. Il était déjà passé de 30 à 35 %. Vous les avez vus créer des emplois, vous les entreprises ? » Tout le monde souhaiterait déjà qu'on titularise les auxiliaires, les intérimaires, les « contrats emploi-solidarité » qui se multiplient dans les bureaux et les entreprises du secteur public.

Dominique Le Guilleudoux

## Les enseignants, solidaires et indignés, se souviennent d'un certain mois de mai

FORTEMENT représentés dans la manifestation parisienne, les enseignants - depuis les instituteurs jusqu'aux professeurs de faculté en passant par les professeurs de collège, de lycée, et les chercheurs au CNRS -, déploient qu'on ne les ait pas remarqués plus tôt, notamment dans les médias audiovisuels. Comment, au moment où l'on voulait savoir si le premier ministre avait été correctement entendu, avait-on eu, disaient-ils, l'idée saugrenue de demander son avis à Nicole Notat, qui ne pouvait qu'en avoir un embarrassé ? Comment avait-on pu ignorer que les enseignants étaient dans la rue dès octobre ?

Les enseignants étaient saupoudrés tout au long du cortège, par lycées, par syndicats, par fédérations, entre les électriciens de l'EDF et les agents de la RATP juste après les cheminots, un groupe d'universitaires. Alain, maître de conférence à Paris-VII, défie par solidarité avec les grévistes des transports plus que pour ses propres revendications, bien qu'avec son salaire de 16 000 F, compte tenu des études qu'il a faites, il ne se considère pas comme un nant. Zoé, chercheuse en mathématiques au CNRS, estime que les gens du chemin de fer et du métro ont beaucoup à perdre, qu'il faut être avec eux. Di-

mitri, enseignant en faculté, ajoute que, au-delà de la solidarité, il a aussi son point de vue à faire valoir : selon lui, les deux mille postes accordés par Alain Juppé sont une tromperie comptable, et cela ne permettra pas la création de postes d'enseignants-chercheurs, pour tant nécessaires. « Et deux mille postes, c'est à peine le prix d'une explosion nucléaire à Mururoo ».

Marie-Louise, professeure d'histoire-géographie au lycée Darius-Milhaud, au Kremlin-Bicêtre, a arrêté le travail lundi 4 décembre. En octobre, elle a fait grève, en qualité de fonctionnaire, contre le gel des salaires. Le 24 novembre, elle s'est remise en grève contre le plan Juppé sur la Sécurité sociale et, aujourd'hui, elle est mobilisée parce qu'il n'est pas possible de laisser les cheminots tout seuls sans rien faire. Si ces derniers faisaient preuve de courage, il fallait bien en avoir aussi. Et comme, d'autre part, un rapport de forces était en train de se créer, il ne fallait pas rater cette occasion. Seuls, les enseignants n'arriveraient à rien, ils devaient s'en saisir.

« Le plan Juppé, dit-elle, appauvrit la société, et quand on appauvrit la société, ça donne Le Pen. » Elle s'est battue toute sa vie pour être une femme indépendante et ne veut pas devenir une retraitée trop lourde à porter pour les jeunes co-

titants. « Je suis professeur d'histoire, presque en fin de carrière. L'histoire, je l'ai vue fremir par moments. Eh bien, aujourd'hui, elle est en marche ! On vit un moment historique fort, comme 68, comme 36, même si c'est différent. » Comment tout cela finira, elle laisse aux futurs historiens le soin d'en faire le récit. Simplement, si le mouvement social échoue maintenant, on verra un libéralisme effrayant déferler et ruiner la France, dit-elle.

### « Aujourd'hui, l'histoire est en marche »

Nathalie est institutrice dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Elle est en grève depuis mardi, en tant que mère de famille, enseignante et syndicaliste. Sans doute y a-t-il des choses à réformer, mais ce qui est inadmissible, c'est la façon dont la chose a été présentée. « On veut faire croire que les malades sont coupables du trou de la Sécu : c'est nous prendre pour des idiots. Il y a des prévisions à opérer ailleurs que dans la poche des assurés. Et puis, ce mépris de Juppé, c'est insupportable. » Armelle, sa collègue, est bien d'accord. Elle va plus loin : elle

pense que le mouvement a pris une tournure politique, il faut faire tomber Juppé. « Et, en ce qui me concerne, c'est bien parti. » Olivier, instituteur dans le Val-d'Oise, trouve que l'on taxe trop les classes moyennes, que les gaspillages atomiques sont absurdes. Michel, professeur au lycée Honoré-de-Balzac, syndiqué à la FSU, demande le retrait du plan Juppé : « Notre problème n'est pas d'avoir la peau de Juppé, mais d'avoir raison de Juppé, nuance. Nous voulons un ministre qui négocie. Juppé, même relayé par le lumineux Taubon, ne négocie pas ».

Jacques, professeur de littérature française dans le même établissement, se souvient de mai 68. Il y a certes des différences, mais l'ampleur de la grève commence à lui rappeler quelque chose. Il ne veut pas renverser le gouvernement, il serait prêt à une sorte de « Grenelle politique » sur les problèmes de la protection sociale.

A la hauteur de la rue de Vaugirard, les manifestants applaudissent un étudiant qui a spontanément retrouvé un geste digne d'un mal ancien qu'il n'a pu connaître, brandissant au milieu des banderoles syndicales une pancarte où est écrit en majuscules : « MARIE JE T'AIME ».

Michel Braudeau

Une fois au bout du monde, allez un peu plus loin.



"Voyager" Acier sur bracelet cuir. Automatique. Cadran usinéprouvé noir, contour argent. Échelle à 30 m. La première montre automatique indiquant l'heure de 24 villes du monde. Garantie internationale de 5 ans.

Ebel France - Tél. (1) 44 55 37 30



## L'opposition engage une bataille d'obstruction contre la loi d'habilitation sur les ordonnances

Le débat devrait durer plusieurs jours à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a entamé, jeudi 7 décembre, l'examen du projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances pour

engager la réforme de la Sécurité sociale. Les députés socialistes et communistes ont engagé, contre ce texte, une bataille d'obstruction, grâce

à toutes les ressources de la procédure. A partir du vendredi, devait commencer l'examen des 4 533 amendements déposés par l'opposition.

DANS LA RUE, près d'un million de manifestants : au Palais-Bourbon, les élus de la représentation nationale, version mars 1993. Entre les deux, le projet de réforme de la protection sociale, vigoureusement dénoncé par les uns, chaleureusement applaudi par les autres.

Alors que l'Assemblée nationale était invitée, jeudi 7 décembre, à débattre du projet de loi autorisant le gouvernement à réformer par ordonnances la protection sociale, les députés de l'opposition n'ont eu de cesse de faire valoir ce décalage : « un divorce extraordinaire entre ce qui se passe ici et dans le pays », selon Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine) — pour justifier leur usage de toutes les armes de l'obstruction parlementaire.

Suspensions de séance, rappels au règlement, motions de procédure, interruptions... Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis), Henri Emmanuelli (Landes), Julien Dray (Essonne) pour les socialistes, Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis), Muguette Jacquaint (Seine-Saint-Denis), Jacques Brunhes (Hauts-de-Seine) côté communiste, s'en sont donné à cœur joie. La séance à peine engagée, le ton est donné.

Au nom du groupe communiste, M. Brunhes réclame une suspension de séance au vu des « événements extérieurs ». Rejeté pour des motifs techniques, elle permet au président de l'Assemblée de faire une mise au point liminaire : « Pendant les journées que nous allons vivre ensemble, assure Philippe Séguin, je ferai preuve du libéralisme qui est le mien en toutes circonstances. » Mais, s'empresse-t-il d'ajouter, « dans le respect absolu du règlement ».

Cela posé, Jacques Barrot peut s'essayer à un patient slalom oratoire. Fréquentement interrompu sur les bancs de la gauche, le ministre des affaires sociales et du travail contourne un à un les obstacles. Appliqué, il justifie les recours aux ordonnances, qui, réaffirme-t-il, ne concernent pas les régimes spéciaux. « La méthode est dictée par l'urgence », indique-t-il, soulignant la nécessité de juguler au plus vite les déficits des comptes sociaux. Pour autant, « le gouvernement entend travailler dans la plus grande concertation ».

### « ÉLUS DU PEUPLE »

A peine ce parcours ministériel terminé, le groupe communiste réclame à nouveau une suspension de séance. Il souhaite laisser à M. Barrot le temps de se rendre à Matignon afin de voir s'il n'y a pas lieu de retirer le projet... Au nom du groupe socialiste, M. Bartolone fait une demande similaire. M. Séguin s'incline.

Dans les couloirs, M. Bartolone prévient que les députés socialistes ont reçu pour consigne de Laurent Fabius de « se débarrasser de tout ce qu'ils avaient sur leurs agendas jusqu'à ou 13 décembre ». « Nous sommes les élus du peuple, nous devons exprimer la sensibilité du peuple », affirme Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres). Reprise de séance. Elus communistes et socialistes se livrent à un savant jeu d'interruptions mutuelles et complices. Les échanges durent.

Une bonne heure est passée. Bruno Bourg-Broc, président (RPR) de la commission des affaires culturelles, entame alors la discussion générale. Un discours au bulldozer. Il cite Georges Sorel : « Plus la politique de réforme sociale deviendra prépondérante, plus le socialisme éprouvera le besoin d'y opposer le tableau de la catastrophe totale. » Il justifie les recours aux ordonnances « face au triste spectacle offert par la politique d'obstruction systématique » de l'opposition. Il refuse de laisser intervenir M<sup>me</sup> Jacquaint, qui s'anime.

A gauche, on s'enflamme. « Inadmissible ! », « Indigne ! », « D'une exceptionnelle gravité ! ». Les députés communistes et socialistes réclament une nouvelle suspension de séance. Il faut, ex-



pliquent-ils, que M. Bourg-Broc recouvre ses esprits. M. Séguin, qui, sous le premier septennat de M. Mitterrand, fut l'un des grands spécialistes de la « filibuster » parlementaire, fait mine de perdre patience : « Ce qui se passe depuis 15 heures ne sert la cause de personne, sauf de ceux qui veulent dénigrer le rôle du Parlement. » Dans les couloirs, il s'en amuse.

L'intervention musclée de M. Bourg-Broc provoque quelques interrogations au sein du groupe RPR, qui, immédiatement, se réunit. Faut-il agiter le chiffon rouge sous le nez de l'adversaire, en le poussant à multiplier les interventions, pour mieux l'épuiser. Faut-il, au contraire, tenter de jouer la partie de manière apaisée, sans provocation, laissant la lassitude gagner l'opposition ? Cette dernière solution est retenue. Les bancs RPR ne bronchent plus, entraînant bon an mal an dans leur sillage ceux de l'UDF qui, à l'exception du député de la Moselle, Denis Jacquat, ont compris.

Daofel Mandon (UDF-FD, Loire), rapporteur de la commission des affaires sociales, tente, à son tour, de se faufiler sous une avalanche d'interruptions. C'est son premier rapport à l'Assemblée, situation propice à un bûchage en règle.

La crainte de voir l'Europe servir de bouc émissaire auprès d'une opinion insuffisamment éclairée suscite chez les dirigeants européens un besoin d'explication. Les voici donc brochant sur le thème : « On n'y est pour rien ; pour des raisons qui tiennent à la mondialisation de l'économie, à la démographie, etc., l'assainissement budgétaire est inéluctable, avec ou sans Maastricht. »

Jacques Santer, le président de la Commission, va répétant que le meilleur moyen pour lutter efficacement contre les effets pervers de la mondialisation consiste à disposer de cette force de frappe considérable que sera la monnaie unique. Personne ne conteste un tel raisonnement à Bruxelles, où l'on considère volontiers l'« outre politique » comme une force typiquement française, sans comprendre que des économistes parlois de renom lui accordent crédit. On espère donc que l'équipe Chirac-Juppé demeurera convaincue qu'il n'y a pas d'alternative à la ligne actuelle (politique de stabilité monétaire plutôt que politique du franc fort), et que tout dérapage serait immédiatement et sévèrement sanctionné par les marchés, à savoir par une envolée des taux d'intérêt à long terme, le mal suprême pour les détracteurs de la stratégie actuellement pratiquée.

Le sentiment général demeure donc que le cap doit être strictement maintenu : on ne peut certes complètement exclure que, fin 1997, la France ne remplisse pas complètement les critères de convergence exigés par le traité de Maastricht, mais, expliquent ceux — rares encore — qui acceptent d'évoquer une telle éventualité, il sera toujours

temps d'aviser. Renoncer malheureusement publiquement, par émotion en quelque sorte, à atteindre l'objectif risquerait fort de porter un coup fatal à l'entreprise, c'est-à-dire non seulement à l'UEM, mais, par voie de conséquence, au Marché unique et donc à l'ensemble de la construction européenne. Un haut fonctionnaire espagnol, très engagé du côté socialiste, dénonce « l'utilisation cynique de l'argument anti-européen ». L'inquiétude est néanmoins tempérée par une analyse de la situation telle qu'elle évolue sur le terrain et qui est plutôt propre à rassurer. Personne ne semble croire qu'on se dirige vers un scénario type 1968 : « Paris est paralysé, mais on peut circuler en province, les camions ne bloquent pas les routes. Le Pen dénonce la cherté et ne pratique pas la politique du pire. La CGT est moins radicale que Blondel et Renault-Chen tourne. Les agriculteurs, dément important du camp du refus, en 1992, lors du référendum sur Maastricht, sont aujourd'hui plutôt satisfaits de leur sort et réclament la monnaie unique. »

Celui qui dresse, pour se réconforter, ce tableau impressionniste souligne à juste titre que la crainte de voir le scénario de la monnaie unique s'écrouler est d'autant plus vive que l'Union n'a pas, à ce jour, de projets de rechange. L'Europe a mis tous ses œufs dans le même panier. La perspective, c'est, jusqu'à la fin du siècle, une série de négociations sur l'organisation politique, économique, institutionnelle d'une Union élargie aux pays d'Europe centrale, soit bien davantage un parcours d'obstacles qu'un grand dessin.

### « UTILISATION CYNIQUE »

Le sentiment général demeure donc que le cap doit être strictement maintenu : on ne peut certes complètement exclure que, fin 1997, la France ne remplisse pas complètement les critères de convergence exigés par le traité de Maastricht, mais, expliquent ceux — rares encore — qui acceptent d'évoquer une telle éventualité, il sera toujours

temps d'aviser. Renoncer malheureusement publiquement, par émotion en quelque sorte, à atteindre l'objectif risquerait fort de porter un coup fatal à l'entreprise, c'est-à-dire non seulement à l'UEM, mais, par voie de conséquence, au Marché unique et donc à l'ensemble de la construction européenne. Un haut fonctionnaire espagnol, très engagé du côté socialiste, dénonce « l'utilisation cynique de l'argument anti-européen ». L'inquiétude est néanmoins tempérée par une analyse de la situation telle qu'elle évolue sur le terrain et qui est plutôt propre à rassurer. Personne ne semble croire qu'on se dirige vers un scénario type 1968 : « Paris est paralysé, mais on peut circuler en province, les camions ne bloquent pas les routes. Le Pen dénonce la cherté et ne pratique pas la politique du pire. La CGT est moins radicale que Blondel et Renault-Chen tourne. Les agriculteurs, dément important du camp du refus, en 1992, lors du référendum sur Maastricht, sont aujourd'hui plutôt satisfaits de leur sort et réclament la monnaie unique. »

Caroline Morrot et Jean-Baptiste de Montvalon

## Bruxelles s'inquiète pour la monnaie unique

L'anxiété est vive à la Commission européenne sur la capacité du gouvernement français à tenir le cap des réformes

### BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant

« Pourvu que le gouvernement tienne ! » Bruxelles tremble pour l'Union économique et monétaire (UEM), redoute que, de guerre lasse et pour se donner un minimum de marge, Jacques Chirac, qu'on sait versatile, envoie sur l'Europe et la monnaie unique un signal négatif qui serait dévastateur. C'est un sentiment presque unanimement partagé, par la gauche comme par la droite, même si la première met en garde contre « une vision toujours plus montardiste du traité ».

La crainte de voir l'Europe servir de bouc émissaire auprès d'une opinion insuffisamment éclairée suscite chez les dirigeants européens un besoin d'explication. Les voici donc brochant sur le thème : « On n'y est pour rien ; pour des raisons qui tiennent à la mondialisation de l'économie, à la démographie, etc., l'assainissement budgétaire est inéluctable, avec ou sans Maastricht. »

Jacques Santer, le président de la Commission, va répétant que le meilleur moyen pour lutter efficacement contre les effets pervers de la mondialisation consiste à disposer de cette force de frappe considérable que sera la monnaie unique. Personne ne conteste un tel raisonnement à Bruxelles, où l'on considère volontiers l'« outre politique » comme une force typiquement française, sans comprendre que des économistes parlois de renom lui accordent crédit. On espère donc que l'équipe Chirac-Juppé demeurera convaincue qu'il n'y a pas d'alternative à la ligne actuelle (politique de stabilité monétaire plutôt que politique du franc fort), et que tout dérapage serait immédiatement et sévèrement sanctionné par les marchés, à savoir par une envolée des taux d'intérêt à long terme, le mal suprême pour les détracteurs de la stratégie actuellement pratiquée.

Le sentiment général demeure donc que le cap doit être strictement maintenu : on ne peut certes complètement exclure que, fin 1997, la France ne remplisse pas complètement les critères de convergence exigés par le traité de Maastricht, mais, expliquent ceux — rares encore — qui acceptent d'évoquer une telle éventualité, il sera toujours

### « UTILISATION CYNIQUE »

Le sentiment général demeure donc que le cap doit être strictement maintenu : on ne peut certes complètement exclure que, fin 1997, la France ne remplisse pas complètement les critères de convergence exigés par le traité de Maastricht, mais, expliquent ceux — rares encore — qui acceptent d'évoquer une telle éventualité, il sera toujours

Caroline Morrot et Jean-Baptiste de Montvalon

### Record d'amendements

En déposant 4 533 amendements contre le projet de loi d'habilitation autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances pour réformer la protection sociale, l'opposition socialiste et communiste a battu tous les records. Même aux plus belles heures de l'opposition RPR et UDF au gouvernement socialiste du début des années 80, jamais on n'avait atteint un tel niveau : l'opposition avait déposé 2 491 amendements contre le projet de loi sur la presse finalement adopté le 12 septembre 1984. 2 150 amendements contre le projet de loi d'Alain Savary sur l'enseignement supérieur au printemps 1983, ou encore 1 438 contre le projet de loi sur les nationalisations en 1981-1982.

Le gouvernement n'a pas d'autre possibilité, s'il veut interrompre l'obstruction, que de recourir à l'engagement de responsabilité, selon l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Le 6 décembre, Alain Lamassoure, porte-parole, a indiqué que le conseil des ministres n'en avait pas parlé.

## Victoire aux points pour Louis Viannet au congrès de la CGT

LOUIS VIANNET a été réélu, sans surprise, secrétaire général de la CGT, au terme du quarante-cinquième congrès de la centrale qui s'est achevé vendredi 8 décembre à Montreuil. Et, au moment où le congrès se termine, les mouvements sociaux semblent être entrés dans une phase de regain. L'intervention du secrétaire général, jeudi, pour annoncer de « nouveaux temps forts de luttes », notamment le 12 décembre, a été l'occasion d'une explosion de joie collective qui seule permet de prendre la juste mesure de cette cathédrale de verre ouvrière qu'est le siège de la CGT et qui ne s'anime que tous les trois ans, pour retomber ensuite dans l'assoupissement des périodes d'entre-congrès.

Mais pour M. Viannet, qui l'a emporté sur toute la ligne, le plus dur reste à faire. Jeudi, il a cherché à modérer le « basisme » d'une salle où les délégués, à l'écart des manifestations depuis six jours, manifestaient leur impatience. Or, il y a un temps pour la mobilisation et un temps pour la négociation, et M. Viannet, conscient de l'état des forces en présence, ne souhaite pas que sa base entraîne le mouvement au-delà de certaines limites.

Le congrès a permis de recenser les forces et les faiblesses de la CGT. Un certain nombre de questions n'ont pas trouvé de réponses. L'un des grands thèmes a porté sur le redéploiement des structures de base et sur le malaise créé par la concurrence entre sec-

tions d'entreprise et unions locales. La CGT manque d'un projet syndical sur lequel elle puisse s'appuyer. Une incertitude pèse aussi sur la manière dont M. Viannet veut s'y prendre pour diriger la CGT, depuis qu'il a éliminé tous les opposants qui auraient pu lui faire de l'ombre. Certains d'entre eux ont rappelé que c'est par l'alignement qu'ils représentaient que la

### Le nouveau bureau confédéral

Le bureau confédéral de la CGT, élu vendredi 8 décembre, comprend seize membres (au lieu de quatorze dans le précédent bureau), parmi lesquels huit nouveaux.

Sont reconduits : Louis Viannet, secrétaire général ; Lydia Brovelli, Michèle Commergnat, François Dunell, Maurice Lamoot, Jacqueline Léonard, Didier Niel, Alphonse Veronèse. Entrent au bureau : Gérard Delahaye, Françoise Duchesne, Maryse Dumas, Jean-Louis Fournier, Jean-François Perraud, Daniel Prada, Pierre-Jean Rozet.

M. Fournier, secrétaire général de la métallurgie, M<sup>me</sup> Dumas, secrétaire générale des PTT, et M. Delahaye, secrétaire général de l'UGICT (cadres) cumuleront leurs fonctions fédérales et confédérales. M<sup>me</sup> Duchesne est secrétaire nationale de l'union départementale du Nord.

CGT a pu avancer sur le retrait de la Fédération syndicale mondiale, comme sur la révélation du « véritable » chiffre d'adhérents à la CGT.

Or, si la composition du nouvel exécutif de la CGT — commission exécutive et bureau confédéral — répond aux critères de renouvellement et de rajeunissement recherchés, d'autres axes de force apparaissent. Ainsi M. Viannet, issu de la fédération des PTT, s'est appuyé sur les grandes fédérations

pour consolider son pouvoir. Montent au bureau confédéral Maryse Dumas, secrétaire générale des PTT, et Jean-Louis Fournier, secrétaire général des métaux, qui conservent leurs responsabilités à la tête de leurs fédérations.

### Dans la « CE », rétrécie à quatre-vingt-six membres, on dénombre huit « métaux », huit

« PTT » et cinq « énergie », alors qu'il n'y a plus aucun représentant des secteurs financiers — Jean-Dominique Simonpoli, son jeune dirigeant qui travaille avec Alain Obadia dans la fondation FACE de Martine Aubry, a été sacrifié — ou des organismes sociaux. Dans la bataille entre secteurs traditionnels, où la CGT est bien implantée, et secteurs modernes, qui font partie des « déserts syndicaux » à couvrir, le partage du pouvoir s'est fait au détriment des seconds.

### « PTT » et cinq « énergie », alors qu'il n'y a plus aucun représentant des secteurs financiers — Jean-Dominique Simonpoli, son jeune dirigeant qui travaille avec Alain Obadia dans la fondation FACE de Martine Aubry, a été sacrifié — ou des organismes sociaux. Dans la bataille entre secteurs traditionnels, où la CGT est bien implantée, et secteurs modernes, qui font partie des « déserts syndicaux » à couvrir, le partage du pouvoir s'est fait au détriment des seconds.

« PTT » et cinq « énergie », alors qu'il n'y a plus aucun représentant des secteurs financiers — Jean-Dominique Simonpoli, son jeune dirigeant qui travaille avec Alain Obadia dans la fondation FACE de Martine Aubry, a été sacrifié — ou des organismes sociaux. Dans la bataille entre secteurs traditionnels, où la CGT est bien implantée, et secteurs modernes, qui font partie des « déserts syndicaux » à couvrir, le partage du pouvoir s'est fait au détriment des seconds.

Toutefois, M. Viannet s'est donné les coudes franches pour diriger la CGT comme il l'entend. En éliminant Gérard Alezard du bureau confédéral, sans faire monter Christian Larose de la fédération des textiles ou Sylvie Salmon-Tharreau des transports, il n'a pas voulu s'embarasser avec des « modernistes » dans son entourage proche.

### « DÉSACRALISER »

Mais il a lancé quelques ballons d'essais. En déclarant qu'il voulait « désacraliser » le bureau confédéral et travailler avec des groupes de travail et des comités confédéraux, il pourra faire appel à des experts reconnus au sein de sa CE, comme Jean-Christophe Le Dulguou sur les questions économiques, Joël Decaillon, sur l'Europe, voire Jack Potavin, « une éminence grise », proche du secrétaire général.

S'il encourt la critique de vouloir « présidentialiser » le poste de secrétaire général, M. Viannet a, dans le même temps, décidé de révaloriser le comité confédéral national, véritable Parlement de la CGT. Il ne désespère pas non plus de convaincre, lors de la fastidieuse séance sur les amendements, Bernard Thibault, le jeune dirigeant de la fédération des cheminots dont il a pu apprécier l'autorité naturelle, et qui ferait un parfait dauphin potentiel, de monter en cours de mandat au bureau confédéral.

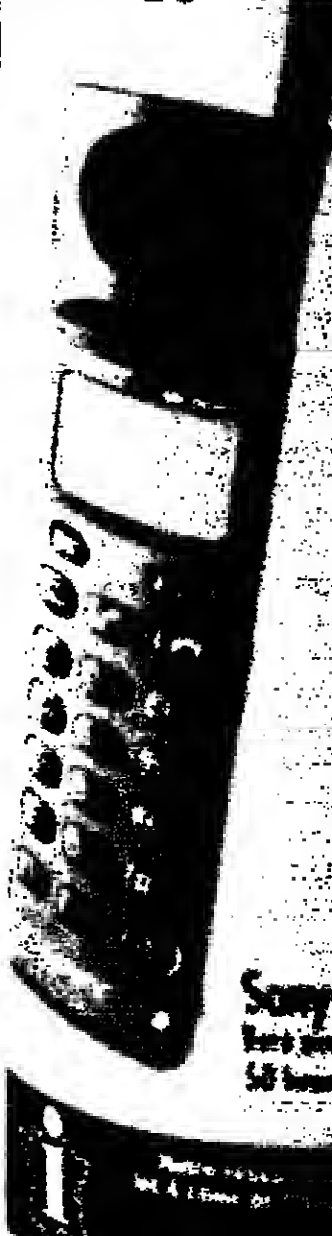
Alain Beauv-Méry

« Au-delà des critiques adressées ici ou là à l'attitude de Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle ou à l'effacement d'Alain Juppé, le regard anxieux qui est jeté aujourd'hui sur les manifestations parisiennes est dépourvu de toute connotation anti-française. Aucun amalgame à envisager avec les réactions suscitées par la reprise des essais nucléaires. On voudrait au contraire aider la France : dans quelques jours, le prochain conseil des ministres de l'énergie se passera sans doute en douceur, sans que le souci d'ouverture du marché de l'électricité conduise à de nouvelles tensions avec EDF, illustration du « modèle français ». Leon Brittan, le commissaire chargé des affaires commerciales, est discrètement invité à mettre une sourdine à ses projets de libre-échange tous azimuts. La France, chacun le comprend, n'est que la première à réagir dans la rue aux effets d'une évolution difficile. Une politique de réforme a besoin de la compréhension et de l'appui des pays partenaires. On croise les doigts à Bruxelles. »

### Philippe Lemaître

Indéfinissable

A VIE  
1990 F.m.





150

## L'indéfinissable légèreté des Parisiens solidaires par temps de grève

Dans les magasins, les clients parlent. Dans la rue, les piétons sourient. L'auto-stop devient facile. La circulation s'improvise aux carrefours. Les barrières sociales tombent

La paralysie des services publics a rendu difficile la vie quotidienne des urbains, transformant en véritable casse-tête les gestes d'ordinaire accomplis dans la routine: accéder à son travail, regagner son

domicile, récupérer en temps voulu les enfants à l'école... Les journées se font longues, épuisantes, stressantes. Seule contrepartie, l'émergence de nouvelles solidarités entre « victimes » de la grève, la

« galère » commune poussant à se serrer les coudes. Les auto-stoppeurs n'ont pas le temps de prendre froid; pour la première fois, le co-voiturage fonctionne, les Français acceptant miraculeusement d'ouvrir

leur portière à l'inconnu; les salariés d'une même entreprise partagent transport et hébergement, se prêtent des vélos, se remplacent si besoin; familles et voisins se mobilisent pour aider à la garde des enfants.

Solidarité rime avec convivialité: la parole s'est déliée dans une atmosphère quasi festive, le sentiment de vivre un moment d'exception faisant tomber certaines barrières sociales.

« CA A VRAIMENT transformé quelque chose. Elle ne sait pas très bien quoi, mais ses yeux pétillent quand elle en parle. Marie-Laure, vingt-quatre ans, est presque euphorique lorsqu'elle évoque ses voyages biquotidiens en auto-stop entre Verrières-le-Buisson (Essonne) et la tour Montparnasse. Elle se sent « gaie ». Parce que « les gens sont très, très sympas ». Parce que « les clients discutent, prennent leur temps » dans le magasin où elle est vendeuse. Parce que « tout le monde pense à autre chose qu'à se faire la tête ». Il y a bien sûr la fatigue, le ras-le-bol du lever aux aurores. Mais il y a aussi ce « quelque chose ». Une cassure dans la routine. Un sentiment inédit de convivialité. Une solidarité jusque-là insoupçonnée. Embourbés dans la même galère, toutes catégories sociales confondues, on se parle, on s'organise, on s'aide.

Le pouce à peine levé, le miracle quotidien se reproduit. Les automobilistes s'arrêtent. Certains retardataires partent même avec un second casque, pour l'invité du bord de route. Ce jeune provincial, pris six fois en stop sur le chemin d'un entretien d'embauche à Paris, s'étonne que les Parisiens soient « compréhensifs » alors qu'il avait « plein d'a priori sur eux ». « Le seul prix à payer est de donner son opinion sur la grève », note, amusé, un cadre quinquagénaire qui a pris goût à l'aventure du stop. Samia, une jeune secrétaire qui habite Asnières (Hauts-de-Seine) et travaille à Bobigny (Seine-Saint-Denis), est désormais attendue chaque jour par une conductrice avec laquelle elle a sympathisé. Rendez-vous à Courbevoie, et c'est un bout de chemin assuré jusqu'à la porte de

Montreuil. « Elle est tellement sympa que je lui offrirai une boîte de chocolats ! »

La société d'autoroute Cofiroute, qui a mis en place un service téléphonique d'assistance au covoiturage, ne reçoit pas moins de 300 appels par jour, dont une bonne quantité d'offres de services. « Il y a véritablement un élan de générosité. Les gens nous appellent en nous disant: j'ai une voiture, je vais là, si ça peut aider... », raconte Emmanuelle, débordée de travail au standard, et qui « n'en

n'hésitent pas à décaler leur départ d'une demi-heure, ou à faire des détours pour rendre service. Radio-France Provence reçoit une centaine d'appels chaque jour. « Le plus étonnant, c'est que les offres égalent les demandes. L'état d'esprit a changé. Les Marseillais acceptent de prendre des gens en stop, alors que d'ordinaire ils sont méfiants. Mais ils n'acceptent d'ouvrir leur portière... »

Une solidarité qui s'exprime avec encore plus de force au sein de l'entreprise. Tableaux d'affichage à

mandes de trajets émanant des différentes entreprises hébergées dans l'immeuble. « Les gens nous disent que, depuis que la tour existe, il y a vingt-trois ans, on n'a jamais vu une ambiance comme ça. » Entre salariés, on passe se chercher en voiture le matin. « Les maris des auxiliaires puéricultrices font le taxi à tour de rôle », explique une directrice de crèche parisiennne.

Mais on s'héberge aussi, on se prête des vélos, on se remplace, on chamboule ses sacro-saints horaires de travail pour assister l'arrivée d'Unel, permettre à telle autre de récupérer ses enfants. Ceux-ci, d'ailleurs, mobilisent toutes les bonnes volontés: familles, voisins, mères d'enfants inscrits dans la même crèche ou la même école et auparavant à peine salués d'un bonjour. Certaines auxiliaires puéricultrices de la crèche de la rue de Crimée à Paris sont hébergées par les parents des petits qui fréquentent la crèche, témoigne la directrice, notant au passage que les parents « se parlent beaucoup plus que d'habitude ».

Jocelyne, caissière aux Galeries Lafayette, n'a jamais autant discuté avec les clients. Comment va-t-elle? Comment est-elle venue? Une sollicitude inhabituelle, que le gérant d'un magasin de chaussures constate lui-aussi: « C'est triste, mais il faut des moments comme ça pour que les gens communiquent. » Et pour communiquer, ils communiquent! « Les gens se parlent, rigolent de tout, témoignent un banlieusard à l'allure distinguée. Le personnel sur les bateaux est adorable. Les relations ne sont plus seulement commerciales. » Selon Monique Hamelin, directrice des programmes à Radio-France Pro-

vence, « la pagaille est telle que seule l'entraide permet de la rendre supportable ». Comme dit Marie-Agnès: « On a tous un point commun, on souffre, alors on se raconte nos difficultés. » Cadre dans une compagnie d'assurances, elle se rend tous les jours de Chelles (Seine-et-Marne) au Trocadéro en auto-stop. Avec le temps, est venue l'organisation: tous les soirs, elle est ramenée chez elle par le cuisinier du restaurant où elle a ses habitudes.

Un homme qu'elle n'était pas appelée à rencontrer, mais dont elle continuera, plus tard, à prendre des nouvelles.

**Le conflit terminé, « on va se retrouver dans les métros, les bus, avec nos airs bourrus »**

Dans l'adversité, les barrières sociales sont tombées. Les directeurs véhiculent les secrétaires, les cadres hébergent les employés. Peu importe la fonction et la couleur de la peau, pourvu qu'on soit solidaires! Un agent de sécurité se souvient avec admiration de ce « grand Noir, genre éboueur », qui marchait dans la rue, au niveau d'un carrefour totalement bloqué. « Il est allé se planter au milieu des voitures, et il a fait la circulation: les gens l'encourageaient. » Dans la rue, les gens sont gentils; quand on demande son chemin, ils nous répondent gentiment », dit Kofi, un

préposé à l'entretien d'origine africaine, encore surpris de pouvoir rejoindre sans difficulté le centre de Paris en auto-stop depuis le fin fond du Val-de-Marne. Trop beau pour durer? « Depuis le début de la grève, ajoute-t-il, je n'ai pas rencontré une seule personne raciste. »

Le sentiment de partager les mêmes tourments, de vivre une pause exceptionnelle dans la routine, laisse place à de nouveaux comportements. « La situation relève de l'extra-ordinaire. Comme durant une fête, dont on sait qu'elle ne dure qu'un temps, on lève les conventions sociales qui veulent normalement que l'on ne se parle pas dans la rue, ou que l'on n'exprime pas son opinion », analyse Numa Murard, sociologue à l'Iresco (Institut de recherche sur les sociétés contemporaines). « Ces formes de sociabilité révèlent un grand désir de sortir de la solitude, traduisent un besoin infini d'amour, de tendresse. En 1968, on lutait contre l'aliénation au travail, le moralisme ambiant, le caractère conventionnel des relations familiales. Aujourd'hui, on souhaite un moment de « relâchement » dans la dure compétition entre les gens, dans le stress de perdre son emploi, de ne pas être le meilleur. »

La grève terminée, que restera-t-il des clin d'œil complices au feu rouge, des coups de main et des débats à ciel ouvert? « On va se retrouver dans les métros, les bus, avec nos airs bourrus », regrette déjà les uns et les autres, « chacun retrouvera son égoïsme ».

En un mot, « ce sera plus pareil, on n'aura plus besoin de s'aider ».

Pascal Krémer et Marie-Pierre Subtil

## LA VIE AUCHAN. TOUT POUR LA VIE

1990 F.ttc\*



A ce prix là,  
un téléphone mobile pour Noël,  
c'est cadeau !...

**NOUS VOUS OFFRONS  
1 MOIS DE COMMUNICATIONS  
pour tout abonnement à  
i)tinervis  
du 27 novembre au 31 décembre 1995\*\***

\*Prix des terminaux sans abonnement: Sony CM-DX 1000 = 3 990 F.ttc/Matra MC 2020 = 2 490 F.ttc. Offre subordonnée à la souscription d'un contrat d'abonnement i)tinervis / Cellway pour une durée minimale d'un an sous réserve d'acceptation du dossier par la SCS MDIT.  
\*\*255 F.ttc, soit 307,53 F.ttc, déduits de votre première facture. Moyenne de communications mensuelles nationales du panel des abonnés i)tinervis. Offre valide jusqu'au 31/12/95.

**Sony CM-DX 1000**  
livré avec 1 batterie lithium ion soit  
50 heures d'autonomie en veille

**Matra MC 2020**  
livré avec 2 batteries soit  
40 heures d'autonomie en veille

490 F.ttc\*



commercialisé  
par





**EXCLUSION** Ce sont 500 logements, dont 408 à Paris, qui ont été réquisitionnés depuis le mois d'août, en vertu de l'ordonnance de 1945. Cette opération, qui avait été ac-

cueillie dans l'incrédulité, s'achève, et les familles auront intégré d'ici la fin du mois leur nouveau logement. ● LES PROPRIÉTAIRES INSTITUTIONNELS, banques et assurances,

ont été mis à contribution par le ministère. Non sans difficulté, puisque ces propriétaires étaient peu enclins à abandonner un parc immobilier parfois situé dans les beaux arondissements de la capitale. ● DES TRAVAUX ont été engagés par l'Etat, pour un montant total de 50 millions de francs. Des associations seront en charge des immeubles réquisitionnés

et du suivi social des familles démunies. Pour chaque immeuble, une commission d'attribution a été mise en place, qui a réuni préfète, maire de Paris et représentants associatifs.

## Les logements réquisitionnés accueillent leurs premières familles

Les délais ont été tenus. L'opération, lancée en août par le gouvernement, a concerné 500 appartements, propriétés d'investisseurs institutionnels. Satisfaites, les associations se préparent à une nouvelle vague d'attributions d'office

QUATRE MOIS à peine après son coup d'envoi, l'opération de réquisition de logements décidée par le gouvernement en août dernier est en passe d'être bouclée. Les travaux de remise en état s'achèvent dans la plupart des 500 logements concernés. Les familles bénéficiaires ont été désignées et s'apprêtent à quitter leurs logements actuels pour aller occuper les nouveaux. Enfin, les associations qui doivent assurer le suivi social des familles et les grands institutionnels - banques et assurances - propriétaires des logements mettent la dernière main aux conventions qui vont désormais les lier.

Les associations qui, depuis des années, réclamaient en vain le relogement des familles les plus déshéritées s'avouent « bluffées » par la rapidité d'exécution de l'opération. Quant aux propriétaires, ils manifestent pour la plupart leur mauvaise humeur ou leur résignation, mais jouent le jeu. Ils n'ont désormais plus le choix. Accueillies dans l'incrédulité en août, l'annonce de ces réquisitions s'est donc concrétisée. C'est pour obliger les propriétaires institutionnels parisiens à participer à son plan d'urgence pour le logement des plus démunies que le gouvernement avait agité le spectre de la réquisition.

Or banques et assurances avaient, pour la plupart, continué d'ignorer superbement ce plan d'urgence. Le 28 août, Pierre-André Périssol, ministre du logement, passait à l'acte. Il annonçait la réquisition de 500 logements (dont 408 situés à Paris), soit dix fois le nombre de réquisi-

tions opérées l'année précédente à Paris par Jacques Chirac. Du jamais vu depuis au moins quarante ans. « Peu d'institutionnels ont joué cartes sur table et la situation juridique très floue de certains immeubles ne nous a pas vraiment aidé », raconte-t-on aujourd'hui au ministère du logement. Paradoxalement, la menace d'une réquisition a activé la mise sur le marché d'immeubles réhabilités, mais qui attendaient d'être mis en vente. De

ces lieux ont parfois mis des semaines à arriver, quand ils sont arrivés... puisque certains immeubles, murés, ont été réquisitionnés sans avoir pu être visités. Bref, comme le souligne Eric Vinassac, chargé de mission de M. Périssol, « les institutionnels n'ont pas beaucoup collaboré même si certains, progressivement, sont passés de la réquisition à une attitude plus positive ».

Le ministère, explique-t-il encore, voulait éviter de commettre des

### De belles adresses, dans les beaux quartiers de Paris

Les réquisitions de cinq cents logements prononcées depuis août concernent vingt-deux immeubles, dont seize situés à Paris. Onze investisseurs institutionnels ont été mis à contribution, dont l'AGF, le Crédit lyonnais, l'UAP et la Société générale. Le Crédit lyonnais se voit délégué de cinq immeubles, dont un situé dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement (rue de la Condamine) et un autre dans le VIII<sup>e</sup> (rue de Rome). La BNP a été contrainte de livrer le 31 rue de Tocqueville (également dans le XVIII<sup>e</sup>), et le groupe Suez le 11 rue de Cadix (dans le XIV<sup>e</sup>). De belles adresses, dans les beaux quartiers. Les trois quarts de ces immeubles, inoccupés depuis plusieurs années, avaient été réquisitionnés comme créances après l'effondrement du marché immobilier et la faillite des marchands de biens, clients de ces sociétés financières.

même, elle a, dans la majorité des cas, obligé les propriétaires institutionnels à devenir propriétaires en titre d'immeubles qu'ils auraient préféré maintenir, pour des raisons financières, dans leurs sociétés de dévotion.

#### « ÉTAT LAMENTABLE »

Mouvements offerts spontanément étaient le plus souvent « dans un état lamentable », raconte-t-on encore au ministère. Plans et états

« aberrations économiques » en engageant des travaux trop coûteux. 3 500 francs au mètre carré fut le montant moyen maximal fixé pour la remise en état des logements. L'ordonnance de 1945, seul outil juridique pour procéder à ces « attributions d'office », ne prévoit, en fait, aucune aide financière de l'Etat. Mais, en un demi-siècle, les temps ont changé. En 1945, le problème était celui de la pénurie de logements. Aujourd'hui il y a pléthore de

logements disponibles. 130 000 environ sont inoccupés rien qu'à Paris, dont la moitié appartiennent aux grands investisseurs institutionnels.

L'intervention forcée de l'Etat dans ces opérations est donc une donnée nouvelle. C'est ce point essentiel qui devrait, à terme, motiver l'adaptation de la loi réclamée par Jacques Chirac le 15 novembre (Le Monde du 17 novembre). Les réquisitions étant valables un an, renouvelables quatre fois (six fois dans certains cas), l'Etat peut difficilement y consacrer, à fonds perdus, de trop gros moyens financiers. Il aura finalement investi, pour les 500 logements de cette première tranche, plus de 50 millions de francs, à raison de 2 700 francs en moyenne le mètre carré de travaux.

Ce coût est relativement faible eu égard aux services rendus aux familles qui vont en bénéficier. Il est élevé si l'on considère que ces logements restent la propriété des groupes financiers. Certains investisseurs paient d'ailleurs de céder ces biens, à l'échéance des cinq ans, à des organismes HLM qui pourraient y maintenir les familles (c'est le cas de l'UAP ou encore de FOIG, la structure de cantonnement d'actifs du Crédit lyonnais). Mais d'autres, comme le groupe Suez, propriétaire d'un immeuble réquisitionné rue de Cadix, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, ne veulent pas à priori en entendre parler. « Nous acceptons, au nom de la solidarité qui nous a été réclamée, de diminuer provisoirement la rentabilité de ces logements qui valent, au prix du marché, 85 francs le mètre en location. Mais

nous rappellerons à l'Etat, le moment venu, qu'il doit reloger les familles qu'on va y installer », prévient-on chez Suez.

Au GAN et aux AGE, on ne souhaite faire aucun commentaire ni aucun bilan d'une opération visiblement mal acceptée. A l'UAP, on affirme avoir « joué le jeu » et « refusé d'avoir une attitude de blocage ». Mais on a préféré aussi que la gestion locative, qui, selon la loi, reste du ressort du propriétaire, soit assurée par l'association désignée pour assurer le suivi social des familles. En outre, l'UAP prévoit que pour l'avenir « plus aucun logement de notre parc n'est disponible ».

#### LE POUVOIR DES ASSOCIATIONS

Les investisseurs sont placés devant une situation inédite : loger des pauvres et travailler avec des associations ou des travailleurs sociaux dont ils ignorent à peu près tout. A en croire ces derniers, ce choc des cultures a provoqué quelques accrocs. Sur la gestion locative des immeubles notamment. Par peur des impayés, plusieurs investisseurs refusent d'assumer l'encaissement des loyers et ne veulent avoir aucun contact direct avec les familles. Les associations, de leur côté, font valoir leur difficulté à se positionner sur tous les tableaux à la fois. Résultat, la signature des conventions patine. A quelques semaines de l'emménagement des familles, les dossiers sont loin d'être tous bouclés.

Les associations appelées à la rescousse ne font pourtant pas la fine bouche. « En dix ans d'existence, résume Roberta Bernard, directrice de

la Clairière, une association de prévention du quartier des Halles qui a en charge trois immeubles, nous n'avons pu offrir une solution de relogement qu'à sept familles parmi celles que nous suivons. On nous offre la possibilité d'en reloger trente-deux d'un coup. C'est formidable. » Pour une fois, ajoute-t-elle, nous avons été véritablement associés à l'opération et aucun critère ne nous a été imposé pour attribuer les logements. Pour la première fois également, nous disposons de grands appartements pour reloger des familles très nombreuses, souvent étrangères, dont personne ne veut et qui s'entassent dans des hôtels meublés ou dans des logements insalubres.

Les dix associations sollicitées ont, pour un tiers des logements, pu choisir elles-mêmes les familles ou les personnes bénéficiaires. Pour chaque immeuble, une commission d'attribution, pilotée par la préfecture, a permis de répartir harmonieusement familles nombreuses étrangères et personnes isolées, jeunes en difficulté d'insertion et femmes seules avec enfants. « Nous avons privilégié, explique Henri Decker, de l'Armée du salut, qui a en charge trois immeubles, des gens déjà engagés dans une démarche d'insertion et les grandes familles pour lesquelles il n'y a, d'habitude, aucune solution de relogement. » Une nouvelle vague de réquisitions est programmée, qui sera au moins aussi importante. « Nous avons déjà cinquante dossiers prêts », prévient-on à la Clairière.

Christine Garin

## Rue Greneta, dans le II<sup>e</sup> arrondissement, « elles sont si grandes, ces pièces »

M. T. a emporté avec lui l'ordre de réquisition que lui a adressé la préfecture. Il demande s'il s'agit bien d'un papier officiel. Ce grand appartement de quatre pièces, « tellement grand », qui doit devenir son logement, il est allé le visiter avec sa femme mais n'en a pas encore vraiment parlé à ses quatre enfants. Pas avant d'être sûr, pas avant d'avoir les clés. On lui a fait, le maire et puis les assistants sociaux, si souvent des promesses, dit-il. Visiblement inquiet, encore incrédule, il demande : « On pourra monter des cloisons ? Elles sont si grandes ces pièces, alors, l'électricité, le gaz, le chauffage, est-ce qu'on va pouvoir payer ? Et l'assurance, ça coûte combien ? »

M. et M<sup>me</sup> T. habitent depuis douze ans, l'âge de leur fils aîné, dans un ancien hôtel d'où ils doivent être expulsés. Huit mètres carrés. « Pas de douche depuis douze ans », résume simplement la jeune femme. Les quatre enfants dorment sur une mezzanine, eux

dessous. Depuis quatre ans, ils ne payent plus de loyer et s'acquittent de vagues tâches ménagères dans l'immeuble. « On est un peu gardiens », dit-elle. Pas d'emploi, leurs seuls revenus sont les allocations familiales ainsi qu'un RMI.

Il y a aussi M. S., six enfants, originaire d'Afrique noire, employé dans une société de nettoyage. Il renouvelle scrupuleusement, chaque année, depuis 1984, sa demande de logement auprès de l'OPAC, l'office HLM de Paris. En attendant, il habite avec sa famille un deux pièces de 27 mètres carrés dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement, pour lequel il paye un loyer de 2 300 francs. Dans son nouvel immeuble, M. S. aura 100 mètres carrés pour 2 500 francs et il touchera l'APL (aide personnalisée au logement). « Pour nous, c'est le paradis », dit-il.

Les neuf familles qui vont, d'ici la fin décembre, emménager dans un immeuble du

Crédit lyonnais, rue Greneta, dans le II<sup>e</sup> arrondissement, ont été réunies par l'association d'insertion Arapé, qui doit assurer le suivi. L'immeuble, où quelques appartements sont encore occupés, est à taille humaine, réparti sur trois étages. Chaque appartement a reçu un coup de propre, les sanitaires sont neufs, l'électricité est refaite, le chauffage fonctionne. Les trois plus grands appartements accueillent des familles nombreuses. Les mères seules avec enfants ou les couples s'installent dans des deux pièces. Les deux studios sont promis à des jeunes filles en rupture familiale.

La procédure de désignation des familles s'est déroulée dans « l'urgence absolue », signale Michèle Samson, directrice de l'association. Elles ont signé, les yeux fermés, l'ordre de réquisition envoyé par la préfecture, pour la plupart sans même avoir vu leur futur logement. « Il fallait dire oui, tout de

suite, alors qu'on attend depuis si longtemps », dit une dame qui n'avait pas réalisé qu'elle allait devoir payer une assurance, des impôts locaux et des charges. Michèle Samson tente d'expliquer. Ils ne seront pas locataires en titre, seulement « occupants ». Ils ne s'acquitteront pas d'un loyer mais d'une « indemnité d'occupation ». Non, ils n'ont pas à payer de caution, comme dans le privé. Oui, ils pourront partir s'ils obtiennent un HLM.

#### « CE SERA BIEN, DE TOUTE FAÇON »

A priori c'est pour cinq ans, mais personne ne s'est pour l'instant engagé à les reloger ; cela reste quelque chose d'intermédiaire, de provisoire, explique un travailleur social. Il faudra autant que possible mettre à profit ces cinq années pour trouver un logement définitif. « Alors, dans cinq ans, il faudra partir ? », traduit M<sup>me</sup> B.

Logée avec sa fille dans un centre d'héber-

gement « où l'on vous garde seulement six mois », elle a dû ensuite, pendant « assez longtemps », habiter à droite à gauche, chez des amis. « A la fin, dit-elle, ça gêne. » Un autre foyer l'a accueillie, où elle occupe un studio. Son fils, lycéen, habite chez des parents à Lille et revient quand il le peut, pour le week-end. C'est une séparation qui l'a précipitée dans cette galère qu'elle voit s'éloigner désormais.

Sa voisine, M<sup>me</sup> T., seule avec sa fille, a été trébuchée à la porte par son mari violent. Elle aussi a un emploi mais pas de logement depuis près d'un an. Elle aussi vit en foyer d'hébergement, « sans rien à moi, dit-elle, avec toujours l'idée que ça ne va pas durer ». L'immeuble de la rue Greneta, elle l'a vu seulement de la rue parce qu'elle n'a pas osé entrer. « Ce sera bien, de toute façon », dit-elle.

Ch. G.

## Le demi-siècle mouvementé d'une ordonnance toujours contestée

LE 15 NOVEMBRE, Jacques Chirac demandait en conseil des ministres que l'ordonnance de 1945 soit modernisée, afin de « la transformer en un texte qui soit la base d'une véritable politique sociale ». L'association Droit au logement (DAL), dont les actions spectaculaires ont largement inspiré la décision gouvernementale du mois d'août dernier, a retracé dans un document publié en octobre 1994 les cinquante ans d'histoire mouvementée de ce texte sur la « procédure d'attribution d'office ».

C'est pour faire face à la crise du logement qui sévit au lendemain de la guerre que de Gaulle promulgue la loi introduisant la « réquisition ci-

vile », le 11 octobre 1945. Dans chaque commune, excepté dans la Seine où ce service est départemental, un « service municipal du logement » placé sous le contrôle du préfet est créé pour faire appliquer la loi. Ce service, qui sera effectivement mis en place dans 380 communes, doit aussi établir un fichier général des logements vacants.

D'après l'ordonnance de 1945, le préfet prend l'arrêté de réquisition après consultation du maire. La mesure peut concerner des logements publics ou privés, des résidences secondaires, des locaux professionnels inoccupés depuis plus de six mois. Après affichage à la porte du logement, le préfet dispose d'un mois pour signer un « arrêté de réquisition ». Il est pris pour un an, renouvelable quatre fois. Le texte stipule que les travaux nécessaires peuvent être effectués aux frais du bénéficiaire.

#### 76 600 RÉQUISITIONS EN 1946

Dès sa promulgation, la mise en œuvre de l'ordonnance est « massive » mais « laborieuse », souligne l'enquête du DAL. Au 31 décembre 1946, 76 600 réquisitions sont prononcées, dont 24 600 dans le département de la Seine. Mais les bavures sont nombreuses et les

comptes rendus du Conseil de Paris s'en font régulièrement l'écho. Des malades partis en convalescence trouvent à leur retour leur logement réquisitionné. Le conseil de Paris du 10 décembre 1946 relate le cas d'une engagée volontaire comme infirmière major en 1944, démobilisée en octobre 1946 : elle a connu l'imprudence de s'absenter quelques jours et trouve, à son retour, une famille installée chez elle.

En outre, les propriétaires multiplient les contentieux pour faire obstacle à la procédure. En janvier 1947, plusieurs correctifs sont apportés à la loi. Pour éviter que les propriétaires ne trouvent, en hâte, un locataire en titre pour leur logement vacant, le délai entre la notification et l'exécution de la réquisition est alors fixé à dix jours.

L'ordonnance est prorogée chaque année entre 1947 et 1950. L'outil est désormais rodé, mais les logements vacants se font plus rares. Toujours dans le département de la Seine, le volume annuel des réquisitions passe de 21 700 en 1946 à environ 3 500 en 1948. En 1953, un an avant le premier appel de l'abbé Pierre en faveur des sans-abri, il chute à environ 1 500. De 1954 à 1958, le nombre de réquisitions continuera à baisser malgré l'extension de son application aux

locaux d'activité. En décembre 1958, le général de Gaulle apporte de nouvelles réformes. La durée de la réquisition est désormais fixée à 5 ans (7 dans certains cas) alors qu'aucune durée maximale n'était prévue jusque-là.

Un dernier rebondissement survient en 1980 avec un arrêt du Conseil d'Etat qui confirme l'actualité de la procédure dans « l'affaire Lucas », du nom du propriétaire de trois logements réquisitionnés en 1972 par le préfet de Paris et qui a saisi les tribunaux administratifs. Sa requête est rejetée au motif qu'il persistait « d'importants déséquilibres entre l'offre et la demande de logements au détriment de certaines catégories sociales ». Ce déséquilibre rend applicables dans la capitale « des mesures exceptionnelles et notamment l'exercice du pouvoir de logement d'office confié au préfet ».

Avant que Jacques Chirac, alors maire de Paris, ne réactive, en décembre 1994, l'ordonnance de 1945 en réquisitionnant quarante-huit logements, il restait dans la capitale, selon le DAL, sept logements réquisitionnés. Ils nécessitaient encore l'intervention d'un fantomatique « service départemental du logement ».

Ch. G.

## Les milieux associatifs réagissent après la mort de deux sans-abri

RÉGIS GUILLAUME, un sans-logis de trente-sept ans qui vivait dans un cabanon à Saucy-sur-Meurthe (Vosges), est mort d'une hypothermie, dans la nuit du 6 au 7 décembre. Un autre sans-abri, dont l'identité n'est pas connue, est mort au matin du 7 décembre, écrasé par un camion, sur un chantier du IX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Il dormait enroulé dans un morceau de moquette.

L'Union des organisations islamiques de France a appelé ses associations membres à proposer « leurs centres et mosquées afin d'accueillir les sans-abri », tandis qu'Emmaüs-Paris « s'élève » que « les églises chauffées », notamment, ne soient pas ouvertes aux exclus. Le journal *Le Rêve* réclame que les grévistes de la SNCF et de la RATP « ouvrent certaines gares et stations de métro ».

■ FAUSSES FACTURES : un directeur commercial du groupe Bouygues, Jean Colmard, a été mis en examen, jeudi 7 décembre, pour « corruption active et complicité d'abus de biens sociaux » par le juge d'instruction versailles chargé du dossier des fausses factures dans le BTP en Ile-de-France, Jean-Marie Chapier. Écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines), M. Colmard est le troisième responsable du groupe Bouygues mis en cause dans ce dossier, après le directeur général de Bouygues-Télécom et le trésorier du groupe.

■ BANDITISME : Francis Vanderberghe, dit le Belge, a obtenu, jeudi 7 décembre, la restitution de la caution de 1,5 million de francs qui lui avait été imposée lors de sa libération, le 28 novembre, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence. La Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France, estimant que la durée de la détention provisoire de cette figure du milieu marseillais n'était pas « raisonnable ».

■ VIOL : un mineur de treize ans a été mis en examen pour « viol sous la menace d'une arme » et écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines), samedi 2 décembre. Armé d'un pistolet, il aurait agressé et violé, le 30 novembre, une femme à Trappes (Yvelines).

**francesco smalto**  
PARIS  
35 ans de sur-mesure au service du prêt-à-porter  
Homme : 44, rue François 1<sup>er</sup>  
Homme-Femme : 5, place Victor Hugo



## Réclusion criminelle à perpétuité requise contre les marins du « MC Ruby »

L'avocat général a estimé que les six accusés s'étaient mis « en dehors du champ de l'humaine condition » en tuant les huit passagers clandestins africains qui avaient embarqué au Ghana

**ROUEN**  
de notre envoyé spécial  
« Oui, j'ai compris. » Chacun à leur tour, les six marins ukrainiens et abkhazes du cargo MC Ruby se sont levés et ont répondu par l'affirmative. Le réquisitoire de l'avocat général, Marc Gaubert, a fait l'objet d'une traduction simultanée mais non littérale. Le président de la cour d'assises de Seine-Maritime, Jean Reynaud, s'est donc assuré que chacun des accusés avait bien saisi le quantum des peines qui venaient d'être requises contre eux : six réclusions criminelles à perpétuité, pour solde de tout compte du massacre de huit passagers africains qui avaient embarqué clandestinement à bord du porte-conteneurs, à l'automne 1992, à Takoradi (Ghana).

Sans déguiser clairement quel pouvait être le mobile essentiel de leurs actes, l'avocat général a estimé que les accusés s'étaient mis « en dehors du champ de l'humaine condition » en bêtisant un « projet commun » afin d'éliminer les clandestins. Tous, selon lui, sont copables, même l'Abkhaze Arakhamiya, dont les coaccusés affirment depuis le début de l'instruction qu'il n'est pour rien dans la tuerie.

L'avocat général a distribué les rôles : Artemenko, le second, a selon lui, tout décidé, tout mis en œuvre. Romashenko, le matelot au fusil d'assaut, a agi « avec plaisir » en se proposant pour tuer. Mikhaïlevsky, le steward, « véritable Janus », a tout en pleurant, en vomis-

sant, mais il a bel et bien tué, « à coups de marteau parfois », et jeté les corps avec l'aide du matelot Bondarenko, cet « ancien de l'Arménie ». Quant au commandant Initsky, le « pacha » du navire, il est pour lui un « Ponce Pilate qui se réfugie dans une lâche innocence » et qui n'a jamais cherché à contrecarrer les plans de son second. « Initsky avait trois pas à faire pour éviter le massacre, a expliqué le représentant du ministère public. Trois pas pour prévenir le représentant de l'armateur qui se trouvait alors sur le bateau dans une cabine voisine. Trois pas à dire à l'officier radio pour qu'il envoie un télégramme à bord... »

**DES PROPOS D'« HOMME IVRE »**  
Face à la charge de l'avocat général, les deux premiers avocats à s'exprimer, aux intérêts littéralement opposés, ont plaidé l'acquiescement. M<sup>re</sup> Jean Sirel, conseil de Vladimir Initsky, s'est appuyé sur la personnalité du commandant qui, selon lui, « ne recouvre absolument pas le crime dant an l'accuse ». Il a rejeté l'entière responsabilité de la tuerie sur Artemenko, le second, évoquant « un acte de débilité formidable ». Selon lui, la petite phrase accusatrice du jeune second « le commandant a dit qu'il ne fallait pas de clandestins à bord » est une « invention pure et simple ». Et si Initsky n'a pas tout de suite révélé le massacre aux autorités françaises lorsque le bateau est arrivé au Havre, ce n'est que par pur « réflexe soviétique » : vouloir régler les problèmes à son retour en Ukraine. Il a dressé le portrait d'un homme « perdu », « ex-matire à bord après Dieu », devenu « commandant déboullonné »,

aux antipodes cependant de l'homme qui a déposé à la barre, solide et sûr de lui.

En contrepoint, M<sup>re</sup> Malka Kreizel a estimé « incalculable » qu'Artemenko, fraîchement nommé second sur le MC Ruby, fidèle équipier d'Initsky depuis 1985, ait pu de lui-même ordonner la tuerie. Elle a démonté une à une les dépositions accablantes et convergentes de Romashenko, Bondarenko et Mikhaïlevsky, qui ont déclaré à la barre, avec force détails macabres, avoir été forcés par Artemenko d'accomplir leurs gestes. « On a voulu faire d'Artemenko le principal instigateur de cette affaire. Pour eux, il a été le diable, un coq, un loup... En réalité, il est aujourd'hui le bouc émissaire. »

M<sup>re</sup> Kreizel a ainsi rappelé les premiers aveux des trois coaccusés devant la police en novembre 1992 qui, d'embliée, parlaient de décision commune et non d'ordre. Dans ces aveux, l'un d'eux rapportait même qu'Artemenko ignorait vraisemblablement que les clandestins étaient tués à mesure que le second les faisait sortir du peak avant du navire pour un nouveau transfert. « Peut-être a-t-il prononcé les paroles fatales - est-ce qu'on peut les jeter par-dessus bord ? - au tour d'une bouteille de vodka », a reconnu M<sup>re</sup> Kreizel. Des propos « d'homme ivre » repris à la lettre par les marins, alors que le commandant Initsky, informé de la présence des clandestins, tardait à prendre une décision.

Les plaidoiries devaient se poursuivre vendredi 8 et samedi 9 décembre et le verdict prononcé samedi en fin de soirée.

Jean-Michel Dumay

## M. et M<sup>me</sup> Balkany vont comparaître devant le tribunal correctionnel de Nanterre

Ils devront répondre d'un éventuel délit de détournement de fonds publics

Patrick Balkany (RPR), ancien maire de Levallois-Perret et son épouse comparaîtront en janvier ou février 1996 devant le tribunal correctionnel de Nanterre pour avoir

employé trois travailleurs municipaux à leurs domiciles de Levallois-Perret et de Giverny (Eure), ce qui pourrait constituer un délit de détournement de fonds publics.

**LUNDI 13 NOVEMBRE**, peu avant 8 heures, cinq inspecteurs de la division économique et financière de la police judiciaire de Nanterre se présentent à la mairie de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) pour y entendre une trentaine de fonctionnaires. Au début du mois, le nouveau maire, Olivier de Chazeaux (RPR), avait saisi la justice car il soupçonnait son prédécesseur, Patrick Balkany, député RPR des Hauts-de-Seine, d'avoir utilisé du personnel communal pour ses propres besoins. Pendant une dizaine d'heures, les enquêteurs entendront les salariés de la mairie et découvriront que les époux Balkany avaient mis à leur disposition l'un d'eux à leur domicile de Levallois-Perret et un couple dans leur résidence secondaire à Giverny.

Convoqué par lettre, le couple Balkany s'était présenté séparément dans les locaux de la police judiciaire de Nanterre mercredi 22 novembre pour s'expliquer sur cette affaire dans le cadre de l'enquête préliminaire ouverte par le parquet. Une convocation qui évitait aux policiers de mettre en œuvre la procédure de levée d'immunité parlementaire de Patrick Balkany pour une éventuelle mise en examen.

Au cours de l'interrogatoire, les soupçons se confirmaient. Patrick et Isabelle Balkany ont bien fait travailler un employé municipal dans leur luxueux appartement de 500 mètres carrés occupant les deux derniers niveaux d'un immeuble de standing faisant face à la mairie. Cet homme de maison était, avant l'arrivée de Patrick Balkany à la mairie de Levallois en 1983, simple ouvrier aux services techniques de la ville, puis avait rejoint

le cabinet du nouveau maire avant d'en devenir son homme à tout faire. De même, deux autres salariés de la mairie entretenaient depuis neuf ans la propriété du couple, le Moulin de Cosny, à Giverny, le mari comme jardinier et sa femme comme employée de maison. Le premier a pris sa retraite fin mai et son épouse a vu son contrat rompu entre les deux tours de l'élection municipale de juin.

### La première étape de la chute de l'empire

Au total, ce détournement de fonds publics serait estimé à quelque 3 millions de francs auxquels il faut ajouter des avantages en nature qui pourraient faire monter l'addition jusqu'à 5 millions de francs. Les faits étant avérés, le couple Balkany devrait être jugé fin janvier ou début février 1996 devant le tribunal correctionnel de Nanterre dans le cadre de la procédure de citation directe. Ils encourrent une peine maximum de sept ans d'emprisonnement.

Cet épisode judiciaire ne devrait être que la première étape de la chute de l'empire Balkany. A la suite de l'audit qu'il a fait réaliser par les services de la mairie avec le concours du Crédit local de France, le nouveau maire a en effet décidé de saisir la chambre régionale des comptes qui devra déceler d'éventuelles irrégularités dans la gestion d'associations paramunicipales. Trois d'entre elles sont particulièrement visées : l'Association pour la

diffusion, l'édition et la promotion (ADEP), l'Association détente, animation et voyages (ADAV) et l'Association culturelle et musicale de Levallois (ACML). Ces structures, dont les bureaux étaient dirigés par des adjoints au maire ou des conseillers municipaux, auraient permis à certains élus et employés municipaux de bénéficier de voyages, cadeaux et autres avantages.

En octobre, Olivier de Chazeaux avait par exemple indiqué qu'en 1994, 560 000 francs avaient été réglés par les associations paramunicipales pour honorer des notes de restaurant ou des factures de cadeaux. A elle seule, l'ADAV aurait réglé 170 000 francs de présents provenant de boutiques réputées. L'ADER, qui éditait le bulletin municipal, secteur sur lequel Isabelle Balkany avait la haute main, n'était pas en reste et y a consacré un budget quasi identique en 1994, ornant, de plus, de régler à l'Etat 2,3 millions de francs de TVA sur deux ans. Le comité des fêtes, par le biais de l'ACML, y allait aussi de sa cagnotte pour améliorer l'ordinaire du maire et de ses amis. C'est sur cette utilisation de l'argent public que la Chambre régionale des comptes devra se prononcer.

Enfin, au-delà de la gestion même de Levallois-Perret, dont il avait voulu faire, de ZAC en opérations de prestige, un petit Neully, Patrick Balkany pourrait aussi être amené à rendre prochainement des comptes dans l'affaire des fausses factures qui touche l'office départemental de HLM des Hauts-de-Seine, dont il est toujours président.

Jean-Claude Pierrette

### CARNET

#### DISPARITIONS

**JAMES RESTON**, l'un des journalistes américains les plus influents de sa génération, couronné deux fois par le prix Pulitzer, est mort, mercredi 6 décembre, à Washington, des suites d'un cancer. Il était âgé de quatre-vingt-six ans. Né en Ecosse en 1909, James « Scotty » Reston a d'abord couvert la seconde guerre mondiale. Un premier prix Pulitzer lui fut attribué, en 1945, pour son scoop sur la création de l'ONU. Directeur du bureau de Washington du *New York Times* de 1953 à 1964, il obtint son second prix Pulitzer, en 1953, pour sa couverture de la campagne présidentielle de Dwight Eisenhower. Sa finisse d'analyse et la qualité de son écriture établirent sa réputation. En 1970, il créait une page de points de vue et d'éditorial dans le quotidien new-yorkais, formule aujourd'hui largement répandue dans la presse américaine. Après avoir dirigé la rédaction du *New York Times*, James Reston devint éditorialiste du quotidien. Confident de plusieurs présidents américains, il prit sa retraite en 1989, le jour même de son quatre-vingtième anniversaire. James Reston avait recruté et formé des générations de journalistes, au *New York Times* et dans d'autres journaux.

**LE GÉNÉRAL DIMITRI VOLKOGONOV**, député à la Douma et l'un des historiens russes les plus en vue, est mort, mardi 5 décembre à Moscou, des suites d'un cancer. Né en 1928, militaire depuis l'âge de vingt ans et diplômé de l'Académie politico-militaire Lénine, Dimitri Volkogonov avait fait une brillante carrière dans l'armée rouge. Jusqu'au rang de chef adjoint de la direction politique de l'armée. Mais, dès les débuts de la perestroïka, ses révélations sur les abus du régime qu'il fait remonter à Lénine - le mettent en conflit avec ses pairs et le rapprochent de Boris Eltsine, dont il devient le conseiller militaire. Membre du Parlement russe depuis 1990 - il avait été réélu en 1993 sur la liste du libéral Egor Gajdar - il avait été chargé, après le putsch de 1991, d'organiser les forces armées de Russie, puis avait présidé une commission russo-américaine chargée d'enquêter sur le sort des prisonniers américains en URSS pendant la guerre froide. C'est surtout comme historien qu'il s'est fait connaître, allant jusqu'à susciter la critique de ses collègues, qui l'accusaient de monopoliser l'accès aux archives les plus secrètes du politburo et de l'armée. Il a écrit plus de trente ouvrages, dont un *Staline* et un *Lénine* qui font autorité, tous deux traduits en français (Flammarion 1991 et Laifont 1995).

**JACQUES DESPIERRE**, peintre, membre de l'Institut, est mort, mardi 5 décembre, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Né le 7 mars 1912 à Saint-Étienne, il avait étudié les beaux-arts à Paris dans les années 30 et s'était lié d'amitié avec Rodin, Brayer, Humbert, Gruber... Marqué avant tout par le cubisme, son œuvre abondante (peintures, gravures, décorations, tapisseries), raisonnable et peu dérangeante, est généralement assimilée à ce qu'on a appelé la seconde « Ecole de Paris ».

**YVONNE CHAUFFIN**, romancière, est morte, dimanche 3 décembre, dans sa maison de Rédéné près de Quimper (Finistère). Née le 26 mars 1905 dans une famille bretonne, elle avait passé son enfance en Egypte. Immobilisée par la tuberculose au Val-de-Grâce durant la première guerre, elle lit Claudel et découvre sa vocation d'écrivain. Si *Marquès sur l'épave*, son premier ouvrage paru en 1951, est autobiographique, le deuxième, *Que votre volonté soit faite*, publié en roman-feuilleton dans *Le Monde*, ouvre une trilogie : *Les Rambout* lui vaut le Grand Prix catholique de littérature (1956). Yvonne Chauffin tint pendant vingt ans la rubrique littéraire de l'hebdomadaire chrétien *Le Pèlerin*. En 1980, elle publie un livre d'entretiens avec le cardinal König. *L'Église est libérée* (Laifont). Son dernier éditeur, Liv'Éditions, avait republié cette année sa biographie romancée d'une aventurière bretonne du siècle des Lumières, *La Marianne du Faouët*, plaidoyer contre la torture, paru en pleine guerre d'Algérie (1960).

**JOURNAL OFFICIEL**  
Au journal officiel du jeudi 7 décembre est publiée :  
● **Alpes** : une loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes.

#### AU CARNET DU « MONDE »

##### Naissances

**Pierre BERGER** et **Sylvie MONOT**  
ont la joie d'annoncer la naissance de **Marie-Océane**  
le 5 décembre 1995 au Port-Saint-Denis de la Réunion.

##### Décès

**M<sup>re</sup> Lucienne Alexandre**, Les familles Alexandre, Van Der Poest et Weiss.  
ont la douleur de faire part du décès de leur mari, père, grand-père et arrière-grand-père.

**Jean ALEXANDRE**, qui s'est éteint à son domicile, le 7 décembre 1995.

Les obsèques auront lieu, dans la plus stricte intimité, le 11 décembre, au cimetière de Gagny (Seine-Saint-Denis).

**M<sup>re</sup> Angelo BOCCARA**, 19, avenue Eugène-Pitard, CH-1206 Genève.

survenu à Genève, le 6 décembre 1995.

— Saint-Gilles-Croix-de-Vie (85), Angers (49), Sion, l'Océan (85).

**M<sup>re</sup> Henri RENAUD**, son épouse, M. et M<sup>re</sup> Jacques Le Provost, M<sup>re</sup> Nathalie Renaud, ses enfants, Jean-Marie Le Provost, Alice Renaud, ses petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont le regret de faire part du décès de

**M. Henri RENAUD**, survenu à Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 1995, dans sa soixante-dix-huitième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques religieuses, suivies de l'incinération au columbarium du Père Lachaise à Paris, ont été célébrées le 8 décembre, dans la plus stricte intimité.

6, avenue Abélard, 85800 Saint-Gilles-Croix-de-Vie, 14, cité Vauban, 49000 Angers, 5 bis, rue de l'Yser, 85400 Sion-l'Océan.

**M. et M<sup>re</sup> François CERIA**, Alexandra et Eric Tardy, Arthur, Amélie et Jules, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

**M. et M<sup>re</sup> Pierre CERIA** et leur fils, Jean-Pascal, ont la tristesse de faire part du décès de

**Jacques CERIA, dit DESPIERRE**, artiste peintre, membre de l'Institut.

survenu le 5 décembre 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 11 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6<sup>e</sup>.

Selon la volonté de Jacques Despière, il n'y aura ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être adressés à l'Académie des beaux-arts, ils seront remis aux artistes en difficulté par la commission compétente.

**M. Serge Nigg**, président de l'Académie des beaux-arts, M. Bernard Zehrfuss, secrétaire perpétuel.

Et tous les membres de l'Académie des beaux-arts, ont la tristesse de faire part du décès de leur confrère

**Jacques CERIA, dit DESPIERRE**, membre de l'Institut, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Arts et des Lettres,

survenu le 5 décembre 1995, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 11 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, quai de Conti, 75006 Paris.

(Lire ci-contre.)

**M<sup>re</sup> Georges Friedel**, M. et M<sup>re</sup> Marc Friedel, Alice, Claire et Oscar, Les familles Friedel, Peugeot et Seydoux, ont la douleur de faire part du décès de

**professeur Georges FRIEDEL**, commandeur des Palmes académiques,

le 6 décembre 1995.

Une cérémonie religieuse aura lieu en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Corbambert, à Paris-16<sup>e</sup>, le samedi 9 décembre, à 11 heures.

« Heureux les morts qui meurent dans le Seigneur, qu'ils se reposent de leurs fatigues, car leurs œuvres les accompagnent. »

**M<sup>re</sup> Vola Razafindratandra**, Et toute la famille, font part des obsèques à Antananarivo de

**Ch. RAKOTONDRAINIBE ANDRIATSDIMALIA RAZANAMASY**, administrateur à la CNUCED,

agréé de l'Université, INSEAD, Harvard Business School.

9, rue des Acacias, 78940 La Queue-les-Yvelines.

**M. Erol Topal-Berlin**, Daphné, M<sup>re</sup> Léontine Badier, M. Jacques Bertin, M<sup>re</sup> Hanin Topal.

Et toute la famille, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

**Marie-Laure TOPAL-BERTIN**, leur épouse, mère, petite-fille et fille,

survenu le 30 novembre 1995, à l'âge de vingt-sept ans.

Priez pour elle.

Une pieuse pensée pour sa maman, Micheline, qui nous quittait il y a cinq ans.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 décembre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, 25, rue de la Lune, Paris-2<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

Théâtre du Gymnase - Marie-Bell -, 38, boulevard Bonne-Nouvelle, 75010 Paris.

**Remerciements**  
— Les enfants, petits-enfants Et toute la famille de

**Albert OUZOULIAS**, « colonel André »,

décédé le 28 novembre 1995,

remercient tous ceux, connus et inconnus, qui ont eu une pensée pour lui et qui ont tenu à lui rendre hommage.

Les très nombreuses marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été adressées les ont profondément touchés.

Elles témoignent du respect et de l'esime qu'il a su acquérir par une vie au service des autres et de son pays, par les valeurs humaines auxquelles il s'est toujours voulu fidèle.

#### Avis de messe

— Une messe sera célébrée le vendredi 15 décembre 1995, à 13 h 15, en la basilique Sainte-Clothilde, Paris-7<sup>e</sup>, à l'initiative de

**M. Pierre CHAUSSADE**, décédé le 13 novembre 1995.

24620 Manaurie.

#### Conférences

— Le Centre de philosophie du droit université Paris-11-CNRS poursuivra ses activités dans la semaine du 11 au 16 décembre 1995 :

Séminaire sur « La codification » le mardi 12 décembre, à 18 h 15 (la conférence aura lieu au 53 bis, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, salle de réunion au sous-sol, et non dans l'amphithéâtre du centre Panthéon).

Journée sur « La dispense » le vendredi 15 décembre, de 9 h 30 à 17 h 30 (centre Panthéon, salle des conseils).

En revanche, le cocktail prévu le vendredi 15 décembre, à 18 heures, est annulé.

Renseignements complémentaires : 44-41-59-14.

#### Communications diverses

**Bourses de recherche**  
Centre de recherche sur les Juifs du Maroc (CRJM), président-fondateur, Robert Assoroff, 189, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Tél. : 45-49-61-40, Fax : 45-49-24-83.

Pour l'année universitaire 1995-1996, le CRJM attribue :

— 3 bourses d'un montant annuel de 10 000 FF.

Bénéficiaires : étudiants inscrits dans une université française et préparant une thèse de doctorat.

Le sujet de travail peut être pluridisciplinaire mais portera impérativement sur les Juifs du Maroc.

Dossiers à demander par écrit ou par télécopie avant le 8 janvier 1996.

Les lauréats seront informés de la décision finale au plus tard le 15 février 1996.

#### Colloques

— Le centre d'étude de la Famille-Association informe que le colloque sur « La dignité » aura lieu comme prévu le samedi 9 décembre 1995, à l'hôpital Necker, amphithéâtre Jean-Humbert, 161, rue de Sévres, 75015 Paris.

Les professeurs Soulez, Magnard et Mesnard ont accepté de s'associer aux intervenants prévus.

Inscription sur place. Renseignements : 11-43-54-98-84.



## HORIZONS

PORTRAITS

**Avec son plan « Sécu », Alain Juppé a mis sens dessus dessous le monde syndical, piégeant Marc Blondel dans son empire de l'assurance-maladie, figeant Nicole Notat dans un rôle d'alliée et consacrant Louis Vianet grand commandeur des luttes sociales**

# Le Général, la Tsarine et « Loulou »

**Marc Blondel, le radical de FO**



**I**L aurait aimé être incontournable, comme Louis Vianet, son frère ennemi en syndicalisme. Malheureusement pour lui et pour « ses mandats », qu'il défend avec fougue, comme ces toreros dont il admire tant les passes servies face à la bête, Marc Blondel ne l'est plus. De son bureau désordonné de l'avenue du Maine, il tempête, fulmine, grogne, cogne. Il impressionne souvent, il séduit parfois, mais le secrétaire général de FO ne fait plus peur. C'est Alain Juppé qui lui en a administré la preuve, le 15 novembre, en le déposant, l'air de rien, de son empire de l'assurance-maladie.

Le « Général », comme on le surnomme avec crainte dans sa boutique confédérale, apparaît aujourd'hui comme un colosse aux pieds d'argile. Le cigare des fins de ces longues repas qu'il affectionne et qu'il entame toujours d'une bière « 1664 » a beau être toujours triomphant, les hertelles voyantes et l'emboisement mieux maîtrisé, le roi a perdu sa couronne. Obligé de pactiser avec son ennemi cégétiste, parce que, sans lui, il n'y a plus de grève générale possible, Marc Blondel est blessé. Son ami le président, ce Jacques Chirac dont il a été lentement à capter la confiance, lui a « menti par omission » et il a dû subir l'humiliation imposée par un Alain Juppé dont il a rapidement dégoûté et vite éprouvé la « brutalité ».

En février, il devrait obtenir un troisième mandat de secrétaire général de FO, mais il y a quelque chose de brisé au royaume de Force ouvrière. Pourtant, jusqu'aujourd'hui tout avait souri à celui qui est devenu un des plus célèbres apparatchiks syndicaux. Né, « par accident », à Courbevoie, le 2 mai 1938, le jeune Marc, dont les deux grands-pères étaient mineurs, grandit à l'ombre des corons d'Hénin-Liétard, dans le Pas-de-Calais. Il en gardera l'empreinte et le langage de la classe ouvrière. Il descend à Paris faire son droit, se retrouve vite dans les rangs de l'UNEF et manifeste contre la guerre d'Algérie. A vingt ans, il prend sa carte à la SFIO mais entre rapidement en dissidence avant d'adhérer au Parti socialiste, où il collectionne encore aujourd'hui aussi bien les amitiés que les inimitiés. Maniant très jeune un verbe d'insurgé contre une société injuste, il fait avant l'heure l'expérience de la précarité, allant de petit boulot en petit boulot, d'auxiliaire aux PTT à camelot.

Seul le syndicat l'intégrera, autour de 1960, et il deviendra dix ans après permanent à la Fédéra-

tio des employés et cadres. Solidement laïc, franchement anticlérical, naturellement franc-maçon, il monte vite dans l'appareil, secrétaire général de la fédération des employés en 1974 puis chargé des questions économiques au bureau confédéral en 1980. Il tient alors un langage radical, fustigeant le patronat, flirant tantôt avec le keynésianisme tantôt avec l'ultra-gauche, noue des amitiés, constitue et consolide des réseaux dans la confédération.

Dès 1979, il songe à succéder à l'immortel André Bergeron, auquel il rappelle chaque année son projet. Il fréquente aussi assidûment les milieux syndicaux internationaux, jouant un rôle actif et parfois important au Bureau international du travail, à Genève, où il fait la chasse aux atteintes aux droits syndicaux dans les pays de l'Est. Anticommuniste, comme il se doit à FO, il s'assure le soutien des trotskistes de Pierre Lambert et des anarcho-syndicalistes d'Alexandre Hébert. Lorsqu'il brigue le secrétariat général de FO, c'est l'avis d'André Bergeron, qui lui préfère Claude Pitou, grâce à son charisme, à son sens aigu de la manoeuvre et à une coalition où se retrouvent à la fois trotskistes et tenants du syndicalisme traditionnel, conservateur, voire un tantinet archaïque.

Volontiers provocateur, orateur intraitable et brouillon, Marc Blondel rompt aussitôt avec l'image modérée et tranquille de son prédécesseur. Il n'hésite pas à promouvoir le « syndicalisme de contestation », espérant capter par son langage radical, et au besoin par sa pratique de la chaise vide avec le patronat, une

**Il tempête, fulmine, grogne, cogne, impressionne souvent, séduit parfois, mais il ne fait plus peur**

partie des adhérents de la CGT. Le « style Blondel » déconcerte les autres syndicats européens, intrigue le gouvernement (alors socialiste) et déroute le patronat, qui apprendra à changer d'interlocuteur privilégié, en se tournant vers la CFDT. Jouant de son amitié avec François Mitterrand, qui l'emmena déjeuner au restaurant, le « Général », qui aime les honneurs, se fait profiter par ses amis mais affiche un mode de vie modeste — un salaire net mensuel de 14 000 francs et un petit appartement, sans télévision, à La Plaine Saint-Denis —, tire à vue sur Michel Rocard, incarnation avec la CFDT d'une deuxième gauche qu'il déteste par-dessus tout.

Avec l'élection de Jacques Chirac, qu'il a, à sa façon, favorisée, il espère retrouver un rôle de premier plan. Les premiers pas le satisfont : comme à l'accoutumée, le patron de FO est consulté sur le choix de certains ministères-clés. On lui attribue même le renvoi d'Alain Madelin. Mais la déception polaire vite. « D'abord, qu'il protège la Sécurité sociale », avait-il répondu au *Nouvel Observateur*, qui l'interrogeait sur ce qu'il attendait du futur président. Le gel du traitement des fonctionnaires

puis le plan Juppé ont eu raison des illusions de cet européen ténébreux et peu maastrichtien, grand défenseur des acquis des salariés, surtout ceux du secteur public, et qui se cabre dès qu'on s'en prend au statu quo. Convaincu que c'est le gouvernement de la Banque de France qui mène, avec le concours des marchés financiers, la danse de la dérégulation, il incarne désormais le conservatisme syndical.

Michel Noblecourt

**Nicole Notat, la « fonceuse » de la CFDT**



**C'**ÉTAIT au printemps 1983, à la veille d'élections municipales qui s'annonçaient difficiles pour la gauche au pouvoir. Reçu par le président de la République, Edmond Maire déclare, à sa sortie de l'Élysée, qu'un plan de rigueur est nécessaire. Les Français regardent avec étonnement ce syndicaliste qui se prend pour le ministre des finances. Même au sein des salins de la CFDT, la commission exécutive (CE), Edmond Maire ne reçoit le soutien que de deux membres sur dix : Robert Bono et Jean Kaspas. Nicole Notat, entrée comme ce dernier à la CE en 1982, s'oppose à Edmond Maire. L'anecdote est révélatrice. Aujourd'hui considérée — à juste titre — comme l'héritière d'Edmond Maire, Nicole Notat n'a jamais été une bête-ouïe. Pourtant, elle doit tout à l'homme qui dirigea la CFDT de 1971 à 1983. Sans lui, cette institutrice, née le 26 juillet 1947 dans la Marne, n'aurait jamais pu bénéficier d'une promotion aussi rapide.

Issue d'une famille d'agriculteurs plutôt gaulliste, elle choisit l'enseignement. Nommée dans la Meuse, elle adhère dès 1969 au SGEN-CFDT. Si elle refuse de prendre sa carte au PSU, comme plus tard au PS, elle décide très vite de militer à la CFDT. Dès 1970, elle devient secrétaire générale du SGEN départementale, membre de la commission exécutive régionale en 1974 et secrétaire générale du SGEN Lorraine en 1978. 1981 : élu, François Mitterrand prend à ses côtés Jeannette Laot, seule femme de la CE de la CFDT. En vertu de la politique des quotas, seule une femme peut remplacer Jeannette Laot, à l'issue du congrès de Metz en 1982. Edmond Maire choisit Nicole Notat, bien qu'elle n'ait jamais eu de réelles responsabilités interprofessionnelles. Dans la besace de l'impétrante, deux dossiers : la formation et les femmes. Dès cette période, sa démarche est dictée par un souci de pragmatisme qui ne s'est jamais démenti jusqu'à ce jour. D'autres se se-

raient contentées de grandes envolées lyriques sur le rôle des femmes dans la société ; Nicole Notat, elle, décide de mettre en avant l'égalité professionnelle dans les entreprises. Si, douze ans plus tard, le résultat n'est évidemment pas à la hauteur des espérances de celle qui en fut l'inspiratrice, la gestion de ce dossier est révélatrice du fonctionnement de Nicole Notat : concret et visant à l'efficacité.

Dès 1985, malgré le rôle modeste de Nicole Notat à la CE, Edmond Maire a fait son choix. C'est elle qui lui succédera en 1988, et non Jean Kaspas, jugé trop tendre par Edmond Maire. La suite est connue. « Chouchou » des militants, qui n'entendent pas se laisser dicter leur choix par Edmond Maire, Jean Kaspas est élu secrétaire général au congrès de Strasbourg en 1988. Nicole Notat n'est « que » son adjointe. 1992 : après le congrès de Paris, où elle sera reconduite de justesse, elle parvient pourtant au terme de manoeuvres d'appareil à prendre le pouvoir « dans des conditions que je ne souhaite à personne », affirme-t-elle, imperturbable.

Le congrès de Montpellier, en mars, l'a montré : trois ans après, la « révolution de palais » n'est toujours pas passée auprès des militants. Selon les régions, Nicole Notat est surnommée « la tsarine » ou « la Thatcher ». Il est vrai que, comme Edmond Maire, elle n'hésite pas à prendre ses troupes à rebrousse-poil, en attaquant de front la puissante Fédération de la chimie à la tribune du congrès de Montpellier, en se félicitant sans détour du plan Juppé devant les caméras de télévision, ou en proposant au premier ministre des négociations sur le service minimum dans les services publics en pleine grève de la SNCF et de la RATP. « Elle a le culte de l'efficacité. C'est une fonceuse qui voudrait que le syndicalisme français pèse réellement, comme en Allemagne », confie un de ses proches. D'autres, en privé, plus critiques. « C'est une femme remarquablement intelligente, qui a une réelle capacité à diriger une organisation et un véritable talent de manager. Mais elle est victime de son histoire. Enseignante, elle a découvert le patronat autour d'une table de négociation dans les années 80, jamais à l'occasion d'un piquet de grève. Cela s'en ressent aujourd'hui. Bien qu'elle s'en défende, elle est fascinée par les patrons. »

**« Elle a découvert le patronat autour d'une table de négociation, jamais sur un piquet de grève »**

Contrairement au discours officiel, un ancien dirigeant de la CFDT en est convaincu : « Au fond d'elle-même, elle ne croit pas que le syndicalisme français soit en mesure d'être un syndicalisme de masse, à l'allemande. Elle pratique donc un syndicalisme professionnel, essayant de peser par ses capacités gestionnaires et sa connaissance des dossiers. » Sa gestion du dossier Sécurité sociale est révélatrice de ce décalage : « Nous avons manifesté tout sur la forme, même si nous pourrions éventuellement avoir rai-

son sur le fond. [...] Vouloir faire le bonheur des gens malgré eux nécessite une majorité électorale dont le président Chirac peut peut-être se prévaloir, mais sûrement pas la CFDT », vient d'écrire un responsable régional à Nicole Notat. Néanmoins, chacun sait que la secrétaire générale ne se laissera pas détourner de son objectif. Nicole Notat, selon certains, serait aujourd'hui mieux émue qu'elle ne l'a été à Montpellier.

Frédéric Lemaître

**Louis Vianet, la vigie de la CGT**



**L**OUIS VIANET est en pleine forme. Il tient enfin sa revanche. Le congrès qui s'achève, vendredi 8 décembre, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), est bien le sien. A l'extérieur, sur le front des luttes sociales, comme à l'intérieur, pour la conduite de son congrès, il se révèle un redoutable manoeuvrier et devrait faire coup double. Alors que ses alter ego Marc Blondel et Nicole Notat sont encore sous le choc de « l'onde Juppé », Louis Vianet, « Loulou » pour ses proches, tient de main de maître sa confédération et se trouve placé au centre de l'échiquier syndical. Alors qu'il a dû affronter un bureau confédéral turbulent après sa première élection, le 31 janvier 1992, au poste de secrétaire général, il peut aujourd'hui éliminer ses opposants et préparer la place pour son successeur.

NÉ le 4 mars 1933 à Vienne (Isère), entré aux PTT en 1953, après une grande grève au cours de laquelle il adhère à la CGT, Louis Vianet a longtemps souffert d'une image d'apparatchik terne qui lui colle à la peau. Secrétaire général du syndicat départemental des PTT du Rhône en 1959, il gravit méthodiquement les échelons pour accéder, en 1979, à la tête de la fédération. Ni bachelier d'estrade, comme Marc Blondel, ni intellectuel du syndicalisme, comme Nicole Notat, il entre, au congrès de Lille, en 1982, celui où, en pleine période de crispation interne, Henri Krasucki devient numéro un, au bureau confédéral. Directeur de *La Vie ouvrière*, il a alors une réputation d'intransigeance, tout en se montrant attentif aux mutations du salariat et de la classe ouvrière. Il sait surtout mener la vie dure à son prédécesseur, n'hésitant pas, lui qui devient membre du bureau politique du PCF, à fustiger, en 1985, devant le comité central de son parti, la « mollesse » du patron de la CGT face à un gouvernement dont il tient à rappeler, en toute occasion, qu'il est « socialiste ».

Aujourd'hui, alors qu'il est réélu pour un second mandat, Louis Vianet, moins cultivé qu'Henri Krasucki mais doté d'un vrai sens de l'humour, fait feu de tout bois. C'est à moto qu'il s'est rendu le 5 décembre place de la République, à Paris, pour manifester. Cet homme, réservé face à des médias devant lesquels il paraît toujours intimidé, n'hésite plus à faire trois émissions de radio ou de télévision dans la même journée, passant d'un direct à RTL à un autre sur France-Inter, avant d'achever par un enregistrement pour une chaîne de télévision, le tout en plein congrès confédéral.

Louis Vianet est pourtant un homme tranquille qui tient à préserver sa vie privée. Il aime avant tout la chasse, les voyages et les gâteaux de foies gras mitonnés par son épouse. Sa volonté de prendre de la distance, il la démontre même lorsque l'actualité est chaude. Quand Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, veut, en plein week-end du 11 novembre, convoquer en urgence tous les syndicats pour une ultime concertation avant le bouclage du plan « Sécu », Louis Vianet se fait porter absent, laissant à Jacqueline Léonard le soin de conduire la délégation de la CGT.

S'il sait fendre l'armure en appréciant les plaisirs de la vie, le secrétaire général de la CGT joue pourtant en permanence son rôle de vigie. Le 7 juillet, au Canada où il se trouvait en vacances, il téléphone à Michèle Commergnat, secrétaire de la CGT, pour lui demander les raisons de son refus de signer un accord créant un fonds d'intervention pour l'emploi, sur lequel, la veille, le CNPF, la CFDT, FO et la CFE-CGC étaient tombés d'accord. Aussitôt, il exige — et obtient par une signature apposée le 6 septembre — une rectification de tir au sujet d'un texte apportant un plus aux salariés, par un

**Se tenant plus à distance du PCF, il veut être l'homme de la mutation en douceur de son syndicat**

échange entre préretraités et embauchés de jeunes, et permettant surtout à la CGT de renouer par la grande porte avec une politique contractuelle dont elle était absente depuis dix-huit ans. Car Louis Vianet qui, comme ses prédécesseurs, a sacrifié à l'exercice consistant à démontrer par un livre — *Syndicalisme : les nouveaux défis* (Éditions de l'Atelier, 1995) — son appétit de rénovation du syndicalisme, a une réelle ambition pour la CGT. Se tenant plus à distance du PCF, ayant rompu avec la Fédération syndicale mondiale (*Le Monde* du 8 décembre), il veut être l'homme de la mutation en douceur de son syndicat. Un credo l'anime : toute la CGT doit bouger, quitter à conduire un grand écart entre conservateurs et modernistes dans son organisation. Reste à savoir si, tel Jean XXIII, pape de transition, il réussira son agrippement en amenant son syndicalisme au troisième millénaire.

Alain Beauvillier



# L'ère du mépris

par Jean-Michel Denis

**A**UTREFOIS, le clivage majeur au sein de la société opposait les riches et les pauvres. Ce clivage, qui a structuré depuis le Moyen Âge, s'est renforcé à partir du XIX<sup>e</sup> siècle avec la révolution industrielle et l'avènement d'une population nouvelle : le prolétariat. L'antagonisme entre l'ouvrier qui n'a rien d'autre à vendre que sa peine et le propriétaire ou le bourgeois va caractériser les rapports sociaux de la société industrielle jusqu'au milieu des années 60 de ce siècle.

Aujourd'hui, ce clivage se serait déplacé. Il opposerait toujours les nantis aux autres, mais ces nantis ne seraient plus les mêmes. Cette dénomination ne désignerait plus les bourgeois, les capitalistes et autres propriétaires, mais les fonctionnaires.

Il faut entendre ici ce terme de fonctionnaire dans son usage commun, c'est-à-dire dans son sens générique le plus vague, désignant à la fois les membres de la fonction publique et les salariés des entreprises nationalisées : terme interclassiste rassemblant aussi bien les ouvriers et les employés administratifs que les professeurs et les cadres de la fonction publique.

Cette opposition entre les fonctionnaires et les autres est une représentation de notre imaginaire collectif. Elle tend à devenir le clivage majeur au sein de la société contemporaine. En effet, la séparation ne passe plus entre les riches et les pauvres mais entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas. L'emploi a détrôné la richesse. Plus exactement, l'emploi est devenu une richesse. Les « fonctionnaires » étant détenteurs à vie de leur emploi, ils sont donc considérés comme plus riches que les autres.

En ces temps difficiles, on imagine aisément ce que l'utilisation idéologique de cette représentation peut avoir de dangereux, les rancœurs, les jalousies et les désapprobations qu'elle peut susciter. Or le gouvernement actuel n'a pas hésité à s'emparer de cette représentation, à l'instrumentaliser, c'est-à-dire à l'utiliser pour monter une fraction de la population contre une autre afin de faire pas-

ser - en catimini - ses mesures sur la Sécurité sociale. Il a stigmatisé cette catégorie de salariés en tentant de faire apparaître comme scandaleux et comme mortifères les « avantages » dont ces derniers seraient les bénéficiaires.

**La résolution des problèmes de la Sécurité sociale passe par un choix politique qui engage l'ensemble de la nation et non par de simples mesures comptables**

Il est à ce propos assez irrisé de voir des cheminots et des agents postaux gagnant 6 000 francs nets par mois être qualifiés de nantis et de privilégiés par des députés et des ministres - ainsi que par certains journalistes - dont les fins de mois sont certainement moins difficiles à boucler. Par un paradoxe de l'Histoire, ceux qui, comme les cheminots, ont de tout temps été à la pointe du mouvement ouvrier, se sont retrouvés mis à la place de ceux qu'ils combattaient hier.

Les médias ont contribué à cette stigmatisation. La façon dont les journaux télévisés en particulier ont rendu compte des conflits de cette fin d'année dans le secteur public est à cet égard extrêmement significative. L'information consacrée aux grèves s'est limitée à rendre compte des gênes qu'elles ont pu occasionner, de la (réelle) difficulté éprouvée par les salariés du secteur privé à se déplacer et à venir travailler dans la capitale.

Sur les causes profondes des grèves, sur le contenu des revendications, sur les motifs de la détermination des grévistes, silence absolu. Où a-t-on entendu la parole des grévistes ? Sur France 2, le 1<sup>er</sup> décembre, lors de l'émission consacrée par cette chaîne aux conflits sociaux ? Environ trois mi-

nutes sur les deux heures qu'a duré l'émission. Lors de « La Marche du siècle » (France 3) consacrée aux problèmes de l'Université, le 29 novembre ? Les dires de l'actuel et d'un ancien ministre de l'éducation nationale ont dû paraître plus intéressants à Jean-Marie Cavada, qui a organisé son émission autour d'eux, que les propos des étudiants à qui il a à peine accordé la parole.

Dire que l'information audiovisuelle sur les conflits des mois de novembre et décembre est orientée est un euphémisme. On n'appréhendait pas aux journalistes qu'ils participent à la construction de l'événement, et qu'en rendant compte uniquement des effets négatifs provoqués par la grève ils contribuent à la rendre impopulaire. Le propos a même parfois été plus insidieux puisqu'il a été attribué aux seuls grévistes la responsabilité du blocage du pays et de la potentielle faillite d'un certain nombre de PME et de PMI de la région parisienne.

Autrefois, lorsque les mots faisaient moins peur, on dénommait cette présentation uniforme et partielle de la réalité « idéologie dominante », et les institutions qui la délivraient « appareils idéologiques d'Etat ». Aujourd'hui, on préfère parler de « pensée unique ».

On peut imaginer que cette expression de « pensée unique » est née en 1982 lorsque le gouvernement socialiste a dû convaincre, sans discuter, le « peuple de gauche » que l'instauration d'un plan de rigueur était la « seule politique de gauche ». Aujourd'hui, treize ans après, le procédé n'a guère changé. Il s'agit de convaincre des salariés sceptiques - c'est une litote - que les mesures présentées par le gouvernement à propos de la Sécurité sociale sont les seules possibles.

La pensée unique illustre l'idée que les hommes responsables ne sont pas d'un camp mais de tous bords et que la clairvoyance transcende les partis. Le soutien apporté par une certaine « élite d'experts » à l'actuelle réforme de l'assurance-maladie en est une preuve éclatante. On retrouve, avec ce soutien, la ligne de partage qui avait séparé l'opinion lors du référendum sur le traité de Maas-

tricht entre les « progressistes » d'un côté, qui nous promettaient monts et merveilles sur l'Europe sociale, et les « rétrogrades » de l'autre, entre la bourgeoisie éclairée et le peuple qui ne sait pas et qu'il faut guider.

On rappellera à ces prétendus experts et à Paul Ricoeur, philosophe qui fait partie de ce comité de soutien, ce que ce dernier affirmait dans un entretien accordé au Monde : « On se dessaisit, on profite des experts de décisions concernant les problèmes économiques, financiers, fiscaux, etc. Ces domaines sont devenus si compliqués, nous dit-on, qu'il faut nous en remettre ou juger de ceux qui savent. Il y a là, en réalité, une sorte d'expropriation du citoyen. La discussion publique se trouve ainsi captée et monopolisée par les experts. Il ne s'agit pas de nier l'existence de domaines où des compétences juridiques, financières, ou socio-économiques très spécialisées sont nécessaires pour saisir les problèmes. Mais il s'agit de rappeler aussi et très fermement que, sur le choix des enjeux globaux, les experts n'en savent pas plus que chacun d'entre nous. »

En désaccord avec l'orientation saint-simonienne de la résolution des crises par les élites, nous pensons, à l'instar de la déclaration passée de Paul Ricoeur, que le recours exclusif à l'expertise tue la citoyenneté. La résolution des problèmes de la Sécurité sociale passe par un choix politique qui engage l'ensemble de la nation et non par de simples mesures comptables. Ce qui explique l'importance et la durée des conflits qui paralysent le pays, ce que Nicole Notat n'a pas compris, c'est qu'une fois de plus les salariés se voient placés devant le fait accompli, n'ayant absolument pas été consultés sur des décisions qui les concernent directement.

Plus qu'une simple crise de notre système d'assurance sociale, les mouvements sociaux que nous vivons aujourd'hui témoignent des limites actuelles de notre démocratie.

**Jean-Michel Denis** est maître de conférences de sociologie à l'université de Morne-la-Volée.

# La trahison des médiateurs

par Frédéric Lordon

**D**ÉCOUVERT hier, au hasard d'une rue de banlieue, un nouvel emploi. L'homme, debout sous la neige, réajuste sur son pull un papier scotché. En gros caractères, l'annonce d'une convention d'entreprise qui se tient à quelques centaines de mètres de là et le fléchage. C'est un piquet humain.

Il faut être maintenant un esprit spécialement borné, ou bien contrefaire son analyse à des fins stratégiques, pour persister à ne voir dans la présente crise sociale qu'une accumulation de revendications statutaires. Il faut être obtus et sourd pour ne pas entendre derrière le rappel affolé des acquis sociaux la plainte confuse d'un corps social brutalisé depuis quinze ans et qui crie par où il peut crier.

De la base fonctionnaire, et comme par un mandat de délégation qui aurait été remis par tous les piquets humains, monte une parole, non pas inarticulée, mais trahie par tous les médiateurs.

Trahie par des journalistes de la télévision, accoucheurs désespérés d'incompréhension - « Mais quelles sont vos revendications ? », alors que leur répertoire ne permet pas de dire le dixième de sa colère. Par des leaders syndicaux dont la relation régulière et presque familière, avec le pouvoir s'est construite autour de routines indiciaires, statutaires et revendicatives, hors du langage desquelles aucun problème social ne parvient à trouver une expression.

Et les « élites ». Ah ! les « élites » ! Du technocrate qui nous gouverne aux « experts de gauche », tous sont frappés de stupeur : la beauté des abaque qu'ils dessinent pour la Sécurité sociale n'emporte pas immédiatement l'adhésion des manants, stupidement rétifs à entrer dans le « cercle de la raison », celui où, paraît-il, se tiennent les « vrais joueurs ».

La cécité satisfait de ses uns se conjugue donc à l'archaïsme ou aux intérêts stratégiques des

autres pour imposer au mouvement social des formes d'expression routinisées, manifestement inadéquates, et camoufler derrière la discussion de revendications techniques le grondement de la révolte. Face à cette colère-là, et quels que soient les mérites objectifs de la réforme de la Sécurité sociale, les bonnes paroles gestionnaires ne font plus le compte.

C'est de la politique qu'il s'agit de faire maintenant, et d'abord en donnant au malaise son vrai nom : le sentiment de l'injustice sociale. Cette crise permettra-t-elle, après le lessivage idéologique des années 80, de retrouver le sens de quelques réalités indiciaires ? Le lieu de travail est souvent un lieu de violence et d'oppression. Le chantage à l'emploi y est l'instrument permanent de la discipline. L'abus de pouvoir ne laisse le choix - et particulièrement aux jeunes - qu'entre l'exclusion et des formes de servilité salariale.

**Il suffirait de quelques mots bien choisis pour que les employés du privé reconnaissent dans la parole confuse de la base fonctionnaire l'expression de leur propre souffrance**

Quand bien même les salariés à statut ne souffrent pas de tous ces maux, ils en connaissent certains, et suffisamment bien pour être les porte-parole crédibles de tous les empêchés. Il suffirait d'ailleurs de quelques mots bien choisis pour que les employés du privé reconnaissent dans la parole confuse de la base fonctionnaire l'expression de leur propre souffrance, et basculent eux aussi de la soumission à la révolte.

Et ceci encore, car c'est tout un : ils ne sont pas légitimes, ceux-là qui préchent la flexibilité du marché du travail au prétexte qu'ils auraient connu eux-mêmes la dureté du renvoi, mais d'un poste de PDG et avec 20 millions d'indemnités - 266 années de SMIC ! Ils ne sont pas légitimes, les professeurs de modération salariale dont les plus-values sur stock options se chiffrent par centaines de millions.

Ils ne sont pas légitimes, les experts autoproclamés qui recommandent le strict alignement du salaire sur la productivité marginale quand la longue suite de leurs déboires industriels et financiers ne les a pas empêchés d'acquiescer constamment leur rémunération. Pour Alain Minc, récemment interrogé, le public après le privé devrait consentir à « l'ascèse de la réalité ». Après s'être demandé à quoi a bien pu ressembler dans son cas une telle « ascèse », il faut entendre la suite : le mécontentement des fonctionnaires est incompréhensible puisque le privé, lui, a fait sa conversion sans faire de grève. De cette dernière proposition, on se demande quel est, du cynisme ou de l'aveuglement, le principal ingrédient.

Ces « élites », définitivement hermétiques à la réalité du monde social, se rendent-elles compte de la docilité et de la gentillesse du corps social à qui elles ont l'heure de faire la leçon ? « Ça » débraye, « ça » manifeste, « ça » tape sur des bidons pour faire du bruit. Mais c'est vraiment bien le moins. Plaise au ciel que ne vienne pas un jour où, pour un abaque de trop ou un piquet humain mal planté, les « vrais joueurs » se retrouvent en liquette et en lambeaux au milieu des ruines fumantes d'un « cercle de la raison ».

**Frédéric Lordon** est chargé de recherche au CNRS.

**Alexandre Lebed** est vice-président du Congrès des communistes russes.

Agence d'information russe Novosti.

# La Russie doit être gouvernée par des patriotes

par Alexandre Lebed

**L**E XXI<sup>e</sup> siècle sera, que nous le voulions ou non, celui d'un nouveau partage du monde. Le plus important : le plus dur aussi. La Russie en sera le centre : un pays immense, manifestement sous-peuplé, d'une richesse colossale, incapable ces dernières décennies de mettre à profit ne serait-ce que le dixième de son potentiel.

La Russie a pour premier adversaire potentiel l'OTAN. Rien ni personne ne la retient, l'Organisation a démontré une nouvelle fois en Bosnie son attachement à « la politique de force ». Si l'OTAN choisit de rapprocher ses troupes de nos frontières, la Russie sera tout simplement contrainte de prendre des mesures de rétorsion. Elle constituera une nouvelle alliance de défense, elle résultera les accords précédemment conclus, elle reviendra à la tactique de la dissuasion nucléaire, bien que nous n'ayons pas besoin de cela.

Au Sud-Est, le monde islamique, dont la pointe extrême passe par la Tchétchénie, est en train de se renforcer. L'énorme pays qu'est la Chine représentera 1,6 milliard d'hommes dans quinze ou vingt ans, selon certaines prévisions. Cette situation pourrait poser un problème physique d'espace, source de conflits éventuels.

Pour toutes ces raisons, il est vraiment indispensable, aujourd'hui, d'élaborer et de mettre en œuvre un programme d'Etat relatif à la sécurité, ainsi qu'une loi sur la sécurité. Il faut aussi définir les mécanismes de leur mise en œuvre et assurer un financement suffisant.

Il est crucial d'améliorer la préparation au combat et la formation professionnelle de l'armée, de rendre l'espoir aux hommes, la conviction qu'ils servent une patrie et non des chefs. Il est indispen-

sable de modifier le principe de formation des divisions, du recrutement, de mettre au point les modalités du transport des troupes, d'améliorer la structure d'unification des diverses administrations de la force publique.

L'écologie constitue un autre aspect important de la sécurité nationale. Le tiers du territoire russe est classé en zone de catastrophe écologique. On assiste à une destruction barbare de la nature, mais personne ne fait rien.

La santé de la population est étroitement liée à l'écologie. Les statistiques de l'année dernière font apparaître un chiffre des décès supérieur d'un million à celui des naissances. Seul un tiers des nouveau-nés est en bonne santé. Les prévisions pour l'an 2000 avancent le chiffre de 13 %, si l'évolution actuelle persiste.

On ne peut que comprendre cette vérité première : les principales denrées alimentaires doivent être produites chez nous pour garantir la survie de l'Etat. Je ne permets pas de rappeler deux chiffres à ce propos : pendant la grande guerre patriotique, le PIB a diminué de 34 % du fait des années terribles 1941-1942 ; il a chuté de 43 % entre 1992 et 1995. Or il s'agissait du conflit le plus destructeur qu'ait jamais connu l'humanité.

Il ne semble pourtant pas que nous soyons en guerre aujourd'hui. C'est pourquoi on ne peut s'empêcher de penser qu'une guerre d'un autre genre, une guerre économique, est menée savamment contre nous par des professionnels. Nous avons vendu 70 % de notre marché alimentaire.

Une pratique a été généralisée en province : certains nous aident à reconstruire les usines chimiques, métallurgiques, mais cette aide n'est pas désintéressée. Le but est de nous faire garder chez nous ces

entreprises polluantes, qui véhiculent la tuberculose, la silicose et autres calamités, et de nous faire livrer d'autre part des produits écologiquement « propres » aux pays « bienfaisants ».

**Si l'OTAN choisit de rapprocher ses troupes de nos frontières, la Russie sera contrainte de prendre des mesures de rétorsion**

Les paquets d'actions de contrôle de nombreuses entreprises sont aux mains de groupes étrangers. Si, auparavant, ces derniers se sentaient quelque peu gênés, ils ont maintenant le sentiment d'être les maîtres absolus sur notre territoire. Nul ne sait l'orientation que prendront par la suite ces nouveaux maîtres.

S'agissant de l'économie, on peut envisager plusieurs solutions efficaces. Prenons, pour commencer, la frontière avec l'Estonie. Quelle est cette frontière qui permet de nous piller aussi effrontément au vu de tous ? Depuis quelques années, en effet, l'Estonie vient au quatrième rang dans le monde pour l'exportation de métaux non ferreux, alors que son sous-sol ne recèle qu'une quantité limitée de bouillie schisteuse. A qui appartient donc les métaux non ferreux qu'elle vend ? A la Russie, c'est clair. Il faut se préoccuper d'urgence, et au niveau le plus haut, de rectifier les frontières. C'est possible.

Douze gisements d'or ont été

prospectés en Russie, mais ne sont pas exploités. Pourquoi ne pas les mettre en valeur afin de compléter nos réserves d'or ?

Il existe une autre possibilité pour résoudre les problèmes économiques. Trois à cinq mille milliards de dollars appartenant à la Russie dorment dans les banques suisses. Ces sommes correspondent aux dépôts effectués en 1917 et tout de suite après la révolution. Je ne comprends pas pourquoi nous devrions hériter des dettes de l'Union soviétique et non du patrimoine qu'elle a accumulé tout au long d'une histoire millénaire. Pourquoi ne pas proclamer que nous sommes aussi les héritiers de cette Russie-là, que nous sommes prêts à assumer ses dettes et ses dividendes ? Certains experts sont prêts à nous fournir une aide juridique pour faire valoir nos revendications et nos droits.

Une politique fiscale réfléchie constituerait aussi un véritable levier permettant de modifier radicalement la situation économique intérieure. Quand un Etat fait franchir aux impôts la barre critique des 45-50 %, il s'ensuit inévitablement une chute générale de la production et un refus généralisé de payer les impôts. Oui, les gens doivent payer des impôts, mais il faut leur permettre de gagner suffisamment pour mener une vie normale.

La lutte contre la criminalité et la corruption peut elle aussi trouver sa solution. Les organes du maintien de l'ordre se trouvent aujourd'hui dans une situation lamentable. Les criminels possèdent des voitures rapides, des armes automatiques, communiquent par satellite, disposent de gilets pare-balles exceptionnels, de systèmes d'écoute et autres techniques modernes. Et qui trouvent-ils, en face ? Un lieutenant de la milice porteur



**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani  
Directeur adjoint : Dominique Lévy, directeur général  
Nol-Jean Bergeron, directeur de la rédaction  
Directeur adjoint de la rédaction : Gérard Pélissier  
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction :  
Thierry Fenech, Robert Solé  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Paul Bessis, Bruno de Camas, Pierre Gaspard, Laurent Girel, Daniel Heymann,  
Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhote, Manuel Luchet, Luc Rosenzweig  
Rédacteur en chef technique : Eric Assan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmont  
Directeur de la gestion : Eric Piatroux, directeur délégué : Anne Chassebois  
Conseiller de la direction : Alain Rollet, directeur des relations internationales : Daniel Vermet  
Médiateur : André Laurens  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Béraud, vice-président  
Associés directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982),  
André Laurens (1982-1985), André Fomont (1985-1991), Jacques Lacroix (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde.  
Durée de la société : cent ans à compter du 18 décembre 1894.  
Capital social : 855 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,  
Association Hubert Bonville-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Éditions, Jean-Marie Colombani, président du conseil.  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75014 PARIS CEDEX 15  
Tél : (0) 46-45-35-25 Télécopieur : (0) 46-45-35-29 Tél : 205 8066  
ADMINISTRATION : 1, place Hubert Bonville-Méry 91502 L'YVY-DAU-SEINE CEDEX  
Tél : (0) 46-45-35-25 Télécopieur : (0) 46-45-35-29 Tél : 205 8111

## Schizophrénie à la française

Suite de la première page

Que déplorent donc les Français, avec plus ou moins de véhémence, sous un âge d'or, un passé glorieux déjà légendaire ? Une France patiemment érigée aux lendemains de la victoire du Front populaire, en 1936, et lors du bref prurit révolutionnaire de la Libération. Une France gèreuse avec ses cheminots, ses électriciens, ses postiers. Une France qui affiche son beau nom sur ses entreprises comme un étendard protecteur : Electricité de France, Gaz de France.

Une France prospère, dont la démographie abondante valait promesse pour les salariés d'une retraite honnête, payée rubis sur l'ongle. Jean-Pierre Chevènement a justement résumé l'autre jour à l'Assemblée nationale ce qui meoade de o'être plus qu'un vieux rêve : « La retraite, c'est le patrimoine de ceux qui n'ont pas de patrimoine. »

### NEUTRALITÉ BIENVEILLANTE

Cette France-là n'est-elle pas défunte ? Les Français, perdus d'angoisse, le pressentent et ne savent plus trop comment exprimer leur douleur. Deux peurs les hantent : celle de voir bientôt une majorité de jeunes réduits au chômage ou à des métiers « payés 5 000 balles » ; celle de former, à l'âge de la retraite, un peuple errant de SDF. Comme si la Malou France, autrefois si accueillante, offrait le lait et le vin, n'avait plus à proposer à ses habitants qu'un brouet ooli.

Au terme d'une longue décennie de rigueur, la nouvelle thérapie du docteur Juppé semble aux Français insupportable. La maladresse du premier ministre, sa stratégie du secret et son défaut de pédagogie ont achevé de cristalliser la crise. Morose, déprimée, la France est entrée en grève comme en pèlerinage, partie proeante d'un mouvement social qui la dépasse, qu'elle comprend mal mais qu'elle approuve vaguement. Elle est en marche. Elle avance comme un zombie.

### PRÉCISION

#### M. GISCARD D'ESTAING ET LE FN

Nous avons indiqué, dans le titre d'un article paru dans les premières éditions du Monde du 8 décembre, que Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, avait appelé à faire battre les candidats du Front national aux élections législatives partielles de Seine-et-Marne. En fait, il fallait comprendre qu'en demandant aux électeurs de l'UDF de « ne voter que pour des candidats qui partagent leur système de valeurs », l'ancien président de la République leur recommandait implicitement de ne pas choisir entre le candidat du Mouvement des citoyens, présidé par Jean-Pierre Chevènement, et le candidat du Front national, qui s'affronteront au second tour, dimanche 10 décembre, dans la troisième circonscription de Seine-et-Marne.

### RECTIFICATIF

#### IRAK-KOÛÛT

C'est l'Irak qui a envahi le Koweït en 1990, et non l'inverse, comme une erreur malencontreuse nous l'a fait écrire dans un de nos articles du Monde du 6 décembre.

Dans les usines et les bureaux, les rues et les voitures transformées en taxis collectifs gratuits, l'agressivité est marginale. On se rend à leur travail sans trop protester contre les grévistes. Comme si ces « otages » étaient sous hypnose.

Un sondage CSA publié le 23 novembre dans *Le Parisien* montrait ainsi que 62 % des sondés soutenaient ou exprimaient leur sympathie avec la grève des fonctionnaires. Quinze jours plus tard, ils sont encore 59 % à éprouver les mêmes sentiments alors que les intempéries s'ajoutent à la fatigue, aux dizaines d'heures d'embouteillages accumulés par chacun. Ainsi les Français continuent-ils d'afficher très majoritairement une neutralité bienveillante et apaisée.

On ne peut en conclure que les Français jugent ce mouvement social sympathique. Mais il leur semble, à l'évidence, compréhensible sinon naturel. Il leur permet d'exprimer, dans la confusion, leur regret du passé. Et leur désarroi que ce passé ne puisse servir de calque pour l'avenir.

Laurent Greilsamer

DANS le conflit qui les oppose aux salariés du secteur public, Jacques Chirac et Alain Juppé viennent de recevoir le soutien actif de deux acteurs importants : l'Allemagne et la Banque de France. Ce double renfort peut être un cadeau empoisonné. Il est pourtant aussi une première victoire des manifestants.

A Baden-Baden, à l'occasion du sommet franco-allemand, le chancelier Helmut Kohl a félicité Jacques Chirac de « l'effort considérable » engagé par le gouvernement français pour réduire les déficits et « préparer ainsi la France à affronter le futur » dans les meilleures conditions. A Paris, malgré l'agitation sociale, Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque, a réduit l'un de ses taux d'intervention, exprimant ainsi la confiance des autorités monétaires dans la politique menée par Alain Juppé.

Ce double soutien est exceptionnel. Il traduit la vive inquiétude que font naître, en Europe, les mouvements sociaux qui bloquent actuellement la France. Les dirigeants allemands n'ont pas l'habitude d'intervenir dans les affaires intérieures françaises. Si le chancelier s'est décidé à exprimer aussi nettement son appui, c'est

## Le Monde

EDITORIAL

## Deux soutiens pour M. Juppé

qu'il a le sentiment que l'avenir de la construction européenne est en jeu. La même analyse est faite dans les autres capitales, à Londres notamment.

De même, la décision de la Banque de France marque une évolution sensible dans le comportement de l'institut d'émission. Jusqu'à présent, elle était exclusivement focalisée sur le maintien de la parité franc-mark. Elle ne réduisait ses taux directeurs qu'après avoir constaté un recul du loyer de l'argent sur le marché. Pour la première fois depuis qu'elle a acquis son indépendance, elle anticipe le mouvement. La réduction de son taux des appels d'offres, jeudi 7 décembre, est certes modeste. Elle n'en est pas moins très clairement un signal. La Banque montre qu'elle n'est pas à la solde des marchés et qu'elle n'est pas insensible à la situation poli-

tique. Elle exprime sa confiance dans la détermination du gouvernement à mener à bien ses réformes. Elle répond aussi à ceux qui, comme Charles Pasqua, accusent la Banque de tenir trop serrés les freins monétaires.

La popularité du président et de son premier ministre ne s'en trouvera pas dopée dans l'immédiat. La convergence entre la Banque de France, Matignon et Bonn pourrait même être exploitée par les adversaires du traité de Maastricht. Toutefois ce double renfort - celui de deux personnalités qui symbolisent, chacune à sa manière, la rigueur - peut permettre d'alléger la pression qui pèse sur l'économie française.

C'est en ce sens qu'il constitue, paradoxalement, un premier succès des grévistes : l'Allemagne a compris que la France soutient l'Europe, mais qu'elle ne veut pas que cela se fasse au prix d'une fracture de la société ; la Banque a réalisé que la France accepte la réforme, mais que celle-ci ne peut être menée que dans les conditions d'une croissance minimale. Il faut donc que le soutien exprimé par MM. Kohl et Trichet continue à se traduire dans les faits.

## Jeu par Hachfeld



## Le retour du « défi américain »

QUAND des Japonais rencontrent des Européens, de quoi parlent-ils ? Ils parlent des États-Unis. Mais alors que, au début des années 90, lorsqu'ils se retrouvaient entre eux, patrons nippons et européens s'accusaient mutuellement de vouloir construire des « forteresses » et s'interrogeaient sur le « déclin » de l'Amérique, aujourd'hui, lorsqu'ils se réunissent, ils s'inquiètent d'abord de la puissance retrouvée de l'économie américaine.

« L'Amérique est de retour. » Le constat ne vaut pas en effet que sur la seule scène diplomatique, un domaine dans lequel l'Onclé Sam n'hésite pas à se comporter parfois avec une certaine désinvolture. Le retour est plus frappant encore dans le champ économique. Réunis le 30 novembre au 3 décembre à Lyon par l'institut Aspeco France autour de Raymond Barre pour une quatrième conférence Europe-Japon, une cinquantaine de dirigeants économiques des deux régions (des chefs d'entreprise, des responsables politiques, des universitaires...) se sont en effet largement retrouvés sur ce même diagnostic. On a beaucoup cité, au cours de ces quatre jours, *Le Défi américain*, ce livre publié par Jean-Jacques Servan-Schreiber dans les années 60.

Face aux difficultés que connaissent le Japon et l'Europe, l'Amérique affiche, il est vrai, une belle santé. L'archipel traverse sa plus grave crise économique depuis la seconde guerre mondiale. Sous l'effet d'un yen fort et du dégonflement de la bulle spéculative née des années 80, il vit sa quatrième année consécutive de stagnation, un choc pour une économie habituée à des rythmes de croissance supérieurs à 5 %. Et les assurances d'une reprise prochaine données par les bureaucrates japonais à leurs homologues européens ne parviennent pas à convaincre. L'Europe ne va pas vraiment mieux. La reprise d'y aura duré qu'une bien courte période - à peine deux ans en France.

Sur le vieux continent, le chômage reste massif : au-dessus de 10 %. Les deux régions souffrent enfin d'un vieillissement accéléré et d'une grande méfiance à l'égard de l'arrivée d'une population étrangère jeune et active. En face, sur la troisième pointe du triangle, aux États-Unis, l'économie affiche en revanche des performances spectaculaires. Défilant les théories classiques du cycle conjoncturel, la croissance américaine entre en effet maintenant dans sa cinquième année. Comme le soulignait encore la semaine passée les experts de l'OCDE, il n'y a, outre-Atlantique, toujours aucun signe d'une reprise de l'inflation. Le chômage y est au plus bas : à 5,4 %. Les cotisations se sont restructurées et ont réalisé des gains de productivité considérables. Elles ont démontré, dans l'automobile, l'armement et la banque par

exemple, une capacité de rebond qui fait l'admiration des Japonais comme celle des Européens. Signe de cette confiance retrouvée, la Bourse de Wall Street vole de record en record.

Ce retour de l'Amérique concerne presque toutes les industries. Les États-Unis continuent certes à contrôler le marché mondial du pétrole. Ils conservent une influence forte sur celui des produits alimentaires - l'un des secteurs déterminants pour l'avenir. Grâce à un effort considérable de rationalisation et de restructuration engagé depuis le milieu des années 80, les Américains ont retrouvé leur leadership dans nombre d'industries traditionnelles. Ils sont aussi toujours largement en avance dans l'internationalisation de leur industrie. D'après l'administration japonaise, la production des entreprises sous influence américaine réalisée hors du territoire des États-Unis représente plus de 25 % du PIB américain. Cette proportion se serait de 10 % à 15 % pour les Européens, de 6 % pour les Japonais.

Mais ce qui inquiète davantage, c'est la « véritable domination mondiale » acquise par les Américains dans les industries du XXI<sup>e</sup> siècle : la finance, le multimédia et les industries culturelles. Japonais et Européens constatent, ensemble, l'avance prise par les États-Unis dans toutes ces activités liées à la société de l'information et de la communication.

Déjà menacés par quelques affronts significatifs - comme les sanctions infligées à New York par les Américains aux groupes nippons Daiwa et Nomura -, les Japonais ont aussi subi de lourdes pertes outre-Atlantique dans l'immobilier ou dans le cinéma. Ils souffrent aujourd'hui de voir l'Amérique prodire sa revanche dans les secteurs de pointe. Les signes de l'avance américaine y sont multiples. Les États-Unis ont une véritable politique industrielle : Al Gore et son projet - pourtant très peu doté financièrement - sur les autoroutes de l'information font l'envie des Japonais et des Européens. Ils ont la technologie. Ils sont en train de se constituer des groupes industriels puissants - les Micro-soft, Time Warner, etc. Ils multiplient les expérimentations et disposent déjà d'une infrastructure importante. Plus de 40 % des ménages possèdent un ordinateur personnel (un PC) aux États-Unis. Ils se sont dotés de 10 % en France. Près de la moitié des cadres américains travaillent quotidiennement avec leur PC : 10 % à peine au Japon.

Dominants par leur avance dans les secteurs les plus prometteurs, les Américains laissent aussi par leur monnaie - le dollar - et par leur langue. Japonais et Européens s'inquiètent du fait qu'ils sont, les uns et les autres, de plus en plus dépendants d'une information en anglais, diffusée par des médias sous influence américaine. Avec l'extension des réseaux multime-

dias, la langue anglaise et la culture qu'elle transporte devraient voir encore leur domination se renforcer. La force de l'Amérique, c'est en réalité sa capacité d'adaptation à l'actuel mouvement de mondialisation auquel font face tous les pays industriels.

Le signe le plus tangible de cette force, l'Amérique le révélerait sur le terrain de l'emploi. Japonais et Européens s'émervillent ainsi de l'« extraordinaire flexibilité d'emploi » à laquelle on assiste aux États-Unis au cours des dernières années, des emplois nouveaux concentrés dans les activités de service. « Aux États-Unis, chacun cherche à se donner son emploi, alors qu'en Europe comme au Japon, l'emploi est donné par des institutions » : ce serait l'un des secrets de l'Amérique, de sa plus grande flexibilité.

Si l'Amérique est redevenue - mais avait-elle jamais abandonné ce statut ? - la principale puissance économique mondiale, elle n'en continue pas moins de souffrir de certaines faiblesses, souvent soulignées de ce côté-ci de l'Atlantique. Ainsi, elle n'arrive pas à imposer toujours sa loi dans les affaires du monde : Bill Clinton a dû réduire ses ambitions aussi bien à Osaka le mois dernier - au sommet de l'APEC - qu'à Madrid dimanche 3 décembre lors du sommet euro-américain. A chaque fois, ses partenaires ont revendiqué et obtenu la capacité de définir eux-mêmes le rythme de leur libéralisation commerciale.

Les faiblesses américaines, ce sont cependant surtout et toujours un système d'éducation profondément malade, une organisation médicale mal adaptée et une situation menaçante dans les ghettos urbains. C'est aussi la crise de l'épargne : les États-Unis restent incapables d'assurer par eux-mêmes le financement de leur développement. Les Japonais et les Européens peinent à tenir, avec leur capacité d'épargne, une supériorité sur l'Amérique. L'opposition entre l'Europe et le Japon d'une part, l'Amérique de l'autre, c'est finalement le conflit entre d'un côté des économies vieillissantes et tentées par le repli et, de l'autre, une économie ouverte et offensive. C'est la confrontation entre des nations qui s'appuient sur leur épargne et une puissance qui parle sur les nouvelles technologies. L'Europe, le Japon et les États-Unis sont confrontés à un même défi : celui de la mondialisation, celui de leur entrée dans la société de l'information. Pour l'instant, l'Amérique fait preuve d'une meilleure capacité d'adaptation. L'issue du combat reste pourtant encore incertaine. La manière dont l'Europe gèrera sa transformation sociale et le Japon sa mutation financière sera, à cet égard, décisive.

Erik Izraelwicz

### REVUE DE PRESSE

#### FINANCIAL TIMES

Samuel Brittan

Il est regrettable que le mot le meilleur pour décrire de trop nombreuses réactions anglaises à l'agitation sociale en France soit le mot allemand de *Schadenfreude*. Il est difficile de trouver un équivalent français. Un de mes collègues suggère simplement *jote mauvaise*. Un autre suggère *ricanement des malheurs d'autrui* (...). Pourtant la bataille que livre Alain Juppé a pour but de moderniser l'économie française. C'est une bataille commune à la plupart des pays européens (...). L'ironie de l'histoire est que le gouvernement français justifie cette bataille par la nécessité de répondre aux critères de la monnaie unique européenne en 1999, alors que la préoccupation majeure de Margaret Thatcher quand elle livrait une bataille identique contre l'extrémisme syndical au début des années 80 était précisément d'éviter de la liser, si peu que ce fut, aux institutions européennes. C'est pourtant la même bataille et elle devra être menée quelle que soit la politique des taux de change.

#### LE FIGARO

Jean d'Ormesson

La vérité - M. Giscard d'Estaing l'avait vu il y a longtemps - est que les Français sont malheureux. Pourquoi sont-ils malheureux ? Ils n'ont plus devant eux de grande espérance pour porter leurs efforts, et trop souvent leurs souffrances (...). L'Europe en est une. Une belle, une grande espérance. Beaucoup commencent à en douter. Et un des effets des événements actuels est de la rendre moins crédible. Dans un monde ravagé par l'intolérance, la liberté reste aussi une grande espérance. Mais que signifie la liberté pour ceux qui ne savent pas comment boucler leurs fins de mois ni quel sera l'avenir de leurs enfants ?

#### LE POINT

Claude Imbert

Un songe fabuleux a fait de notre pays une nation somnambule. Le réveil est périlleux. On s'en doute (...). Ces masses ogresses, ces défilés anachroniques prononcés, avec des slogans fétifs, les derniers vestiges d'un grand rêve évanoui. Ils jouent, dans nos rues, le psychodrame d'une révolution pour la protection de l'acquis et le maintien du passé... En somme, une révolution-involution : la première du genre !

#### EUROPE 1

Alain Duhamel

Au stade où nous en sommes, c'est sans doute Marc Blondel qui tient la clé de la prochaine étape, selon qu'il acceptera ou non de participer au dialogue. Si celui-ci se oone, il est vraisemblable qu'Alain Juppé s'y joindra alors personnellement dès le début de la semaine prochaine.

#### RTL

Philippe Alexandre

Au début, les manifestations avaient pour cible le plan Juppé. C'est Alain Juppé en personne qui a été ensuite pris à partie. L'étape suivante, ce sera le tour de Jacques Chirac. Car il y a dans notre Cinquième République une logique imparable selon laquelle (...), en fin de compte, le responsable c'est lui.



551 من اصل 551

# ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 9 DÉCEMBRE 1995

**BUDGETS** Le fort ralentissement de la conjoncture depuis la rentrée a pris les entreprises de court. Au moment d'établir leurs prévisions pour 1996, elles sont perplexes : est-ce un

simple ajustement de l'activité ou le début d'une récession ? EN L'ABSENCE de signe positif, les groupes ont choisi la prudence. Les pessimistes optent pour une croissance

zéro, les plus sûrs d'eux pour une croissance de 5 à 6 %. CET ATTENTISME se reflète dans les choix budgétaires. La réduction des coûts et le désendettement sont plus que ja-

mais à l'ordre du jour. LES INVESTISSEMENTS vont être à nouveau calculés au plus juste. Seuls les groupes solides ont des ambitions d'expansion. L'EMPLOI risque à

nouveau de pâtir de ces budgets restrictifs. Les augmentations de salaires prévues ne devraient pas permettre de compenser les nouvelles ponctions fiscales.

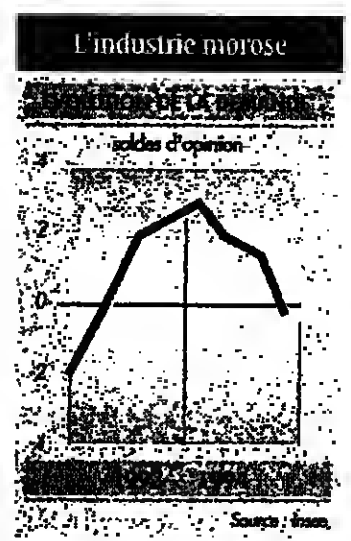
## Les industriels français abordent l'année 1996 tous freins serrés

La réduction des coûts et le désendettement restent les priorités affichées par les sociétés. Investissement, emploi et - a fortiori - augmentations salariales apparaissent à nouveau sacrifiées

EN OCTOBRE, CF2M avait fait une première ébauche de son budget pour 1996. La PME parisienne, spécialisée dans la fonderie, prévoyait entre 7 à 10 % de progression de ses ventes pour l'an prochain. Deux mois plus tard, l'exercice est entièrement à refaire : la dégradation de l'activité a été telle que plus aucune prévision n'est valable. Il n'est plus du tout question pour la PME d'accroître son budget. « Si l'été est comme cette année, ce ne sera déjà pas si mal », affirme son président, Jean-Pierre Frot.

La plupart des entreprises sont dans le même embarras. Le retournement brutal de l'activité, à partir de l'été, les a prises à contrepied. Brusquement, la croissance s'est évanouie. Depuis, chaque mois marque un nouveau ralentissement : les groupes n'achètent plus rien et puisent dans leurs stocks ; les investissements stagnent ; la consommation est en berne. Le repli est européen. A l'exception de l'Italie, tous les autres pays de l'Union européenne, notamment l'Allemagne, premier marché d'exportation français, connaissent un net refroidissement. « Est-ce un ajustement passager avant une reprise de la croissance ou bien un renversement total de la tendance ? », s'interroge-t-on chez le cimentier Lafarge. Comme dans

tant les autres sociétés. Les économistes de plusieurs fédérations patronales pensent que la production industrielle devrait croître de 1 à 2 % l'an prochain. La prévision laisse perplexes de nombreuses entreprises. En l'absence de tout signe positif, elles s'avancent tous freins serrés vers



Source : IFOP

1996. « Nos budgets ne connaîtront aucune progression », assure Yves Rambaud, président d'Eramet (nickel, aciers rapides). Croissance zéro aussi chez le groupe laitier Sodial (Yopla, Candia), qui considère cependant l'objectif comme ambitieux, compte tenu des baisses des prix frappant le secteur depuis trois ans. Croissance zéro toujours à DMC, ce qui représenterait presque « une inversion de tendance » pour le groupe textile, qui a connu une chute de 7 % de son chiffre d'affaires cette année.

La majorité des sociétés n'osent pas afficher un chiffre aussi symbolique : être stable, c'est déjà la première marque d'un recul. Elles préfèrent évoquer des prévisions de croissance modérée de 2 à 3 % qui leur permettraient d'atteindre un point d'équilibre. Mais l'esprit est le même. Elles ne veulent pas croire à une récession, mais elles n'espèrent pas non plus une activité soutenue. Se qualifiant de « valeur de croissance », Legrand refuse des anticipations aussi basses. Le groupe d'équipements électriques espère progresser d'au moins 5 à 6 %, misant sur ses forces internes. D'autres sociétés comme Salomon, Lafarge, Saint-Gobain tablent aussi sur de telles progressions. Restructurées, souvent très internationales, elles misent d'abord sur les marchés extérieurs,

hors de l'Europe, pour assurer leur développement. Même s'ils ont des perspectives assez encourageantes, les groupes ne s'autorisent aucun relâchement. Alors que la molle conjoncture européenne annonce un durcissement de la concurrence et la poursuite de la baisse des prix industriels à

les entreprises s'attaquent à des missions plus complexes, comme la productivité des structures commerciales, des centres de recherche et développement, des bureaux de conception. Le désendettement reste l'autre priorité des budgets 1996. Les sociétés, pourtant, ont bien reconstruit

pendant encore longtemps, ils aspirent à n'avoir aucune dette, quitte à se priver de tout moyen pour soutenir leur développement. L'investissement ne peut que se ressentir de cette contrainte financière. En 1996, il restera faible mais très rentable : tout projet doit être bénéficiaire au bout de deux à trois ans. Seuls les groupes les plus solides ont des projets d'expansion, le plus souvent à l'étranger. Lafarge pense ainsi acheter une deuxième cimenterie en Pologne et poursuit son développement en Asie et en Amérique du Sud. Le grand négociant actuellement le rachet d'une société en Allemagne. Cet attentisme général n'augure rien de bon pour l'emploi. Aucune augmentation d'effectifs n'est inscrite dans les budgets. Discrètement, des directions commencent même à recenser le nombre d'employés intérimaires ou en contrat à durée déterminée, au cas où la conjoncture se dégraderait à nouveau. Les sociétés sont encore moins disertes sur de possibles augmentations de salaires. Sous le sceau du secret, certains dirigeants avouent qu'ils pensent accorder l'an prochain 1 à 2 % d'augmentation à leurs salariés. Pas de quoi compenser les nouvelles ponctions fiscales.

### Essoufflement de l'activité en Allemagne

L'Allemagne a perdu son effet d'entraînement sur les entreprises françaises. Depuis septembre, celles-ci constatent outre-Rhin une baisse d'activité plus brutale qu'en France. Lafarge a vu ses ventes de ciment diminuer de 5 % en octobre dans l'ex-Allemagne de l'Ouest et stagner dans les nouveaux Länder. La mécanique, les équipements électriques, la métallurgie, le textile connaissent de semblables réductions. Seule l'automobile semble épargnée par ce ralentissement. Mais Renault et Peugeot, qui ont pris de fortes positions surtout dans l'ex-RDA, se heurtent aux assauts des constructeurs allemands, bien décidés à reconquérir leur marché intérieur.

Aucun signe d'amélioration n'est perceptible pour 1996 : la croissance s'annonce plus faible qu'en France. Nombre d'entreprises françaises s'attendent à une nouvelle réduction de leurs exportations. D'autant qu'il leur faut affronter la concurrence, de plus en plus rude, des rivaux italiens et britanniques, avantagés par les dévaluations de leur monnaie.

L'œuvre depuis septembre 1992, la réduction des coûts est plus que jamais à l'ordre du jour. Ce ne sont plus des coupes claires de la crise, mais des économies permanentes. Après avoir réduit les frais généraux, les dépenses de production,

tué leurs fonds propres depuis trois ans. Leur taux d'endettement, en moyenne, évolue entre 40 et 60 % de leurs fonds propres. « Insuffisant », jugent les chefs d'entreprise. Persuadés qu'ils vont devoir subir des taux d'intérêts élevés

Martine Orange

### Après Matra, Spie-Batignolles est en difficulté à Taïwan

**TAÏPEI** de notre envoyé spécial. Depuis six ans, la capitale de Taïwan vit avec un premier « serpent de mer » industriel français dans ce pays : le métro aérien léger construit par Matra, dont les réalisations de génie civil (piliers et voies notamment) effectuées par des sous-traitants locaux donnaient rien moins que satisfaction. Encore aujourd'hui, le « métro français » fournit une pierre idée de la haute technologie que Paris aurait pu promettre à la faveur des ventes d'engins aussi sophistiqués que le chasseur-bombardier Mirage 2000. Episodiquement, une rame - vide - parcourt le rail surélevé au-dessus des embouteillages automobiles dans lesquels chauffeurs et passagers rongent leur frein. Le matériel roule, mais les essais se prolongent : les travaux de réfection - déjà - des piliers de l'ouvrage avancent ; on ne désespère pas d'assister, en 1996, à la mise en service effective de la première ligne. Matra, dont la compétence technique n'a pas été mise en cause, pense rentrer dans ses frais, occasionnés par le litige, à la faveur d'un arrêté de tribunal prononcé à l'encontre des firmes qui s'étaient vu attribuer les contrats concernés. Mais l'image industrielle de la firme et celle de la France n'auront guère gagné, alors même que

le nom de Matra n'est, sur le continent, pas trop bien vu du fait des ventes d'armes dans le passé. Or voici qu'un deuxième constructeur français de haute gamme, Spie-Batignolles, est dans le collimateur d'une opinion certes peu favorable sur les responsabilités réelles, mais impatiente de voir des résultats dans l'effort d'équipement dont l'île a besoin. Il s'agit, en l'occurrence, du creusement d'un tunnel autoroutier de 13 kilomètres devant permettre le passage, à travers l'épine dorsale montagneuse de l'île, d'un axe reliant Taïpei, à l'extrémité nord-ouest, à Nan, sur la côte est. Ce sera le plus long d'Asie réalisé en roche dure.

**TUNNELIER ENLISÉ** Spie-Batignolles était chargé, par un contrat datant de 1993 d'une valeur d'un milliard de francs, de creuser les deux tunnels principaux, en association avec une firme locale, Retired Service Engineering Agency, entreprise de construction appartenant à l'administration des anciens combattants. Celle-ci s'occupait au préalable du tunnel pilote, ouvrage technique ouvrant la voie aux très gros travaux pour analyser les roches à percer puis, une fois l'ensemble réalisé, servant de conduit de service. En 1994, RSEA - avec laquelle Spie-Batignolles avait déjà travaillé

sur des chantiers à l'étranger, en Arabie saoudite et en Indonésie, dans le passé - enlise un tunnelier dans l'ouvrage pilote après avoir creusé sur une longueur de 1500 mètres, bloquant les travaux. L'épreuve de force commerciale s'engage. Spie-Batignolles - non sans raison, disent des responsables français du commerce extérieur - se refuse à prendre le risque industriel d'entamer ses propres travaux à l'aveuglette, sans la bécille du tunnel pilote. Le partenaire taïwanais, contre lequel la firme française avait été mise en garde, procède à un appel de caution du contrat pour une somme de quelque 120 millions de francs. Il n'y a pas, souligne-t-on côté français, de faute technologique proprement dite de la part de Spie-Batignolles. Seulement une erreur dans le choix du partenaire, la deuxième de ce type commise par une firme française dans une île soucieuse d'acquiescer le meilleur de la technologie occidentale pour transformer son essai de « miracle » économique. Comme « l'affaire Matra », « l'affaire Spie-Batignolles » se tassera probablement. Mais dans les deux cas la France aura montré un certain talent pour faire parler d'elle en termes peu flatteurs sur un marché où la concurrence est sévère.

Francis Deron

### Total affine sa stratégie pétrolière en Asie

**TRÈS PRÉSENT** en Asie dans l'exploration et la production de gaz et de pétrole, le groupe français Total renforce désormais ses activités de raffinage et de distribution dans quatre pays : la Chine, l'Inde, le Vietnam et le Cambodge. « Rares sont les pays de cette région où un pétrolier peut construire des stations-service qui ne soient pas la propriété des pouvoirs publics », reconnaît Jacques Lafont, directeur de la zone Asie. Pour contourner cette difficulté, en attendant la libéralisation du marché des carburants, le groupe a décidé de commercialiser des produits spéciaux comme les lubrifiants, le GPL, gaz de pétrole liquéfié (butane, propane), ou les bitumes. « Mon objectif d'ici à 1998 est d'avoir une douzaine de joint-ventures qui fonctionnent bien et soient rentables », explique-t-il.

**ACCORDS EN INDE** Fin novembre, le groupe français et l'américain Exxon ont signé séparément en Inde des accords avec la compagnie Hindustan Petroleum (HPCL) portant sur la commercialisation du GPL. S'il est prévu des avances pour le stockage des produits, les deux compagnies se feront concurrence dans la distribution. En Chine, un contrat sera signé prochainement avec le port de Dalian pour construire une usine de lubrifiants. Dans cette ville, située dans la province de Liaoning, le pé-

trolier est associé (pour 20 %) à des Chinois pour la construction d'une raffinerie. Lancée en 1991, les travaux se sont achevés fin 1994, mais des problèmes techniques reportent la mise en service à l'été 1996. A l'origine, l'essentiel des 5 millions de tonnes raffinées annuellement devait être exporté, mais depuis qu'Elf Aquitaine a renoncé, en octobre, à son projet de raffinerie à Shanghai, la destination des produits pourrait être réorientée vers le marché intérieur. Au Vietnam, Total vient de se retirer du projet de Sum Quat pour

des raisons de localisation, mais n'a pas abandonné l'idée de raffiner du pétrole et poursuit ses projets en aval. A l'avenir, le groupe envisage de participer à des modernisations d'installations, mais plus de construire de nouvelles raffineries. Les projets envisagés en Asie par l'ensemble des producteurs seraient suffisants pour couvrir l'augmentation attendue de la consommation dans les dix ans à venir.

D. G.

### Sortie en grande pompe de la millièmème Citroën ZX Fukang en Chine

**WUHAN** de notre envoyé spécial. Mercredi 6 décembre 1995. Une double haie de gardes en uniforme s'est postée, rigide, à l'entrée de l'atelier de montage flambant neuf de l'usine Citroën de Wuhan, au centre de la Chine, à l'ouest de Shanghai. Deux énormes montgolfières s'élevaient lentement vers le ciel. Des jeunes filles en sarong rouge distribuent des fleurs de tissu à mettre à la boutonnière. Une musique algébrique remplit l'atmosphère. Jacques Calvet, PDG de PSA, arrive pour célébrer, en présence d'Yves Galland, ministre du commerce extérieur, et de nombreux officiels chinois, la sortie de la millièmème Citroën ZX Fukang (en chinois « Prospérité et Espérance ») sortie de l'atelier. C'est en 1992 que les premières négociations menées avec les autorités chinoises ont abouti à un contrat de partenariat avec le plus grand fabricant de véhicules de la République de Chine, Dongfeng Motor (DFM), chargé par l'Etat de produire à terme 300 000

véhicules de tourisme par an. L'usine Citroën de Wuhan est née sous de meilleurs auspices que l'usine de Peugeot à Canton (Le Monde du 10 octobre). Guangzhou Peugeot Automobiles (GPAC) est l'une des premières sociétés mixtes créées en Chine, en 1985. « Elle a essuyé les piliers », confie un fonctionnaire français en poste en Chine. « Nous avons connu des difficultés industrielles réglables et qui ont été réglées pour l'essentiel », reconnaît Jacques Calvet. Yves Galland, ministre du commerce extérieur, a signé à l'issue de la commission mixte qui s'est tenue lundi 4 décembre à Pékin un protocole financier de 765 millions de francs dont 30 % de dons. Cette enveloppe comprend la réalisation de dix-huit projets dans les secteurs de l'eau, des télécoms, de la santé, des transports urbains et de l'environnement, 280 millions de francs n'étant pas affectés. Mais les relations franco-chinoises sont toujours fragiles. La volonté des pouvoirs publics français

d'aider les entreprises à investir sur le marché chinois, où Jean-Pierre Landau, directeur de la DREE (direction des relations économiques extérieures), se dit prêt « à mettre 10 milliards de francs demain sans hésiter », pourrait se heurter à un écueil de taille. Des rumeurs persistantes font état de pourparlers entre Matra et Taiwan pour la livraison de 550 missiles sol-air Mistral de défense anti-aérienne, si jamais les Etats-Unis refusaient de vendre un matériel équivalent (le Stinger) d'ici à fin décembre. Elles sont vigoureusement démenties par le ministre du commerce extérieur. Pour Yves Galland, « il n'y a rien de nouveau par rapport au protocole signé en 1994 entre la Chine et la France qui s'engage à ne pas reconnaître Taiwan ni à développer des relations officielles avec l'île ». Ce protocole Interdit, entre autres, des ventes de matériels offensifs français à Taïpei.

Babette Stern

**ESYS-MONTENAY**

Le Conseil d'Administration d'Esys-Montenay réuni le 9 novembre 1995, sous la présidence de M. Bernard Forterre, Président Directeur-Général, a arrêté les comptes de la société au 30 juin 1995.

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à 2,65 milliards de francs contre 2,75 milliards de francs pour l'exercice précédent, soit une baisse de 3,3 % due principalement à un indice climatique exceptionnellement faible.

Le résultat net est de 95,7 millions de francs contre 55,5 millions de francs au titre de l'exercice précédent. Cette progression tient compte des plus-values nettes de cessions dégageées au cours de l'exercice, mais correspond aussi aux premiers effets du programme d'amélioration de productivité engagé sur l'exploitation.

Compte tenu de la modification de la date de clôture de l'exercice social de la société Esys-Montenay, le prochain exercice social clôturera au 31 décembre 1995 et aura donc une durée de six mois.

Le Groupe Esys-Montenay, sur l'ensemble de ses activités, énergie-environnement et maintenance générale, devrait réaliser en 1995 un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 7,3 milliards de francs dont plus de 30 % à l'étranger pour un résultat de plus de 130 millions de francs et une capacité d'autofinancement s'élevant à 700 millions de francs.

Le Conseil proposera à l'Assemblée la nomination de deux nouveaux administrateurs, MM. Deligny et Messier.

QUARTIER VALMY - ESPACE 21 - 33, PLACE PONDÉ - CEDEX 81 - 92981 PARIS LA DÉFENSE



## Grenoble veut reprendre la gestion du service de l'eau

LORS D'UN CONSEIL municipal extraordinaire, qui s'est tenu jeudi 7 décembre, la ville de Grenoble s'est prononcée par 46 voix sur 59 pour le « retour de la gestion du service de l'eau et de l'assainissement dans le secteur public ». Elle a d'autre part réaffirmé sa volonté de voir le prix de l'eau facturé aux usagers diminuer très rapidement et de façon significative. Les élus PS, PC, divers gauche et écologistes ont également donné mandat au maire pour engager « toutes actions utiles, notamment judiciaires, pour obtenir la remise en cause des contrats d'affermage du service public de l'eau et de l'assainissement ».

Le maire PS de Grenoble, Michel Destot, a indiqué que la ville devait être « offensive et déterminée » face à la Cogese, filiale de la Lyonnaise des eaux qui a été l'unique bénéficiaire de la privatisation de l'eau en 1989. Les élus écologistes, membres de la majorité municipale, qui réclamaient, il y a quelques jours encore, la dénonciation pure et simple du contrat qui lie la ville à la Lyonnaise des eaux, ont finalement rallié la position plus conciliante du maire. L'opposition RPR, UDF et divers droite, qui n'a pas pris part au vote, a souligné que la résiliation du contrat serait « une absurdité financière et un surcoût exorbitant pour la ville ». (Corresp.)

## Pierre Jacquard devient PDG de l'Institut français du pétrole

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de l'Institut français du pétrole (IFP) devait se réunir vendredi 8 décembre pour porter à sa présidence Pierre Jacquard, directeur général de cet organisme public de recherche, en remplacement de Francis Gutmann, soixante-cinq ans, qui avait atteint la limite d'âge. Les pouvoirs publics avaient envisagé de confier ce poste à Gilles Ménage après son départ de la présidence d'EDF, puis à Pierre Chassigneux, ancien directeur de cabinet de François Mitterrand. Pour la deuxième fois depuis sa création, en 1944, l'IFP a un président-directeur général, les deux fonctions se voyant assurées par un homme qui connaît bien la maison, pour y être entré en 1962. Ce polytechnicien de soixante ans, diplômé de l'école du pétrole et des moteurs, a fait l'essentiel de sa carrière à l'IFP, avec une parenthèse de 1976 à 1981 comme délégué aux matières nucléaires, puis à l'innovation et à la valorisation industrielle au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Revenu ensuite comme directeur général délégué, il était promu directeur général en 1988.

## Microsoft passe à l'offensive sur le réseau informatique Internet

Le fabricant de logiciels pactise avec certains concurrents

Microsoft, à qui l'on reprochait son absence du marché des logiciels pour Internet, lance des produits pour le réseau informatique mondial.

La firme de Bill Gates n'hésite pas à s'allier avec certains de ses rivaux. Alors qu'elle discute avec NBC d'une participation à une chaîne d'informa-

tion continue, pèse toujours sur elle la menace de l'enquête de la justice américaine sur son logiciel Windows 95.

**TOUT UN SYMBOLE !** Voilà trois semaines, la société de Bourse américaine Goldman Sachs & Co a retiré Microsoft de sa liste des valeurs recommandées. La firme de Bill Gates y figurait depuis 1986. Elle a été évincée au profit de Netscape, société créée voilà un peu plus d'un an et demi, spécialisée dans les logiciels pour le réseau Internet. Explication : Netscape fait partie des sociétés qui « créent les nouveaux standards » et peuvent menacer la suprématie du numéro 1 mondial des logiciels. D'autant que ce dernier, de l'avis des experts, a tardé à prendre la mesure du phénomène Internet.

Au moins jusqu'à présent. Microsoft organise la riposte en engageant d'énormes moyens. Au cours de l'année prochaine, l'entreprise consacrera 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) à la recherche-développement, une bonne part de cette somme devant servir à développer de nouveaux logiciels pour Internet. Microsoft o'a jusqu'alors dépensé « que » 2,8 milliards de dollars en

R & D au cours de ses vingt ans d'existence. C'est dire si Bill Gates et ses équipes sont décidés à attaquer sérieusement le marché des logiciels pour Internet, dont les analystes estiment qu'il engendrera 25 milliards de dollars de revenus d'ici à cinq ans.

### CONTOURNEMENT

Certains produits sont déjà là. Microsoft les a présentés jeudi 7 décembre : Internet Information Server (gestion des applications Internet), Blackbird (pour le développement de catalogues électroniques), Merchant (prise en charge des transactions commerciales) ou Catapult (système de sécurité). Microsoft avait, il y a quelques jours, présenté Internet Explorer, outil d'aide à la navigation sur le réseau. Plus largement, Microsoft entend que l'ensemble de ses logiciels d'application (traitement de texte, tableur, etc.) offrent un lien avec Internet.

L'enjeu est de taille. Non que la firme de Bill Gates puisse s'effondrer du jour au lendemain. Ses logiciels étant présents dans 80 %

des micro-ordinateurs vendus dans le monde, ses positions sont solides. Mais, si l'engouement pour Internet se maintient, elle court le risque d'un « contournement ». Notamment par Netscape, qui contrôle 80 % du marché des logiciels d'aide à la navigation sur le réseau, et Sun, qui revendique 35 % du marché des ordinateurs utilisés comme serveurs d'informations sur Internet.

Les deux groupes sont en passe d'imposer comme standard leur langage commun de programmation pour la création de services en ligne JavaScript, en le distribuant gratuitement. IBM, AT&T, Apple, Digital Equipment ou Hewlett-Packard l'ont déjà adopté. D'autres, comme IBM et Oracle, travaillent à la réalisation d'un ordinateur peu cher, simple d'utilisation, affranchi du stockage et du traitement des données et des applications qui relèveraient alors du réseau informatique, c'est-à-dire un système qui ferait l'économie des logiciels de Microsoft.

### ENQUÊTE SUR WINDOWS 95

Fait significatif, face à ces offensives et outre le lancement de ses propres produits, la firme de Bill Gates s'est décidée à nouer des alliances avec ses rivaux directs : avec Oracle, pour une mise en commun de savoir-faire, avec Netscape, dont elle reprendra certains développements, ou encore, et surtout, avec Sun, dont elle adopte le langage JavaScript.

Alors qu'elle pourrait s'associer à NBC pour la création d'une chaîne continue d'informations, une autre menace continue de planer sur Microsoft : l'enquête menée par la justice américaine sur Windows 95, la dernière version de son système d'exploitation. Le département de la justice a interrogé plusieurs sociétés liées au ré-

seau Internet, afin, notamment, de déterminer si le fait que Windows 95 ne fonctionne pas correctement avec certains logiciels d'accès à Internet constitue une entrave à la concurrence. Il analyse également toujours le couplage entre Windows 95 et Microsoft Network, le service en ligne du groupe, dont certains fournisseurs de services en ligne concurrents estiment qu'il constitue un avantage anticoncurrentiel pour la firme de Bill Gates. Lancé fin août 1995, Windows 95 s'est déjà vendu à 10 millions d'exemplaires.

Philippe Le Cœur

## Wall Street favorable à Bill Gates

Après avoir connu une envolée voilée quelques jours, les actions des sociétés informatiques liées au réseau mondial Internet ont subi une forte baisse, jeudi 7 décembre, à Wall Street. Le titre Netscape a perdu 14 % alors que la chute était de 14 % pour Spysglass et Netrom-On-Line Communication Services. Les marchés ont ainsi marqué toute l'importance qu'ils accordent aux annonces de Microsoft.

Ils ont pris acte du fait que la firme de Bill Gates n'a pas hésité à conclure des accords avec ses principaux rivaux, dont elle intégrera certains des développements dans ses produits, afin d'être plus rapidement et plus efficacement présente sur le marché des logiciels pour Internet. L'annonce par Microsoft d'un investissement de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) dans la recherche-développement en 1996, dont une bonne part sera dédiée à Internet, n'a pas non plus laissé indifférents les boursiers.

## Bruxelles met en cause les plans du Crédit lyonnais et du GAN

LES RELATIONS entre la Commission européenne et le ministre français de l'économie ne sont pas au beau fixe. Les plans de sauvetage des groupes financiers publics en difficulté, le Crédit lyonnais et le GAN, ne sont pas du goût de Bruxelles. Le dossier le plus épineux, celui du Crédit lyonnais, semblait pourtant réglé depuis l'accord obtenu, à l'arraché, le 26 juillet, avec une voix d'absence. Mais, un peu plus de quatre mois plus tard, la question des engagements exacts de l'Etat français n'est toujours pas tranchée. A tel point que le Journal officiel des Communautés européennes n'a toujours pas publié le texte de l'accord entre Paris et Bruxelles sur le Crédit lyonnais.

« Les autorités françaises émettent des réserves sur la publication de certains éléments de la décision de la Commission, et en particulier sur l'engagement signé par Alain Madelin, alors ministre de l'économie et des finances », souligne-t-on à Bruxelles. Cette lettre constituait la quatrième et dernière mouture de l'engagement du gouvernement sur ce dossier. Dans ce texte publié le 7 décembre par l'AFP, M. Madelin assurait notamment que la réduction de la présence commerciale du Crédit lyonnais hors de France « devra atteindre 35 % en termes de bilan, ce qui représente 50 % du réseau en Europe ».

Cette condition, dictée par le souci de Bruxelles d'éviter des distorsions de concurrence en Europe, est presque irréalisable, car elle met en cause la survie même du Crédit lyonnais. Sur un total de bilan de 1 753 milliards de francs à fin 1994, la part réalisée hors France représentait 940 milliards. Une réduction de 35 % (soit 329 milliards) rendrait obligatoire la cession de l'une des deux plus grandes filiales du Crédit lyonnais : celle des Etats-Unis (Chusa) ou d'Allemagne (BFG). Le problème, c'est que la vente de l'une ou de l'autre coûterait très cher au Crédit lyonnais. Pour cé-

der Chusa, qui a le plus gros bilan des banques françaises aux Etats-Unis (185 milliards de francs), il faudrait d'abord la transformer en filiale et lui apporter des fonds propres substantiels. Or le Crédit lyonnais manque justement de fonds propres. Quant à la filiale allemande BFG, le Crédit lyonnais en détient un peu plus de 50 %. Les deux autres actionnaires minoritaires, qui possèdent chacun un peu moins de 25 %, disposent d'une option de vente en cas de désengagement du lyonnais. Avant de céder BFG, cession sur laquelle il risque de réaliser une moins-value, en raison du coût élevé de son acquisition, le lyonnais devrait racheter au prix fort les participations des minoritaires. On comprend mieux les réticences de Bercy. Mais, du coup, on ne comprend plus les conditions dans lesquelles l'accord avec Bruxelles a été obtenu.

### INQUIÉTUDES

Le Crédit lyonnais n'est pas le seul à se retrouver dans le collimateur de la Commission européenne. Le GAN a déjà obtenu, sans que Bruxelles ait donné son aval, un soutien financier de 2,8 milliards de francs de l'Etat sous forme d'apports de titres, rémués par la création de 10,8 millions de nouvelles actions GAN. Une opération réalisée sans l'aval de la Commission européenne.

Les inquiétudes de Bruxelles sur l'avenir du GAN se font jour à un moment décisif de l'histoire de l'assureur. Les pouvoirs publics ont demandé à la banque Morgan Stanley un rapport sur l'avenir du GAN, qui serait lui aussi pessimiste sur son redressement. Voilà qui va relancer encore un peu plus les spéculations sur une cession prochaine par le GAN de sa filiale bancaire, le CIC.

Eric Liser

# JOYEUX NOÛRAUTO !



## Chez Norauto, les téléphones mobiles vont plus loin avec Itineris.

**OFFRE D'ABONNEMENT AVEC ITINERIS**

**159<sup>FTT</sup>** par mois

(1) Tarif valable 6 mois pour un abonnement souscrit avec prélèvement automatique avant le 31/12/95.

(2) Voir conditions précisées en magasin.

**+ 300<sup>FTT</sup>** de communications gratuites.

**36 15 NORAUTO**

Adresses et horaires des magasins, heures d'ouverture, renseignements, 0,12 F/mn et 2,32 F/mn

Jusqu'au 30 décembre 95

**Norauto**

LA QUALITÉ DE VIE EN AUTOMOBILE



**1490<sup>FTT</sup>**

Motorola 8200 Travel

Le radiotéléphone qui vibre. Batterie extra plate. Chargeur de voyage. Autonomie en veille : 16h, en communication : 85 mn.

(3) Subordonné à la souscription d'un abonnement CMC Itineris de 1 an avec prélèvement automatique, et à la perception d'avance d'une somme de 1000,00F. Pour l'achat d'un GSM sans abonnement, rajouter 2000F au prix du produit.

Avec Itineris, on peut vous joindre aux 4 coins de l'Hexagone

**Itineris**

On va beaucoup plus loin avec Itineris

**MONTAGE DANS TOUS NOS CENTRES**











1550

## AUJOURD'HUI

SPORTS

**FOOTBALL.** Vaincu à domicile par les Tchèques du Slavia Prague (1-0), le Racing-Club de Lens a été éliminé, jeudi 7 décembre, en huitième de finale de la Coupe de l'UEFA. Les Len-

sois, qui se sont inclinés en début de prolongation, échouent ainsi une nouvelle fois aux portes de quarts de finale d'une compétition européenne. ● TROIS CLUBS français participeront

comme les deux années précédentes, aux quarts de finale des Coupes européennes, au mois de mars : Nantes en Ligue des champions, Paris-SG en Coupe des vainqueurs de Coupe et

Bordeaux en Coupe de l'UEFA, qui rassemble cette saison les clubs les plus prestigieux du continent. ● L'UEFA a décidé, jeudi 7 décembre, que la finale de la Ligue des cham-

pions aurait lieu le 22 mai 1996 au Stade olympique de Rome et la finale de la Coupe des Coupes, le 8 mai, à l'Ibrox Park de Glasgow, le stade des Glasgow Rangers.

## Le RC Lens rate le grand rendez-vous de l'élite européenne

En s'imposant (1-0) au stade Bollaert, le Slavia Prague a empêché les Nordistes de participer aux quarts de finale de la Coupe de l'UEFA, où seul Bordeaux affrontera les meilleurs clubs du continent

LES DRAPEAUX étaient en berne et les voix se sont tues. Il a suffi d'une cavalcade effrénée, d'un dribble déterminé, et d'un tir qui semblait soudain aller de soi. Grâce



à cette simple combinaison, un attaquant pragoïse venait d'étouffer le rêve lensois des l'ébauche de la prolongation. Le geste était beau et cruel à la fois. Il restait près de vingt minutes à jouer, et pourtant le but de Karel Poborsky ressemblait à un coup de grâce.

Cette fois encore, il n'y aurait pas de quart de finale, pas de printemps européen. Le 7 décembre 1995, comme les 7 décembre 1977 et 1983 - dates des précédentes éliminations du RC Lens en huitièmes

de finale de Coupe d'Europe -, resterait un jour maudit, où les joueurs du Racing auront mis tout leur cœur à persister dans l'échec. Il leur était impossible de se surpasser, impossible de prendre le jeu à leur compte. L'équipe du Slavia avait choisi de ne pas s'embarrasser. Elle s'est efforcée de démontrer de la manière la plus efficace l'étendue de ses qualités : solidarité des joueurs dans la récupération du ballon, vitesse des contres, opportunisme de chaque instant.

Au coup de sifflet final, l'avertissement lancé en début de semaine par Jean-Cyrille Vallenme sonnait comme une douloureuse prémonition. Le capitaine lensois rappelait le parcours étonnant de la République tchèque, directement qualifiée pour la phase finale du championnat d'Europe des Nations au détriment des Pays-Bas. Il ajoutait aussitôt que bon nombre de

joueurs du Slavia figuraient dans cet effectif victorieux. Vladimir Smicer, avant de pointer, tourmenteur de défenses, est l'un d'eux. Plusieurs clubs allemands envisagent aujourd'hui de s'offrir ses services. Ils ont aussi un œil sur Karel Poborsky, Tony Vairelles, l'attaquant lensois, était à peine moins prudent que son capitaine. Il osait tout juste évoquer une qualification soudain jugée trop belle pour sa première participation à une coupe d'Europe. Cette incertitude et les hésitations qui l'accompagnent se sont retrouvées sur le terrain, comme si elles étaient pour quelque chose dans l'étrange paralysie qui a frappé le jeu préconisé par l'entraîneur, Patrice Bergues (Le Monde du 7 décembre).

En éliminant Lens, le club des fonctionnaires de Prague s'est sans doute fait un nom. Jusqu'à cette

promesse de quart de finale, le gotha du football européen ne jurait que par le Sparta. Ce dernier n'avait-il pas, en 1992, chassé de la Ligue des champions un Olympique de Marseille fraîchement accrédité d'une place de finaliste dans la plus prestigieuse des compétitions ? L'Histoire lui avait forgé une tradition de club des ouvriers. Sous le régime communiste, il tenait naturellement le haut du pavé.

**EN ÉTINCELANTE COMPAGNIE**

Ce jeudi 7 décembre a donc pris l'air d'un malicieux chassé-croisé. Tandis que le Slavia conquérissait ses lettres de noblesse, son concurrent pragoïse affrontait le Milan AC, qui s'est chargé de le renvoyer à un pénible anonymat. En quarts de finale de la Coupe de l'UEFA, la capitale tchèque n'aura qu'un seul représentant, qui est venu affirmer son avènement sur le terrain du stade

Félix-Bollaert. Le Slavia Prague se retrouve désormais en étincelante compagnie. Cette année, par le hasard conjugué du résultat des championnats nationaux, la Coupe de l'UEFA regroupe les équipes les plus prestigieuses du continent. Cinq des huit participants au tour suivant, prévu pour les 5 et 19 mars 1996, ont déjà gagné au moins une fois la Coupe d'Europe des clubs champions ou la Ligue du même nom (Milan AC, Bayern Munich, PSV Eindhoven, Nottingham Forest, FC Barcelone). L'épreuve bâtie comme une sorte de compétition de consolation s'est vu, à l'improvvisu, propulsée au rang de rendez-vous sportif numéro un de la saison européenne, capable de proposer en théorie une finale Milan-Barcelone, choc des deux clubs de référence de ces dernières années sur le Vieux Continent. Cette situation inédite a même conduit

les dirigeants de l'UEFA à envisager une réforme de la Ligue des champions (Le Monde du 1<sup>er</sup> novembre). Des discussions sont prévues en février avec les fédérations nationales pour remodeler aussi la Coupe de l'UEFA, qui compterait deux tours préliminaires et s'ouvrirait à 119 clubs.

Bordeaux, qui a réussi là où Lens a échoué, fera figure de modeste au sein de cet aréopage. La qualification des Girondins aux dépens du Betis Séville a toutefois permis à la France d'obtenir un bon résultat d'ensemble. Elle comptera au printemps, comme l'an dernier, une équipe dans les quarts de finale des trois compétitions européennes, à égalité avec les Pays-Bas et l'Allemagne. Seules l'Italie et l'Espagne se sont offert un meilleur parcours, avec quatre représentants.

Pascal Ceaux

## La Thaïlande a beaucoup investi dans les Jeux du Sud-Est asiatique

BANGKOK

de notre correspondant

Mieux connue des touristes que des sportifs, Chiang Mai, la principale métropole du nord de la Thaïlande, abrite du 9 au 17 décembre les 18<sup>es</sup> Jeux du Sud-Est asiatique. Plus de 4 000 athlètes venus des pays voisins (Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour et Vietnam) participent, en compagnie des Thaïlandais, à ces compétitions dans un complexe sportif aménagé à l'occasion du 700<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de cette ville qui fut, du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, la capitale d'un grand royaume, le Lan-na, qui englobait une partie du Laos actuel.

Pour les athlètes de la région, cette compétition offre, avec ses vingt-neuf disciplines, la meilleure préparation aux Jeux olympiques d'Atlanta. Pour la Thaïlande, elle constitue un bon rodage avant les Jeux asiatiques que Bangkok accueillera en 1998. Le royaume a investi une soixantaine de millions de dollars : plus des deux tiers dans des installations sportives et le reste dans des infrastructures urbaines et routières. Le complexe sportif a été doté d'un stade de 20 000 places, d'une piscine olympique, de deux gymnases, de douze courts de tennis, d'un champ de tir ainsi que d'un village pour les athlètes qui sera ensuite transformé en complexe résidentiel

pour fonctionnaires. L'aéroport international de Chiang Mai a bénéficié d'une extension, et près d'un million de dollars ont été affectés à l'amélioration des transmissions. En pleine saison touristique, le nombre des visiteurs attendus à Chiang Mai devrait passer de 250 000 à 300 000 personnes. Vingt mille billets ont déjà été vendus et les reportages en direct seront à la portée de 300 à 500 millions de téléspectateurs.

Pour les hôteliers et les autres commerçants de Chiang Mai, une ville dont le charme a été un peu gâché, ces dernières années, par un boom de l'immobilier, l'événement est une aubaine. Les hôtels (5 000 chambres de standard international) et les cent vingt auberges affichent complet, contre moins de 50 % de remplissage en moyenne annuelle. Le montant global des services et dons privés, dans le cadre du parrainage des Jeux, est estimé à 16 millions de dollars.

Si les dix Etats de l'Asie du Sud-Est sont, pour la première fois, tous représentés, les performances de niveau mondial sont encore rares et à leur portée. Les autorités thaïlandaises n'ont pourtant pas hésité à doter le nord du royaume d'un grand centre sportif tout en sachant que le trou financier, aux environs de 100 millions de dollars, ne sera comblé qu'à long terme.

Jean-Claude Pomonti



Responsables d'entreprise, grande ou petite, vous voulez concentrer votre énergie sur la marche de vos affaires. Vous souhaitez confier la protection sociale complémen-

taire de vos salariés à un partenaire solide par sa dimension et son histoire. La retraite, la prévoyance et l'épargne constituent le métier exclusif du GROUPE MALAKOFF. Son professionnalisme est reconnu. Il s'attache, en s'appuyant sur son propre réseau et la formation de ses collaborateurs, à être proche de ses clients et attentif à leurs besoins.

Avec le GROUPE MALAKOFF, l'avenir est plus sûr. Vivez l'esprit libre!



L'esprit est plus libre quand l'avenir est plus sûr.

Siège social: 15, avenue du Centre. 78281 St Quentin Yvelines Cedex

## RÉSULTATS

### BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS

Poules des demi-finales

5<sup>e</sup> tour aller

Poule A  
1. Salonique (Gré.)-Malaga (Esp.) 71-69  
2. Antibes (Fra.)-Olympiakos (Gré.) 97-89  
3. Leverkusen (All.)-Habanu (Ukr.) 76-70  
Classement : 1. Olympiakos, 2. Leverkusen, 3. Malaga, 4. Habanu, 5. Salonique, 6. Antibes, 7. Leverkusen, 8. Malaga, 9. Habanu, 10. Salonique, 11. Leverkusen, 12. Antibes, 13. Leverkusen, 14. Malaga, 15. Habanu, 16. Salonique, 17. Leverkusen, 18. Antibes, 19. Leverkusen, 20. Malaga, 21. Habanu, 22. Salonique, 23. Leverkusen, 24. Antibes, 25. Leverkusen, 26. Malaga, 27. Habanu, 28. Salonique, 29. Leverkusen, 30. Antibes, 31. Leverkusen, 32. Malaga, 33. Habanu, 34. Salonique, 35. Leverkusen, 36. Antibes, 37. Leverkusen, 38. Malaga, 39. Habanu, 40. Salonique, 41. Leverkusen, 42. Antibes, 43. Leverkusen, 44. Malaga, 45. Habanu, 46. Salonique, 47. Leverkusen, 48. Antibes, 49. Leverkusen, 50. Malaga, 51. Habanu, 52. Salonique, 53. Leverkusen, 54. Antibes, 55. Leverkusen, 56. Malaga, 57. Habanu, 58. Salonique, 59. Leverkusen, 60. Antibes, 61. Leverkusen, 62. Malaga, 63. Habanu, 64. Salonique, 65. Leverkusen, 66. Antibes, 67. Leverkusen, 68. Malaga, 69. Habanu, 70. Salonique, 71. Leverkusen, 72. Antibes, 73. Leverkusen, 74. Malaga, 75. Habanu, 76. Salonique, 77. Leverkusen, 78. Antibes, 79. Leverkusen, 80. Malaga, 81. Habanu, 82. Salonique, 83. Leverkusen, 84. Antibes, 85. Leverkusen, 86. Malaga, 87. Habanu, 88. Salonique, 89. Leverkusen, 90. Antibes, 91. Leverkusen, 92. Malaga, 93. Habanu, 94. Salonique, 95. Leverkusen, 96. Antibes, 97. Leverkusen, 98. Malaga, 99. Habanu, 100. Salonique, 101. Leverkusen, 102. Antibes, 103. Leverkusen, 104. Malaga, 105. Habanu, 106. Salonique, 107. Leverkusen, 108. Antibes, 109. Leverkusen, 110. Malaga, 111. Habanu, 112. Salonique, 113. Leverkusen, 114. Antibes, 115. Leverkusen, 116. Malaga, 117. Habanu, 118. Salonique, 119. Leverkusen, 120. Antibes, 121. Leverkusen, 122. Malaga, 123. Habanu, 124. Salonique, 125. Leverkusen, 126. Antibes, 127. Leverkusen, 128. Malaga, 129. Habanu, 130. Salonique, 131. Leverkusen, 132. Antibes, 133. Leverkusen, 134. Malaga, 135. Habanu, 136. Salonique, 137. Leverkusen, 138. Antibes, 139. Leverkusen, 140. Malaga, 141. Habanu, 142. Salonique, 143. Leverkusen, 144. Antibes, 145. Leverkusen, 146. Malaga, 147. Habanu, 148. Salonique, 149. Leverkusen, 150. Antibes, 151. Leverkusen, 152. Malaga, 153. Habanu, 154. Salonique, 155. Leverkusen, 156. Antibes, 157. Leverkusen, 158. Malaga, 159. Habanu, 160. Salonique, 161. Leverkusen, 162. Antibes, 163. Leverkusen, 164. Malaga, 165. Habanu, 166. Salonique, 167. Leverkusen, 168. Antibes, 169. Leverkusen, 170. Malaga, 171. Habanu, 172. Salonique, 173. Leverkusen, 174. Antibes, 175. Leverkusen, 176. Malaga, 177. Habanu, 178. Salonique, 179. Leverkusen, 180. Antibes, 181. Leverkusen, 182. Malaga, 183. Habanu, 184. Salonique, 185. Leverkusen, 186. Antibes, 187. Leverkusen, 188. Malaga, 189. Habanu, 190. Salonique, 191. Leverkusen, 192. Antibes, 193. Leverkusen, 194. Malaga, 195. Habanu, 196. Salonique, 197. Leverkusen, 198. Antibes, 199. Leverkusen, 200. Malaga, 201. Habanu, 202. Salonique, 203. Leverkusen, 204. Antibes, 205. Leverkusen, 206. Malaga, 207. Habanu, 208. Salonique, 209. Leverkusen, 210. Antibes, 211. Leverkusen, 212. Malaga, 213. Habanu, 214. Salonique, 215. Leverkusen, 216. Antibes, 217. Leverkusen, 218. Malaga, 219. Habanu, 220. Salonique, 221. Leverkusen, 222. Antibes, 223. Leverkusen, 224. Malaga, 225. Habanu, 226. Salonique, 227. Leverkusen, 228. Antibes, 229. Leverkusen, 230. Malaga, 231. Habanu, 232. Salonique, 233. Leverkusen, 234. Antibes, 235. Leverkusen, 236. Malaga, 237. Habanu, 238. Salonique, 239. Leverkusen, 240. Antibes, 241. Leverkusen, 242. Malaga, 243. Habanu, 244. Salonique, 245. Leverkusen, 246. Antibes, 247. Leverkusen, 248. Malaga, 249. Habanu, 250. Salonique, 251. Leverkusen, 252. Antibes, 253. Leverkusen, 254. Malaga, 255. Habanu, 256. Salonique, 257. Leverkusen, 258. Antibes, 259. Leverkusen, 260. Malaga, 261. Habanu, 262. Salonique, 263. Leverkusen, 264. Antibes, 265. Leverkusen, 266. Malaga, 267. Habanu, 268. Salonique, 269. Leverkusen, 270. Antibes, 271. Leverkusen, 272. Malaga, 273. Habanu, 274. Salonique, 275. Leverkusen, 276. Antibes, 277. Leverkusen, 278. Malaga, 279. Habanu, 280. Salonique, 281. Leverkusen, 282. Antibes, 283. Leverkusen, 284. Malaga, 285. Habanu, 286. Salonique, 287. Leverkusen, 288. Antibes, 289. Leverkusen, 290. Malaga, 291. Habanu, 292. Salonique, 293. Leverkusen, 294. Antibes, 295. Leverkusen, 296. Malaga, 297. Habanu, 298. Salonique, 299. Leverkusen, 300. Antibes, 301. Leverkusen, 302. Malaga, 303. Habanu, 304. Salonique, 305. Leverkusen, 306. Antibes, 307. Leverkusen, 308. Malaga, 309. Habanu, 310. Salonique, 311. Leverkusen, 312. Antibes, 313. Leverkusen, 314. Malaga, 315. Habanu, 316. Salonique, 317. Leverkusen, 318. Antibes, 319. Leverkusen, 320. Malaga, 321. Habanu, 322. Salonique, 323. Leverkusen, 324. Antibes, 325. Leverkusen, 326. Malaga, 327. Habanu, 328. Salonique, 329. Leverkusen, 330. Antibes, 331. Leverkusen, 332. Malaga, 333. Habanu, 334. Salonique, 335. Leverkusen, 336. Antibes, 337. Leverkusen, 338. Malaga, 339. Habanu, 340. Salonique, 341. Leverkusen, 342. Antibes, 343. Leverkusen, 344. Malaga, 345. Habanu, 346. Salonique, 347. Leverkusen, 348. Antibes, 349. Leverkusen, 350. Malaga, 351. Habanu, 352. Salonique, 353. Leverkusen, 354. Antibes, 355. Leverkusen, 356. Malaga, 357. Habanu, 358. Salonique, 359. Leverkusen, 360. Antibes, 361. Leverkusen, 362. Malaga, 363. Habanu, 364. Salonique, 365. Leverkusen, 366. Antibes, 367. Leverkusen, 368. Malaga, 369. Habanu, 370. Salonique, 371. Leverkusen, 372. Antibes, 373. Leverkusen, 374. Malaga, 375. Habanu, 376. Salonique, 377. Leverkusen, 378. Antibes, 379. Leverkusen, 380. Malaga, 381. Habanu, 382. Salonique, 383. Leverkusen, 384. Antibes, 385. Leverkusen, 386. Malaga, 387. Habanu, 388. Salonique, 389. Leverkusen, 390. Antibes, 391. Leverkusen, 392. Malaga, 393. Habanu, 394. Salonique, 395. Leverkusen, 396. Antibes, 397. Leverkusen, 398. Malaga, 399. Habanu, 400. Salonique, 401. Leverkusen, 402. Antibes, 403. Leverkusen, 404. Malaga, 405. Habanu, 406. Salonique, 407. Leverkusen, 408. Antibes, 409. Leverkusen, 410. Malaga, 411. Habanu, 412. Salonique, 413. Leverkusen, 414. Antibes, 415. Leverkusen, 416. Malaga, 417. Habanu, 418. Salonique, 419. Leverkusen, 420. Antibes, 421. Leverkusen, 422. Malaga, 423. Habanu, 424. Salonique, 425. Leverkusen, 426. Antibes, 427. Leverkusen, 428. Malaga, 429. Habanu, 430. Salonique, 431. Leverkusen, 432. Antibes, 433. Leverkusen, 434. Malaga, 435. Habanu, 436. Salonique, 437. Leverkusen, 438. Antibes, 439. Leverkusen, 440. Malaga, 441. Habanu, 442. Salonique, 443. Leverkusen, 444. Antibes, 445. Leverkusen, 446. Malaga, 447. Habanu, 448. Salonique, 449. Leverkusen, 450. Antibes, 451. Leverkusen, 452. Malaga, 453. Habanu, 454. Salonique, 455. Leverkusen, 456. Antibes, 457. Leverkusen, 458. Malaga, 459. Habanu, 460. Salonique, 461. Leverkusen, 462. Antibes, 463. Leverkusen, 464. Malaga, 465. Habanu, 466. Salonique, 467. Leverkusen, 468. Antibes, 469. Leverkusen, 470. Malaga, 471. Habanu, 472. Salonique, 473. Leverkusen, 474. Antibes, 475. Leverkusen, 476. Malaga, 477. Habanu, 478. Salonique, 479. Leverkusen, 480. Antibes, 481. Leverkusen, 482. Malaga, 483. Habanu, 484. Salonique, 485. Leverkusen, 486. Antibes, 487. Leverkusen, 488. Malaga, 489. Habanu, 490. Salonique, 491. Leverkusen, 492. Antibes, 493. Leverkusen, 494. Malaga, 495. Habanu, 496. Salonique, 497. Leverkusen, 498. Antibes, 499. Leverkusen, 500. Malaga, 501. Habanu, 502. Salonique, 503. Leverkusen, 504. Antibes, 505. Leverkusen, 506. Malaga, 507. Habanu, 508. Salonique, 509. Leverkusen, 510. Antibes, 511. Leverkusen, 512. Malaga, 513. Habanu, 514. Salonique, 515. Leverkusen, 516. Antibes, 517. Leverkusen, 518. Malaga, 519. Habanu, 520. Salonique, 521. Leverkusen, 522. Antibes, 523. Leverkusen, 524. Malaga, 525. Habanu, 526. Salonique, 527. Leverkusen, 528. Antibes, 529. Leverkusen, 530. Malaga, 531. Habanu, 532. Salonique, 533. Leverkusen, 534. Antibes, 535. Leverkusen, 536. Malaga, 537. Habanu, 538. Salonique, 539. Leverkusen, 540. Antibes, 541. Leverkusen, 542. Malaga, 543. Habanu, 544. Salonique, 545. Leverkusen, 546. Antibes, 547. Leverkusen, 548. Malaga, 549. Habanu, 550. Salonique, 551. Leverkusen, 552. Antibes, 553. Leverkusen, 554. Malaga, 555. Habanu, 556. Salonique, 557. Leverkusen, 558. Antibes, 559. Leverkusen, 560. Malaga, 561. Habanu, 562. Salonique, 563. Leverkusen, 564. Antibes, 565. Leverkusen, 566. Malaga, 567. Habanu, 568. Salonique, 569. Leverkusen, 570. Antibes, 571. Leverkusen, 572. Malaga, 573. Habanu, 574. Salonique, 575. Leverkusen, 576. Antibes, 577. Leverkusen, 578. Malaga, 579. Habanu, 580. Salonique, 581. Leverkusen, 582. Antibes, 583. Leverkusen, 584. Malaga, 585. Habanu, 586. Salonique, 587. Leverkusen, 588. Antibes, 589. Leverkusen, 590. Malaga, 591. Habanu, 592. Salonique, 593. Leverkusen, 594. Antibes, 595. Leverkusen, 596. Malaga, 597. Habanu, 598. Salonique, 599. Leverkusen, 600. Antibes, 601. Leverkusen, 602. Malaga, 603. Habanu, 604. Salonique, 605. Leverkusen, 606. Antibes, 607. Leverkusen, 608. Malaga, 609. Habanu, 610. Salonique, 611. Leverkusen, 612. Antibes, 613. Leverkusen, 614. Malaga, 615. Habanu, 616. Salonique, 617. Leverkusen, 618. Antibes, 619. Leverkusen, 620. Malaga, 621. Habanu, 622. Salonique, 623. Leverkusen, 624. Antibes, 625. Leverkusen, 626. Malaga, 627. Habanu, 628. Salonique, 629. Leverkusen, 630. Antibes, 631. Leverkusen, 632. Malaga, 633. Habanu, 634. Salonique, 635. Leverkusen, 636. Antibes, 637. Leverkusen, 638. Malaga, 639. Habanu, 640. Salonique, 641. Leverkusen, 642. Antibes, 643. Leverkusen, 644. Malaga, 645. Habanu, 646. Salonique, 647. Leverkusen, 648. Antibes, 649. Leverkusen, 650. Malaga, 651. Habanu, 652. Salonique, 653. Leverkusen, 654. Antibes, 655. Leverkusen, 656. Malaga, 657. Habanu, 658. Salonique, 659. Leverkusen, 660. Antibes, 661. Leverkusen, 662. Malaga, 663. Habanu, 664. Salonique, 665. Leverkusen, 666. Antibes, 667. Leverkusen, 668. Malaga, 669. Habanu, 670. Salonique, 671. Leverkusen, 672. Antibes, 673. Leverkusen, 674. Malaga, 675. Habanu, 676. Salonique, 677. Leverkusen, 678. Antibes, 679. Leverkusen, 680. Malaga, 681. Habanu, 682. Salonique, 683. Leverkusen, 684. Antibes, 685. Leverkusen, 686. Malaga, 687. Habanu, 688. Salonique, 689. Leverkusen, 690. Antibes, 691. Leverkusen, 692. Malaga, 693. Habanu, 694. Salonique, 695. Leverkusen, 696. Antibes, 697. Leverkusen, 698. Malaga, 699. Habanu, 700. Salonique, 701. Leverkusen, 702. Antibes, 703. Leverkusen, 704. Malaga, 705. Habanu, 706. Salonique, 707. Leverkusen, 708. Antibes, 709. Leverkusen, 710. Malaga, 711. Habanu, 712. Salonique, 713. Leverkusen, 714. Antibes, 715. Leverkusen, 716. Malaga, 717. Habanu, 718. Salonique, 719. Leverkusen, 720. Antibes, 721. Leverkusen, 722. Malaga, 723. Habanu, 724. Salonique, 725. Leverkusen, 726. Antibes, 727. Leverkusen, 728. Malaga, 729. Habanu, 730. Salonique, 731. Leverkusen, 732. Antibes, 733. Leverkusen, 734. Malaga, 735. Habanu, 736. Salonique, 737. Leverkusen, 738. Antibes, 739. Leverkusen, 740. Malaga, 741. Habanu, 742. Salonique, 743. Leverkusen, 744. Antibes, 745. Leverkusen, 746. Malaga, 747. Habanu, 748. Salonique, 749. Leverkusen, 750. Antibes, 751. Leverkusen, 752. Malaga, 753. Habanu, 754. Salonique, 755. Leverkusen, 756. Antibes, 757. Leverkusen, 758. Malaga, 759. Habanu, 760. Salonique, 761. Leverkusen, 762. Antibes, 763. Leverkusen, 764. Malaga, 765. Habanu, 766. Salonique, 767. Leverkusen, 768. Antibes, 769. Leverkusen, 770. Malaga, 771. Habanu, 772. Salonique, 773. Leverkusen, 774. Antibes, 775. Leverkusen, 776. Malaga, 777. Habanu, 778. Salonique, 779. Leverkusen, 780. Antibes, 781. Leverkusen, 782. Malaga, 783. Habanu, 784. Salonique, 785. Leverkusen, 786. Antibes, 787. Leverkusen, 788. Malaga, 789. Habanu, 790. Salonique, 791. Leverkusen, 792. Antibes, 793. Leverkusen, 794. Malaga, 795. Habanu, 796. Salonique, 797. Leverkusen, 798. Antibes, 799. Leverkusen, 800. Malaga, 801. Habanu, 802. Salonique, 803. Leverkusen, 804. Antibes, 805. Leverkusen, 806. Malaga, 807. Habanu, 808. Salonique, 809. Leverkusen, 810. Antibes, 811. Leverkusen, 812. Malaga, 813. Habanu, 814. Salonique, 815. Leverkusen, 816. Antibes, 817. Leverkusen, 818. Malaga, 819. Habanu, 820. Salonique, 821. Leverkusen, 822. Antibes, 823. Leverkusen, 824. Malaga, 825. Habanu, 826. Salonique, 827. Leverkusen, 828. Antibes, 829. Leverkusen, 830. Malaga, 831. Habanu, 832. Salonique, 833. Leverkusen, 834. Antibes, 835. Leverkusen, 836. Malaga, 837. Habanu, 838. Salonique, 839. Leverkusen, 840. Antibes, 841. Leverkusen, 842. Malaga, 843. Habanu, 844. Salonique, 845. Leverkusen, 846. Antibes, 847. Leverkusen, 848. Malaga, 849. Habanu, 850. Salonique, 851. Leverkusen, 852. Antibes, 853. Leverkusen, 854. Malaga, 855. Habanu, 856. Salonique, 857. Leverkusen, 858. Antibes, 859. Leverkusen, 860. Malaga, 861. Habanu, 862. Salonique, 863. Leverkusen, 864. Antibes, 865. Leverkusen, 866. Malaga, 867. Habanu, 868. Salonique, 869. Leverkusen, 870. Antibes, 871. Leverkusen, 872. Malaga, 873. Habanu, 874. Salonique, 875. Leverkusen, 876. Antibes, 877. Leverkusen, 878. Malaga, 879. Habanu, 880. Salonique, 881. Leverkusen, 882. Antibes, 883. Leverkusen, 884. Malaga, 885. Habanu, 886. Salonique, 887. Leverkusen, 888. Antibes, 889. Leverkusen, 890. Malaga, 891. Habanu, 892. Salonique, 893. Leverkusen, 894. Antibes, 895. Leverkusen, 896. Malaga, 897. Habanu, 898. Salonique, 899. Leverkusen, 900. Antibes, 901. Leverkusen, 902. Malaga, 903. Habanu, 904. Salonique, 905. Leverkusen, 906. Antibes, 907. Leverkusen, 908. Malaga, 909. Habanu, 910. Salonique, 911. Leverkusen, 912. Antibes, 913. Leverkusen, 914. Malaga, 915. Habanu, 916. Salonique, 917. Leverkusen, 918. Antibes, 919. Leverkusen, 920. Malaga, 921. Habanu, 922. Salonique, 923. Leverkusen, 924. Antibes, 925. Leverkusen, 926. Malaga, 927. Habanu, 928. Salonique, 929. Leverkusen, 930. Antibes, 931. Leverkusen, 932. Malaga, 933. Habanu, 934. Salonique, 935. Leverkusen, 936. Antibes, 937. Leverkusen, 938. Malaga, 939. Habanu, 940. Salonique, 941. Leverkusen, 942. Antibes, 943. Leverkusen, 944. Malaga, 945. Habanu, 946. Salonique, 947. Leverkusen, 948. Antibes, 949. Leverkusen, 950. Malaga, 951. Habanu, 952. Salonique, 953. Leverkusen, 954. Antibes, 955. Leverkusen, 956. Malaga, 957. Habanu, 958. Salonique, 959. Leverkusen, 960. Antibes, 961. Leverkusen, 962. Malaga, 963. Habanu, 964. Salonique, 965. Leverkusen, 966. Antibes, 967. Leverkusen, 968. Malaga, 969. Habanu, 970. Salonique, 971. Leverkusen, 972. Antibes, 973. Leverkusen, 974. Malaga, 975. Habanu, 976. Salonique, 977. Leverkusen, 978. Antibes, 979. Leverkusen, 980. Malaga, 981. Habanu, 982. Salonique, 983. Leverkusen, 984. Antibes, 985. Leverkusen, 986. Malaga, 987. Habanu, 988. Salonique, 989. Leverkusen, 990. Antibes, 991. Leverkusen, 992. Malaga, 993. Habanu, 994. Salonique, 995. Leverkusen, 996. Antibes, 997. Leverkusen, 998. Malaga, 999. Habanu, 1000. Salonique, 1001. Leverkusen, 1002. Antibes, 1003. Leverkusen, 1004. Malaga, 1005. Habanu, 1006. Salonique, 1007. Leverkusen, 1008. Antibes, 1009. Leverkusen, 1010. Malaga, 1011. Habanu, 1012. Salonique, 1013. Leverkusen, 1014. Antibes, 1015. Leverkusen, 1016. Malaga, 1017. Habanu, 1018. Salonique, 1019. Leverkusen, 1020. Antibes, 1021. Leverkusen, 1022. Malaga, 1023. Habanu, 1024. Salonique, 1025. Leverkusen, 1026. Antibes, 1027. Leverkusen, 1028. Malaga, 1029. Habanu, 1030. Salonique, 1031. Leverkusen, 1032. Antibes, 1033. Leverkusen, 1034. Malaga, 1035. Habanu, 1036. Salonique, 1037. Leverkusen, 1038. Antibes, 1039. Leverkusen, 1040. Malaga, 1041. Habanu, 1042. Salonique, 1043. Leverkusen, 1044. Antibes, 1045. Leverkusen, 1046. Malaga, 1047. Habanu, 1048. Salonique, 1049. Leverkusen, 1050. Antibes, 1051. Leverkusen, 1052. Malaga, 1053. Habanu, 1054. Salonique, 1055. Leverkusen, 1056. Antibes, 1057. Leverkusen, 1058. Malaga, 1059. Habanu, 1060. Salonique, 1061. Leverkusen, 1062. Antibes, 1063. Leverkusen, 1064. Malaga, 1065. Habanu, 1066. Salonique, 1067. Leverkusen, 1068. Antibes, 1069. Leverkusen, 1070. Malaga, 1071. Habanu, 1072. Salonique, 1073. Leverkusen, 1074. Antibes, 1075. Leverkusen, 1076. Malaga, 1077. Habanu, 1078



## Galileo a enfin plongé dans l'enfer de Jupiter

Surmontant retards et pannes, la sonde américaine a pu atteindre les nuages de la planète géante. Pour la première fois, on pourra en étudier « in situ » les plus hautes couches grâce aux informations relayées par l'« orbiteur »

Le 18 octobre 1989, après sept ans de déboires, la sonde américaine Galileo, la « Rolls des sondes interplanétaires », prend la route du ciel à bord d'Atlantis. Au terme d'un voyage de six ans, qui lui a permis de parcou-

rir plusieurs milliards de kilomètres, elle a enfin atteint la plus grosse planète du système solaire. Vendredi 8 décembre, un module autonome, largué en juillet, a pu sonder les nuages de Jupiter pendant un peu plus d'une heure

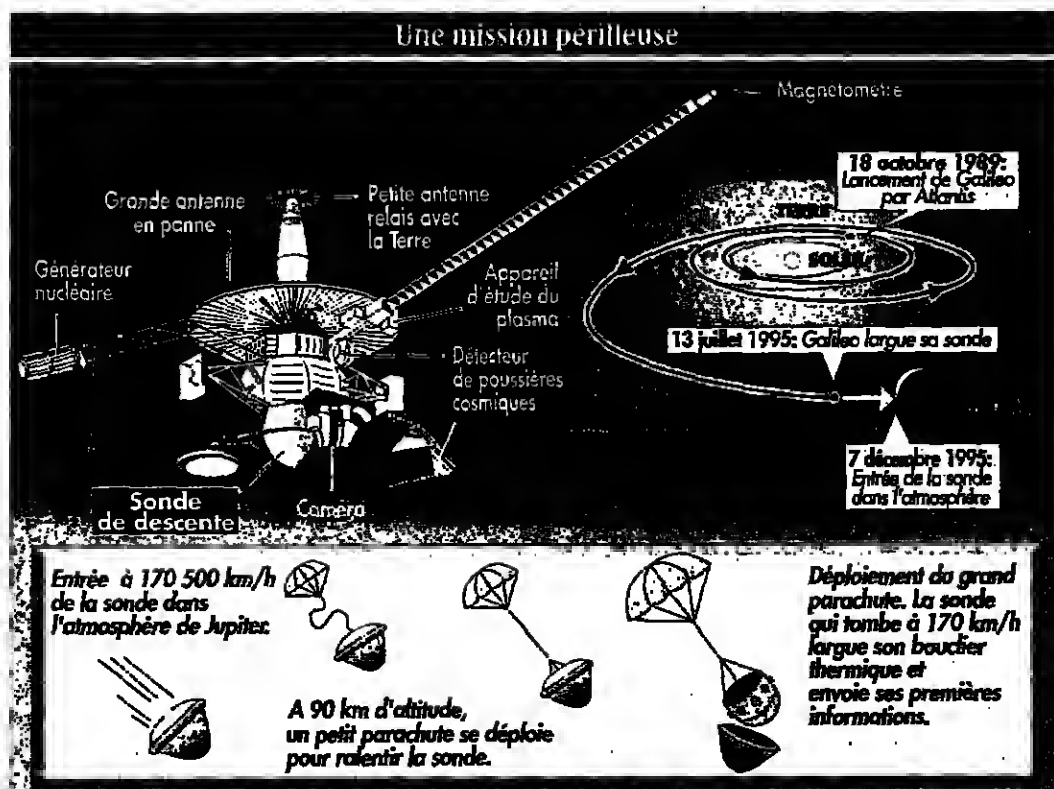
et demie. Son « transporteur » doit poursuivre la mission pendant deux ans en étudiant, en orbite, la planète géante et ses lunes. Mais les chercheurs craignent que les dysfonctionnements de certains instruments

de la sonde n'empêchent la retransmission d'une partie des données, qui pourraient leur permettre d'étudier l'atmosphère originale de cette étoile avortée, créée voici plus de quatre milliards d'années.

**GALILEO** ne répond plus. Après soixante-quinze minutes passées dans l'enfer turbulent de l'atmosphère de Jupiter, la petite sonde américaine s'est tue au petit matin du 8 décembre. Batteries déchargées, structures surchauffées et broyées par la pression, Galileo s'est abîmée dans les couches denses de la planète géante du système solaire, non sans avoir, dans un ultime sursaut, transmis les données recueillies pendant sa descente mouvementée. Presque un miracle pour ce coûteux programme de la Nasa (3,5 milliard de dollars en 1989, soit environ 8 milliards de francs) sur lequel le sort s'est acharné des années durant.

C'est en 1977 que tout a commencé, avec la décision prise par l'agence spatiale américaine de lancer vers Jupiter une mission comprenant un vaisseau principal - l'« orbiteur » - pour observer la planète en orbite et un module de descente, dit kamikaze, pour étudier brièvement les plus hautes couches de son atmosphère. A cette époque, la Nasa, qui vit sur les spéculations du passé, programme le lancement de cette sonde pour 1983. Arrivée prévue dans la banlieue de Jupiter: 1985. Las, les retards de la navette et les coupes budgétaires modifient le projet au point qu'en 1986 la sonde interplanétaire est toujours clouée au sol lorsque la navette Challenger explose. Conséquences: un nouveau retard pour ce programme, que la Nasa a entre-temps baptisé Galileo, et un budget qui augmente dangereusement.

Finalement, le 18 octobre 1989, après sept ans de déboires, la « Rolls des sondes interplanétaires » prend la route du ciel à bord d'Atlantis, mais par le chemin des écoliers, car ce nouveau calendrier contraint Galileo à adopter une trajectoire compliquée qui doit l'amener, en six ans, aux abords de Jupiter. Ce parcours du combattant, que le Jet Propulsion Laboratory (JPL) a surnommé Veega (Venus Earth Gravity Assist), conduit Galileo à frôler Vénus en février 1990, puis à piquer deux fois sur la Terre, en décembre 1990 et décembre 1992, pour se servir de la force d'attraction de ces planètes comme d'une « fronde cosmique »



Décidée il y a une vingtaine d'années, la mission Galileo a été lancée en 1989. Après un voyage de six ans, elle a atteint Vénus, deux fois la Terre et deux astéroïdes Gargathea et Ida, elle a piqué deux fois sur la Terre pour soixante-quinze minutes de retransmissions sonores.

propre à propulser la sonde vers Jupiter. Si la sonde répond aux ordres qui lui sont donnés pour corriger sa trajectoire, elle refuse obstinément, en avril 1991, d'ouvrir la grande antenne de 4 mètres de diamètre prévue pour retransmettre vers la Terre les informations qu'elle doit recueillir. Ne reste plus qu'à assurer cette tâche qu'une petite antenne aux débuts plus modestes. Cinquante mille images étaient prévues. Il n'y en aura qu'un peu plus de deux mille, prévient le JPL.

**LA LUNE D'IDA**  
Tant pis, les scientifiques foot-croire mauvaise fortune boocœur. On se rassure comme on peut, d'autant que Galileo, malgré ses déboires, photographie merveilleusement, le 29 octobre 1991, l'astéroïde Gargathea, un bloc de 52 kilomètres de long creusé comme une meule de gruyère. Le

28 août 1993, il récidive, avec Ida, un autre astéroïde d'une soixantaine de kilomètres de long, qui, surprise, possède une petite lune d'environ 1 500 mètres de diamètre, baptisée Dactyl et découverte après coup sur des clichés pris par la sonde. Sa mission d'images de petits objets faite, Galileo poursuit sa route en direction de Jupiter, qu'il a atteint ces derniers jours après un voyage de six ans, au cours duquel il a parcouru des milliards de kilomètres. Pour préparer ce jour, la sonde de 2,5 tonnes a libéré, le 13 juillet, le petit module de 340 kilos qui, le 7 décembre, a viré vers Jupiter, dont le diamètre est onze fois celui de la Terre et la masse trois cent dix-huit fois celle du globe terrestre. L'opération, délicate, a commencé six heures avant l'événement par un réveil des instruments du module, qui croissait alors à la vitesse de 64 000 kilomètres à l'heure.

Puis Galileo a commencé à plonger vers le géant du système solaire. La vitesse s'est rapidement accrue, pour atteindre 170 500 kilomètres heure aux premiers instants de la rentrée. Le bouchier thermique qui protège l'engin a alors fait son office. Il s'est brutalement échauffé au contact des premières couches de l'atmosphère jovienne. Sa température est montée à 15 500 degrés, ce qui a permis, en deux minutes, de réduire à environ 170 kilomètres heure la vitesse de l'engin, qui a encaissé à cette occasion une décélération équivalente à près de deux cent trente fois son poids ! Il a alors largué son bouchier, tandis qu'un parachute se déployait pour lui permettre de descendre lentement.

**NUAGES D'ACIDE**  
Au cours de cette plongée, le module a traversé les premiers nuages de Jupiter - une couche de cirrus légers composés de cristaux

d'ammoniac dont la température ne dépassait pas - 163 degrés et la pression un dixième de celle de la Terre. Puis il a abordé une deuxième couche de nuages brun-rouge faite de particules de sulfures, d'acide, de composés phosphorés ou organiques à - 107 degrés où règne en principe une pression d'une atmosphère (1 bar). Enfin, Galileo a atteint la dernière couche qu'il était en mesure d'observer. Des nuages plus denses faits notamment de particules d'eau qui, selon les spécialistes, seraient une sorte de tampon entre les couches les plus hautes de l'atmosphère de Jupiter qui sont calmes et celles plus basses que balayent des tempêtes de gaz chauds inimaginables sur Terre.

Quelles informations ont été recueillies par les sept instruments embarqués sur Galileo au cours de ces soixante-quinze minutes de descente en enfer ? Combien ont été récupérées et retransmises vers la Terre par l'engin principal, l'« orbiteur », qui servait de relais de transmission et doit continuer sa mission d'observation de Jupiter et de ses satellites pendant au moins deux ans ? C'est toute la question pour les scientifiques - dont des chercheurs français du Centre d'études des environnements terrestres et planétaires du CNRS et de l'Observatoire de Paris - qui ont travaillé vingt ans pour cette mission d'un peu plus d'une heure. Leur angoisse se conçoit d'autant plus que, le 11 octobre, la sonde a connu un nouvel ennui avec le dysfonctionnement d'un enregistreur de données.

Soucieux de préserver cette précieuse partie de la mission, les responsables du JPL ont décidé de ne pas charger ses mémoires défectueuses avec les photos, pointant très attendues, de deux satellites de Jupiter, Europe et surtout Io, connu pour son volcanisme actif découvert en 1979 par les sondes Voyager. Priorité donc aux images de Jupiter, qui, du fait de sa taille énorme - c'est une étoile avortée faite essentiellement d'hydrogène et d'hélium - et de son champ de gravitation, a vraisemblablement su garder presque intacte son atmosphère originale créée voici plus de quatre milliards d'années.

Jean-François Augereau

## Les grèves poussent des entreprises vers Internet

**POUR RÉSOUDRE** les problèmes liés à l'absence de transports publics et au non-fonctionnement de plusieurs centres de tri postal, des responsables d'entreprise se tournent vers Internet. Des fournisseurs d'accès au réseau confirment cette tendance. Un responsable de FranceNet constate « une augmentation moyenne de 18 % de l'utilisation de ses services ». Le centre serveur estime que la fréquence des appels d'abonnés a doublé depuis le 28 novembre : « Auparavant, nous enregistrions chaque jour la connexion d'un abonné sur quatre. Aujourd'hui, ce sont deux abonnés sur quatre qui se connectent. »

Les demandes d'abonnement se font plus pressantes. Les responsables de FranceNet interprètent cette urgence comme la preuve que les nouveaux utilisateurs veulent remplacer les moyens classiques de communication par le courrier électronique et la transmission de fichiers informatiques.

Le directeur d'ImaginNet, Patrick Robin, enregistre la même ruée sur Internet. « En volume de données, le trafic a augmenté de 20 % », indique-t-il. Le rythme des demandes d'abonnement connaît une nette inflexion. Chez ImaginNet, il était de 4 ou 5 nouveaux abonnés par jour avant l'été. Fin août, le rythme était passé à 20 par jour avant d'atteindre 30 par jour avant les grèves. Au cours de cette semaine, il a grimpé à 40 à 45 par jour.

**PEU D'EFFET SUR LES PARTICULIERS**  
« Malheureusement, à cause de la grève de La Poste, nous ne pouvons satisfaire tous ceux qui veulent s'abonner immédiatement et qui ne possèdent pas déjà un accès au réseau », explique Patrick Robin. ImaginNet conseille aux plus pressés d'utiliser son kit vendu dans les librairies avec un mois d'abonnement gratuit. Une solution un peu artisanale... FranceNet a ouvert un numéro de téléphone où ceux qui possèdent un modem peuvent s'abonner en ligne. Il leur restera à télécharger les logiciels de connexion.

Les grèves déclencheront-elles une vague d'abonnement à Internet suffisante pour que la France rattrape son retard ? Si FranceNet ou ImaginNet bénéficient de la situation, c'est en raison de la typologie de leur clientèle, composée pour une bonne part d'entreprises ; chez ImaginNet, la proportion atteint 50 %.

En revanche, les fournisseurs d'accès qui s'adressent au grand public ont moins de chance. Inter-Net-Way ou Club Internet, le serveur de Grolier, ne constatent aucun effet sur leur trafic ou sur le nombre de demandes d'abonnement. Le président de Calvacom, François Benveniste, note seulement que « certains clients, déçus de la cause de la grève, profitent de ce moment pour s'abonner ».

Ouvert depuis quatorze mois, le serveur déclare aujourd'hui 3 000 abonnés. Avec le rythme d'abonnement actuel, 350 à 400 par mois, Calvacom atteindrait les 5 000 abonnés dans douze mois. « En fait, je pense que la courbe n'est pas linéaire et que nous parviendrons aux 6 000 abonnés », prévoit François Benveniste. D'ici un an, il estime que le nombre d'abonnés commerciaux en France sera compris entre 80 000 et 100 000. « Les 100 000 à 200 000 abonnés actuels dont on entend parler aujourd'hui comprennent les universitaires et les chercheurs », ajoute-t-il. Ces chiffres relèvent fortement le niveau de diffusion d'Internet en France.

François Benveniste rappelle que l'Angleterre recense un million d'abonnés et que l'Allemagne en revendique 600 000. Il attribue le retard français à « l'absence de moyens de paiement sur Internet et au monopole des télécommunications, qui met le coût des communications locales françaises parmi les plus chers du monde, avec celles des Philippines et du Pérou ».

Michel Albarganti

**"GRAND JURY"**  
**RTL-Le Monde**

**BERNARD KOUCHNER**

ANIMÉ PAR  
**OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC  
**MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)**  
ET  
**RICHARD ARZT (RTL)**

**RTL**

**DIMANCHE 18 H 30**

**DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9**

## Les animaux victimes de la recherche

**LA SOUFFRANCE** des animaux, question de société ? C'est en tout cas le postulat du Livre blanc sur l'expérimentation animale que viennent de publier conjointement le CNRS et l'Inserm. Cet ouvrage, qui se veut « une première étape vers un dialogue constructif entre les scientifiques et la société », est né d'une mission de réflexion mise en œuvre au sein de l'Inserm, en 1991, par une commission « expérimentation animale ». A l'issue de ses travaux, les experts avaient estimé que les scientifiques devaient à ce sujet pouvoir exprimer leur point de vue, « non pas dans un esprit polémique et pamphlétaire, mais sous la forme d'un livre blanc où les enjeux de la recherche seraient clairement exposés, où il serait montré pourquoi l'expérimentation animale est indispensable et à quel moment elle peut cesser de l'être pour céder la place aux approches in vitro ou aux essais cliniques ».

C'est chose faite, grâce à la coopération d'une quarantaine de spécialistes des sciences biomédicales. Chirurgie cardiaque, nutrition, cancérogénèse, vision, sommeil ou orthopédie, les champs les plus divers de la recherche biomédicale sont abordés. Et cette diversité se retrouve également dans les réponses des chercheurs, pour qui la nécessité de l'expérimentation animale ne sera pas la même selon l'état d'avancement des disciplines, selon leur degré de proximité avec la recherche fondamentale, selon, enfin, l'urgence des impératifs cliniques. Ainsi, la vaccinologie tente désormais de substituer, le plus souvent possible, des techniques de culture in vitro à l'expérimentation

animale. Mais il n'en va pas de même en cardiologie (domaine pour lequel « l'expérimentation sur animal entier reste et restera une nécessité »), pas plus qu'en génétique (« les recherches menées aujourd'hui ont un besoin absolu d'animaux modifiés génétiquement »). Encore moins en matière de lutte contre le sida, dont la dramatique progression « impose à l'ensemble de la communauté scientifique un effort de recherche sans précédent nécessitant l'utilisation de modèles animaux ».

**DEVOIRS**  
Les différents auteurs de ce livre - dont la technicité du contenu s'adresse à la communauté scientifique plutôt qu'au public - en arrivent tous à la même conclusion : aujourd'hui comme demain, les animaux resteront les victimes obligées des progrès de la médecine.

Cela n'empêche pas l'homme d'avoir des devoirs vis-à-vis d'eux, comme le souligne cet ouvrage dès ses premiers chapitres, qui rappellent que l'expérimentation animale s'inscrit dans un cadre réglementaire rigoureux relevant du code rural et du code pénal. Et cela n'évitera pas que les polémiques sur la légitimité de l'expérimentation animale prennent régulièrement un tour passionnel, tant il est vrai, comme le constate la philosophe Janine Chanteur, « que la conclusion, que le statut de l'animal, « du même titre que celui des hommes (...), tente », à l'heure actuelle, « de relever universellement du droit ».

Ca. V.  
\* Livre blanc sur l'expérimentation animale. CNRS Editions In-sern, 286 p., 140 F.

**PROJET FORMATION,**  
**passport à renouveler**

A quelles conditions la formation - scolaire, professionnelle, continue - restera-t-elle un passeport pour l'emploi ?

B. Charlot, J. Dubois, J. Lesourne, Y. Merle, B. Schwartz, C. Thélot...

Le N° (128 p.) 65 F - Ex. 70 F - En vente dans les grandes librairies



## JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

## MOTS CROISÉS

Problème n° 893

## HORIZONTALEMENT

1. Fit les beaux soirs de la Terre.  
 2. Pour réclamer un autre jugement ou plus de moyens. Imagina.  
 3. Il est prévu. De lui on espère une immunité.  
 4. Marque un fléchissement. Ce n'est pas comme le précédent.  
 5. Dans les gares, les hôtels ou les aéroports. Bon pour l'hôpital. Article inversé.  
 6. Sa bave est très comestible. Ne mérite que le dégoût.  
 7. Note. Mastoc.  
 8. Mit à l'écart. Légume. Officier débutant et diminutif.  
 9. Association. Conservateur.  
 10. Lettre grecque. Elle n'a pas la finesse de la poudre.  
 11. Font les paons.

## VERTICALEMENT

1. Ne peut rien prouver avec une machine à écrire.  
 2. Mène souvent au procès.  
 3. Joint. A son aise dans le grave.  
 4. Dans l'assiette ou le style, elle a ses amateurs. Mesure in-

versée. - 5. On écrit des rôles pour elle. Sous la cape. - 6. Par hasard ou par bon vouloir. Diva. Compris et retenu, espérons-le. - 7. Font souvent la loi. Propriété dégagée. - 8. Mis en terre. Plus qu'une connaissance. - 9. Rugueux au touché. Antiséptique. - 10. Transmet l'énergie. Au-dessus de Lyon. - 11. Travillait à la reproduction. Double, c'est très fort. - 12. Finement feuilletés.

## SOLUTION DU N° 892

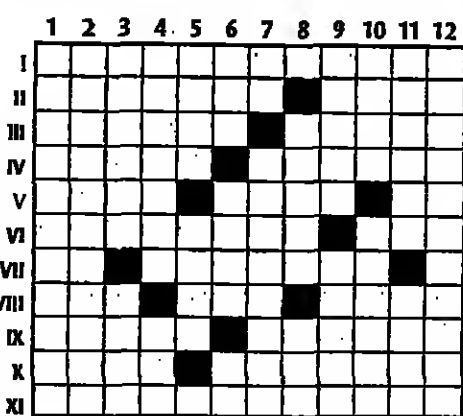
## Horizontalement

1. Spationaute. - 2. Coursier. Ecu. - 3. Ondée. Datar. - 4. Odes. Iceberg. - 5. Te. Savon. Été. - 6. Errements. El. - 7. Rats. TF. Uvée. - 8. Ita. Beers. - 9. Singe. Tierce. - 10. Totalité. Ban. - 11. Enseillement. - 12. Surveillant.

## Verticalement

1. Scooteriste. - 2. Pondération. - 3. Aude. Riant. - 4. Tresses. Gao. - 5. Ise. Am. Bell. - 6. Oisiveté. Je. - 7. Ne. Confetti. - 8. Ardent. Riel. - 9. AB. Suse. - 10. Tête. Verbe. - 11. Ecartée. Can. - 12. Surveillant.

François Dorlet



## SCRABBLE (R)

Problème n° 466

## CAUCHEMARS

C'est d'abord de l'horrible PLANTAGE (PLI 1996) que nous voulons parler. L'ignorance patente révélée au lecteur, impossible à camoufler en *lapis calami*. Dans notre chronique n° 480, malencontreusement intitulée « Ne pas scrabbler inculte », nous décrivions « une nymphe », *fontaine publique dédiée aux nymphes*, alors que chacun (ou presque) sait qu'il faut dire « un nymphée ». Nos lecteurs ayant en la gentillesse de ne pas relever cette bévue, nous étions tentés de laisser faire, laisser passer, sauf que la récente finale des Dicos d'Or (dictée Pivot) nous impose un devoir d'information. Le genre masculin de ce nom est dû à son étymon latin *nymphæum*. Précisons enfin que le Petit Robert tolère « une » nymphe.

Autres mots masculins at-

tyques : GYNÉCÉE, appartenance des femmes, latin *gynæceum* - PRYTANÉE, lieu où se réunissaient les PRYTANES, magistrats athéniens, latin *prytaneum* - MAUSOLÉE, tombeau du roi Mausole, latin *mausoleum* - EMPYRÉE, séjour des dieux, d'un mot grec signifiant en feu, allusion aux astres - ATHÉNÉE, lycée belge, bas latin *atheneum*, temple de Minerve - ATHANÉE, lieu de réunion avant les obèses ; ce mot ne figure que dans des Larousse récents qui ne donnent aucun renseignement sur son étymologie. Il a été manifestement forgé sur la racine grecque *THANATOS*, la mort - CADUCEE, enseigne de l'hygiène, attribut du dieu messager Mercure, latin *caduceus*. Cette liste sera complétée dans une chronique ultérieure.

Autre cauchemar : jouer une partie comme la partie ci-dessous, composée presque uniquement de gros coups difficiles, alors que chaque sous-top perd un maximum de points. Bon courage !

Michel Charlemagne

## ANACROISÉS (R)

Problème n° 894

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

## HORIZONTALEMENT

1. CEEHILUV. - 2. ADEEEMNS (+5). - 3. EPILOTUV. - 4. AAEMNTT (+1). - 5. AABDIORS (+2). - 6. AAIIRST (+2). - 7. AACENRS (+3). - 8. AADRTTU. - 9. ACMSU. - 10. EENRSUV (+1). - 11. DEIRSS. - 12. ACELOSTY. - 13. EERTUYZ. - 14. AEEENPRT (+4). - 15. AAINOSV. - 16. AEEINV (+1). - 17. AENSSS (+1). - 18. DEENRTU. - 19. DEEEERT. - 20. EEIOST (+2).

## VERTICALEMENT

21. AEINOTVX. - 22. AAEPRT (+2). - 23. CDEEINV. - 24. ACELNR (+3). - 25. ADEORTU (+3). - 26. EELSTV (+2). - 27. CEIQRUU. - 28. AGMNSTU. - 29. AA EISTT (+1). - 30. ACCEFFI. - 31. AELOSTV (+3). - 32. DEEINRZ (+5). - 33. EENRRTU. - 34. DEIRSU (+3). - 35. AAIMRU (+1). - 36. AAELSU. - 37. AADENST. - 38. EEMNST. - 39. AEISITV. - 40. EEIRSTU (+3).

## ÉCHECS

Étude n° 1666

## TOURNOI DES GRANDS MAÎTRES

(Crédit suisse, Horgen, 1995)

Blancs : J. Short.

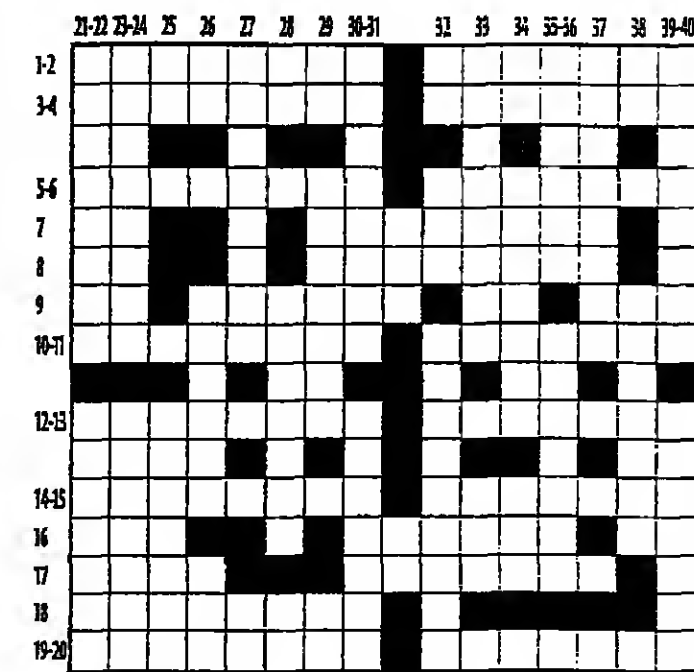
Noirs : B. Gulko.

Défense Caro-Kann.

1. e4	e5	2. e4	e5
3. f4	f5	4. f4	f5
5. g4	g5	6. g4	g5
7. h4	h5	8. h4	h5
9. g4	g5	10. f4	f5
11. e4	e5	12. d4	d5
13. c4	c5	14. b4	b5
15. a4	a5	16. c4	c5
17. b4	b5	18. a4	a5
19. c4	c5	20. b4	b5
21. a4	a5	22. c4	c5
23. b4	b5	24. a4	a5
25. c4	c5	26. b4	b5
27. a4	a5	28. c4	c5
29. b4	b5	30. a4	a5
31. c4	c5	32. b4	b5
33. a4	a5	34. c4	c5
35. b4	b5	36. a4	a5
37. c4	c5	38. b4	b5
39. a4	a5	40. c4	c5

## NOTES

a) Sortant des sentiers battus, J. Nunn, grand spécialiste de la variante d'avance (2. d4, d5 ; 3. d5), a recouru à une suite jouée dans quelques tournois dès 1925 (à l'instar de la variante de la partie française chère à Tchigorine) : 1. d4, e6 ; 2. d5, e7, plus ou moins désertée jusqu'en 1960. On trouve, dans le même ordre d'idées, 2. b3, 2. d3, 2. f4.  
 b) Les Blancs retrouvent la variante d'avance qui leur est familière.  
 c) La bonne réponse. 3... f5 entraîne les Noirs dans des complications qui ne leur sont pas favo-



## SOLUTION DU N° 893

1. HERBIE. - 2. ELEGANCE. - 3. EMOLUES (MOULEUSE). - 4. NAVICERT, permis de navigation (NAVANT). - 5. ONTIQUES, qui se rapportent aux objets du monde (QUESTION QUESTIONS TONQUES). - 6. CONSUME (ECUMONS). - 7. ISTHME. - 8. ENALLAGE, procédé grammatical. - 9. EPUCENT. - 10. ECLAIRER. - 11. CLARAINS, constituants du charbon. - 12. TACCAS, plantes tropicales. - 13. ISOGONAL. - 14. BASSINS. - 15. GOINERES (JIGERONS). - 16. ASCISE (CASES CASSE). - 17. FRISSES (FESSIER REFFISSE). - 18. ECHINES. - 19. EMOINOZ (EOMENIEZ). - 20. NOLISSE (EOLISSE INSOLEE OLEINES). - 21. ESSEULE. - 22.

OEHALAT. - 23. HELODEES. - 24. BAFEE. - 25. EMINENCE. - 26. ASRAMS. - 27. ROSTRAL. - 28. PISCINES. - 29. LACASSES (CALASSES). - 30. LILLOISE. - 31. ARACHNE (AGRAINE ENRAGEAN). - 32. RENEIGER (NEGRIERE). - 33. SASSERA (RASASSE). - 34. IMAGEES. - 35. LAICHE (CHALE LECHAI). - 36. LONGANE (GALONNE). - 37. COMPOST. - 38. GRETEUR (GRENURE). - 39. ANNIHILA. - 40. CALCIF. - 41. NATUREL. - 42. CORANIS (OCARINAS). - 43. MINERALE (ARMELINE). - 44. ISOSISTE, ou l'intensité d'un séisme est la même.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

ables : 4. Cg3 (ou 4. Cd4), Fg6 ; 5. h4, h6 ; 6. h5, Fh7 ; 7. é6 ; d) Mieux que 5... é6 ; 6. Cd2, cxd4 ; 7. cxd4, Ch6 ; 8. Cf3, Cf5 ; 9. a3, Db6 ; 10. g4, et le jeune Kasparov, âgé de treize ans, remporta une partie mémorable contre le maître Kaoumov, à Bakou, en 1976.

e) Abandonner un pion central (é5) pour un pion doublé sur l'aile-D est contraire aux principes, mais, dans le cas présent, il est parfaitement conforme à l'esprit de la variante de se servir de la case d4 ainsi dégagée comme d'une base-relais.

f) Une réplique qui paraît naturelle mais qui est inférieure à 6... Cxé5 ; 7. Cd4, Fd7 ; 8. f4, Cc6 ; 9. Cf3, é6 ; 10. Fc5.  
 g) Après cette tentative automatique de rompre la chaîne de pions, la partie des Noirs devient difficile. 7... Cxé5 était nécessaire, même si les Blancs obtiennent un net avantage de position par 8. Cd4.

h) Le C centralisé domine tout et menace 9. Fb5 comme 9. Cxé5. i) Si 8... Cxd4 ; 9. Dxd4, et les Blancs restent avec un pion de plus tout en menaçant 10. Fb5+ ; et si 8... Cxé5 ; 9. Fb5+ ; 10. Ou 10... Dxe5+ ; 11. Fc3 suivi de 12. 0-0.

j) La voie la plus rapide. m) Et non 15... Fxc5 ; 16. Cxé6 ; n) Si 16... Dc8 ; 17. Ff4 ; o) Si 17... Dxc5 ; 18. Cxé6.

p) Interdisant au R noir de roquer. q) Si 22... Cf6 (ou 22... f6) ; 23. Db7+ ; r) La situation du R noir, exposé en plein centre, est désespérée.

## BRIDGE

Problème n° 1662

## LES ÉLIMINÉS DE PÉKIN

A la surprise générale, les Italiens et les Brésiliens n'ont pu se qualifier pour les quarts de finale de la Bermuda Bowl, que les Américains ont remportée en battant les Canadiens. Les Brésiliens avaient pourtant gagné ce championnat du monde en 1989, grâce notamment à Gabriel Chagas.

▲ A 9 4	▲ RD 7 6 5
● 7	● V 8
● V 10 7 6	● RD 5 4 3 2
● 9 8 7 6 2	● -
▲ V 10 2	▲ RD 7 6 5
● D 10 9 4 2	● V 8
● 9	● RD 5 4 3 2
▲ V 10 5 4	▲ -
▲ 8 3	▲ RD 7 6 5
● A R 6 5 3	● V 8
▲ 8	▲ RD 5 4 3 2
▲ A R D 3	▲ -

Ann. : S. don. N.-S. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	1 ♠	2 ♠	2 ♠
2 ♠	2 ♠	3 ♠	3 ♠
3 ♠	3 ♠	4 ♠	4 ♠
4 ♠	4 ♠	5 ♠	5 ♠

Ouest ayant entamé le Valet de Pique, le déclarant a pris avec l'As du mort et a joué le 2 de Trèfle sur lequel Est a défaussé un Pique. Comment Gabriel Chagas, en Sud, a-t-il gagné CINQ TRÈFLES contre toute défense ?

## Réponse

Voici comment Chagas analysa le coup : « Après avoir fait la Dame de Trèfle à la deuxième levée, il semblait que je devais me débarrasser des Piques du mort, et j'ai donc tiré l'As puis le Roi de Cœur, et j'allais défausser le 4 de Pique lorsque brusquement je me suis arrêté. Si les Cœurs étaient répartis 5-2, le troisième Pique du mort était la onzième levée ! »

Il fallait cependant que Ouest ait trois Piques, et c'était probable d'après son contre de 2 Piques. D'autre part, il devait avoir cinq Cœurs pour avoir contre deux fois avec une seule levée d'atout. Ayant ainsi reconstitué la main, j'ai défaussé sur le Roi de Cœur non pas un Pique, mais un Carreau ! Ensuite, j'ai coupé le 3 de Cœur avec un atout du mort (le 6), et j'ai été content de voir qu'Est ne fournissait plus. Ayant fait cinq levées, j'ai joué le 4 de Pique pour le 8 de ma main avec la certitude que personne ne pourrait m'empêcher de faire encore, en plus de l'As de Carreau, trois atouts de ma main (dont la coupe du 9 de Pique avec le 3 de Trèfle) et trois coupes à Cœur du mort... »

## LA FINALE DE PÉKIN

A Pékin, dans la Bermuda Bowl, la finale a opposé les Américains et les Canadiens. Après la 16<sup>e</sup> et dernière donne, le score en faveur des États-Unis a été de 338 à 295 IMPs, un écart assez faible.

Voici une donne (n° 29) qui leur a rapporté 12 IMPs. Elle montre que même les champions peuvent se tromper, car ils ne voient que deux mains.

▲ R 8	▲ V 7 5
● V 2	● R 9
● R 7 4	● A 8 6 4 3 2
▲ A 9 4 3 2	▲ V 7 5
● 8 7 3	● R 9
● D V 10 8 2	● A 9 5 3
▲ -	▲ R 10 9 5
▲ D 10 6	▲ D 10 6 5 4
● 6	● 6
▲ D V 5	▲ D V 5

Ann. : O. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Silver	Hamman	Kokish	Wolff
1 ♠	1 ♠	2 ♠	2 ♠
2 ♠	2 ♠	3 ♠	3 ♠
3 ♠	3 ♠	4 ♠	4 ♠
4 ♠	4 ♠	5 ♠	5 ♠

Ouest ayant entamé la Dame de Carreau, comment Wolff, en Sud, doit-il jouer pour essayer de gagner QUATRE CŒURS ? Quel pourrait être le déroulement du coup ?

Note sur les enchères  
 L'ouverture naturelle « 2 Trèfles » du « Trèfle bleu » (un système de Trèfle fort issu du Trèfle napolitain) promettait de 12 à 16 points avec cinq ou six Trèfles. La réponse artificielle de « 2 Carreaux » était forçant, et « 2 SA » montrait des arrets dans deux des couleurs adjacentes. Le contre d'Ouest au troisième tour était d'appel avec des Piques et des Carreaux.

A l'autre table, les enchères avaient été :

Ouest	Nord	Est	Sud
Nickell	Gitelman	Freeman	Mitelman
1 ♠	1 ♠	2 ♠	2 ♠
2 ♠	2 ♠	3 ♠	3 ♠
3 ♠	3 ♠	4 ♠	4 ♠

Il n'est pas exclu d'ouvrir de « 1 Trèfle » avec le jeu de Nord. En tout cas, au contrat de « 4 Trèfles » il y a eu une chute à cause de la mauvaise répartition des Trèfles.

Philippe Brugno

## LE MONDE diplomatique

Décembre 1995

- **PROCHE-ORIENT** : Paix piégée, par Alain Gresh. - Israël, maître de la Cisjordanie, par Jan de Jong. - Au nom du Grand Israël, par Joseph Alagzy. - Attention, ghetto ! par Dominique Vidal.
- **HISTOIRE** : L'antisémitisme du III<sup>e</sup> Reich : un Vatican lucide et timoré, par Henri Madelin. - L'autre face du génocide, par Philippe Burria. - Pourquoi Staline liquida le Comité antifasciste juif, par Laurent Ruckert.
- **RUSSIE** : Sous la pression de l'Occident, par Paul-Marie de La Gorce. - Toropets, une petite ville face aux réformes, par Jean Radvanyi.
- **POLOGNE** : Réformer par la ruine, par Ignacio Ramonet.
- **ASIE** : Le viol permanent du peuple birman, par Renaldo Cassi.
- **BRÉSIL** : La droite conservatrice se renforce, par Catherine Illy. - L'amère médecine du docteur Cardoso, par Jean Ziegler. - Aux normes de la mondialisation, par Pinto Arruda Sampaio.
- **PACIFIQUE** : Introuvable Papouasie - Nouvelle-Guinée, par Jean-Pierre Clerc.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Club de Tours, 10 avril 1995. Tournois au foyer Rive-du-Cher, rue Toulouse-Lautrec, lundi 20 h 30, mardi 14 heures, samedi 15 heures.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

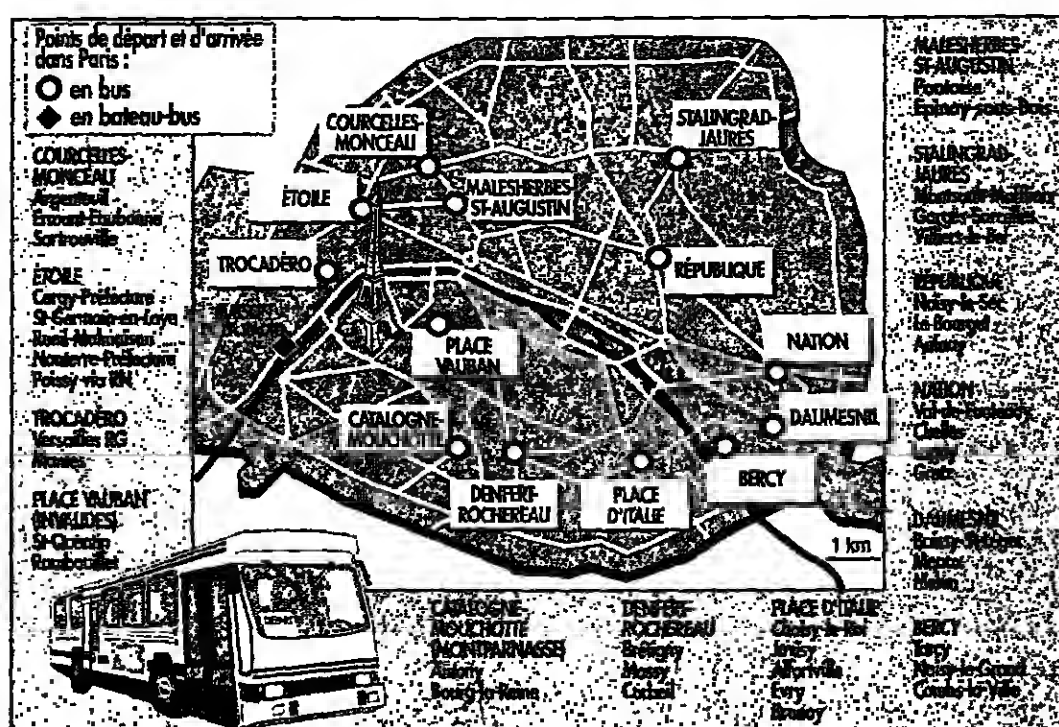
N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	FJISRE	FRISES	H 4	26
2	J-HASOUN	SAJOU	G 6	31
3	-AXN?SER	AXER(O)NS	1 A	39
4	ONONAES	ADONNEES	C 6	74
5	UEAPIC T	TAPAGE	A 10	36
6	-OEIOKHB	BOOK (s)	O 4	75
7	EIDH+RYE	OBY	B 2	30
8	RHEI+MEE	EMIER	E 1	94
9	HE-OACRT	CAHOTER (s)	TE	92
10	CMAEREL	CLAMECER (s)	D 11	28
11	ONULIHM	RHUM	1 E	48
12	LOIN+TUB	CLAMECERONT	15 D	71
13	BUL+IZT	BIZUT (s)	9 E	62
14	LI+LEGAI	SCOSILLAU (s)	L 4	92
15	QUFUTV	EQUVAUT	11	31
16	EATPISV	PAVIE	N 6	81
17	-OESTNWN	NEWTONS	113	32
18	LRAOEFF	WU	B N	33
19	FERD+ULI	ALÉ	A 6	21
20	OLIFR	DEB	2 A	15
21	LIFR	FERLAI		

1102

(a) KADIS, 6 B, 46 (-29). (b) OHE, E 4, 38 (-56). (c) RECLAMER, S H, 72 (-20). (d) ou BLITZ. Si l'on ne connaît pas RHUMB, LUT, F 1, 19 (-52). (e) LANGIEZ, F 9, 28 (-34).  
 1. T. Guillou, 927 ; 2. L. Piot, 914 ; 3. K. Morin, 871.



## LA CARTE DES TRANSPORTS DE REMPLACEMENT



■ **TRANSPORTS TERRESTRES** : environ 740 autobus et autocars sont mis en service depuis mardi 5 décembre en région parisienne. Ils desservent 130 lignes au départ de différentes villes de l'Île-de-France, le matin entre 5 h 30 et 6 h 30. Ces transports de substitution repartent de la capitale, des différents points indiqués sur la carte, entre 16 et 17 heures. Les usagers peuvent se renseigner à deux numéros verts : 05-23-52-35 et 05-05-05-17.

■ **TRANSPORTS FLUVIAUX** : les navettes fluviales sur la Seine fonctionnent dès 7 heures, à raison d'une toutes les 15 à 20 minutes. Des bateaux desservent également la banlieue en partant de Solferino-Musée d'Orsay. Un service est assuré vers Alfortville-Chinagora, au confluent de la Seine et de la Marne, un autre vers Boulogne et le pont de Saint-Cloud. Sur le canal de

l'Ourcq, trois bateaux relient le bassin de La Villette à Pavillon-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

■ **TRANSPORTS NATIONAUX** : depuis le mardi 5 décembre et pendant la durée de la grève à la SNCF, la société Euroline a augmenté les liaisons qu'elle assure par autocars au départ de Paris vers des villes de province. Les villes suivantes sont desservies par deux ou plusieurs services tous les jours : Aix-en-Provence, Amiens, Angers, Avignon, Bar-le-Duc, Bayonne, Blois, Bordeaux, Brive, Cahors, Châlons, Châteaudun, Dijon, Hendaye, La Rochelle, Le Mans, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Metz, Montauban, Moulins, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rochefort, Salotes, Saint-Dizier, Saint-Malo, Strasbourg, Toulouse, Tours, Valence, Vendôme, Vitry.

Les départs ont lieu de la gare routière de Paris-Gallieo, 28,

avenue du Général-de-Gaulle 93541 Bagnolet. Tél. : 49-72-51-51.

La Fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV) assure aussi des lignes interurbaines. Renseignements au 47-87-02-02.

■ **TELEPHONES UTILES** : pour joindre le Syndicat des transports parisiens, numéro vert : 05-23-52-35.

La préfecture de police de Paris dispose également d'une ligne gratuite : 05-05-05-17.

Pour joindre les préfectures des départements de la région parisienne :

Essonne : 05-11-61-12 ; Hauts-de-Seine : 40-97-39-39 ; Seine-et-Marne : 05-15-77-77 ; Seine-Saint-Denis : 48-95-66-00, 48-95-22-33 et 48-95-74-74 ; Val-de-Marne : 49-56-64-64 et 36-67-06-00 ; Val-d'Oise : 34-25-22-44 ; Yvelines : 39-02-10-10 et 39-02-39-39.

## MÉTÉOROLOGIE

## Redoux temporaire

UN NET REDOUX se généralise progressivement à la quasi-totalité du pays. Il s'accompagne de remontées d'air humide d'origine méditerranéenne poussées par une dépression quasi stationnaire sur l'Espagne. L'anticyclone et l'air froid qui lui est associé seront ainsi repoussés temporairement au-delà de nos frontières du nord-est mais commenceront à revenir progressivement samedi après-midi.

Samedi matin, il subsistera encore un peu d'air froid le matin de l'intérieur de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais. Il faudra donc se méfier d'un faible risque de pluies verglaçantes sur ces régions en tout début de matinée.

Le brouillard et les nuages bas seront fréquents le matin sur toute la moitié est du pays, de la Lorraine à la vallée du Rhône. Cette grisaille disparaîtra généralement en matinée.

De l'Île-de-France à la Bretagne et à l'Aquitaine, le temps sera le plus souvent très nuageux avec parfois quelques pluies faibles. Une petite amélioration interviendra en cours d'après-midi sur la

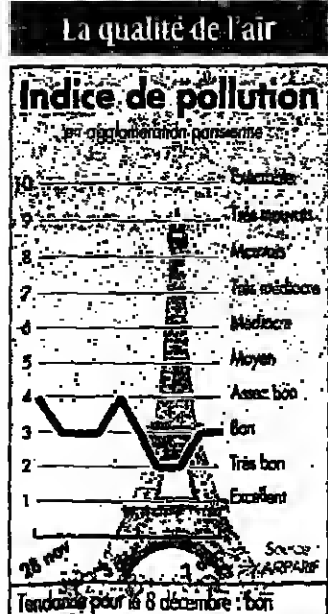
région parisienne avec le retour de quelques éclaircies.

Les pluies seront toujours plus soutenues près de la Méditerranée, notamment des Cévennes à l'est de la chaîne pyrénéenne. Il neigera le matin à partir de 1 500 mètres, la limite pluie/neige remontera lentement vers 1 800 mètres le soir. Le vent d'est à sud-est restera fort dans le Sud-est. Les rafales maximales atteindront de 60 à 70 km/h du nord de la Corse au golfe du Lion. L'autan soufflera en région toulousaine, avec parfois des pointes à 50/60 km/h.

Les températures seront orientées à la hausse. Le matin, elles garderont un caractère hivernal sur la moitié nord avec encore de petites gelées de l'intérieur de la Bretagne au Nord et à l'Alsace.

Il fera beaucoup plus doux sur la moitié sud, avec un thermomètre affichant 3 à 6 degrés le matin en allant même jusqu'à 8 à 12 degrés sur l'extrême sud des Pyrénées à la Côte d'Azur. L'après-midi, les maximales atteindront en général 8 à 15 degrés du nord au sud. Une certaine fraîcheur persistera dans le nord-est, avec 3 à 5 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



**ETUDIANTS**

SALAIRE DES JEUNES DIPLÔMÉS

STAGES

BUREAU DES ÉTUDIANTS

**3615 LEMONDE**

## PHILATÉLIE

## Coupe du monde de football

PREMIER D'UNE SÉRIE de douze programmes d'ici à 1998, La Poste mettra en vente géométrale, jeudi 14 décembre, un timbre à 2,80 F sur la Coupe du monde de football que la France doit organiser en 1998.

Il s'agit du quatrième timbre français ayant trait au football après ceux émis en 1938 pour la troisième édition de la Coupe du monde (organisée en France), en 1977 pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de la Coupe de France et, en 1982, encore pour la Coupe du monde.

Quatre autres timbres seront émis en 1996, consacrés à quatre sites dans lesquels auront lieu des matches : Lens, Montpellier, Saint-Etienne et Toulouse. La Poste - qui vient de signer un accord de partenariat avec Football 98, le comité français d'organisation de la Coupe du monde de football - mettra en vente pour chaque timbre une enveloppe (15 F) et un encart (30 F) « premier jour » officiels.

Le timbre, qui représente un ter-



rain de jeu stylisé et comporte le logo de la compétition, au format vertical 26 x 36 mm, dessiné par Louis Briat, est imprimé en héliogravure en feuilles de quarante.

\* Vente anticipée à Paris le mardi 12, de 14 heures à 22 heures, et le mercredi 13, de 10 heures à 19 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Musée du Louvre, galerie du Carrousel, Pyramide inversée, au pied des escaliers.

## EN FILIGRANE

■ **Vignettes Père Noël**. En Grande-Bretagne, la poste locale ferroviaire de la Nene Valley Railway a édité, le 30 octobre, une vignette à l'effigie du Père Noël. Disponible en feuillet de huit (2 livres, plus port) ou sur enveloppe « premier jour » de la série anglaise de Noël (4 livres, plus port). S'adresser à Ann Pick, Railway Letter Service, Nene Valley Railway, Wansford Station, Stibbington, Peterborough PE8 6LR, Grande-Bretagne.

■ **Semaine de la philatélie**. Le bureau de poste de Paris 12-Reuilly (30, rue de Reuilly) organise, du 11 au 16 décembre, une semaine de la philatélie, avec la présentation de la collection originale d'Henri Rousseau composée de lettres expédiées aux quatre coins du monde retournées à l'expéditeur. Des artistes du timbre seront présents pour des séances de dédicaces :

Maurice Gouju (créateur du récent timbre du 50<sup>e</sup> anniversaire des Nations unies), le 11 décembre de 15 heures à 18 heures ; Louis Briat (à l'origine de la série courante « Marianne »), le 11, de 10 heures à 13 heures ; Claudine et Roland Sabatier (série « Fables de La Fontaine »), le 13, de 14 heures à 18 heures.

■ **Ventes**. Vente sur offres Demarest (Paris, tél. : 47-70-04-01) clôture le 11 décembre. Plus de 3 000 lots, dont marques postales départementales, marques militaires, classiques de France, semi-modernes, entiers, colonies, plus aériens, polaires et autographes. Napoléon et son temps, belle vente d'autographes Jean-Emmanuel Raux (Saint-Germain-en-Laye, tél. : 34-51-96-12) de plus de 700 lots dont journal de bord du Northumberland, qui conduisit l'empereur à Sainte-Hélène, mèche de cheveux, lettre d'admission de Napoléon de Buonaparte à l'école militaire de Brienne.

## PARIS EN VISITE

Dimanche 10 décembre

- **HÔTEL DE LA PAIX** (55 F + prix d'entrée), 9 h 45, 25, avenue des Champs-Élysées (Mathilde Hager).
- **LE VIEUX MONTMARTRE** (50 F), 11 heures et 15 h 30, au haut du funiculaire, sortie côté gauche (Claude Mart).
- **L'OPÉRA-GARNIER** et l'exposition sur les costumes, 14 heures (40 F + prix d'entrée), hall d'entrée devant la statue de Haendel (Approche de l'art), 15 h 30 (55 F + prix d'entrée), hall d'entrée devant la statue de Haendel (Mathilde Hager).
- **LA CONCIERGE** et la Sainte-Chapelle (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).
- **L'HÔTEL DE SOUBISE** et l'exposition France-Ecosse (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Didier Bouchard).
- **OU REMPART DE PHILIPPE**

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 1, place Robert-Beauregard - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 16 (1) 49-40-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

LE MONDE (100% S.A.) est publié deux fois par semaine - LE MONDE + 1, place Robert-Beauregard - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 16 (1) 49-40-32-90. LE MONDE est un journal de presse. Pour les abonnements en France, les paiements doivent être effectués par chèque bancaire ou par carte bancaire.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal / par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Par téléphone à domicile. ● Suspension temporaire.

Tarif autres pays étrangers : Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par télécopie 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LE CARNET DU VOYAGEUR

Belgique. La destruction par un incendie, survenu dans la nuit du 3 au 4 décembre, du poste de contrôle de la gare du Nord de Bruxelles va entraîner des perturbations sur le réseau ferroviaire belge pendant près de six mois. - (AFP)

■ **MAROC**. Deux avions, l'un de la compagnie israélienne El Al, l'autre de Royal Air Maroc, ont acheminé le 3 décembre des agents de voyages et des touristes israéliens de Tel Aviv à Marrakech lors d'un vol spécial qui préfigure la première liaison régulière que les deux compagnies espèrent assurer au début de l'année prochaine. - (Reuters).

■ **QATAR**. La compagnie aérienne Qatar Airways a pas l'intention d'ouvrir une liaison avec Tel Aviv. Il y a quelques jours, le directeur de l'aviation civile israélienne avait déclaré que son pays et le Qatar s'étaient entendus sur un projet d'accord aérien prévoyant notamment deux vols charter hebdomadaires Doha-Tel Aviv dans quelques semaines. - (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE**. Le train affecté au transport de la famille royale d'Angleterre passera sous contrôle privé au mois de janvier dans le cadre de la dénationalisation de Rail Express Systems, filiale de British Rail. La famille royale continuera néanmoins à avoir la jouissance de quinze wagons, qu'elle utilise une centaine de fois par an. - (AFP)

■ **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris auterfois).

■ **MARAI** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **LES SALONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL** (carte

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE 3617 LAMUS

Documentation 3617 code LAMUS

CD-ROM : (1) 43-37-66-11

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (223 F/m)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Imprimé en France.

12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-sur-Seine.

Directeur-général : Jean-Marie Colombani

Directeur adjoint : Gérard Moras

Membres du comité de direction : Dominique Audo, Claude Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées

75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; Fax : (1) 44-43-77-30

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

## Institutions

LE DUC de Wellington, auquel un interlocuteur demandait en quoi sa tactique différait de celle d'un maréchal français contre lequel il s'était battu, répondit : « Voyez-vous, mon ami, le plan tactique du maréchal Victor est un beau harnais qui sort tout resplendissant de chez le premier sellier du monde. S'il tient, tout va à merveille. Mais si une courroie se brise ou si une boucle saute, il n'est plus bon à rien. Moi, je fabrique un harnais de cordes, et si l'une d'elle casse, eh bien, je fais un noeud et je continue. »

On invoque volontiers, en Angleterre, cette boutade du vieux duc pour différencier les méthodes et les tempéraments britanniques et français. La France s'apprête, encore une fois, à construire un nouveau régime politique, en élaborant la troisième Constitution qu'elle se sera donnée depuis 1789, tandis que, dans le même temps, la Grande-Bretagne a conservé le cadre de ses institutions traditionnelles. Celles-ci sont demeurées l'instrument et le rempart de la liberté au milieu des tourments de la période napoléonienne et des deux guerres mondiales.

Il est naturel qu'un tel exemple de stabilité et d'efficacité exerce aujourd'hui un puissant attrait sur tous les pays qui, après l'effondrement du fascisme, cherchent le salut dans le retour à la démocratie. Cependant, pour apprécier sagement les institutions britanniques et en tirer leçon, il ne faut pas se contenter de contempler leurs façades, car, si celles-ci ont résisté aux injures du temps, les réalités vivantes qu'elles abritent ont subi des modifications profondes dont il est souvent malaisé de découvrir la trame et de préciser la portée. Ces transformations se sont le plus souvent produites progressivement, sans jamais ébranler la solidité du vieux édifice des lois, des coutumes, des précédents et des traditions.

Robert Jacomet  
(9-10 décembre 1945.)

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **BELGIQUE**. La destruction par un incendie, survenu dans la nuit du 3 au 4 décembre, du poste de contrôle de la gare du Nord de Bruxelles va entraîner des perturbations sur le réseau ferroviaire belge pendant près de six mois. - (AFP)

■ **MAROC**. Deux avions, l'un de la compagnie israélienne El Al, l'autre de Royal Air Maroc, ont acheminé le 3 décembre des agents de voyages et des touristes israéliens de Tel Aviv à Marrakech lors d'un vol spécial qui préfigure la première liaison régulière que les deux compagnies espèrent assurer au début de l'année prochaine. - (Reuters).

■ **QATAR**. La compagnie aérienne Qatar Airways a pas l'intention d'ouvrir une liaison avec Tel Aviv. Il y a quelques jours, le directeur de l'aviation civile israélienne avait déclaré que son pays et le Qatar s'étaient entendus sur un projet d'accord aérien prévoyant notamment deux vols charter hebdomadaires Doha-Tel Aviv dans quelques semaines. - (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE**. Le train affecté au transport de la famille royale d'Angleterre passera sous contrôle privé au mois de janvier dans le cadre de la dénationalisation de Rail Express Systems, filiale de British Rail. La famille royale continuera néanmoins à avoir la jouissance de quinze wagons, qu'elle utilise une centaine de fois par an. - (AFP)

■ **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris auterfois).

■ **MARAI** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **LES SALONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL** (carte

d'identité, 55 F), 15 heures, 2, rue de Montpensier (Paris et son histoire).

Lundi 11 décembre

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 ; Renaud et Armide, de Boucher, 12 h 30 (Musées nationaux).

■ **LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE** (carte d'identité, 55 F), 14 h 15, place de l'Hôtel de Ville devant la poste (Paris et son histoire).

■ **LA COUR DE CASSATION** (55 F), 14 h 30, devant les grilles du palais de justice (Europ expo).

■ **OE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS** au quartier des quolibets (60 F), 14 h 30, sortie du métro Louvre (Vincent de Langlade).

■ **L'OPÉRA-GARNIER** et l'exposition sur les costumes (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, en haut des marches extérieures à gauche (Tourisme culturel).

■ **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris auterfois).

■ **MARAI** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **LES SALONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL** (carte

d'identité, 55 F), 15 heures, 2, rue de Montpensier (Paris et son histoire).

Lundi 11 décembre

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 ; Renaud et Armide, de Boucher, 12 h 30 (Musées nationaux).

■ **LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE** (carte d'identité, 55 F), 14 h 15, place de l'Hôtel de Ville devant la poste (Paris et son histoire).

■ **LA COUR DE CASSATION** (55 F), 14 h 30, devant les grilles du palais de justice (Europ expo).

■ **OE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS** au quartier des quolibets (60 F), 14 h 30, sortie du métro Louvre (Vincent de Langlade).

■ **L'OPÉRA-GARNIER** et l'exposition sur les costumes (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, en haut des marches extérieures à gauche (Tourisme culturel).

■ **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris auterfois).

■ **MARAI** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **LES SALONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL** (carte

d'identité, 55 F), 15 heures, 2, rue de Montpensier (Paris et son histoire).



Je suis 150

# CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 9 DÉCEMBRE 1995

**CHORÉGRAPHIE** Le travail de Martha Graham (1894-1991) étonne plus que jamais par son actualité et sa justesse. Chorégraphie des émotions extrêmes, elle n'en a pas pour autant

coupé son inspiration des événements historiques et sociaux. En 1936, elle refusait d'exhiber ses danseuses sculpturales aux Jeux olympiques de Berlin. ● **MODÈLE MAGNIFIQUE**

d'une danse engagée sans jamais être démonstrative, ses *Sketches from Chronicle*, que l'on peut voir à Créteil, sont un modèle pour tous les jeunes chorégraphes, qui, mobilisés contre le

conflit yougoslave, ont intégré la guerre à leur œuvre. ● **CETTE INS- CRIPTION** de la violence guerrière dans la danse est née avec la danse contemporaine, après la Grande

Guerre. Robert Wilson rend hommage dans *Snow in the Mesa* au courage de Martha Graham, pionnière d'un mouvement qui devait inspirer les artistes contre la guerre du Vietnam.

## La danse contemporaine est obsédée par la guerre et la barbarie

La Martha Graham Dance Company présente à Créteil une trilogie créée en 1936. Depuis les années 30, les plus talentueux chorégraphes n'ont jamais cessé de dénoncer les conflits

EN 1936, Martha Graham refuse l'invitation de se rendre aux Jeux olympiques de Berlin. La même année, elle crée *Sketches from Chronicle*, une trilogie sur la guerre. Près de soixante ans plus tard, Catherine Diverres, Joëlle Bouvier et Régis Obadia, François Verret, Kadine Saporta, pour n'en citer que quelques-uns, affrontent la guerre dans leur œuvre. Le conflit yougoslave les a contraints à se définir en tant qu'artistes-citoyens.

Née avec le siècle, la danse contemporaine n'a cessé de se coler avec la mort. Jan Lauwers, chorégraphe flamand - au Théâtre de la Cité internationale, à partir du 7 décembre -, dit à propos de sa pièce *Shakespeare*, inspirée par Georges Bataille : « *Bataille n'a cessé de se livrer à des recherches sur la signification de la danse et de la fête dans différentes tribus, et il a constaté que la danse allait toujours au-delà de la zone autorisée, se mouvant en terrain interdit* ». Est-ce à dire qu'elle est le véhicule privilégié pour exprimer l'atrocité ? La mise en spectacle de la guerre a-t-elle seulement un sens ?

**FANTÔMES** « Il est important que les artistes témoignent d'une meurtrissure qui existe, même si elle n'est pas faite à leur corps », dit Kadine Saporta. En chorégraphiant *L'impur*, consacré au musicien allemand et communiste Erwin Schulhoff, mort en déportation, elle a suscité la controverse (*Le Monde* du 15 octobre 1993). « *Je me suis libérée d'un cri qui m'étouffait* », se réjouit-elle. La guerre comme tout le monde. Mais quand j'ai ouvert la porte, tous les fantômes sont sortis. Toutes les questions morales, métaphysiques doivent être repensées. La guerre en ex-Yugoslavie m'a changée. Je n'aurais plus jamais le même élan à vivre. Bien sûr, une œuvre n'abolit pas la politique. Mais se taire, c'est être complice. »

La Table verte de l'Allemand Kurt Joos incarne la pièce fondatrice du thème de la guerre dans la danse. Elle date de 1932. Le souffle de cette dénonciation s'adressait tout autant aux hommes politiques qu'à la guerre de 14-18 et à la soldatesque nazie. La chorégraphie conserve intacte son actualité. Elle obligea Kurt Joos à s'exiler en Angleterre dès 1934, juste après qu'on lui eut demandé de dénoncer les juifs de sa compagnie. D'autres seront moins clairs

voyants. Rudolf Laban, théoricien et chorégraphe, Mary Wigman, les deux figures charismatiques de l'expressionnisme, se retrouvent côte à côte, à la demande de Goebbels, dans l'organisation des Jeux olympiques de 1936. Laban, immédiatement après, tombe en disgrâce. Malade, il rejoindra Kurt Joos à Dartington. Mary Wigman restera : son école, transportée de Dresde à Leipzig, restera ouverte jusqu'en 1942. Il ne peut plus s'agir d'un malentendu, mais d'un mélange de compromissions et d'ambition. Susan A. Manning, historienne américaine, à la suite de l'Allemande Hedwig Müller, rompt le silence dans son livre *Erkennung und Dämon, féminisme et natio-*

*nalisme dans les danses de Mary Wigman* (University of California, Berkeley, Los Angeles, 1993). Cette analyse éclaire ce qui n'a jamais été dit, y compris en France, par celles qui furent les élèves de Wigman après la guerre. La chorégraphie est toujours présentée comme une victime du national-socialisme. La passion qui la liait à un officiel nazi n'aurait pas été étrangère à sa décision de rester dans son pays.

Isadora Duncan dansait la guerre de 14-18 sur *La Massellaise*, et la Révolution de 1917 sur *La Marche slave*. La guerre d'Espagne a inspiré, en 1937, *Deep Song* de Martha Graham, *Danza de la Muerte* de José Limón. Rappelons que la danse buto japonaise est née de la seconde guerre mondiale. La guerre d'Algérie a elle aussi trouvé en France l'écho de sa douleur. En 1973, sur des projections de photos de Marc Garanger, jeune appelé en Algérie, Dominique et Françoise Dupuy, alors dans leur quarantaine, ont chorégraphié *Visages de femmes* : « *Nous étions huit interprètes à incarner la violence faite à ces femmes qui pour la première fois étaient dévoilées par des hommes, de surcroît leurs ennemis. Il s'agissait pour l'armée française d'établir les cartes d'identité de ces Algériennes* », se rap-

pelle Françoise Dupuy. Comment représenter la guerre à l'œuvre sur scène ? Daniel Dobbels, écrivain et chorégraphe, explique : « *Ar-taud, après Nietzsche, savait que les états extrêmes du corps ne restent concevables qu'à travers la plus extrême délicatesse* ». Et d'ajouter : « *Quand on parle de guerre, il est dangereux de blesser l'espace* », reprenant la formule du mime Decroux.

Les artistes américains manifestant contre la guerre du Vietnam choisissent la solution du happening, attaquant les structures mêmes de la danse. War, d'Yvonne Rainer, tourne en dérision les stratégies qu'employait l'armée sur le terrain. Très vite, elle comprend néanmoins que - plus que la mise en spectacle de la guerre - se servir du drapeau comme d'un bavoir, utiliser la nudité, les cheveux longs, incarnaient des moyens tout aussi radicaux d'ébranler une Amérique si sûre de son bon droit. Le 9 novembre 1970, à 18 h 30, son *Judson Flag Shaw* entre dans la légende des spectacles anti-guerre du Vietnam. Pierre Henry et Maurice Béjart s'inscrivent dans la mouvance des idées de « *Faites l'amour, pas la guerre* » sa Messe pour le temps présent, donnée à Avignon en 1967.

**SARAJEVO** Vingt-cinq ans plus tard, à 1 500 kilomètres de Paris : la guerre en Yougoslavie. « *Cette léthargie face à Sarajevo bombardé a donné naissance à Tauride, une sorte d'explosion qui ne parle pas d'autre chose que de la guerre* », explique Catherine Diverres, à la tête, avec Bernardo Montet, du Centre chorégraphique de Rennes. « *Avec L'Ombre du Ciel, j'ai trouvé d'autres solutions, moins directes. L'idée de la terre qui éclate, cette bécasse qui blesse la patrie, qui sépare les êtres, qui les engourdit. Le danseur, par intuition confuse, ressent avant d'autres, peut-être, les secousses de ce séisme d'actualité qu'il vit dans le périmètre touché. Le corps a une connaissance de l'humanité d'au-trui, il est capable de solidarité surprenante. La mise en scène de la guerre peut se situer au même niveau de conscience que le spectacle qu'en donne la télévision. Celui qui regarde alors s'en arrange. Comment dénoncer le fascisme ? Il peut y avoir de la séduction à montrer le pas de l'oeil* ». Oo sait le rôle actif de François

Verret (*Nous sommes tous des vaincus*, 1994) dans la Déclaration d'Avignon ; on sait la participation de Maguy Marin à la grève de la faim décidée à l'issue du Festival d'Avignon 95. La chorégraphe Kili-na Cremona enseigne à Zagreb. Le danseur Matthieu Dore revient de Sarajevo : « *Je voulais savoir comment c'était vraiment, la guerre ailleurs qu'à la télévision. Il fallait que je parle. Je ne savais pas ce que j'allais faire. Certainement pas danser* ».

### Haro sur un drapeau

Les marionnettes du Bread and Puppet Theater de Peter Schumann faisaient 4 mètres de haut et se balançaient comme d'immenses stéréotypes. Dans *Le Cri du peuple pour obtenir de la viande*, un personnage qui ressemblait au président des États-Unis figurait le père de Kronos, le Soldat tueur au fusil. Le *Massacre des innocents* devenait une attaque aérienne au Vietnam.

Durant ces années, arborer un drapeau américain était une façon d'affirmer son soutien résolu à une guerre qui devait sauver le monde du communisme. Aussi quand Yvonne Rainer et Steve Paxton enrôlaient leurs corps nus dans des drapeaux comme dans des draps de bain, ils devenaient immoraux : ironiquement la guerre et les tueries ne s'étaient pas. En chemise militaire, collants rouges et jupe bleue, Katherine Litz moquait, quant à elle, les formes les plus stupides du patriotisme : à la fin de sa performance, on ne distinguait d'ailleurs plus qu'un tas de bras, de jambes et de drapeaux enchevêtrés.

Mais au Théâtre national, il y avait des jeunes, avides de tout. Avec urgence, ils voulaient remettre leur corps en route. Ils ne se posaient pas de question, ils voulaient bâtir. Il n'était pas question de réaliser un travail sur la guerre, même si les corps ont des difficultés de concentration, de résistance. Ils ont utilisé leurs réserves d'énergie pour survivre. Ce sont les militaires basiliques qui donnent de leur corps l'image la plus désarmée.

On danse beaucoup pendant les guerres. Les jeunes Angolais de Luanda avaient inventé le *farar* (le « bluf ») pour supporter la tension de la guerre civile diurne : des parades de danse pour se mesurer, des marathons pour exister toute la nuit dans les yeux des autres. Dans les tribus, on danse pour se préparer à la guerre, puis pour se purifier de la guerre. Il y a à peine un mois, des jeunes du Zimbabwe présentaient *And Kwanda* au concours de création chorégraphique de Luanda, une danse inspirée d'un rituel de chasse et de guerre. Aucune oblique, aucune zone d'ombre, pour exprimer ici la violence d'un corps qui s'acharne sur un autre.

Dominique Frédat

### L'hommage de Robert Wilson à sa « sorcière bien-aimée »

**MARTHA GRAHAM DANCE COMPANY**, dans le cadre du Festival d'automne. « *Embattled Garden* » : Martha Graham (chorégraphie et costumes), Isamu Noguchi (décors), Carlos Sznajder (musique). « *Sketches from Chronicle* » : Martha Graham (chorégraphie et costumes), Wal-lingford Riegger et Stanley Sussman (musiques). « *Snow in the Mesa* » : Bob Wilson (chorégraphie), Jennifer Tipton (lumière), Donna Karan (costumes).

**THÉÂTRE DES ARTS** de Créteil, jusqu'au 9 décembre, 20 h 30 ; le 10, à 15 heures. Place Salvador-Aliende. Tél. : 45-13-19-19. Navette prévue pour le retour à Paris. 130 F.

Si « *danser, c'est éteindre l'essence d'un cri* », comme l'écrit Rilke, la trilogie *Sketches from Chronicle*, de Martha Graham, incarnait en 1936 un cri de compassion bloqué au bord des lèvres.

Ces « esquisses » expriment la Grande Guerre, la Dépression de 1930, autant d'événements ressentis à travers les réactions du corps de dix femmes. Thérèse Capucilli, qui reprend le rôle de Martha Graham, danse le solo de *Spectre-14* : une femme assise enveloppée

dans une immense jupe à plis de couleur noire. L'expression même du chagrin. Elle se lève. Bras tendu au-dessus de la tête, elle essaie d'agripper quelque chose. Toute de retenue nerveuse, sa danse n'est que plus convaincante : elle se déploie dans l'espace restreint du cercle dessiné par la robe. Elle finit par la draper autour d'elle. L'envers de la robe est rouge. Rouge du sang qui la recouvre.

**OBSESSION SEXUELLE** Déjà vu en France (Biennale de Lyon, 1990), le deuxième volet est exemplaire d'une gestuelle de colère : alignements de danseuses en noir, leurs bras découverts, très blancs, dans l'ombre. La danse est concentrée dans ces bras. Cassés à angle droit, handés, les poings en avant, ils contredisent les pieds nus, les jambes qui avancent, reculent, vacillent ; jusqu'au moment où les sauts nerveux, serrés, sans élan, mettent le corps en harmonie avec les bras. Les femmes sont prêtes pour le troisième volet. On admire le tranchant de la pensée d'une chorégraphie qui a toujours su se situer face à la misère, à la guerre, au fascisme. Cette détermination fait implorer chaque mouvement de cette trilogie : la technique que Martha Gra-

ham a inventée à partir des années 20 sculpte de merveilleux corps.

Dédié à la vie de Martha Graham, *Snow in the Mesa*, de Robert Wilson, débute par trois têtes de louves éclairées par la Lune. Elles sont le symbole du caractère de celle qu'on comparait volontiers à un prédateur tant elle chorégraphiait la sauvagerie de l'instinct. On sent à quel point l'homme de théâtre, bien que lui-même éloigné de ce tempérament explosif, est fasciné par son modèle : les scènes entre la chorégraphie et Erick Hawkins, son mari, son danseur, disent à merveille l'obsession sexuelle.

Les moments qui font ouvertu-meot référence au geste grahamien sont beaux. Wilson a assez d'intelligence poétique pour ne pas plagier. Quand il se lance dans des danses plus personnelles - celle des poupées Kachina qui évoquent la culture des Indiens -, on admire l'atmosphère de bacchanale nocturne, mais le mouvement dort plus sûrement qu'une potion d'un *medecine man* navajo. Cependant, comment ne pas être ému par l'amour qui lie Wilson à Martha Graham, sa sorcière bien-aimée ?

D. F.

**France 3** Paris Ile-de-France

Samedi 9 décembre à 13 heures

**TÉMOINS**

Le magazine de Paris - Ile-de-France

**Alain MADELIN**

ancien ministre de l'économie, député (UDF/PR) d'Ile-et-Vilaine

sera interrogé par

**Jean-Jacques CROS (France 3)**

et

**Cécile CHAMBRAUD (Le Monde)**

**Le Monde**

**LE LIVRE NOIR**

SOLIN ACTUS



## Les folles envies de paradis de Yolande Moreau et des Deschiens

Le Théâtre du Châtelet reçoit la dernière création de Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff

Venu de Nîmes, où il fut créé au printemps de 1994, *C'est magnifique* s'installe au cœur de Paris en prélude aux fêtes. C'est l'occasion de retrouver

les Deschiens, qui, pour être populaires à la télévision, n'en sont pas moins une troupe de théâtre, un théâtre exigeant, le théâtre du rire. Il

surgit ici des tourments d'une femme ordinaire, Yolande Moreau, qui entonne un air de Cole Porter pour oublier un peu de ses tourments.

**C'EST MAGNIFIQUE**, de Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff, mise en scène des auteurs, avec Jean-Marc Bihour, Robert Horn, Atmen Kelif, Bruno Lochet, Yolande Moreau, François Morel, Philippe Rouèche (accordéon et piano).

**CHÂTELET-THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS**, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 40-28-28-40. Durée : 1 h 35. De 50 F à 210 F. Jusqu'au 14 janvier.

C'est à la fois un chœur et la juxtaposition de fortes individualités ; c'est aussi l'histoire d'une femme écartelée entre les pesanteurs terrestres, leur cortège de terreurs quotidiennes, et une aspiration céleste, une envie de paradis sur le bout de la langue ; c'est encore une heure et demie de pure comédie, de grande drôlerie ; ce sont les Deschiens, « une tribu », dit l'un de ses deux mentors, Macha Makeïeff, et ils sont... magnifiques. Voilà un an

et demi qu'ils promettent leur nouveau spectacle en France et hors d'elle, un an et demi que les publics reprennent en chœur la chanson de Cole Porter extraite de *Can-Can*, un an et demi aussi qu'une affiche bizarre, dangereusement prémonitrice, couvre les murs des grandes villes, sur laquelle on voit surtout une bouteille de gaz, jumelle de celles qui ont terrorisé la France depuis le début de l'été.

Cette affiche-là, il a fallu la modifier pour la reprise du spectacle à Paris. Cette bonne nuit, l'une pourtant des héroïnes constantes du théâtre de Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff, devait s'effacer pour tenir compte des violences de l'époque. Dans *C'est magnifique*, comme dans tant d'autres spectacles, elle explose, endommageant irrémédiablement le petit monde de bord de rocade des Deschiens. On la retrouve bien au Châtelet, mais un peu cachée au milieu de fûts...

C'est magnifique est d'abord conçu comme un hommage à Yo-

lande Moreau, pivot de la troupe depuis *Lapin chasseur*, femme ordinaire, ménagère singulière, longue silhouette voûtée qui paraît avoir pris bien des coups, au sourire intact pourtant, comme une riposte pacifique à un environnement hostile. Seulement vêtue d'une jupe bleue en rayonne surmontée d'un polo aux découpes grossières, elle sera bientôt seule dans une lumière pastel, femme-enfant à la voix pudique, retenue, reprenant la rengaine de Porter, leur tremblée d'un monde moins cruel.

### PAUSE DOUCEUR

Cette manière de s'emparer des chansons populaires que chacun fredonne est l'une des marques de fabrique des Deschiens, sorte de pause douceur dans chacun des spectacles, ou instant de pur comique. On s'en aperçoit une fois encore quand l'une des nouvelles recrues, Robert Horn, chante un savoureux *Comme la plume au vent*. Petit rondouillard, cet acteur qu'on avait entrevu dans *Les Brigands* à l'Opéra-Bastille a trouvé naturelle-

ment sa place aux côtés de Jean-Marc Bihour, dont la voix est aussi haut placée que ses boucles blondes. Tous deux forment un couple qui rappelle évidemment Laurel et Hardy. Et enfin il y a trois drôles de bonshommes aux blouses grises, curieuse « escouade hibernaisée », comme le dit Macha Makeïeff, entraînés par François Morel, chef bricoleur qui voudrait recréer un monde plus humain dont les fondations seraient une forêt de chaises bancaires, de tabourets, d'armoires, de poubelles, de bouteilles vides, de bassines, de « soubrenes », de pinces à linge, le tout assorti et assorti désassorti, placé et déplacé, bichonné et détruit.

Yolande Moreau et ses prétendants sont une poignée parmi les millions de « personnes déplacées » qui cherchent partout les moyens d'une existence plus humaine. Clowns oubliés de la métaphysique, ils sont les héros d'un monde totalement irrationnel, le nôtre.

Olivier Schmitt

## Le hip hop sénégalais à l'affiche d'Africa Fête

Positive Black Soul se produira au Hot Brass, samedi 9 décembre, dans le cadre d'un festival à la gloire de la présence africaine à Paris

**LES ENVAHISSEURS III (AFRICA FÊTE)**. Avec Positive Black Soul (Sénégal), Pablo Master (Cameroun), DeeJays d'Elite, Baba Djan, Mama Kelta, les Kassé Stars (Sénégal), les frères Guisse (Sénégal), Madeka (Côte-d'Ivoire).

**HOT BRASS**, 211, avenue Jean-Jaurès, M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. Tél. : 42-00-14-14. Le 9 décembre à partir de 21 h 30, de 70 F à 100 F.

Africa Fête est né à Paris, il y a dix-sept ans, de l'agitation des foyers Sonacotra. En 1972 et par ironie, son maître d'œuvre, Mamadou Konté, ancien travailleur immigré, l'a rebaptisé Les Envahisseurs, en référence aux propos tenus par Valéry Giscard d'Estaing, qui comparait les travailleurs étrangers à des envahisseurs, dans le *Figaro Magazine* de septembre 1991. Quatre ans plus tard, l'ancien soudanais sénégal-malien subit « les rigueurs de juppé », « provocateur de grève », selon lui. Des trois soirées (ragga-hip hop, Guinée N'Biffe et Dakar-Soweto) prévues du 7 au 9 décembre, il n'a pu garder qu'une seule nuit de fête, le 9 décembre. En l'absence de Bayete, groupe sud-africain dont la tournée française a été annulée faute de transports, ce sont les jeunes rappers sénégalais Positive Black Soul qui seront les vedettes de ce festival organisé à la gloire de la présence africaine à Paris.

Les Positive Black Soul furent les premiers à commercialiser une cassette rap sur le marché dakarais (Boul Félé, en 1993). Engagés par une multinationale (Mango Island), ils sortent aujourd'hui *Salama*, un album inspiré révélant l'existence au Sénégal d'un rap original, très ancré dans le contexte local. A Dakar justement, le *mbalax*, musique moderne aux rythmes accés, popularisée par Youssou N'Dour, continue de tenir le haut du pavé. Formé, en 1989, Positive Black Soul, qui logeait du côté des États-Unis, trouvait dans le rap la meilleure façon de dire ce qu'il avait sur le cœur, en anglais, mais

aussi en français et en wolof, la langue nationale du Sénégal. S'inspirant de leur quotidien et de penseurs africains tels Kocé Barma (philosophe sénégalais du XIX<sup>e</sup> siècle), Hampâté Bâ ou Kwame Nkrumah, le duo Didier Awadi et Amadou Barry (alias Doug E Tee) a inventé un matériau original.

« Nous reprenons des mélodies, des rythmes, des proverbes d'ici, nous intégrons des instruments traditionnels. Nous avons chez nous des musiques très anciennes, comme le tassou ou le tazouane qui, dans la forme, sont assez proches du rap. La tradition rejoint l'urbain, le contemporain », expliquent les Positive Black Soul. Que le rap se soit développé en Afrique et au Sénégal en particulier, cela procède de l'évidence. « Le jeune de Dakar, quand il allume sa télé, qu'est-ce qu'il voit ? L'Amérique ! » Depuis qu'ils se sont produits à l'extérieur du pays (Montreuil, Italie, Belgique, Printemps de Bourges, Francofolies...), les Positive Black Soul ont allumé des rêves dans la tête de plusieurs dizaines de groupes. Tel Sunu Flavour, récemment produit par Youssou N'Dour ou Pee Frois.

Pourtant, et malgré l'émergence de ce nouveau courant dans la capitale sénégalaise, les cassettes restent absentes sur les marchés. « Pour enregistrer dans un bon studio, on demande 200 000 francs CFA (200 000 francs français). Personne ne peut payer. Cela correspond au salaire d'un haut fonctionnaire. » Une fois la cassette enregistrée, le piratage, mal endémique de l'industrie musicale africaine, décapite le moindre espoir de tirer profit des ventes. Quant au BSDA (Bureau sénégalais des droits d'auteurs), pratiquement personne ne voit la couleur des droits qu'il est censé reverser. « Ils ont leur science à eux, une science qu'on ne maîtrise pas », ironisent les Positive Black Soul qui, malgré ces contingences, n'envisagent pas une seconde de quitter le Sénégal.

Patrick Labesse et Véronique Mortaigne



Nous sommes seulement quelques uns  
dans le monde à avoir le dessus seul contre trois.

RTL = 19,1 % Europe 1 + NRJ + RMC = 17,9 %

IP  
RTL

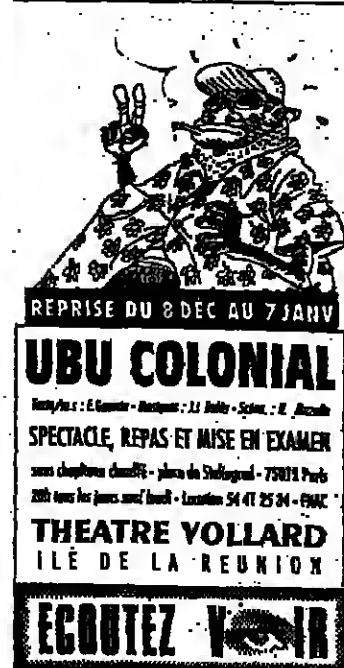
17 GROUPE, 136 AVENUE CHARLES DE GAULLE, 92000 NEUILLY SUR SEINE. TEL (1) 66 40 80 80

**THÉÂTRE** : la Comédie-Française a décidé de reporter sine die « pour des raisons techniques et financières » la création du *Revizor*, de Gogol, mis en scène par Matthias Langhoff, qui devait avoir lieu le 10 février 1996, salle Richelieu. Le coût du décor, son montage difficile lors des répétitions et l'indisponibilité de plusieurs comédiens sont à l'origine de cette décision. La création de *Moi*, de Labiche et Martin, dans une mise en scène de Jean-Louis Benoit, est avancée du 30 mars au 10 février, tandis que Matthias Langhoff créera, le 30 mars, *La Danse de mort*, d'August Strindberg, qui fera son entrée au répertoire dans une traduction de Michel Vitztorz. Rens. : 40-15-00-15.

**PRIX LITTÉRAIRES** : le Booker Prize russe 1995, d'un montant de 12 500 dollars (62 500 F), a été attribué à Gueorgui Vladimov pour son roman *Le Général et son armée*. L'écrivain espagnol Manuel

Vázquez Montalbán a obtenu, pour l'ensemble de son œuvre, le Premio de las Letras d'un montant de 5 millions de pesetas (250 000 F). Déjà titulaire du prix Planeta - l'équivalent espagnol du Goncourt -, il travaille à un livre justement intitulé *El Premio* (« Le Prix »), qui se passe dans les milieux de l'édition.

**CIRQUE** : le Centre national des arts du cirque (CNAC), installé à Châlons-sur-Marne (Marne), fête ses dix ans d'existence avec le spectacle de fin d'étude de la septième promotion : *Le Cri du caméléon*. Cette production, concoctée par le chorégraphe Josef Nadi, est présentée du 7 au 16 décembre au cirque de Châlons-sur-Marne avant de s'installer, en janvier, à la Grande Halle de La Villette.



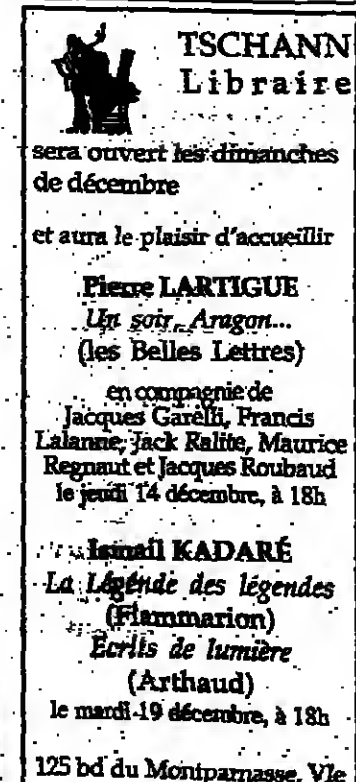
REPRISE DU 8 DEC AU 7 JANV

**UBU COLONIAL**

SPECTACLE, REPAS ET MISE EN EXAMEN

THEATRE VOLLARD  
ÎLE DE LA REUNION

ECOUTEZ VOIR



**TSCHANN Libraire**

sera ouvert les dimanches de décembre

et aura le plaisir d'accueillir

**Pierre LARTIGUE**  
*Un soir à Aragon...*  
(Les Belles Lettres)

en compagnie de  
Jacques Garélli, Francis Lalanne, Jack Kallite, Maurice Regnaud et Jacques Roubaud  
le jeudi 14 décembre, à 18h

**Issaï KADARÉ**  
*La Légende des légendes*  
(Flammarion)  
*Écrits de lumière*  
(Arthaud)  
le mardi 19 décembre, à 18h

125 bd du Montparnasse, 75014







## Le tribunal de Nancy condamne les paraboles « sauvages »

LE TRIBUNAL des référés de Nancy (Meurthe-et-Moselle) a ordonné, jeudi 7 décembre, à une vingtaine de locataires assignés par leur propriétaire, sous astreinte de 500 francs par jour, de retirer les antennes paraboliques fixées sur leur balcon. Il a aussi condamné ces locataires à payer 2 000 francs de frais de justice à leur propriétaire, la Société anonyme des HLM de l'Est (Nancy), pour n'avoir pas demandé l'autorisation d'installer ces paraboles « sauvages ». « C'est le triomphe du bon sens : on ne peut installer des paraboles n'importe comment », a commenté le défenseur du bailleur.

Mais pour Joël Lagrange, avocat des locataires, « le juge a simplement indiqué que si les locataires envoient une lettre recommandée au propriétaire, les paraboles pourront rester ». Selon lui, « dès jeudi, toutes les lettres recommandées ont été adressées et les paraboles resteront, n'en déplaise à la Société des HLM de l'Est (...). Nous avons un droit, et l'absence de lettre recommandée ne peut pas nous enlever ce droit (...), sauf si la loi change ». L'avocat a par ailleurs annoncé son intention de faire appel de ce jugement « parce que les gens ne veulent pas payer un seul centime de dommages et intérêts ».

■ **PRESSE RÉGIONALE** : le quotidien lillois *La Voix du Nord* ne devrait pas paraître samedi 9 décembre, à la suite du mouvement de grève lancé vendredi 8 décembre par l'intersyndicale « Syndicat national des journalistes (SNJ), autonome », la CFDT, FO et la CGC », rejointe par la CGT. Voulu ainsi protester contre le projet d'entreprise conçu par la direction et baptisé « Ambitions 2001 », l'intersyndicale a diffusé le 8 décembre un communiqué soulignant notamment « la multiplication des sanctions », le refus de « la direction de l'ouverture de toute négociation sur les conditions de travail » et « la marginalisation des organisations syndicales ».

■ **MAGAZINE** : 50 millions de consommateurs devient 60 millions de consommateurs, pour fêter ses vingt-cinq ans. En changeant de titre, le mensuel de l'Institut national de la consommation (INIC) change de prix : il passe de 22 à 24 francs.

■ **RADIO** : Michel Boyon, président-directeur général de Radio-France, a nommé, jeudi 7 décembre, Patrice Duhamel directeur général en charge des antennes et du développement du groupe (*Le Monde* du 5 décembre). Cette nomination vient souligner la volonté du PDG de « réaffirmer l'unité profonde de cette maison », de s'appuyer sur « un très bon professionnel ». Anne Coutard conserve, auprès du PDG, ses fonctions de directeur général délégué à la gestion et à la production, et Sophie Barluet conserve, auprès de Patrice Duhamel, ses fonctions de directeur général adjoint, chargée du développement et de la diversification.

## Les analystes s'interrogent sur la valeur de RMC

Malgré un prix de vente en baisse, les enchères placent le groupe radiophonique en instance de privatisation à un niveau élevé

LE GROUPE Radio-Monte-Carlo (RMC), qui doit être prochainement privatisé, vaut-il 500 millions de francs minimum ? Ce prix, établi après audit par la commission de privatisation, vaut pour une entreprise composée de trois réseaux : RMC, Radio-Nostalgie (51 %), Radio-Montmartre - et d'une règle publicitaire. Il sert, en principe, de base à d'éventuelles enchères (*Le Monde* du 7 décembre).

Toutefois, ce demi-milliard de francs demeure largement inférieur au prix (plus de 600 millions de francs) fixé en 1993 à l'issue de l'audit effectué par Cooper & Lybrand en vue d'une précédente tentative de privatisation. Le fait de ne pas avoir accès aux études de la commission de privatisation n'empêche pas de tenter de savoir comment la valeur du groupe radiophonique a été déterminée.

La chute du prix de 640 à 500 millions de francs peut tout d'abord être déterminée par le changement de périmètre. D'abord les actifs du groupe ont diminué. Le siège de RMC, un immeuble situé boulevard Princesse-Charlotte à Monaco, a été cédé pour 270 millions de francs. Cette somme a permis d'éponger un déficit cumulé de 180 millions de francs et de réduire à néant son endettement.

Dans un entretien accordé au *Figaro*, mercredi 6 décembre, Jean-Noël Tassez, PDG de RMC, notait que toutes les radios cotées en Bourse avaient perdu une bonne partie de leur valeur en un an. Europe 1, dont le cours le plus élevé était de 1 535 francs cette année à la

Bourse de Paris, vaut aujourd'hui 1 000 francs. NRJ, qui valait plus que 485 francs, contre 650 francs en 1994.

Xavier Debeugny, analyste financier, nuance toutefois cette appréciation en faisant remarquer que la composition des actifs des trois sociétés est sensiblement différente : « Europe 1 intègre la radio, mais ou-

ment besoin d'un repositionnement. La valeur d'un groupe radiophonique tient également à sa trésorerie. Celle d'Europe 1 dépasse les 500 millions de francs et celle de NRJ frôle les 270 millions. Mais les données manquent sur celle de RMC. L'entreprise offre pourtant des atouts : elle est quasi-propriétaire de ses fréquences pour les

quatre prochaines années, la « loi Carignon » ayant fixé le paysage radiophonique en prévoyant les premiers attributaires sur leur réseau. La concurrence, en matière d'audience, reste vive entre les stations, mais aucun danger institutionnel ne menace l'acquéreur potentiel de RMC.

Reste l'environnement publicitaire, fondamental en matière de médias. En 1993-1994, RMC avait bénéficié d'une conjonction particulièrement favorable. Les constructeurs automobiles, qui fournissent traditionnellement 20 à 25 % des recettes publicitaires des stations, avaient particulièrement utilisé ce moyen de communication lorsque le premier ministre d'alors, Edouard Balladur, avait lancé la « bolladurette » (prime de 5 000 francs pour tout remplacement

d'une voiture de plus de dix ans). Le marché radio avait à ce moment augmenté de 11 %, alors que, tous médias confondus, les investissements ne progressaient que de 2 à 3 %. La prime gouvernementale avait fait long feu, le marché publicitaire de la radio a été révisé à la baisse. « Après dix-huit mois, la tendance s'est inversée. Le chiffre d'affaires de la radio s'est stabilisé, alors que le marché est en hausse de 4 % et que la télévision a augmenté de 7 % », remarque un agent de change désireux de garder l'anonymat.

En dépit de cette baisse, le marché publicitaire français demeure globalement favorable à la radio. Ce média totalise en moyenne 7 % de l'ensemble des investissements publicitaires, ce qui se fait l'un des mieux lotis d'Europe. Or l'Allemagne, la radio ne recueille que 4,3 % des recettes publicitaires, en Italie 3,9 %, en Grande-Bretagne 4,1 % et aux Pays-Bas 5,1 %. Il n'y a qu'aux États-Unis que la radio réalise un meilleur score, avec plus de 11,3 %. Mais, outre-Atlantique, la radio est un média local étroitement dépendant des investissements publicitaires locaux et régionaux.

Compte tenu de ces éléments et du fait que le groupe RMC nécessite d'importants investissements à moyen terme, les 500 millions de francs demandés par la commission de privatisation n'ont rien d'un cadeau. « On savait que ce serait entre 400 et 500 millions, dit un analyste financier. Ils ont choisi le haut de la fourchette. »

Yves Mamou

VENDREDI 8 DÉCEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal. Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Les Feux de l'Amour. 14.25 Feuilleton : Dallas. 15.25 Série : Cannon. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.20 Série : La Philo selon Philippe. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : Le Miracle de l'Amour. 19.00 Série : Alerta à Malibu. 20.00 Journal. La Minute hippique, Météo.	12.15 Jeu : Les 2 amours. 12.55 Météo (et 13.35). 12.59 Journal. Point route. 13.45 Série : Derrick. 14.50 Série : Placé en garde à vue. 15.50 Variétés : La Chance aux chansons. 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Quel de neuf, docteur ? 17.45 Série : Cooper et nous. 18.15 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.45 Téléthon. Top départ. 9 <sup>h</sup> 30 <sup>h</sup> émission animée par Claude Sérillon, Gérard Holtz, Michel Onizet et Serge Lama, parrain du Téléthon 1995 en direct de la Maison de Radio-France. L'Anacoluthe, le bateau Radio France vogue sur la Seine de Montreuil à Paris. 19.59 Journal, Météo, Point route.	12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Magazine : Si vous partez. 14.40 Sport : Ski. Critérium international de la 1 <sup>re</sup> neige. 1 <sup>re</sup> épreuve de la Coupe du monde de ski alpin : Géant femmes, 2 <sup>e</sup> manche. 15.40 Série : Magnum. 16.25 Dessin animé : Popeye. 16.35 Les Minikéums. 17.45 Divertissement : Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Le Grand Ours, de Genevra Bonpland. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chance. 20.35 Tout le sport. 20.40 Consomag.	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : A cœur perdu. De Richard Lang, avec Jane Seymour, Tim Matheson. La nouvelle rédaction en chef d'un grand magazine d'actualité cède aux avances d'un de ses journalistes. Mariée avec un enfant, commence alors pour elle l'existence difficile de l'adultère. 15.05 Boulevard des clips (et 1.10, 6.00). 17.00 Variétés : Hit Machine. 17.30 Dessin animé : Tintin. (1/2) Les Bijoux de la Castafiore. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Flash. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. 20.35 Capital 6 (et 23.25).	12.30 En clair jusqu'à 13.45 : La Grande Famille. 13.40 Le Journal de l'emploi. 13.45 Cinéma : Piège en eaux troubles. Film américain de Rowdy Herington (1994). Avec Bruce Willis. 15.25 Pas si vite ! (rediff.). 15.30 Cinéma : Radio Flyer. Film américain de Richard Donner (1992). Avec Lorraine Bracco. 17.20 Surprises. 17.30 Le Journal du cinéma. 18.00 Dessin animé : Les Multioches. 18.05 Le Dessin animé, Rebout. 18.28 Série : Les Zinzins. 18.30 Cyberflash. 18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi ; 19.10, par Philippe Gildes, Bruno Gaccio et Valérie Fayet. 19.30 Flash d'informations (et 22.50). 19.40 Zérozanna, le contre-journal. 19.55 Les Gulgolts. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Téléfilm : Quelques mois pour aimer. De Tom McLoughlin, avec Brian Dennehy, Jacqueline Bisset. 22.05 Dans la nature avec Stéphane Payron, Yellowstone. 23.00 Madame Doubtfire. Film américain de Chris Columbus (1993). Avec Robin Williams. 1.00 Cinéma : L'Impasse. Film américain de Brian De Palma (1993). Avec Al Pacino, Sean Penn. 3.20 Cinéma : Giorgino. Film français de Laurent Boutonnat (1993, v.o.). Avec Jeff Dahlgren. 6.20 Documentaire : Les Allumés...	12.30 Abouit savoir. Les paradis fiscaux. 13.00 Les Yeux de la découverte. Les Requins. 13.25 Le Journal du temps (et 18.50). 13.30 Tava : Les Kayapos. 14.30 Business Humanum Est. 15.30 Qui vive ! Le Musicien. 15.45 Allô ! La Terre (4/4). 16.00 La Preuve par cinq (4/4). 16.30 Les Merveilles de l'univers. Le Mystère du big-bang. 17.00 Cellulo. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 L'Amour en questions. Les autres MST. 18.15 Magazine : Cinq sur cinq. 18.30 La Monde des animaux.
CÂBLE	RADIO				
TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. 20.00 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du bourlingueur. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Taratata. Invitée vedette : Véronique Sanson. 23.50 Sortie libre. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (20 min).	FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Chantier-partiel : Musique ancienne et poésie contemporaine. S. Trudine la musique-interprète la poésie. 20.30 Radio Archives. Auguste Rodin sans ménagement. 21.28 Poésie sur parole. Valéry Larbaud (5). 21.32 Black And Blue. Easy Rider : Voyage avec Jimi Hendrix. Un livre d'Alain Dister. 22.40 Nuits magnétiques. Une maison, des maisons. 4. D'une maison faire un poème. 0.05 Du jour au lendemain. Genevieve Redis-Lewis (Descartes). 0.50 Musique : Coda. Polymorphophonie : Musiques pour la nuit d'une Pologne de mémoire. 5. Mélodie folklorique pour guitare, de Lutoslawski : Simple Solution, d'Urbanik. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).				
PLANÈTE 19.10 Le Roman de France. [5/6] Le Pointu Mystère. De Bernard Monstigny. 19.40 Amour, femmes et fleurs. De Jorge Silva et Marta Rodriguez. 23.35 Bombe atomique : Champsignon mortel. De Tim Curran. 21.50 J'ai 15 ans et ça zappe dans ma tête. De Christian Lardet et Viviane Memod-Gasser. 22.35 Vente assésée. De Nathalie Borgers et Leska Asako Gladjo. 23.45 Grands maîtres de la photographie. [4/6] Andreas Feininger. De Peter Adam. 0.20 Gosses de rue à Moscou. De Claude Fleuret et Frédéric Varlot (55 min).	FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. Donné le 3 décembre à la salle des Congrès, à Sarsbrück, et émis simultanément sur la Radio de Leipzig, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarsbrück, dir. Petr Altrichter : Sinfonia, de Volsak ; Concerto pour alto et orchestre, de Pendereck ; Symphonie n° 8, de Dvorak. 22.00 Soliste. Elisabeth Schwarzkopf, soprano : 22.25 Dépeche-notes. 22.30				
PARIS PREMIÈRE 19.00 Totallement cinéma. 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Edith Piaf, ma vie en rose. De Jacques Rouhaud et Philippe Fortin. 21.55 Musiques en scènes. 22.25 Opéra. Madame Butterfly. De Giacomo Puccini.	CINÉMA 18.20 Martin Scorsese : Les films que j'aime. 18.50 Téléfilm : Baste Klarsfeld. De Michael Lindsay-Hogg avec Farrah Fawcett. 20.30 Hollywood 26. 21.00 Sang pour sang. Film américain de Joel Cohen (1983). Avec John Getz. 22.35 Tora ! Tora ! Tora ! Film américain de Richard Fleischer (1970, v.o.). Avec Martin Balsam. 0.55 La Chasse. Film américain de William Friedkin (1980, 100 min). Avec Al Pacino.				

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche lundi. Signification des symboles :  
■ Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.



## Le petit écran à l'heure du « Téléthon »

Pour sa neuvième édition, l'opération menée par le service public pour lutter contre les maladies génétiques espère réunir 400 millions de francs



Montereaux à Paris via Samois, Melun, Le Coudray, Evry, Châmois à Alfortville, où d'autres bateaux la rejoindront pour terminer son voyage jusqu'au quai de Grenelle. Et une station, réalisée dans la journée sur le parvis de l'hôtel de ville de Versailles par Georges Sauhaere, sera mise aux enchères le soir même au prix de 150 000 francs.

Autre nouveauté, « L'audace d'y croire », la thématique de ce neuvième « Téléthon », qui est aussi le titre d'une émission d'information diffusée vendredi à 20 h 50, est l'occasion de faire le point sur la recherche génétique et sur les traitements des maladies neuro-

musculaires (myopathies, myasthénies, myotonies, atrophies neurogènes...), une cinquantaine en tout en compagnie de malades, médecins, chercheurs et représentants de l'industrie pharmaceutique.

Grâce au « Téléthon », créé en 1987, la recherche sur les myopathies et autres maladies génétiques a reçu 2,197 milliards de francs. Cette somme a servi à établir des cartes du génome humain (avec le Génethon, le laboratoire de recherche génétique fondé en 1990), et à découvrir des gènes responsables de 180 maladies. « Aujourd'hui », explique Bernard Barataud, président de l'Association française contre les

myopathies, nous sommes pratiquement parvenus au terme de la cartographie du génome, et ces connaissances primordiales sont accessibles à tous les chercheurs du monde pour multiplier et accélérer les recherches ».

Lorsqu'il aborde le sujet de la thérapie génique - l'utilisation des gènes comme « médicaments » -, Bernard Barataud n'hésite pas à parler d'une « troisième révolution médicale ». Et même si, pour l'instant, les quelques essais sur l'homme ne sont pas encore probants, nous savons que nous allons dans la bonne direction, j'espère que, l'an prochain, pour le dixième « Téléthon », on pourra annoncer les premières réussites de la thérapie génique, bien que le chemin soit long et difficile. L'optimisme reste mesuré, mais le président de l'AFM compte bien sur cette neuvième édition pour réunir au moins autant d'argent que l'an dernier (370 millions de francs), l'idéal étant d'atteindre les 425 millions de francs indispensables pour financer de nouveaux équipements nécessaires à la production des traitements futurs.

L'année 1996 doit également être celle de l'ouverture d'un institut du muscle, qui doit permettre de réunir sur un seul lieu les équipes de recherche, des sessions de formation pour les médecins et des techniques pointues de diagnostic.

Alexandra Oubrier

★ Le « Téléthon », France 2, à partir du vendredi 8 décembre à 18 h 45.

## Le roc Navarro

par Luc Rosenzweig

QU'ALLONS-NOUS devenir sans Navarro ? Certes, l'arrêt de cette série policière n'est pas pour tout de suite, il y a encore une dizaine d'épisodes « en boîte », mais Roger Hanin l'a confirmé dimanche dernier chez Michel Denisot : il raccroche le holster. Il va tout d'abord mettre en scène un film et ensuite passer à la concurrence dans tous les sens du terme : il incarnera un avocat dans une nouvelle série commandée par France 2.

L'épisode diffusé jeudi soir, « L'Encaisseur », était de ceux qui rendront encore plus malheureux les fans du commissaire et de ses « mulets » d'être bientôt privés de leur Navarro mensuel. Il réunissait tous les ingrédients qui font le bon « polar » : un thème actuel et original (les violences de la mafia russe), l'exploration d'un milieu (celui des agences de mannequins) et un drame psychologique. Le supérieur hiérarchique de Navarro, le commissaire divisionnaire Waltz, a toute les apparences contre lui dans le meurtre de sa petite amie, une aspirante top-model arrivée depuis peu de Russie. Les « mulets », c'est-à-dire les adjoints de Roger Hanin, croient faire plaisir à leur chef bien-aimé en menant avec diligence une enquête qui s'orientera inexorablement vers Waltz. Ce n'est pas tout à fait pour leur déplaire, car le patron du service apparaît depuis le début de la série comme un personnage hautain, genre énarque égaré dans la « grande maison ». Navarro, qui, naturellement, a l'intuition que l'affaire

n'est pas aussi claire, va faire des choses pas très légales, à la grande perplexité de ses gars, pour que la vérité éclate.

L'affaire nous révélera que ce Waltz n'est pas seulement le glorieux technocrate dont il donne l'image à ses subordonnés. L'épreuve montrera un homme sensible, susceptible de se remettre en question, voire capable d'épanchements sentimentaux. A la fin de l'histoire, hâve, mal rasé, il avoue à Navarro que son plus grand regret est de ne pas avoir été l'un de ses mulets... Toute ressemblance avec des personnages existant ou ayant existé est naturellement pure coïncidence, et cela d'autant plus que cet épisode a été tourné bien avant les événements que nous vivons aujourd'hui. Mais c'est tout l'art d'une bonne série policière que de pouvoir nous faire réfléchir sur l'actualité. Ce qui manque peut-être à Alain Juppé, c'est un Navarro, un adjoint qui met du soleil et de l'humanité dans la froideur de la gestion technocratique des choses de la vie.

Avant que Navarro ne rejoigne l'inspecteur Bourrel au musée des séries policières bien-aimées, rendons hommage à ses inventeurs, Pierre Grimblat, le patron de Hamster, et surtout Tito Topin, scénariste ou coscénariste de la plupart des épisodes. Cet homme avait, dans une bande dessinée d'il y a quelques lustres, mis en scène Fidel Castro prenant le train pour la Bretagne car : « Il y a six gares de là à Vannes. » Imparable.

SAMEDI 9 DÉCEMBRE

### TF 1

- 12.50 **Météo, Journal.**  
13.30 **Magazine : Reportages.** Culture musées, de Francis Warin et Jean Vuille.  
14.00 **Série : L'homme qui tombe à pic.** 14.55 **Série : Agence tous risques.** 15.55 **Série : Extrême.** 16.50 **Série : Hercule.** 17.45 **Trente millions d'amis.** 18.20 **Série : Mafiosa Place.** 19.15 **Diversité : Vidéo gag.** 20.00 **Journal, Tiroir.** La Minute hippique, Météo.  
20.45 **Diversité : Les Grosses Têtes.** Présenté par Philippe Bouvard. Avec Enrico Macias, Olivier de Kersauson, Francis Ferrer, Guy Montagné, Philippe Castelli, Evelyn Leclercq...  
22.45 **Téléfilm : Vengeance tous risques.** D'Andrew Stevens.  
0.35 **Magazine : Formule foot.** 1.10 **Journal, Météo.** 1.25 **Programmes de nuit.** Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 1.45, Histoire naturelle (et 3.55, 5.05) ; 2.35, Histoire des inventions (1.05) ; 3.25, Côté cœur ; 4.25, Passions ; 4.50, Musique.

### FRANCE 2

- 12.50 **Point route.** 12.55 **Météo (et 13.30).** 12.59 **Journal, Météo.** 13.35 **Téléthon à tous chœurs.** Chœurs et chorales se mobilisent dans toute la France. La Chorale d'Alsace, Yves Duteil et la Maîtrise de Paris en multiplex.  
15.00 **Tiercé.** En direct de Vincennes.  
15.10 **Téléthon passion.** Sport à Paris et dans les centres de promesses. Avec Michel Drucker.  
17.05 **Thé-léthon dansant.** Valses, tangos, rock. Avec Dave, Yvette Horner, Jeanne Manson, l'Orchestre de l'Opéra de Paris, Albino.  
18.20 **Les Sourires du Téléthon.** Présenté par Claude Sérillon, Gérard Holtz et Serge Lama. Avec Gloria Gaynor, Jean-Jacques Devaux, Sylvie Joy, Papez, les Sales Gosses.  
19.55 **Tirage du Loto (et 20.40).** 19.59 **Journal, Météo.**  
20.45 **La Grande Fête du Téléthon.** Présenté par Claude Sérillon, Gérard Holtz et Serge Lama. Avec Gloria Gaynor, Jean-Jacques Devaux, Sylvie Joy, Papez, les Sales Gosses.  
2.30 **Programmes de nuit.** Envoyé spécial (rediff.) ; 4.20, Aventures aux Maldives ; 5.15, Loubard des neiges ; 5.30, Profession pilote ; 5.55, Dessin animé.

### FRANCE 3

- 12.45 **Journal.** 13.00 **Télévision régionale.** (et 15.00, 16.45). 14.05 **Sport : Ski.** Coupe du monde ski alpin, critérium de la première descente homme, 2e manche.  
15.55 **Série : Matlock.** 17.45 **Magazine : Montagne.** Retour à l'Annapurna, (rediff.). 18.15 **Expression directe.UDF.** 18.20 **Questions pour un champion.** 18.50 **Un livre, un jour.** Auguste Sandor, de Suzanne Lange. 18.55 **Le 19-20 de l'information.** A 19.08, Journal régional. 20.05 **Jeu : Fais la chanson.** 20.35 **Tout le sport.**  
20.50 **Série : Les Nouveaux Exploits d'Armand Lupin.** Herlock Sholmes s'en mêle, d'Alain Nahum d'après Maurice Leblanc, avec François D'Amboise, Paul Le Person. Arsène Lupin trouve sur sa route le grand détective Herlock Sholmes, moins performant toutefois sous la plume de Maurice Leblanc que sous celle de Conan Doyle.  
22.20 **Les Dossiers de l'Histoire.** Loin d'Hollywood, l'art européen du cinéma muet. [1] La Naissance d'un art. Commentaire dit par Jean-Louis Trépoignant.  
23.25 **Météo, Journal.** 23.50 **Météo et Compagnie.** Elisabeth Schwarzkopf à quatre-vingts ans.  
0.50 **Musique : Graffiti.** Scènes d'enfants de Schumann, par Michel Dalberto, piano (20 min).

### M 6

- 15.05 **Série : Poigne de fer et séduction.** 15.50 **Série : Les Champions.** 17.00 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.** 18.10 **Série : Amicallement vôtre.** 19.10 **Magazine : Turbo.** Le coup de cœur : Michel Hommel, porteur d'un homme de passion ; l'enquête : la rentabilité des circuits automobiles ; l'essai : la nouvelle Honda Accord ; le dossier : l'entraînement des pilotes participant au Master de Karling de Bercy ; les brevets : la rubrique du spectacle ; le tour.  
19.54 **Six minutes d'informations.** 20.00 **Magazine : Stars news.** Les inconnus ; Emile Jarré ; Famke Janssen et Isabelle Stanuzzo, les deux nouvelles James Bond girls ; Olivier Carreras ; Les coulisses d'un casting avec Ophélie Winter, Vanessa Demouy et Veronique Loubry.  
20.35 **Magazine : Hot Forme.**  
20.45 **Téléfilm : Business Woman.** [1] et [2]. De Charles Jarrott, avec Kim Delaney, Jack Scalia. Amours et intrigues à Hollywood. « L'usine à rêves » a écrit le roman de Jackie Collins qui a également signé le scénario.  
0.05 **Série : Flash.** 0.55 **Concert : Bon Jovi.** Enregistré à Wembley en juin 1995.  
2.15 **Rediffusions.** Boulevard des clips (et 6.40) ; 3.30, Frequentast (Vanessa Demouy) ; 4.25, Paris top models ; 5.20, Jazz 6 ; 6.15, Culture pub.

### CANAL +

- En clair jusqu'à 14.00  
12.25 **Flash d'informations.** 14.00 **Sport : Rugby.** En direct. Grenoble-Toulouse.  
16.00 **Surprises.** 16.10 **Téléfilm : La Colombe blessée.** De Robby Benson.  
En clair jusqu'à 20.30  
17.45 **Documentaire : Les Gens du B.A.M.** 18.35 **Dessin animé : Les Simpson.** 19.00 **Flash d'informations (et 22.05).** 19.05 **Cinet (et 19.45, 20.15).** 19.10 **C'est pas le 20 heures.** 19.49 **Les Sales Blagues de Vuillemin.** 19.50 **Magazine : L'OSI du cyclone.** 20.25 **Pas si vite !**  
20.30 **Téléfilm : Les Insurgés de la Terre.** D'Eugène Levy. En 1975, dans un petit village du Colorado, un riche promoteur et sa bande de mercenaires tentent de s'approprier frauduleusement la terre de pauvres paysans.  
22.15 **Magazine : Jour de foot.** 23.00 **Le Tueur du futur.** Film américain de Rachel Talalay (1994) Avec Karen Allen.  
0.35 **La Séparation.** Film français de Christian Vincent (1994) Avec Isabelle Huppert.  
2.00 **La Cité des femmes.** Film franco-italien de Federico Fellini (1980), vol. 1.  
4.15 **Canal.** Film français de Denis Granier-Delery (1994).

### LA CINQUIÈME

- 12.00 **Défi.** L'Art et la manière de s'en sortir. 13.00 **Rimtim.** Bataille silencieuse. 13.30 **Va savoir.** 14.00 **A tous vents.** D'Aboulet, le film de l'exploit. 15.00 **Documentaire : Magritte.** 16.00 **Jeux d'encre.** Bruce Benderson, Toxicco ; Eric Neuhoff, Barbe à papa ; Dominique Fabre, Moi aussi j'ai un ton. 16.30 **Mag 5.** 17.00 **L'Esprit du sport.** 18.00 **Arrêt sur images.** La télévision peut-elle parler des mouvements sociaux ?  
19.00 **Série : Black Adder** [11/13] Espionnage à l'hôpital, de Richard Boden (v.o.). 19.30 **Le Dessous des cartes.** Chronique de géopolitique de Jean-Christophe Victor (Espagne [2/2] (rediff.)). 19.35 **Histoire parallèle.** Présenté par Marc Ferro, avec Georges Seguy. Le Retour des Syndicats. 20.30 **8 1/2 Journal.**  
20.40 **Téléfilm : Le Phare** [2/3] Wilmont, de Peter Verhoeven, avec Hans Heerschoop, Jaron De Pauw. Ce téléfilm néerlandais en trois épisodes raconte l'éducation sentimentale d'un jeune garçon né dans une famille modeste d'un village de Frise. Très belle reconstruction de la Hollande des années 50. RPA d'or 1995.  
21.45 **Documentaire : Rwanda.** Maudits soient les yeux fermés, de Frédéric Laffont.  
23.05 **Magazine : Velvet Jungle.** Présenté par Vally. Top Live : Best of Top Live ; Louise ; Série : Les Zombies de la stratosphère, de Fred C. Bannion. [10/12] The Human Torpedo (v.o.) avec Judd Holden.  
0.50 **Téléfilm : L'Été des jeux.** De Giordan Maugu, avec Jost Gerslein, Verena Plangger (v.o., rediff.). 2.15 **Cartoon Factory** [1/3/18]. Toy Time (1932) ; Phoney Express (1932) ; Happy Hobbes-Tom and Jerry (1933) ; Ain't She Sweet (1933) (rediff., 30 min).

### CÂBLE

- TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.25 **Météo** des cinq continents (et 21.55). 19.30 **Journal** de la TSR. En direct. 20.00 **Série : Julie Lescaut.** Tableau noir. 21.30 **Télécinéma.** 22.00 **Journal** de France 2, Édition de 20 heures. 22.40 **N'oubliez pas votre brosse à dents.** 0.30 **Journal** de France 3, Édition Soir 3. 1.00 **Journal** de la RTBF. En direct (50 min).  
PLANÈTE 19.05 **Revoir Beyrouth.** De Mireille Calare et Simon Edelstein. 19.45 **L'Homme technologique.** [7/8] Machines à tuer d'Adam Levy. 20.35 **Chemins de fer** [7/12] De St Pétersbourg à Tachkent. De Jenny de Yong. 21.30 **Le Roman** de France. [5/6] **Le Point Mystère** de Bernard Montigny. 22.00 15 jours sur Planète. 22.25 **Amour, femmes et fleurs.** De Jorge Silva et Marta Rodriguez. 23.20 **Bombe atomique : Championnat mortel.** De Tim Curran. 0.35 J'ai 15 ans et ça zappe dans ma tête. De Christian Lardet et Viviane Mermoud-Gasser (45 min).  
PARIS PREMIÈRE 19.00 **Top-Flop** (et 0.50). 19.35 **Sans en stock.** Clark Gable. 20.00 **Eco, éco et quoi ?** 20.30 **Equitation.** En direct. Jumping international de Paris, à la porte de Versailles (Paris). 23.00 **Paris der-**

- rière. 23.55 **Le court en dit long** (55 min).  
CANAL J 17.30 **Série : Le Vilain Petit Canard.** Le canard est dans la sauce. 17.50 **Captain J.** 18.00 **Les P'tits Furtifs.** [6/26] Vilberg et les oiseaux d'Islande. 18.15 **Regarde le monde.** 18.30 **Tarmac.** 19.00 **Série : Les Twist.** La Toque enchantée. 19.30 **Momo et Ursula.** 20.00 **Petit prince Troll.**  
CANAL JIMMY 21.00 **Série : Angela,** quinze ans. A la recherche du père idéal. 21.50 **Série : Le Frelon vert.** Double meurtre. 22.15 **Chronique du crime.** 22.20 **Série : Liquid Television.** 22.50 **Tas pas une idée ?** 23.50 **Quatre en un.** 0.20 **Série : Seinheld.** La Chinoise. 0.45 **Série : Route 66.** L'Héritière (50 min).  
SÉRIE CLUB 19.05 **Le Club.** 19.15 **Série : Models Inc.** 19.55 **Série : Miami Vice** (et 0.00). Les Vacances. 20.45 **Série : Schimanski.** Le Magot. 22.20 **Série : Combat.** Les Masques. 23.10 **Série : Au-delà du réel.** L'aventure continue. Évolution. 0.45 **Série : Le Retour du Saint.** Quel à Venise (45 min).  
MCM 19.30 **L'Invité** de marque. 20.00 **Eurotrash.** 20.30 **MCM Euromusiques Nordica.** 21.30 **Clips non-stop.** 22.00 **Rave On.** 22.30 **MCM Dance Club** (210 min).  
MTV 19.00 **European Top 20.** 21.00 **First Look.** 21.30 **8 Ball Week-end.** 23.30 **The Zig & Zag Show.** 0.00 **Yo ! MTV Raps** (120 min).  
EUROSPORT 9.25 **Ski** de fond. En direct.

- Ski de fond : Coupe du monde. 5 km dames, à Davos (Suisse). 10.20 **Ski.** En direct. Coupe du monde : descente messieurs, à Val d'Isère (Savoie). 12.00 **Ski** de fond. En direct. Ski de fond : Coupe du monde. 30 km messieurs, à Davos. 13.30 **Ski artistique.** En direct. Ski artistique : Coupe du monde. Épreuve de bosses, à Tignes. 20.25 **Basket-ball.** En direct. Championnat de France Pro A : 13<sup>e</sup> journée. Le Mans-Pau-Orthez. 22.00 **Supercross.** En direct. Motocross : championnat du monde de supercross indoor. 4<sup>e</sup> et dernière manche, à Genève (90 min).  
CINÉ CINÉFIL 18.25 **Police montée.** Film américain de David Howard (1938, N., v.o.). Avec George O'Brien. 19.30 **Actualités Pathé** n° 2. 20.20 **Le Club.** 21.35 **Les Desses de l'amour.** 23.00 **Secrets de femmes.** Film américain de Robert Wise (1950, N.). Avec Eleanor Parker. 0.40 **Marie Walewska.** Film américain de Clarence Brown (1937, N., v.o., 115 min). Avec Greta Garbo.  
CINÉ CINÉMAS 18.35 **Happy Anniversary** 007. 19.40 **Le Bazar** de Ciné Cinéma. 20.30 **Téléfilm : Pas un sou de plus**, pas un sou de moins. De Clive Donner [1/2] avec Ed Begley, Edward Asner. 22.05 **Ciné Cinéma.** 23.05 **La Musique du hasard.** Film américain de Philip Haas (1992, v.o.). Avec James Spader. 0.40 **Téléfilm : Club échange.** Classé X (180 min).

### RADIO

- FRANCE-CULTURE 20.00 **Le Temps** de la danse. Le magazine de la danse. Avec Jean-Christophe Maillot, directeur des ballets de Monte Carlo, à l'occasion du dixième anniversaire de la compagnie. 20.30 **Nouveaux Répertoire dramatique.** Hommage à Jean-Luc Lagarce. Nous, les héros, de Jean-Luc Lagarce. 22.35 **Musique : Opus.** Gabriel Yared. 0.05 **Fiction : Tard dans la nuit.** L'Entretien des vats, de Bram Stoker. 0.55 **Chronique** du bout des heures. 1.00 **Les Nuits** de France-Culture (rediff.).  
FRANCE-MUSIQUE 20.00 **Opera.** Festival d'automne. Concert donné en novembre au Théâtre du Châtelet, par le Chœur de la Philharmonie slovaque. Le Chœur du Théâtre du Châtelet, l'Orchestre Philharmonia, dir. Christoph von Dohnanyi ; Moïse et Aaron, opéra en trois actes achevé de Schönberg, livret du compositeur d'après la Bible, Aage Haugland (Moïse), Philip Langridge (Aaron), Reinhard Hagen (Un prêtre), Thomas Mohr (l'Éphraïmite), Hélène Perrigot (Une malade). 23.05 **Le Bel Aujourd'hui.** A propos de Jacques

- Lenot ; Portrait d'Allain Gaussin. 1.00 **Les Nuits** de France-Musique. Programme Hector.

- RADIO-CLASSIQUE 20.40 **Les sœurs Labèque.** Katia et Marielle Labèque. Concerto k 242, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Bychkov. Danse slave op. 46 n° 4, de Dvorak ; Le Lac des cygnes, extrait, de Tchaïkovski ; Concerto pour deux pianos, de Poulenc, par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Ozawa ; Le Boeuf sur le toit, de Milhaud, par l'Orchestre de Paris, dir. Bychkov ; West Side Story : danses symphoniques, de Bernstein ; La Vie brève, de De Falla. 22.40 **Oa capo.** Introduction et Fandango capriccioso, de Saint-Saëns, par l'Orchestre du Hollywood Bowl, dir. Slatkin, Rabin, violon ; Quatuor n° 2, de Brahms, par le Hollywood String Quartet ; La Nuit transfigurée, de Schönberg, par le Hollywood String Quartet, Dinkov, alto, Reher, violoncelle. 0.00 **Les Nuits** de Radio-Classique.



## La lutte des chiffres

par Pierre Georges

IL Y A UN MOT qu'on entend trop : le marché. Matin, midi et soir, semaine, dimanche et fêtes, les nouvelles de ce mythe patibulaire tombent inexorablement. Va bien. Va mal. S'inquiète. A vivement réagi. Reprend espoir. Perd confiance. Anticipe.

On ne sait si le marché - les marchés - gouverne le monde. Mais il gouverne les mots. Pas un moment, pas un instant, que ce Moloch ombrageux ne fasse connaître son humeur, ses angoisses, ses menus soucis de placement, ses hausses, ses baisses, et toute la liturgie afférente.

Saint Marché, protégez la France ! Mais c'est que cela deviendrait un peu lassant, à force. On peut n'y rien comprendre, ce qui est une tare partagée, il n'empêche que cette dictature des indices a quelque chose d'outrageant pour beaucoup : le citoyen lambda, le chômeur ou le salarié facteur du marché malgré lui. Rendez-vous, vous êtes cernés par les chiffres ! Toute revendication est inutile, toute résistance vaine.

Où était-ce ? A la télévision, peut-être. Une femme, gréviste ou non gréviste, d'accord ou pas d'accord, peu importe, résumait tout d'une phrase : « Et si l'on nous prenait un peu moins pour des agents économiques et un peu plus pour des citoyens ! »

Elle est peut-être là l'explication de ce qui se passe, ce sentiment inexorable d'impuissance et cette révolte face au tout-économique. Gauche, droite, la conversion du politique fut si brutale, la foi des convertis si radicale, qu'elle ne laisse d'autre issue à la politique et aux politiques qu'à s'essayer, pour tout programme, à résoudre la quadrature des

chiffres. Admettons que les chiffres soient ronds par principe et têtus par définition. Autrement dit, que les lois économiques imposent, par nature, la cruauté véridique, presque la dictature des chiffres. C'est une vérité. Mais il en est une autre, qui s'exprime autrement : l'homme ne vit pas que d'indices, pas que de cours de Bourse ou des monnaies.

En ce sens, les grèves et manifestations, l'étonnante bienveillance des usagers à leur égard, s'expliquent : à pied, ou par procuration, les marcheurs marchent contre les marchés. Comme dans une version fin de siècle de la lutte des classes, la lutte des chiffres.

A lire les comptes-rendus, à regarder les manifestations, à écouter les gens, un mot revient sans cesse, l'« arrogance ». Le procès en arrogance est fait à Alain Juppé sur son apparence, sur son côté fort en chiffres et sur sa fonction d'expert-comptable national. Il est perçu, par délégation, comme le maître des chiffres. Obsédé et impitoyable. Imposant d'abord, discutant - peut-être - ensuite. Le premier ministre apparaît ainsi bien plus que droit dans ses bottes, raide dans ses additions. Et dans les nôtres.

Élevons tout facteur personnel. Resterait toujours l'« arrogance » des chiffres. D'où ce remake contemporain d'une vieille lutte au couteau, les Bourses ou les vies, le capital ou le travail. Il n'est pas impossible alors que les fameux marchés aient du souci à se faire. Un train, même à l'arrêt, peut toujours en cacher un autre. Et des manifestations présumées d'arrière-garde corporatiste, l'avant-garde d'une révolte.

## Pierre Rosenberg a été élu à l'Académie française

LE DIRECTEUR DU MUSÉE DU LOUVRE, Pierre Rosenberg, a été élu à l'Académie française, jeudi 7 décembre, au fauteuil d'Henri Gouhier. Il est le quatrième conservateur à entrer à l'Académie française, après André Chamson, René Grousset et René Huyghe. Il a obtenu, au deuxième tour, 15 voix sur 28 votants (les autres candidats étaient Charles Devedan, Jean Orizet et Gonzague Saint-Bris). Il s'agissait de la troisième élection pour trouver un successeur au philosophe décédé. Né en 1936 à Paris, licencié en droit, ancien élève de l'école du Louvre, Pierre Rosenberg a été conservateur en chef (1983), puis directeur du département des peintures du Louvre (1987). Inspecteur général des musées (1989), conservateur général du patrimoine (1990), il a été nommé président-directeur de l'établissement public du musée en 1994 où il succédait à Michel Lacroix. Spécialiste de l'art des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, Pierre Rosenberg a fait entrer au Louvre Le Verrou de Fragonard, dont l'origine, longtemps contestée, ne fait plus de doute aujourd'hui. Il est à l'origine de nombreuses expositions (comme celle sur Poussin, l'un de ses peintres fétiches, en 1994 au Grand Palais) et l'auteur d'ouvrages sur Poussin, La Tour, Chardin, Fragonard, Watteau, Boucher.

■ ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES : la CFDT a enregistré, jeudi 7 novembre, une régression au bénéfice de la CGT aux Chantiers de l'Atlantique, qui emploie quatre mille trois cents salariés à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). La CFDT ne compte plus que quatre élus au lieu de cinq au comité d'entreprise, tandis que la CGT, avec six élus, gagne un siège. « Il est indéniable que les derniers événements ne nous ont pas arrangés », a commenté Christian Tessier, délégué CFDT.

■ SONDAGE : une majorité de Français (59 %) soutiennent les mouvements sociaux, selon un sondage CSA réalisé pour Le Parisien, le 6 décembre. Mais 52 % souhaitent l'arrêt des grèves, et 74 % veulent une négociation sur le plan de réforme de la Sécurité sociale.

■ GRÈVES : les syndicats CGT (journalistes, ouvriers, employés, cadres administratifs, cadres techniques) du journal Le Monde « appellent à la création, partout en France, de comités de soutien chargés de collecter des dons afin de venir en aide aux grévistes de la SNCF et de la RATP qui mènent une lutte exemplaire dans l'unité syndicale la plus large ».

■ CONJONCTURE : les ménages sont de plus en plus pessimistes. Selon l'enquête de l'Insee, publiée vendredi 8 décembre, leur opinion sur la conjoncture retrouve, en novembre, « les bas niveaux de la mi-1993 », au plus fort de la récession. Cette nouvelle dégradation constitue un mauvais présage pour l'évolution de la consommation et de la croissance.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 8 décembre, à 10 h 15 (Paris)

### FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 19412,30 +1,21 -1,57

Hong Kong Hang Seng 9859,58 -0,35 -20,42

### Tokyo Nikkei sur 3 mois

19412,30 +1,21 -1,57

9859,58 -0,35 -20,42

19412,30 +1,21 -1,57

9859,58 -0,35 -20,42

19412,30 +1,21 -1,57

9859,58 -0,35 -20,42

19412,30 +1,21 -1,57

9859,58 -0,35 -20,42

19412,30 +1,21 -1,57

### OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 07/12 08/12 fin 94

Paris CAC 40 1846,30 +0,66 -1,83

Londres FT 100 3658,50 -0,12 -19,34

Zurich 2142,30 +21,42

Milan MIB 30 829

Frankfurt Dax 30 2287,65 +0,02 -7,64

Bruelles 1508,99 +0,21 -8,58

Suisse SMI 2230

Madrid Ibes 35 +10,18

Amsterdam CMB 1417

Tirage du Monde daté vendredi 8 décembre 1995 : 482 249 exemplaires

3

## Un étudiant algérien recherché par la police française pour avoir aidé le coordinateur de la vague d'attentats

Des assassinats avaient été projetés en France contre des personnalités algériennes

ALORS QUE la campagne d'attentats islamistes s'est interrompue depuis l'explosion, le 17 octobre, d'une bombe dans le RER au musée d'Orsay, la police française est à la recherche d'un étudiant algérien qui résidait en région parisienne, Ali Touchent. Agé de vingt-huit ans, cet étudiant en architecture, qui séjournait dans l'Hexagone depuis sept ans, est soupçonné d'avoir accueilli et aidé le coordinateur de la vague d'attentats commis en France, Boualem Bensaid, qui était lui-même arrivé d'Algérie peu avant le début de la vague des dix actions terroristes déclenchée au mois de juillet.

Tous les services de police français viennent de recevoir un avis de recherche leur demandant d'interpeller Ali Touchent, tandis que d'autres services de police européens ont été discrètement - sans passer par Interpol - chargés de surveiller les allées

et venues de cet étudiant qui avait beaucoup voyagé en Europe, ces dernières années, en Belgique et aux Pays-Bas notamment.

Arrêté le 1<sup>er</sup> novembre à Paris alors qu'il donnait l'ordre d'un nouvel attentat contre un marché illégal, Boualem Bensaid avait désigné, sous le pseudonyme de « Tarek », l'homme qui lui avait facilité les contacts en France avec les islamistes algériens prêts à passer à l'action.

### « AGENT DE LIAISON »

Dans le soubord d'attentat sa propre responsabilité, Boualem Bensaid, toujours considéré par les enquêteurs comme le chef opérationnel des commandos en France, avait mis l'accent sur le rôle de « Tarek ». Les auditions d'autres membres des groupes terroristes interpellés début novembre, à Paris, Lille et Lyon, ont depuis permis d'identifier « Tarek »

en la personne d'Ali Touchent. Qualifié par un haut responsable policier d'« agent de liaison et d'intermédiaire ayant facilité les contacts de Bensaid avec les groupes lyonnais », Ali Touchent aurait plus précisément mis en relation Boualem Bensaid avec le groupe lyonnais de Khaled Kelkal (directement impliqué dans l'attentat raté du 26 août contre le TGV Lyon-Paris) et avec le réseau de Chasse-sur-Rhône (qui projetait une explosion contre un dépôt d'essence de la région lyonnaise).

Début juillet, Ali Touchent aurait en particulier accueilli dans un appartement situé Boulevard d'Orléans, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, le « donneur d'ordres » Boualem Bensaid, dont les empreintes digitales ont été retrouvées sur les engins explosifs des attentats contre le TGV et devant la station de métro Maison-Blanche. Boualem Bensaid a d'ailleurs reven-

diqué la responsabilité de la vague d'attentats.

En retrouvant Ali Touchent, les enquêteurs français tentent de compléter le puzzle de l'organisation de la campagne terroriste. Les investigations policières se sont également poursuivies en Angleterre, où la demande d'extradition française visant le financier des réseaux terroristes, Rachid Ramda, alias « Abou Fares », est, comme on l'a vu, de source française, en bonne voie. Une empreinte digitale de Rachid Ramda a ainsi été identifiée sur le reçu d'un mandat de virement financier international adressé, via la Western Union, à Boualem Bensaid. Saisies par les autorités britanniques lors des perquisitions visant Rachid Ramda et ses proches, quelque deux mille pièces de justice sont toujours en cours d'exploitation en Angleterre.

L'un de ces documents, qui ne porte toutefois pas de date, évoque des projets d'assassinats visant d'anciens responsables du FIS réfugiés à l'étranger, au cas où le recours à des attentats à l'explosif s'avérerait difficile. L'ancien porte-parole de la Fraternité algérienne en France (FAF), Youssef Krouche, était désigné comme l'un des cibles potentielles.

Enfin, en France, des membres du groupe illégal de terroristes avaient envisagé la possibilité d'assassiner une féministe algérienne, Khalida Messaoudi, lors d'une réunion électorale qu'elle devait animer à Lille à la fin du mois d'octobre en faveur de Said Sadi, candidat à l'élection présidentielle algérienne. Mais cette réunion avait été interdite, comme les autres meetings électoraux de ce type, par les autorités françaises.

## Ancien membre du gouvernement Juppé, M<sup>me</sup> Ameline devrait retrouver son siège de député du Calvados

CAEN

de notre correspondant

Nicole Ameline fait figure d'exception. Des neuf ministres écarts du gouvernement d'Alain Juppé après le remaniement du 7 novembre et qui pouvaient chercher à retrouver leur siège de député, l'ancien secrétaire d'État à la décentralisation est la seule à avoir franchi le pas. Menacés d'un sort électoral incertain, les huit autres ont, au moins provisoirement, renoncé à affronter les électeurs. La démission d'Yves Boisseau, suppléant de M<sup>me</sup> Ameline, en revanche, lui permet de solliciter, dimanche 10 décembre, un nouveau mandat de député dans la quatrième circonscription du Calvados (Trouville-Deauville).

Pour M<sup>me</sup> Ameline, devenue députée (UDF-PR) du Calvados à la suite du décès de Michel d'Ornano, dont elle était la suppléante, en mars 1991, retourner devant les électeurs était devenu une nécessité politique. Au mois de juin, elle avait été l'un des rares membres du gouvernement, avec Colette Codacci-Pignardi (à Rives-Thunusnil, dans le Nord) et Jean-Louis Debré (dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris), à échouer aux élections municipales.

### LA MAJORITÉ DIVISÉE

Tête de liste à Trouville, elle avait été battue de trente-sept voix par l'écologiste Michel Lamare. Depuis sa démission du conseil municipal, elle ne disposait plus d'aucun mandat électif.

Cette situation ne pouvait que fragiliser sa position alors qu'elle doit compter avec la concurrence de plus en plus pressante, dans sa circonscription, de l'une de ses anciennes collègues, Corinne Lepage, première adjointe au maire de la station balnéaire voisine, Cabourg, et qui a conservé ses fonctions de ministre de l'environnement dans le second gouvernement d'Alain Juppé.

Aux élections législatives de mars 1993, les deux femmes avaient d'ailleurs été concurrentes, puisque M<sup>me</sup> Lepage s'était présentée contre M<sup>me</sup> Ameline sous l'étiquette Génération Ecologie. Elle avait obtenu 61,7 % des suffrages exprimés. Depuis, M<sup>me</sup> Lepage a entrepris de consolider son implantation. Elle a pris pour chef de cabinet Yves Lenoir, vice-président du conseil régional et conseiller municipal de Caen, mais surtout président de la fédération RPR du Calvados. Ses ambitions ont convaincu M<sup>me</sup> Ameline qu'il serait plus sûr pour elle, lorsque seront décernées les investitures de la majorité pour les élections législatives de 1998, d'être le député sortant de la circonscription.

Aujourd'hui, M<sup>me</sup> Lepage soutient son ancienne collègue. Dans cette circonscription largement acquise à la droite, où Jacques Chirac avait obtenu 57,46 % des voix au second tour de l'élection présidentielle, la principale difficulté pour M<sup>me</sup> Ameline résidera dans la division de la majorité. Elle devra affronter la droite, proche du RPR, Françoise Gay, conseillère municipale de

Deauville et opposante au maire, Anne d'Ornano, membre du bureau politique du Parti républicain, ainsi qu'un candidat du Mouvement pour la France.

Le Front national Christian Guéret du Masoir, secrétaire départemental de ce parti, tentera, comme l'avait fait son prédécesseur en mars 1993, d'activer en deuxième position pour être présent au second tour.

M<sup>me</sup> Ameline l'avait alors emporté avec 76,65 % des voix. La socialiste Marie-Rose Koro, conseillère municipale de Honfleur, et le communiste Pierre Mouraret, adjoint au

maire de Dives-sur-Mer, s'efforceront, pour leur part, de profiter de la poussée de la gauche enregistrée au premier tour de sept autres élections législatives partielles, dimanche 3 décembre, pour l'en empêcher et améliorer le résultat précédent de leurs formations politiques.

En mars 1993, le candidat socialiste avait obtenu 30,46 % des voix au premier tour, le PCF 7,00 %. François Morin, enfin, est soutenu par les Verts et la Convention pour une alternative progressiste.

Jean-Jacques Lerossier

Erich Indjany

## ALFRED DUNHILL

**BOUTONS DE MANCHETTES « POTTER »**

Inspirés de motifs art déco provenant des archives Alfred Dunhill.  
Façonnés en argent massif et laque. Des boutons de manchettes au double décor  
faciles à porter et pratiques grâce à leur système à glissement.

**Très recherché depuis 1898.**  
15, rue de la Paix 75002 Paris. Tél. (1) 4361 6788.